

THEORIE COMMUNISTE

N°19

Juin 2004

Directeur de publication :
Roland Simon
B.P. 17
84300 Les Vignères
<http://www.theoriecommuniste.org/>
Lemel: philippeportet@free.fr

Imprimerie spéciale : Théorie Communiste

SOMMAIRE

PROLETARIAT ET CAPITAL : UNE TROP BREVE IDYLLE ?	5
Critique des brochures de Gilles Dauvé et Karl Nesic : <i>Il va falloir attendre</i> et <i>Solidarité sans perspective et réformisme sans réforme</i>	
LE CONCILE D'EPHÈSE	61
AUFHEBEN : « Au-delà de l'ultra-gauche , une réponse à TC »	73
REPONSE A AUFHEBEN	103
LES GREVES DE MAI-JUIN 2003 EN FRANCE	130
UNE CRITIQUE DE " LA MATERIELLE "	174
UNE APPROCHE DU CONCEPT D'ANGLE MORT	190
MEETING	196
SENONEVERO	200
DÉJÀ PARUS	204

PROLETARIAT ET CAPITAL : UNE TROP BREVE IDYLLE ?

critique des brochures de Gilles Dauvé et Karl Nesic :

Il va falloir attendre

et

Solidarité sans perspective et réformisme sans réforme

Nous aborderons souvent les deux dernières brochures de Dauvé et Nesic : *Il va falloir attendre* (Troploin, février 2002) et *Solidarité sans perspective et réformisme sans réforme* (Lettre de Troploin n°3, novembre 2003) de façon conjointe. Quand la seule référence est celle de la page, il s'agit de la brochure *Il va falloir attendre*.

La brochure *Il va falloir attendre* de Dauvé et Nesic a un incontestable et rare mérite, elle relève d'un véritable discours théorique (un discours qui passe par le capital) en ce qu'elle pose comme indissociables la question de la restructuration et celle de la révolution. Se contenter d'interroger les luttes du prolétariat comme une succession d'assauts jusqu'à une victoire finale définie de toute éternité est largement insuffisant. Dauvé et Nesic posent sans ambiguïté que révolution et restructuration sont une seule et même question, ce qui échappe à tous ceux pour qui un catastrophisme simpliste tient lieu de passeport pour le communisme. Y a-t-il, ou non, une restructuration, quelle est son intensité, sa nature ? La question est abordée de front et les auteurs savent que des réponses à ces questions dépendent notre activité et notre compréhension présentes des luttes de classe et de leurs relations à la révolution.

Mais, le modèle des relations sociales, c'est-à-dire du rapport d'exploitation, sur lequel se fonde toute la brochure de Dauvé et Nesic, est celui du « compromis fordiste » et de sa réactualisation. C'était une vision idéologique de l'économie, c'était l'idéologie de la gauche, c'est actuellement la vision du *démocratisme radical*, du « citoyennisme ». Dauvé et Nesic ne sont ni démocrates radicaux, ni citoyennistes, mais ils voudraient que pour son bien et ... celui de la révolution, la classe capitaliste le soit. Même après avoir reconnu les mutations de l'organisation du travail, de la reproduction de la force de travail, du cycle mondial du capital, en un mot du rapport d'exploitation, les auteurs ont une obsession : attendre la révolution du renforcement du « réformisme radical ». Ils veulent *plaquer* le « compromis fordiste » sur la restructuration du capital. Ils ne peuvent concevoir la possibilité de celle-ci qu'à la condition qu'elle inclut celle-là. « L'histoire ne se répète pas », disent-ils, mais il faut que rien ne change pour qu'ils admettent un changement.

Si Dauvé et Nesic espèrent que nous soit rendu une « capital dynamique » sur le modèle de celui des « Trente glorieuses », c'est que seul celui-ci nous rendrait un « prolétariat dynamique » et révolutionnaire : celui qui « refuse la prospérité ». C'est dans leur théorie de la révolution qu'il faut chercher la raison de leur vision de la

restructuration. Dauvé et Nesic sont des enfants de 68 qui auraient décidé de ne plus grandir. Leur théorie de la révolution est celle qui est née de l'échec de 68 : *la révolution ouvrière à visage humain*.

Une « théorie de la révolution » qui ne peut reconnaître la restructuration

La fixation sur le « mouvement de mai 68 »

(ou sur son idéologie)

« Autour de 1968, la critique prolétarienne était restée inachevée, ne faisant quasiment pas usage de l'arme de la centralité du travail : aussi cette critique n'a pas été battue par plus fort qu'elle, elle s'est arrêtée en chemin. » (*ibid*, p.14)

Dans les deux brochures de Dauvé et Nesic, mai 68 est la référence constante, la norme, la grille de lecture de tous les événements actuels. C'est par là qu'il faut commencer pour assister à la formation de leur idéologie de la révolution.

La période de la fin des années 60 et du début des années 70 fut la période de la première crise et du premier mouvement révolutionnaire en subsomption réelle. Ce dernier fut plus la liquidation de toutes les anciennes formes du mouvement ouvrier et de tout ce qui pouvait se fonder sur une identité ouvrière ouvrant la voie à l'affirmation du prolétariat comme classe dominante, que la résolution des questions spécifiques de la révolution en subsomption réelle du travail sous le capital. Ce qui fut entrevu, c'est que le communisme n'est pas un mode de production et que l'abolition du capital ne pouvait être que la négation des classes et du prolétariat lui-même dans la production de ce que l'on appelait à l'époque « la communauté humaine ». S'il ne fut pas question de l'« usage de l'arme de la centralité du travail », comme le constatent Dauvé et Nesic, c'est que le contenu critique essentiel de Mai 68 fut de se heurter pratiquement au fait que la révolution n'est pas une question de gestion, d'érection du prolétariat en classe dominante qui généralise sa situation, universalise le travail comme rapport social et l'économie comme objectivité de la société en tant que rapport entre les choses. Les ouvriers ont fui les usines occupées par les syndicats, les plus jeunes et d'autres ont rejoint la contestation étudiante, mai 68 était la critique en actes et souvent « avec les pieds » de la révolution comme montée en puissance et affirmation de la classe. Les ouvriers n'ont réinvesti les usines qu'au moment de la reprise, souvent pour s'y opposer violemment.

Il était alors devenu évident que la révolution n'était plus l'aboutissement de la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste, montée en puissance s'achevant dans son affirmation en classe dominante, en pouvoir des Conseils ouvriers ou en Etat socialiste. Théoriquement, nous n'héritons, tout d'abord, que d'un premier élément qui venait confirmer les productions théoriques les plus lucides de la fin des années 1960 : l'impossibilité de la révolution comme affirmation de la classe et libération du travail. Mai 68 ne resta pas dans cette impasse. Le capital en subsomption réelle avait soumis toute la reproduction sociale, tous les aspects de la vie.

La révolte embrassa alors la totalité. Le mouvement de 68 nous fournissait ainsi un autre élément. La révolution ne pouvait plus se limiter à changer les propriétaires des usines, ni même se limiter au procès de production. En englobant toute la vie quotidienne, la révolution était la négation de la condition prolétarienne et ne pouvait être révolution qu'à cette condition. C'est de cette façon que le mouvement de mai posa, dans l'histoire de la lutte de classe, la nécessité d'abolir le prolétariat, mais ce ne fut *que de cette façon*.

La révolte ouvrière contre la condition ouvrière, révolte contre tous les aspects de la vie, était prise dans un déchirement. Elle ne pouvait s'exprimer, devenir effective qu'en se retournant contre sa base réelle, la condition ouvrière, mais non pour la supprimer, car elle ne trouvait pas en elle-même le rapport au capital qui eut été cette suppression, mais pour s'en *séparer*. D'un côté, un mouvement ouvrier fort aux racines encore solides, la confirmation dans le capital d'une identité ouvrière, une puissance reconnue de la classe mais une impossibilité radicale à transformer cette puissance en force autonome et en affirmation révolutionnaire de la classe du travail, de l'autre, cette impossibilité était *positivement* l'extension de la révolte à toute la reproduction sociale, révolte au travers de laquelle le prolétariat se niait.

La révolution ne pouvait être que la négation de la condition ouvrière mais il fallait chercher celle-ci, non dans le rapport du prolétariat au capital, mais dans l'universalité de l'aliénation. Aliénation *universelle* et par là *humaine*, celle-ci se justifiait elle-même par la contestation des modes de vie imposés, de la consommation, de la « prospérité capitaliste », comme disent Dauvé et Nésic. Cette révolte contre la condition ouvrière qui s'étendait hors du procès de travail produisait sa raison d'être en dehors d'elle-même. Comme universalité de l'aliénation, elle s'autonomisait de ses conditions réelles, elle apparaissait non pas découler directement de la situation de l'ouvrier, mais être un fait de l'ensemble de la société, de l'« aliénation universelle » dont l'ouvrier était le résumé, la condensation. Ce n'est pas un hasard si cette révolte ne devint effective que dans sa rencontre avec la contestation étudiante. Elle se détacha d'elle-même, devint étrangère à elle-même et se dédoubla en une révolte ouvrière enfermée dans son impasse et la même ayant pris, pour elle-même, une forme autonome et mystérieuse : la révolte contre tous les aspects de la vie mettant l'ouvrier en lumière et en mouvement en tant qu'être *universel* et par là *humain*. Si cette révolte contre la « totalité de la vie » a été comprise comme « révolte humaine », c'est que l'on ne pouvait alors considérer que le prolétariat puisse aboutir, à partir de sa situation même en tant que classe, à autre chose que son affirmation et au mieux à l'impossibilité de celle-ci, en même temps que cette impossibilité était la révolte contre la condition ouvrière, c'est-à-dire la révolte contre l'ensemble de la vie quotidienne. Si la révolte ouvrière se détache d'elle-même et se fixe dans les nuages, constituant ainsi le royaume autonome de l'humanité, cela ne s'explique que par ce qui apparaît, pour nous maintenant, comme les limites, l'autodéchirement et l'autocontradiction de cette révolte ouvrière.

L'impossibilité de l'affirmation était conservée comme le dernier mot de l'activité révolutionnaire de la classe, mais son contenu purement négatif pouvait alors

être dépassé en étant investi d'une dimension positive. La « solution » était de considérer le prolétaire dans sa dimension totale, sa dimension d'individu humain, sa dimension d'Homme. La fin des années 1960, c'est la prospérité (s'épuisant) et la critique de la prospérité (société de consommation, vie quotidienne, aliénation), c'est le mouvement ouvrier et le refus du travail, cela apparut comme la solution de l'énigme. La révolution devait être ouvrière et humaine, mais ouvrière parce que dans l'ouvrier, c'était l'homme qui était nié. En tant qu'ouvrier, le prolétaire avait la possibilité de casser cette société, en tant qu'homme de construire la nouvelle. Partant du fait que la crise du *New Deal* a conduit à cette théorie de la révolution, Dauvé et Nesic en déduisent que la révolution commande cela. En demeurer là, c'est en demeurer à une idéologie née de l'échec de 68. L'échec de 68 ce fut d'avoir été le dernier grand mouvement à ne pouvoir avoir pour perspective que la gestion ouvrière, au moment même où la plupart de ses activités était la critique de cette perspective. La théorie de la révolution ouvrière à visage humain est le fruit particulier d'une époque bien précise : la crise de ce que Dauvé et Nesic appelle le « *New Deal* ».

Comment une classe agissant strictement en tant que classe peut-elle abolir les classes ? Telle est la question centrale de la théorie. Alors qu'à partir de la fin des années 1970, les transformations en cours du rapport d'exploitation étaient en train de nous fournir une nouvelle solution qui ne passait plus par l'affirmation de la classe et l'incroyable période de transition, la plupart des réflexions théoriques de l'époque, au lieu de comprendre l'échec de 68 comme un changement de période historique dans la contradiction entre les classes et simultanément l'affirmation du prolétariat comme une époque révolue, insufflaient de l'humanité dans le prolétaire. Les plus radicaux dans cette démarche abandonnaient toute théorie de la révolution comme prolétarienne (Invariance), les autres faisaient du prolétariat le dépositaire d'une « tension vers la communauté humaine » et considéraient l'idéologie qu'ils avaient produite sur l'échec de 68 comme la formule révélée de la révolution communiste : sous le prolétaire, l'homme ; sous le travail, l'activité humaine.

L'époque de l'affirmation du prolétariat n'était pas comprise comme surmontable dans les termes mêmes du rapport d'exploitation entre le prolétariat et le capital, mais parce que la subsumption réelle permettait d'adjoindre à ces termes la révolte à titre humain. On avait créé un prolétariat chimérique, mi-classe, mi-humanité. Il était une contradiction interne, il pouvait donc se nier. Fondamentalement, ce qui avait été l'échec de 68 était conservé, mais on en avait fait une théorie selon laquelle cela aurait pu réussir : la contradiction interne n'aurait pas été poussée à son terme. Dans son impossibilité où se révélait l'humanité, la révolution comme affirmation de la classe devenait le dernier mot de l'histoire des luttes de classes.

Naturellement, le « refus du travail », les émeutes, les pillages, les grèves sans revendication, devenaient l'activité par excellence sur laquelle pouvait se fonder cette idéologie. Chez Dauvé et Nesic, cette idéologie, résultant des limites et de l'échec de mai 68, devient la référence historique absolue, le mouvement qu'il s'agit d'achever « tant théoriquement que pratiquement ».

Une révolution ouvrière à visage humain

La société capitaliste « produit les conditions de son dépassement, mais les conditions seulement, non le dépassement » affirment Dauvé et Nesic dans leur brochure, *Solidarité sans perspective et réformisme sans réforme*.

Nous ne reprendrons pas le faux débat entre « possibilistes » et « inéluctabilistes » (on le dépasse si on parle du communisme, non comme un aboutissement, mais au présent), nous nous contenterons d'examiner la manière dont la question du dépassement, c'est-à-dire de la révolution communiste, est ici posée. En séparant les conditions du dépassement et le dépassement, Dauvé et Nesic ne parviennent qu'à faire des premières une accumulation de *conditions objectives* dont il faudrait alors définir les critères de maturation (ou dire qu'elles le sont toujours) et, du second, non pas un miracle puisqu'il a des conditions, mais la rencontre entre les « conditions » et des prédispositions ou « aspirations » à un « au-delà », selon les expressions fréquemment employées par les auteurs. Ils attendent du capital qu'ils fournisse la situation où pourra devenir effective l'« aspiration humaine à la communauté humaine ». Ils font alors face à une double difficulté :

* définir et fonder cette « aspiration humaine... » ;

* définir et fonder les conditions capitalistes de sa possible émergence.

Pour le premier point, au lieu d'énoncer systématiquement leur théorie, ils parsèment leurs textes de remarques furtives en espérant qu'elles fassent leur chemin subliminal.

Premier message subliminal.

« Le rapport capitaliste suppose une contrainte, mais dysfonctionne dès qu'il oublie la dimension « *anthropologique* » (souligné et entre guillemets dans le texte, nda) du travail. » (p. 21). L'essentiel du message se trouve dans l'utilisation simultanée des *italiques* et des « guillemets ». Les auteurs soulignent l'importance de la chose par les italiques, mais simultanément, par les guillemets, ils nous disent qu'il ne faut pas prendre ce qu'ils disent au pied de la lettre. Malgré cette esquivé, la suite nous permet de deviner que la dimension « anthropologique » du travail consiste en ce que d'une part, par le travail un être humain entre en relation avec un autre être humain et, d'autre part, le travail fonde un « sens » (p. 21 – terme lui aussi souligné et entre guillemets dans le texte, nda) pour l'homme qui travaille.

Deuxième message subliminal.

« ...aucune tâche, aucun acte productif, jamais ne sera entièrement réductible à du temps. » (p. 17). Comprenons bien de quoi il est question ici : ce qui ferait problème dans le mode de production capitaliste, ce n'est pas une contradiction interne relative à la mise en valeur de la valeur qui est la lutte des classes elle-même, mais le fait que le capital ne parviendrait jamais à absorber totalement l'« activité humaine ». Le problème est alors entre le capital et un en-dehors pré-existant et inexpugnable.

Troisième message subliminal.

« Sa (dé)mesure (du capital, nda) est de prendre au pied de la lettre la réduction du travail complexe au travail simple, la transformation de tout mouvement humain en unités quantifiables, et de faire une réalité de ce qui ne peut exister que comme abstraction. » (p. 17).

(Dé)mesure donc par rapport à une mesure qui est le « mouvement humain ». Remarquons que la critique ne porte pas sur cette chose proprement fantastique, réalisée par le capital, qui consiste à ramener la diversité des activités humaines au caractère commun d'être du travail humain, mais sur le fait que cette chose incroyable qui n'est qu'une « abstraction » devient une « réalité » et heurte la singularité essentielle du « mouvement humain ». Remarquons également la petite supercherie subliminale consistant à sous-entendre que le travail humain est par définition du travail complexe dans la mesure où il met en mouvement toutes sortes de qualités, mais le travail simple est toujours « travail simple moyen déterminé dans une société donnée » (cf. *Le Capital*, Ed. Soc., t.1, p.59), il peut donc comprendre toute sorte de savoir-faire, de compétences et d'héritages historiques. Le travail complexe ne semble pas, ici, tout aussi capitaliste que le travail simple, il apparaît comme un autre nom de la « dimension anthropologique ».

Quatrième message subliminal.

« En 1936, accorder deux semaines de vacances, c'était ne plus réduire le travailleur à son travail et reconnaître l'humain dans le prolétaire ». Soyons attentifs, Dauvé et Nesic ne nous disent même pas que les prolétaires de 1936 se révoltent et luttent en tant que classe à titre humain, mais que les députés du Front Populaire reconnaissent que les prolétaires sont des hommes.

Cinquième message subliminal.

Le salariat est « l'achat-vente de l'énergie humaine pour la mettre au travail afin de produire plus d'argent » (*Solidarité sans perspective...*, p.14). Ce qui est acheté et vendu, c'est une marchandise : la force de travail. Il est vrai que sous ce nom « il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Soc., t.1, p.170). Le glissement effectué par Dauvé et Nesic est subtil (bien que spontané chez eux), en remplaçant « force de travail » par « énergie humaine », ils élèvent cette dernière au rang de concept. Le capital ne s'annonce plus « comme une époque de la production sociale » (ibid, p.173) parce qu'il est la rencontre de l' « homme aux écus » et du « travailleur libre » qui n'a à vendre, comme marchandise, que sa « force de travail », c'est-à-dire comme un rapport social entre capitalistes et prolétaires, mais s'annonce comme l'absorption par l'argent de l' « énergie humaine ». L' « énergie humaine » (si l'on veut appeler ainsi les facultés physiques et intellectuelles) qui est la valeur d'usage d'une marchandise particulière et qui n'existe dans cette forme générale et abstraite que dans la mesure où cette

marchandise existe, apparaît comme un invariant, une puissance ahistorique, inhérente à l'homme et dont le capital s'empare. Nous pourrions ensuite, non pas parler des rapports entre la force de travail et le capital, mais des relations entre le capital et l'« énergie humaine », c'est tout de suite, comme le « mouvement humain », plus sexy.

Pour le second point, les conditions seront la « prospérité », le « trop plein de capitalisme ».

« C'est en rejetant la richesse proposée ou promise et non la pauvreté imposée qu'un mouvement social s'affirme communiste : la critique naît sur un trop-plein de capitalisme, non sur son manque ». (*Il va falloir attendre*, p.2)

Passons rapidement sur le « trop plein de capital ». Si par capital, nous entendons un rapport social, le ballonnement de l'homme au ventre vide est dû à un trop plein de capital. Par capital, Dauvé et Nesic entendent ici « trop plein de marchandises ». Mais, en passant du capital à la marchandise, nous sommes alors passés de la contradiction entre des classes dans le rapport d'exploitation, à la « critique de la société de consommation ». Nous sommes passés à une insatisfaction générale (« humaine ») face aux biens de consommation « offerts » par la société capitaliste.

Considérons la « prospérité ». Pour Dauvé et Nesic, si la révolution, pour être la bonne, doit advenir au moment de l'arrêt de la « prospérité », c'est qu'elle est prolétarienne, certes, mais simplement parce que le prolétariat est ici la garantie et le porteur des nécessités humaines. Dauvé et Nesic font de la « révolte contre la prospérité » un quasi point de dogme répété sous la forme : « *Un prolétariat dynamique suppose un capital dynamique* » (p.2). Remarquons que cela pourrait signifier simplement que ce prolétariat veut pleinement participer à la prospérité capitaliste, y compris, comme à Rhodiaca, participer à la société du temps libre et des loisirs : « ils réclament du temps pour vivre ».

Cette formule sur le « capital dynamique » et le « prolétariat dynamique » mérite que l'on s'y arrête un instant. Dans les deux brochures, le « capital dynamique » c'est celui qui produit du « lien social » et de l'« adhésion ». Si le prolétariat est « socialement lié » et « adhérent » quel est alors la nature de son dynamisme ? Ce dynamisme ne peut être que la volonté de participer au maximum à la « prospérité ». On ne peut pas dire en même temps que le capital dynamique produit de l'« adhésion » et du « lien social » et dire que le dynamisme prolétarien qui est son corollaire a pour contenu le « refus de la prospérité ». Il faut choisir, soit le capital dynamique produit du « lien social » et de l'« adhésion », mais alors il n'y a pas de prolétariat dynamique au sens de Dauvé et Nesic, soit il y a un prolétariat dynamique tel qu'ils le comprennent, mais alors il n'y a pas d'« adhésion » et de « lien social ». Dauvé et Nesic ont résolu cette incohérence en décidant de ne pas parler de la lutte des classes durant la période du « fordisme ». Cette absence nous oblige à émettre une supposition : le prolétariat dynamique et adhérent, celui du capital dynamique, réclame le plus possible de « prospérité », jusqu'au point où, frappé d'indigestion, il refuse la « prospérité ».

Mais, à lire attentivement les textes, on s'aperçoit que ce refus survient à un moment précis, celui du dynamisme *s'épuisant*. La liaison entre prolétariat dynamique et capital dynamique, affirmée comme un postulat, se révèle au moment où le capital n'est plus... aussi dynamique qu'auparavant. Dauvé et Nesic énoncent en fait une théorie de la révolution liée à la crise, ce qui est pour eux informulable, c'est là l'interdit absolu de leur idéologie de la révolution. « Si le communisme c'est prendre nos vies en mains, que vaudrait une révolution où nous serions poussés quasi malgré nous », s'écrient ces belles âmes. Leur fragile construction repose toute entière sur un oxymore : le « dynamisme s'épuisant ». « S'épuisant » permet de ne plus avoir le « lien social » ; « dynamisme » permet de conserver la « prospérité ». C'est d'une obscure clarté. Poser la question de la révolution dans les termes de «révolte contre la prospérité » et de « capital dynamique » n'est pas une question à laquelle nous pourrions apporter une autre réponse que la leur, la question n'a de sens que dans la problématique de Dauvé et Nesic. Quant au « prolétariat dynamique », beaucoup de bons esprits, même parmi les révolutionnaires ont théorisé la fin des classes quand le capital était si « dynamique ». Plutôt qu'une règle générale, ce qui importe c'est le contenu de cette dynamique du capital, c'est-à-dire une forme et un contenu historiquement spécifiques de la contradiction entre le prolétariat et le capital.

Historiquement, on constate que les mouvements révolutionnaires ont éclaté aussi bien au creux d'une vague dépressive qu'au sommet d'une vague ascendante, mais toujours dans la période de retournement. Mais la prospérité de Dauvé et Nesic n'est pas le thème d'un débat d'historiens. Leur « prospérité » est une brique dans une construction idéologique. Ils vont donc dire que la condition adéquate à la révélation de l'« aspiration humaine... », c'est le moment de la « prospérité s'épuisant », ce que les économistes appellent bêtement le « retournement de conjonctures » et d'autres la « crise ». La prospérité dont ils parlent n'est qu'une abstraction. Il s'agit de La Prospérité et non de la prospérité telle qu'elle peut se définir historiquement dans une phase particulière du mode de production capitaliste. De toute façon, si nous attendons la révolution de la « révolte contre la prospérité », pourquoi faudrait-il que celle-ci « s'épuise » ? L'« épuisement » n'est qu'un ajout sans conséquence dans leur théorie, « épuisement » signifie en réalité qu'elle a atteint son maximum, le drame c'est que le moment du maximum n'est connu comme tel que quand il est passé, c'est-à-dire dans la crise. L'ajout de l'« épuisement » à la « prospérité » est une concession qu'ils sont obligés de faire à l'histoire, mais toute leur théorie de la révolution serait beaucoup plus cohérente avec la « prospérité » seule. C'est ainsi qu'ils le comprennent eux-mêmes.

La « révolte contre la prospérité » renvoie à l'« humain », la crise à l'ouvrier. L'« épuisement de la prospérité » renvoie un peu au deux, de façon éclectique. Le terme de « prospérité » n'est qu'un élément nécessaire dans l'idéologie de la révolution ouvrière à visage humain. C'est cette idéologie qu'il faut critiquer car, en fin de compte, Dauvé et Nesic, comme tout le monde, disent que les moments révolutionnaires sont des moments de retournements et de crises économiques, mais leur idéologie les obligent à appeler ces moments « prospérité ». « Crise » est le mot qu'ils ne peuvent pas utiliser

S'ils veulent de la « prospérité », c'est parce que seule la révolte ouvrière dans et contre la « prospérité » (la « société de consommation ») a un visage humain. La prospérité de l'abondance de marchandises n'est que le faire valoir antithétique des vrais besoins humains. Si le terme de « crise » est tabou, c'est que la révolution est l'oeuvre de la libre détermination humaine, la « crise », pour eux, c'est la misère et la misère c'est le déterminisme (ils ne se rendent pas compte qu'attendre la « prospérité » renvoie à un déterminisme structurellement équivalent).

« Si le communisme c'est prendre nos vies en mains, que vaudrait une révolution où nous serions poussés quasi malgré nous » (p.2). Dauvé et Nesic n'imaginent pas une seconde que si j'y suis poussé en tant que prolétaire, je n'y suis pas poussé malgré moi.

La communisation n'existe pas comme projet d'un « au-delà », déjà là face au capital, elle n'est pas le résultat d'une liberté indéterminée ou essentielle, mais l'activité du prolétariat *dans* la destruction du capital, c'est-à-dire une activité dans le mode de production fondé sur le capital, activité du prolétariat défini dans un rapport d'implication réciproque avec le capital. Dans le mode de production capitalistes, il n'y a que les prolétaires qui peuvent abolir le capital dans la production du communisme. La communisation est l'oeuvre du prolétariat en tant que tel, c'est-à-dire comme classe de cette société, elle est alors *soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire*. L'abolition de la condition prolétarienne est *l'autotransformation* des prolétaires en individus immédiatement sociaux, c'est la lutte contre le capital qui nous fera tels, parce que cette lutte est une relation qui nous implique avec lui.

La révolution ne se pose pas en terme de contrainte ou de liberté, comme si elle était le fait de personnes morales faisant des choix, elle est totalement libre et totalement contrainte. Si les prolétaires révolutionnaires ne veulent plus rester ce qu'ils sont, c'est totalement contraints, dans leur libre autotransformation, par ce qu'ils sont. La révolution comme « liberté » c'est la révolution telle que les auteurs la définissent, c'est-à-dire comme « émancipation » (p.1), il faut dire alors ce qui s'émancipe, c'est-à-dire se libère : l'ouvrier, l'individu, l'homme, le travail. On ne peut éviter soit la libération du travail, soit la dualité du « sujet » révolutionnaire (ouvrier et individu, ouvrier et homme, ouvrier et prolétaire, etc.).

Ayant perdu la contradiction entre le prolétariat et le capital comme le procès interne de la production capitaliste, Dauvé et Nesic ont fait de la reproduction du capital une question de *domination*, de *contrainte*, ou d'« *adhésion* ». Pour Dauvé et Nesic, l'intégration qui se réalise dans le procès de production résulte d'un « *lien social* » qui peut être comme ne pas être. Cela signifie que le prolétariat n'est que formellement dominé dans ce procès de production, son appartenance à ce procès et sa définition par lui, lui demeurant en fin de compte extérieures. Incapables de se défaire du « fordisme » comme forme idéale du capitalisme et surtout, dans son « épuisement », de la « révolte contre la prospérité » comme forme idéologique idéale de la révolution à la fois ouvrière

et humaine, trente-cinq après, Dauvé et Nesic ne font que répéter ce qui fut l'impasse théorique du situationnisme.

Cette conception générale de la révolution communiste se constitue autour de quelques thèmes majeurs.

Activité humaine et valeur

Dans un texte récent (*Marx Attacks*), Dauvé écrivait : « dans le prolétaire, c'est l'humain qui est exploité : le capital n'est le capital que parce qu'il exploite non le produit du travail mais l'humain. ». Quel que soit le mode de production, c'est toujours les travailleurs qui sont exploités, qu'ils soient esclaves, serfs ou travailleurs salariés, ce ne sont jamais les produits du travail qui sont exploités (ce qui n'a strictement aucun sens), même s'ils sont massivement accaparés par la classe dominante. Dire que c'est « l'homme qui est exploité » est soi une banalité (sauf si on suppose que les produits peuvent être exploités) pour dire travailleur qui serait le terme adéquat ou bien cela désigne une essence de l'homme, une nature humaine, accaparée, exploitée. Mais par qui alors ? D'autres hommes ? des moyens de travail ? un rapport social ? une auto-exploitation de la nature humaine qui ne peut être telle qu'en étant partout ? Voilà quelques nuits d'insomnie en perspective. C'est cette idée de la valeur et de l'exploitation qui est à l'œuvre dans les deux brochures de Dauvé et Nésic.

Pour Dauvé et Nesic, c'est le caractère humain du travail qui prend la forme de la valeur, qui est absorbé par elle, avec toutes les difficultés inhérentes à une absorption. C'est à partir d'une telle conception de la valeur que peut être construite toute la série des absorptions conflictuelles (sous la valeur, l'activité humaine ; sous le prolétaire, l'homme etc.) d'où pourrait naître l' « aspiration à la communauté humaine » puisque celle-ci n'est que recouverte par le capital et la valeur. Mais ce ne sont pas des caractéristiques du travail en tant qu'activité humaine qui prennent la forme de la valeur ou sont recouvertes par elles. La substance de la valeur c'est le travail abstrait. Cela signifie que la valeur est un rapport social et non l'émanation du travail en tant qu'activité humaine. La capacité à ramener tous les travaux au commun dénominateur de travail humain en tant que travail abstrait ne provient pas de ces travaux mais du rapport social dans lequel les producteurs sont indépendants les uns des autres.

La marchandise ou le capital *ne restituent pas* aux « hommes » le caractère social de leur travail. Marchandise et capital construisent réellement ce caractère qui n'existe qu'en eux. La valeur n'est pas un carcan enfermant et déformant le travail, l'activité humaine. Le caractère social du travail n'existe pas une première fois dans le travailleur ou dans des rapports entre les travailleurs et une seconde fois comme reflet de la première dans la forme marchandise ou dans la valeur (de la même façon les forces sociales du travail n'existent pas dans le travail en tant que tel, puis dans le capital, elles n'existent que comme capital). Ce sont les rapports sociaux que les hommes définissent entre eux qui apparaissent comme rapports entre des choses. Mais ces rapports sociaux n'existent en tant que tels qu'en apparaissant ainsi, qu'à partir du

moment où ils sont rapports entre des choses, ainsi ils apparaissent ce qu'ils sont : des non-rapports sociaux immédiats.

Lorsque l'on dit que l'activité révolutionnaire du prolétariat peut se résumer toute entière dans l'abolition de l'échange, de la marchandise, de la valeur, cela signifie que c'est toute activité et représentation de la société, existant en dehors des individus, qu'il s'agit d'abolir. Il ne s'agit pas de libérer une activité sociale existante de la forme aliénée capitaliste, de la débarrasser du fétichisme. Le travail ne devient travail social que dans la forme marchandise et le fétichisme qui lui est inhérent, de la même façon qu'il ne devient travail productif qu'en étant incorporé dans le capital, mais, dans un cas comme dans l'autre, il est absurde de se demander si le travail est social en dehors du rapport fétichiste des marchandises entre elles, ou s'il est productif en dehors du capital.

L'idéologie du « lien social »

L'incapacité actuelle du capital à « socialiser » ce qu'il domine est une des idées structurant les deux brochures. Tout au long du texte, le terme de « socialisation » est utilisé de façon légère, superficielle et ambiguë. Les auteurs jouent sur deux registres. Le terme est utilisé, dans le texte, dans son emploi courant désignant l'intensité et l'extension des rapports qu'un individu entretient avec un groupe : en France, les morts non-réclamés de la canicule de l'été 2003 étaient très peu « socialisés » (Raffarin). Mais ce n'est pas tout, le terme joue par homonymie contagieuse avec les concepts de société capitaliste, de rapports sociaux, etc. Là, les morts non-réclamés de la canicule sont extrêmement et totalement socialisés.

Que veut donc dire, dans la brochure, l'« incapacité à socialiser » ? C'est dans un premier temps le « recul du salariat ». C'est faux, mais admettons. Admettons donc le recul du salariat, on ne peut pas pour autant qualifier le phénomène d'« incapacité à socialiser » (et encore moins quand il s'agit de la précarité). Comme le mort solitaire de la canicule, l'« exclu », le précaire, le « milicien tribal », le réfugié, sont absolument socialisés, ils ne sont même que la société capitaliste. Les auteurs sont très certainement en accord avec cette dernière proposition. Mais alors pourquoi utilisent-ils ce terme et jouent-ils sur son ambiguïté ? Il y a quelque chose que Dauvé et Nesic ne peuvent pas admettre simplement et totalement : « l'essence de l'homme c'est l'ensemble de ses rapports sociaux ». L'« incapacité du capital à socialiser » a l'énorme « avantage » de laisser derrière elle cet individu qui, même « non-socialisé », n'en demeure pas moins un homme, tout comme, le taylorisme, formalisation capitaliste du travail, aurait négligé sa nature « anthropologique ». Cela signifie que, pour eux, la révolution ne sera pas l'autotransformation des prolétaires et la création à partir de leur situation de prolétaire d'individus immédiatement sociaux, mais la libération de l'« individu » et de l'« énergie humaine » de leur absorption capitaliste.

Pour Dauvé et Nesic, le « lien social » est quelque chose que le capitalisme peut produire ou ne pas produire : il y aurait eu « autrefois » du « lien social », il n'y en aurait plus. Mais qu'est-ce en fait le « lien social », si l'on tient à utiliser un concept aussi flou et sentimental ? Le « lien social » c'est toujours la reproduction du rapport

social qu'est le capital, c'est toujours son autoprésupposition comme résultat de la contradiction entre les classes dans la mesure où le capital en est toujours le pôle dominant assurant et contraignant la reproduction. Or, lisons attentivement Dauvé et Nesic, chez eux le « lien social » est ce qui *autorise* la reproduction du capital. Tout est mis à l'envers et apparaît exactement comme les acteurs de la société capitaliste s'imaginent leur appartenance à la société : un environnement offrant plus ou moins d'opportunités ou de résistances à la poursuite de leurs buts personnels.

Dans les deux brochures, le rapport du capital est un rapport qui met en jeu des éléments qui, dans leur définition même, ne sont pas *déjà* réunis. Le rapport social est créé par une pratique sociale ou idéologique, il implique de l' « adhésion », du « consensus » qui le parachèvent pour qu'il existe. Le rapport social entre prolétariat et capital ne définirait jamais totalement la structure sociale qui n'est pas un mode de production mais le lieu mal défini d'une *rencontre* dans laquelle se jouerait l'*intégration* de sujets *dans* un mode de production (d'où l'importance de la problématique des « modes de vie »). Les rapports de production deviennent un environnement, structure objective, contrainte extérieure avec laquelle il faut composer. L'individu doit y *entrer*, et il faudrait lui donner des raisons d'y entrer.

L'expérience des quinze dernières années en Europe et aux Etats-Unis montre qu'il n'est pas indispensable d'offrir de « hauts salaires » et une augmentation régulière de ceux-ci, en liaison avec la productivité, pour obtenir des salariés une productivité supérieure. Il n'y avait rien d'automatique, de mécanique, d'obligatoire dans ce lien qui s'est plus ou moins établi de façon chaotique entre évolution de la productivité et évolution des salaires. Le lien, ce sont les formes spécifiques de la lutte ouvrière qui l'ont imposé à partir de la reconnaissance et de la puissance quantitative de la classe ouvrière dans la société et des modalités qualitatives de son intervention impliquées par la « grande usine ». Formes spécifiques et historiques qui se concrétisaient dans le procès de travail et institutionnellement par la capacité de négociation du *mouvement ouvrier*. Aujourd'hui, il s'agit, pour la classe capitaliste, d'éviter strictement la résurgence d'une nouvelle identité de classe comme celle qui s'était exprimée dans les pratiques apparues avec l'essor de l'ouvrier masse.

Aucun changement du procès de travail ne fut une « intégration » à la manière dont la définissent Dauvé et Nesic. Du *putting-out system* à la manufacture hétérogène, de celle-ci à la manufacture sérielle, puis à la grande industrie et à l'OST, ce ne fut que contrainte et discipline. Pour enfermer les ouvriers dans les manufactures, les capitalistes ne leur ont pas offert des jonquilles à planter devant leur cottage. Chaque fois le capital brise et déstructure les anciens groupes ouvriers et les anciennes compétences. On peut raisonner sur la notion totalement irréaliste d'optimum et conclure que des travailleurs « super motivés » produisent plus que des ouvriers sous la contrainte, mais il faudrait supprimer le salariat qui est une contrainte au surtravail.

« Le salariat peut fonctionner contre les salariés, mais pas prospérer » (p. 17), Dauvé et Nesic adorent asséner des formules ronflantes et définitives. Ecrivons le

corollaire de cette maxime : le salariat prospère quand il ne fonctionne pas contre les salariés. *No comment.*

La révolution, pour Dauvé et Nesic, c'est l'action « non-contrainte » se révélant dans le « refus de la prospérité capitaliste » et manifestant l' « aspiration à la communauté humaine ». Cette « aspiration » est fondée dans le caractère « anthropologique » du travail et dans la coopération, inhérente au travail en tant qu'activité humaine, ce que nieraient le taylorisme et la valeur. C'est parce qu'ils ont une telle conception de la révolution que Dauvé et Nesic construisent le « fordisme » en norme du mode de production capitaliste et reprennent tous les mythes de cette période dans un exposé apologetique.

Les « Trente Glorieuses » : une vision apologetique.

« Le monde a besoin d'un Roosevelt », nous disent Dauvé et Nesic

Ils reprennent de façon absolument non critique les thèses de l'Ecole de la Régulation sur le compromis, ce qui renvoie à leur idéologie du « lien social ». Acceptant sans retenue le discours régulationniste, ils tombent dans son piège méthodologique : la transformation d'un principe d'intelligibilité de la période construit *ex post* en principe réel posé *ex ante*. Il s'agirait d'un plan qui s'est réalisé et non d'une trouvaille mise en place dans le cours de la lutte des classes, non seulement dans son origine, mais en continu. La « cohérence du régime d'accumulation » ne se limite pas à être un outil d'interprétation des enchaînements économiques et de la lutte des classes, elle se voit conférer une réalité intrinsèque. C'est à partir de là que l'Ecole de la Régulation et les auteurs de « Il va falloir attendre » à leur suite, cherchent à identifier à l'avance les nouvelles formes d'accumulation cohérentes susceptibles de définir une « sortie de crise ». L'erreur sur la compréhension du concept même de « fordisme » devient une erreur plus générale sur le mode de production capitaliste comme lutte des classes. Le cours réel de la restructuration est recouvert, phagocyté, par un système constant de références à celui hypothétique et « souhaitable » du « post-fordisme », ce qui nous donne le programme actuel du démocratisme radical (citoyennisme) dont Dauvé et Nesic attendent et *espèrent* la réalisation (cf. *Solidarités sans perspectives...*).

Ils insistent sur la « naissance difficile » du « compromis fordiste », mais, une fois celui-ci installé, tout semble, jusqu'à son « épuisement » (pour reprendre leur terme), aller de soi. Les brochures de Dauvé et Nesic ne comportent *aucune* référence, ni même allusion, à la lutte des classes durant les « Trente Glorieuses ». Il y en a avant, pour son installation, il y en a après, dans son « épuisement », *pas pendant*. Dauvé et Nesic ont raison, la restructuration dite fordiste s'impose à la suite d'une défaite ouvrière dans la guerre, la résistance et l'immédiat après guerre, mais ce que Dauvé et Nesic ne voient pas, ou plutôt ce qui ne peut entrer dans leur problématique, c'est que les mécanismes de formation des salaires sont le résultat après coup d'une dynamique conflictuelle.

Dans son énoncé même, le « compromis fordiste » se présente comme une régulation *présidant* à un type de croissance capitaliste, la « régulation » apparaît comme première et non comme le résultat *a posteriori* des conflits de classes (ce qui signifie qu'il n'y a pas de « régulation » dans le sens régulationniste que les auteurs utilisent). La notion repose sur une conception pacifiée des relations sociales, fruit de l'« adhésion » et du « lien social ». Tout a été mis à l'envers.

Une histoire idéale

Pour Dauvé et Nesic, le « lien social » régnait, la « croissance était unificatrice » (p. 22), classe ouvrière et direction patronale avaient dans le taylorisme un « horizon partagé » (p. 21), l'usine fordiste était « intégratrice » (p. 22), le capital « réduisait les inégalités » (p. 31), le travail avait « un sens » (p. 21) et n'était pas un « simple moyen de gagner sa vie » (p. 21), la « consommation de masse réunissait » (p. 34), les ouvriers avaient pour leur progéniture un « espoir de progression sociale » (p. 22), la société n'avait pas « peur de sa jeunesse » (p.33).

Pour Dauvé et Nesic, la période des « Trente Glorieuses » correspond à une sorte d'état idéal du mode de production capitaliste. Nous savons que ce ne sont pas les taux d'expansion qui séduisent Dauvé et Nesic, mais, dans les mouvements de la fin des années 1960, la critique de la « prospérité » comme forme révélée de la révolution. Pour pérenniser cette vision de la révolution, il leur faut identifier capital et New Deal. Pour cela, ils se livrent à une complète reconstruction de la période d'après guerre qui n'est pas la simple négligence de certains aspects, mais une nécessité théorique.

*** Une consommation de masse égalisatrice ?**

La « consommation de masse » n'est égalisatrice qu'en apparence, elle produit des écarts qualitatifs entre les principaux postes de dépenses selon les catégories sociales. Durant les années 1960, les écarts sont des gouffres en ce qui concerne l'hygiène et la santé, les loisirs (vacances, cultures), les transports, le logement. Même à l'intérieur de chaque poste, la différence porte sur les objets satisfaisant la demande. Baudrillard ou Bourdieu se sont faits les analystes pertinents du système de différenciation que constitue la consommation de masse.

La consommation de masse est strictement hiérarchique, l'illusion égalisatrice provient de ce que cette hiérarchie s'établit dans un espace homogène où la production des marchandises et leur distribution sont spécifiquement capitalistes.

*** Une usine intégratrice ?**

« Militant chez Renault » au début des années 1960, Daniel Mothé (membre de SoB) écrit : « Cette armée (l'ensemble des ouvriers de l'entreprise) est loin d'être aussi unie que l'on veut bien souvent nous le dire. *Elle est infiniment moins homogène qu'elle ne le fut* (souligné par nous, chaque époque a son « autrefois », nda). Nous verrons que l'idéal qui pouvait la souder autrefois s'est amenuisé ; mais il n'y a pas que l'idéal, il y a la situation réelle qui est différente. Cette armée est partagée en trois catégories : les

jeunes, les anciens et les étrangers. Bien que toutes trois fassent partie d'une classe, la différence de vie, de conceptions, de mentalité, pèse d'un poids considérable et contribue à sa désagrégation. » (Daniel Mothé, *Militant chez Renault*, ed. du Seuil, p. 72).

Si, dans l'usine américaine qui sert d'exemple à Dauvé et Nesic, noirs et blancs sont côte à côte, elle n'était cependant « intégratrice » qu'en regard d'une ségrégation obsolète qui lui était étrangère. Elle créait elle-même ses propres critères internes de ségrégation des postes, de garantie de l'emploi et de salaires.

* Une croissance unificatrice ?

Les smigards, qui sont 700 000 environ dans cette période, voient entre 1956 et 1961 leur pouvoir d'achat baisser de 10 % (en France). Autour d'eux gravite toute la masse de ceux dont les salaires sont à peine plus élevés que le SMIG, main-d'œuvre, féminine la plupart du temps, qui a parfois reçu une qualification mais qui trouve un emploi où cette qualification ne lui sert à rien.

La main-d'œuvre immigrée : Un certain nombre de tâches particulièrement pénibles ne sont plus accomplies par des métropolitains (terrassiers, mineurs, certains postes de la sidérurgie...). L'« unification salariale » ne fonctionne que par la création et la consolidation continue de divisions. On signalera ici au passage un point que l'on ne peut développer dans le cadre de cette critique : l'idéologie du « compromis fordiste » laisse dans le flou les zones extérieures aux centres développés alors que sa propre explication implique leur existence. La « Régulation » au centre (au sens des régulationnistes) implique l'absence de « Régulation » au niveau mondial.

Le recours à la main-d'œuvre étrangère dans les systèmes nationaux de marché du travail est une composante structurelle du fonctionnement global du marché du travail sous le « fordisme », ce recours, loin d'être un parasitage, fait système avec les « modes de régulation ». La phase d'expansion des années 1960 a toujours tiré partie de l'hétérogénéité constamment renouvelée des salariés : jeunes paysans, main-d'œuvre féminine, immigrés de diverses vagues. En France, il faut attendre 1968 pour que les « avantages » des travailleurs des plus grandes entreprises créent une dynamique pour les catégories les plus basses de la fonction publique et pour le niveau du SMIG (qui ne devient SMIC qu'en 1969). C'est-à-dire pour reprendre la périodisation de Dauvé et Nesic au moment de l'« épuisement du modèle », ce qui pose un sérieux problème de définition et de périodisation de celui-ci.

Confondant valeur et capital, Dauvé et Nesic nous disent que « la dualité ne convient pas au capitalisme », mais le capitalisme réellement existant a toujours fait de la segmentation du marché du travail (les femmes et les enfants dans la manufacture puis dans la grande industrie) une des caractéristiques essentielles du marché du travail. La segmentation du marché du travail n'aboutit jamais à la coexistence d'ensembles cloisonnés et parallèles qui seraient en contradiction avec la nécessité de la concurrence inhérente au système. Tout le monde connaît la théorie de la « file d'attente ».

Etats-Unis, les émeutes noires : les plus violentes émeutes ont lieu dans le courant des années 1960, il faut croire que la « croissance unificatrice » avait quelques ratés.

Remarque empirique : si l'on regarde maintenant, en France, les caissières d'Auchan ou les caristes-préparateurs de commandes, on ne peut qu'admirer la belle unification de condition entre immigrés maghrébins, asiatiques et les jeunes (ou moins jeunes) « gaulois ». La croissance capitaliste n'est pas « intégratrice » ou « désintégratrice » par rapport à des catégories qui lui préexistent, elle supprime d'anciennes unités, crée de nouvelles disparités, recrée de nouvelles convergences, changeant constamment la nature des éléments distinctifs qu'elle met en mouvement.

* Au-delà de la contrainte, le travail avait un sens ?

La chaîne bien sûr : ...

La durée du travail : en 1962, la durée du travail n'est pas inférieure à ce qu'elle était en 1931. Et si les ouvriers accumulent les heures supplémentaires ce doit être parce qu'ils ne travaillaient pas « simplement pour gagner leur vie ».

La réussite de la restructuration actuelle consiste précisément à dépasser la réalité de l'emploi stable donnant « un sens au travail ». Mais alors « il n'y aura pas d'adhésion ! » disent Dauvé et Nesic. Ce que le capital a supprimé, c'est justement cette base des luttes ouvrières du cycle précédent et c'est pour cela qu'il l'a supprimée, il n'a aucune intention de la recréer. Les ouvrières des *maquiladoras* adhèrent à leur travail, elles y adhèrent 6 jours par semaine si ce n'est 7 sur 7. Les ouvriers américains adhèrent à leur travail, ils adhèrent mêmes de plus en plus à plusieurs à la fois. Les dockers de Liverpool adhèrent à leur travail, quand les patrons veulent remplacer 150 récalcitrants, il y a 1000 candidats.

* La société n'avait pas peur de sa jeunesse ?

« Entre 1954 et 1968, le nombre de mineurs de dix-huit ans traduits en justice fait plus que tripler (sans tenir compte des délits liés aux événements de mai 68). (...). Comme toujours, les réactions de la justice reflètent simplement la sensibilité profonde du milieu ; dans la mesure où les jeunes font peur, la police les surveille et réprime davantage leurs manifestations, quitte à agrandir, de la sorte, le fossé qui les sépare de leurs aînés » (Pierre Sorlin, *La Société française* t. 2, Ed Arthaud, p. 218-219)

* Un horizon technique partagé ?

« Le salariat valorisateur du capital suppose un horizon social et culturel partagé. Une culture technique faisait autrefois se rejoindre ingénieur et ouvrier. » (p.21)

Mais, les mêmes à propos de la même période : « ... : emploi et salaire garantis, au prix d'une dépossession profonde, inimaginable au temps de Dietzgen ou de Varlin, du contenu du travail » (p.7)

Après nous avoir dit que, pour le taylorisme, le gorille est le modèle de l'ouvrier, il est surprenant de voir se dessiner un « horizon social et culturel partagé » sur la base d'une « culture technique qui faisait autrefois se rejoindre ingénieur et ouvrier » (Dauvé et Nesic, p.21). Le taylorisme est précisément *la rupture* de l'horizon technique partagé. Quant aux ouvriers, Mothé (op. cit.) intitule un de ces chapitres : « La profession n'est plus un moyen de culture »

* Un ascenseur social ?

« L'OS de 1960 se savait assuré d'un travail, et escomptait que ses enfants occupent un emploi meilleur que le sien » (p.22)

L'« ascenseur social » est en panne, mais c'est à l'intérieur des « classes moyennes » qu'il a cessé de fonctionner, il n'a toujours touché que très marginalement la classe ouvrière. Dans les années 1960, un très faible pourcentage de fils d'ouvriers, avec leur CAP ou leur BEP, quittent les catégories ouvrières statistiques pour des emplois de techniciens. A considérer son fonctionnement à la marge, l'« ascenseur social », loin d'être un mécanisme d'intégration sociale ou d'être un résultat de celle-ci, ne fonctionne qu'à partir des clivages que la reproduction sociale crée. Il est un *résultat* des inégalités et des différenciations créées à l'intérieur de la « classe dominée ».

* La réduction des inégalités ?

« Un capital dynamique se reconnaît à ce qu'il réduit les inégalités » (Dauvé et Nesic, p. 31).

Déjà les « Trente Glorieuses » ne sont pas un modèle de réduction des inégalités, mais que dire de la formidable expansion du capitalisme en France sous le Second Empire (1852 - 1870) qui s'accompagne d'un creusement monstrueux des inégalités et d'une rigidification de la structure de classes de la société. « Sous l'Empire, la société bourgeoise libérée de tous soucis politiques atteignit un développement dont elle n'avait elle-même jamais eu idée. Son industrie et son commerce atteignirent des proportions colossales ; la spéculation financière célébra des orgies cosmopolites ; la misère des masses faisait un contraste criant avec l'étalage éhonté d'un luxe somptueux, factice et crapuleux. » (Marx, *La Guerre civile en France*, Ed. Soc., p. 62).

Après la France du Second Empire, passons aux Etats-Unis des « Trente Glorieuses ». Le produit national brut par habitant s'est considérablement élevé ainsi que le pouvoir d'achat ouvrier moyen. Mais attention, l'axiome de Dauvé et Nesic c'est la « réduction des inégalités » caractérisant un « capital dynamique ». De 1944 à 1961, la répartition de la fortune demeure stable : 20 % des familles les plus défavorisées reçoivent 5 % du revenu national global alors que les 20 % des familles les plus aisées en recevaient 45 %. A partir de la fin de la guerre, le chômage réapparaît progressivement (4,8 millions de travailleurs en 1961). Il atteint davantage les Noirs que

les Blancs, les jeunes que les adultes, et ceux dont le niveau d'instruction est médiocre. « En 1969, il y a 25 millions de pauvres aux Etats-Unis, 10 % de la communauté blanche, et 33 % de la communauté noire. ». (Denise Artaud et André Kaspi, *Histoire des Etats-Unis*, Ed. Armand Colin, p. 340-341).

Au cours des années 1960, la « classe moyenne », que les statistiques américaines définissent par un niveau de revenus (entre 3000 et 10.000 dollars de l'époque), regroupe environ 57 % des familles, les « moins favorisés » 37 %, et la « classe supérieure » 6 %. Il est de plus en plus difficile, voire impossible, de pénétrer dans ce groupe de *happy few* et le nombre de familles qu'il faut secourir croît sans cesse. Cependant, « *la classe moyenne est assez fluide* (souligné par nous), et l'on peut encore assez aisément en gravir tous les échelons, mais il devient exceptionnel d'en franchir les limites supérieures et inférieures. » (*ibid*, p. 347).

Pendant les « Trente Glorieuses », l'individu blanc, autochtone, membre des classes moyennes était si bien devenu la norme sociale, qu'il a fini par le croire. Il a fini par croire que sa situation résumait la société et que les limites de son regard étaient celles du monde.

Dans la brochure, la vision apologétique qui structure toute l'approche des « Trente Glorieuses », est nécessaire car elle va servir de norme de jugement pour la restructuration. C'est pour valider leur conception de la révolution que Dauvé et Nésic ont construit une véritable mythologie des « trente glorieuses ». Il leur faut ensuite élaborer, pour l'avenir, *le calendrier* (un véritable *agenda*) des étapes *nécessaires* à la *répétition* des « conditions » de possibilité de la révolution ouvrière à visage humain. Après *Il va falloir attendre*, avec *Solidarité sans perspective*, ils ont fait un grand pas en avant : ils ont trouvé, avec le « réformisme radical », le mouvement social qui peut, en faisant des efforts et en dépassant ses limites actuelles, nous approcher de la révolution. Il faut qu'il se développe dans la classe ouvrière, *puis* qu'il soit écrasé, *puis* que le capital se restructure (enfin), *puis* que le « système de production » s'épuise (mais pas trop afin de rester « dynamique »), *puis*... les *conditions* seront là et nous serons suspendus à l'actualisation de la liberté humaine. Du haut de la tranquille assurance que leur donne l'« intelligence historique » des conditions de la révolution, Dauvé et Nésic attendent l'écrasement « par la force » d'un prochain soulèvement ouvrier (le « réformisme radical » ne peut remplir son rôle qu'en étant devenu ouvrier). A se complaire dans la posture de l'abnégation héroïque, ils oublient que c'est de *nous* qu'ils parlent. Si, au nom de l'immuable « aspiration à la communauté », Dauvé et Nésic critiquent le « déterminisme du passé », c'est avec un détachement certain qu'ils pronostiquent celui de l'avenir.

L'agenda révolutionnaire

Le calendrier

Dauvé et Nesic établissent un calendrier de la révolution. Actuellement le capital serait à mi-parcours de la restructuration, ce qui bloquerait tout, il manquerait le « nouveau compromis » consistant à considérer le salaire « comme investissement et l'ensemble du rapport social qui va avec ». C'est une « situation intenable ».

Il faut donc (prochaines étapes) :

- un « choc social imposant à la fois aux prolétaires et aux classes dirigeantes les réformes nécessaires » (p.51),
- à ce moment là, le compromis « se consolidera et portera ses fruits ».
- alors, il s'étendra et s'épanouira (p.54),
- il pourra « entrer en crise structurelle »,
- « ouvrant ainsi la possibilité de sa remise en cause » (p.52).

Dans *Solidarité sans perspective ...*, les programmeurs de la « libre révolution » insistent sur les conditions objectives à réunir : « Seul un ample mouvement social (non révolutionnaire) vaincu (par la force, mais aussi par l'intégration de ses aspects les plus réformateurs, comme le fut le syndicalisme fin XIX^{ème} ou après les années 1930) pourrait débloquer la situation. » (p.17). Leur conception du mode de production capitaliste est *strictement la même que celle du démocratisme radical* qu'ils s'efforcent de « critiquer » dans leur seconde brochure (nous avons déjà vu que pour les « trente glorieuses » et la sortie de crise, ils avaient repris la vulgate régulationniste).

Comme pour les démocrates radicaux, le capitalisme ne peut fonctionner, être lui-même, que s'il est fordiste, que s'il se comporte en père de famille vis-à-vis du travail, que s'il reproduit des cohérences nationales, que s'il redonne du lustre à la vie politique nationale et parlementaire, en un mot, comme les démocrates radicaux, Dauvé et Nesic attendent que la classe capitaliste sorte de son aveuglement actuel et reconnaisse ses véritables intérêts.

Le point de vue de Sirius

Il faut que le démocratisme radical dépasse ses limites actuelles. La critique du démocratisme radical se doit donc d'être extrêmement bienveillante *et elle l'est*.

« Un mouvement "anti-capitaliste" est apparu depuis une dizaine d'années, ... » (*Solidarités...*, p.1)

« Ce texte n'a pour but ni de dénoncer son réformisme, ni de célébrer un tel mouvement comme positif malgré tout, mais de comprendre quelles solidarités le composent et reforment une communauté de lutte après le reflux mondial de la vague des années soixante et soixante-dix. » (*ibid*)

« Notre problème n'est pas de savoir si celle-ci (la « réalité historique » du mouvement, nda) va vers une remise en cause révolutionnaire (tel n'est clairement pas le cas), mais quel est son devenir possible. » (*ibid*)

Du point de vue de Sirius, seul compte le « devenir ». Dauvé et Nesic n'imaginent pas un instant que nous puissions être, au cours d'une lutte, d'un « mouvement social », confrontés à ces gens là. A ce moment là, il importe de savoir que les « perspectives qu'ils tracent » sont non seulement contraires aux nôtres à long terme, mais surtout expriment et formalisent *maintenant*, dans chaque lutte, non la défense de nos intérêts, mais la recherche de la meilleure solution à *leurs* problèmes dans la promotion d'une utopique meilleure société capitaliste.

Dauvé et Nesic ne nous parlent pas du mouvement d'action directe, des « black blocs », de l'anticitoyennisme en général. Le mouvement d'action directe ne les intéresse pas : « on nous objectera que, si telle est la ligne majoritaire chez les altermondialistes, une aile radicale fait entendre de toutes autres positions. Probablement, mais cette minorité n'est pas parvenue à se donner un minimum d'affirmation (sans parler même de coordination) *autonome*. » (*ibid*, p.16). La chose qui nous aurait le plus intéressé, c'est de savoir pourquoi cette minorité n'était pas parvenue à se « donner un minimum d'affirmation autonome ». Nous n'aurons aucune réponse à cette question.

Le démocratisme radical et le mouvement d'action directe

Actuellement, la fin du mouvement ouvrier que chacun constate signifie que le dépassement du mode de production capitaliste n'est plus donné dans la montée en puissance de la classe ouvrière et son affirmation comme pôle dominant de la société. Cette disparition, le mouvement d'action directe en est le résultat, il est la volonté et la pratique qui est l'envers de cette disparition. Pour lui, le dépassement apparaît *immédiatement* comme le dégagement par rapport à cette société, un autre qui se constitue face à elle dans des déterminations préfigurant son dépassement. Le mouvement d'action directe ne considère pas le capital comme une contradiction, mais sa pratique consiste à opposer *deux mondes se constituant face à face*, il se veut une *préfiguration* ou une *sécession*.

Si Dauvé et Nesic ne nous fournissent aucune tentative d'explication de la marginalité du mouvement d'action directe qui n'est visiblement pas, pour eux, un sujet intéressant, c'est parce que globalement c'est le « réformisme radical » qu'ils sont incapables d'expliquer. Ils nous disent que cet « anti-capitalisme actuel n'est ni un feu de paille ni un produit médiatique, mais un mouvement social au sens plein du mot, c'est-à-dire mobilisant les aspirations et revendications de vastes secteurs de la société. » (*Solidarité...*, p.16). Mais en quoi est-il actuel ? Nous ne le saurons pas.

Les auteurs de la brochure relèvent bien de nombreuses caractéristiques du démocratisme radical, mais loin d'y voir des déterminations qui lui sont inhérentes et définissent son « actualité », ils y voient des *limites* dont ils espèrent le dépassement : « L'altermondialisme, lui, n'intervient qu'aux marges du salariat. » (p.10) ; « Le réformisme actuel, lui, ne s'adresse pas aux couches populaires, il dilue le monde du travail dans « les mouvements sociaux » (*ibid*) ; « En mettant le travail entre

parenthèses, les réformateurs se condamnent à rester sans réformes. » (p.11). Ils attendent le dépassement de ces « limites » d'un « ample mouvement social (non révolutionnaire) » qui boosterait le réformisme radical et qui, « vaincu », amènerait le capital à achever sa restructuration. Jusque là « le réformisme radical a beau escamoter la centralité de la lutte de classe, celle-ci, comme en creux, s'impose à lui, malgré lui le détermine, et le condamne à ne proposer qu'une démocratisation de la démocratie ».

Les démocrates radicaux ne mettent pas le « travail entre parenthèses », ils n'« escamotent pas la lutte de classe », mais toutes les caractéristiques de la restructuration interdisent la reconstitution d'un réformisme ouvrier puissant. Dans ces conditions, les caractéristiques actuelles du démocratisme radical ne sont pas des limites dont on attend le dépassement, mais ses déterminations propres, conformes au cycle de luttes actuels.

La définition et l'existence de la classe dans le capital ne comportent plus un rapport à elle-même, c'est-à-dire la confirmation face au capital d'une identité ouvrière : c'est la caractéristique et la radicalité fondamentales de ce cycle de luttes, jusqu'à et y compris son « absence de perspectives » et de formulation d'un « au-delà ». Mais c'est simultanément sa limite que le démocratisme radical exprime, de façon unilatérale, comme mise en conformité idéale du prolétariat avec le capital.

Le démocratisme radical s'ancre dans les luttes revendicatives, il est quelque chose de bien réel, empiriquement constatable et efficace parce qu'il est, sur la base de la disparition de l'identité ouvrière et donc sur la base immédiate de l'existence de la classe dans le capital, un projet alternatif et la formalisation des limites des luttes.

On peut soutenir qu'avec leur tête du Rotary club, les experts d'ATTAC ne touchent que très marginalement les « masses ouvrières », mais la CGT, la CGIL, l'AFL-CIO, SUD ou les Cobas tiennent le même discours qui était aussi la langue commune incontournable des grèves du printemps 2003 en France. Le démocratisme radical n'oublie pas la « centralité du travail et du salariat », il est actuellement le contenu d'organisation comme la CGIL en Italie, en France la CGT voudrait en faire son programme, aux Etats-Unis il anime le renouveau des syndicats corporatifs et locaux et l'AFL-CIO a fourni toute sa puissance organisatrice aux manifestations de Seattle.

La différence de compréhension du démocratisme radical, selon qu'on analyse ses caractéristiques comme des limites en attente de leur dépassement par la venue d'un « ample mouvement social », ou comme inhérentes au cycle de luttes actuel, entraîne une différence de position capitale vis-à-vis de lui. Si l'on considère le démocratisme radical comme un mouvement en attente d'accueillir une montée des luttes ouvrières et si l'on attend de son renforcement qu'il ouvre la voie à la possibilité de la révolution (via le raffermissement du « lien social »), nous devons espérer ce renforcement tout en le critiquant, *mais pas trop*. Surtout, nous n'avons aucune justification, ni aucune raison de nous confronter à lui dans les luttes actuelles. On comprend alors pourquoi Dauvé et Nesic escamotent les mouvements anticitoyennistes, le mouvement d'action directe, et de façon générale les affrontements avec le démocratisme radical à l'intérieur de luttes

comme celle des chômeurs et précaires, des sans-papiers, des manifestations anti-mondialisation et même dans des mouvements comme ceux de décembre 1995, du printemps 2003 ou même du mouvement anti-guerre de l'hiver 2003. En revanche, si l'on considère que l'allure actuelle du démocratisme radical exprime les limites de ce cycle de luttes, cela implique que nous sommes embarqués avec le démocratisme radical et en contradiction absolue avec lui.

La critique du démocratisme radical est actuellement la moindre des choses et même le passage obligé de la production théorique (et un piège si elle se limite à sa dénonciation). « A quoi bon polémiquer » contre le « réformisme radical », déclarent Dauvé et Nesic. Mais, à les suivre au pied de la lettre, il ne faudrait *surtout* pas polémiquer avec lui, puisque de son renforcement dépend la possibilité de la révolution. Nous pourrions résumer en une formule la position de Dauvé et Nesic : *réformistes radicaux encore un effort pour nous permettre d'être révolutionnaires.*

L' « erreur » porte sur le passé (les Trente Glorieuses) et sur l'avenir (l'agenda de la révolution). Nous allons voir que la restructuration n'étant pas fordiste, les Régulationnistes, les « Réformistes radicaux », et Dauvé et Nesic avec eux, opposent au scénario qui a pour lui l'évidence des évolutions en cours, un scénario tout à fait hypothétique à coup de « il faut que » et « il ne faut pas que ». L'analyse régulationniste, celle des citoyenistes, et celle de Dauvé et Nesic reposent sur le postulat et le souhait de l'élection par la classe capitaliste du meilleur compromis, elle est sous-tendue par un biais harmoniciste et par la notion technico-objective d'optimum économique. Au lieu de maintenir une fiction de restructuration et d'alternatives encore ouvertes, c'est sur le nouveau mode d'accumulation qui s'est installé sous nos yeux qu'il nous faudra raisonner. Le capitalisme restructuré c'est le capitalisme réellement existant, mais leur conception de la révolution impose aux auteurs de considérer que le capitalisme des « Trente Glorieuses » est le capitalisme par définition : celui de la « prospérité » et partant de la révolte libre.

De même que leur théorie de la révolution a amené Dauvé et Nesic à une vision apologétique des « Trente Glorieuses », de même elle les contraint à attendre la répétition des mêmes conditions. La capacité à considérer la restructuration telle qu'en elle-même est alors radicalement impossible.

La restructuration telle qu'en elle-même

« Le « rétablissement de la rentabilité est plus *régressif* (blocage salarial, accumulation ralentie et différenciation sociale) que *progressif* (convergence sociale et progrès technique généralisé). La bonne santé américaine tient surtout au « gel des salaires, à la baisse des dépenses sociales des entreprises, à l'augmentation des heures travaillées, et à une consommation endettée » (p.11).

Bien que partiel, tout cela est parfaitement exact. Le problème, c'est que Dauvé et Nesic n'abordent pas la restructuration *pour elle-même*, en cherchant ses propres critères de cohérence et de reproduction, mais par rapport aux « Trente Glorieuses »

promues en norme du capital. Le problème c'est de qualifier les évolutions du mode de production capitaliste de « régressives » ou de « progressives » (même en utilisant des guillemets). Pourquoi le blocage salarial ou la différenciation sociale seraient-ils, pour le capital, « régressifs » ? Si ce n'est pour satisfaire la pure vision idéologique de Dauvé et Nesic d'une croissance capitaliste « uniformisatrice » et « intégratrice ». Les taux d'accumulation très élevés de la période précédente avaient abouti à un blocage structurel de l'accumulation et à une chute dramatique pour le capital des taux de profit. De quelle utilité est pour le capital un taux d'accumulation élevé si c'est au prix d'un partage entre salaires et profits toujours plus défavorable pour lui que masque, toujours plus difficilement, des taux d'inflation en constante augmentation durant la fin de la phase précédente ? Les taux de croissance ne retrouvent pas ceux des Trente Glorieuses (en fait ceux d'une période assez brève de celles-ci), encore que les taux américains durant les années 90 les aient souvent approchés, mais ils reposent sur le déblocage de ce qui, dans le « fordisme », avait mené le capital à une des grandes crises capitalistes du XX^{ème}s.

Procès de travail, « régime d'accumulation », fixation du salaire, mondialisation, etc., partout, Dauvé et Nesic relèvent des dysfonctionnements. C'est là que réside notre divergence fondamentale dans l'analyse de la restructuration. De leur fixation sur la conception de la révolution telle qu'elle fut théorisée dans l'échec de Mai 68, découle qu'ils ne peuvent penser le capital en dehors du fordisme. Ce qu'ils comprennent comme des défauts du dispositif, défauts qui devraient être corrigés pour atteindre la plénitude de la restructuration, sont au contraire *des pièces essentielles, fonctionnelles, du mode de production capitaliste restructuré*. Que le « nouveau régime d'accumulation » ne satisfasse pas l'« optimum de production », que le « mauvais scénario » ait chassé le « bon » (pouvait-il en être autrement quand le « bon » avait fait faillite) ne rentrent pas en ligne de compte, c'est d'un système d'exploitation dont on parle.

La brochure *Il va falloir attendre* envisage la restructuration selon trois déterminations : la transformation du niveau des salaires et du marché du travail ; les modifications du procès de travail immédiat ; la mondialisation de la reproduction du capital.

La restructuration dans ses déterminations

1) La transformation du niveau des salaires et du marché du travail.

Pour Dauvé et Nesic, la restructuration n'a pas lieu car le salaire n'est considéré que comme un coût et non, simultanément, comme un investissement. Cela n'est que partiellement vrai et cela ne signifie qu'une chose : la restructuration n'est pas « fordiste ». La classe capitaliste ne répète pas ce qui fut un des éléments de la crise des années 1970, élément de toute façon caduc en ce que le fordisme ne peut être effectif que dans un nombre limité d'aires nationales centrales.

Il n'y a plus de « compromis » entre le capital et la classe ouvrière nous disent en substance Dauvé et Nesic. Sans « compromis », pas d'accumulation et de rentabilité,

ajoutent-ils, car le « salariat ne peut prospérer contre les salariés », il faut de l'« intégration ». Avec toutes les réserves que nous avons pu faire sur l'utilisation de ce terme, est-ce si sûr qu'il n'y a plus de « compromis »?

Tout d'abord le « compromis » dit « fordiste » n'a pas disparu, pas plus que l'Etat-providence, il ne structure plus le rapport entre prolétariat et capital, il est lui-même devenu un élément des nouvelles modalités de l'exploitation. La précarité est générale en ce qu'elle structure l'ensemble du rapport d'achat-vente entre le travail et le capital, et non comme élimination pure et simple de ce qui n'est pas elle. Dans un rapport publié le 4 septembre 2000 à Washington par l'Economic Policy Institute (EPI) dirigé par Robert Reich et Lester Thurow, on peut lire que « la part des emplois stables à plein temps augmente aux Etats-Unis depuis 1995, de 73,6 % à 75,1 % de l'ensemble des emplois. (...) De plus, même si les contributions patronales aux assurances sociales diminuent, la part des emplois couverts par une protection sociale augmente. » (*Le Monde*, 6 septembre 2000). La précarité n'est pas seulement cette part de l'emploi que l'on peut qualifier *stricto sensu* de précaire. Intégrée maintenant dans toutes les branches d'activités, elle est bien sûr une « menace » sur tous les emplois dits stables. Les emplois stables adoptent les caractéristiques de la précarité dont principalement la flexibilité, la mobilité, la disponibilité constante, la sous-traitance précarisant l'emploi même « stable » des PME, le fonctionnement par objectifs dans les grandes entreprises. La liste des symptômes de la contagion de la précarité sur les emplois formellement stables est longue :

C'est dans le couplage des deux modes d'extraction de la plus-value que réside un « nouveau compromis » qui renvoie à un *achat global de la force de travail*. La revitalisation du mode absolu d'extraction de la plus-value fonde un « nouveau compromis » sur la base suivante : un « partage », à l'intérieur de la force de travail disponible, prise comme un tout, du travail nécessaire.

Le « compromis » actuel porte non pas sur le surtravail mais sur le travail nécessaire. Pour le capital, cela revient pratiquement à une croissance du travail nécessaire proportionnellement moins grande que le nombre de têtes sur lequel elle s'applique, cela signifie évidemment moins pour chacun (surtout pour les « nouveaux entrants »), mais plus pour tous. En revanche au niveau du surtravail la création de plus-value sur le mode absolu est activée non seulement parce que, mondialement, un plus grand nombre de travailleurs entre dans le procès de travail pour un travail nécessaire en croissance moindre, mais aussi de par l'intensification du procès de travail qui en résulte, de par l'allongement du temps de travail global, et de par l'accélération de la rotation du capital fixe.

Les accords liant l'emploi et la flexibilité se multiplient. Pour la classe ouvrière dans son ensemble, la baisse relative du travail nécessaire ne se traduit pas par une baisse absolue, c'est là sa « part dans le compromis ». La « modération » salariale, la précarisation, l'imposition du temps partiel, c'est-à-dire les modalités modernes de l'extraction absolue de plus-value entraînent une baisse de la valeur individuelle de la force de travail, mais contrecarrent la baisse absolue pour l'ensemble de la classe qui

devrait résulter du régime d'accumulation sur la seule base de l'extraction relative de plus-value. Il ne s'agit pas là, bien sûr, d'un cadeau de la classe capitaliste, mais des modalités de la restructuration en ce qu'elle est contre-révolution : destruction de l'identité ouvrière, réindividualisation du rapport entre le travailleur salarié et le capital. Création d'emplois d'un côté, gel des salaires et flexibilité du marché du travail de l'autre. Nous avons ce que l'on peut appeler un achat global de la force de travail.

Avec le développement général de la précarité, de la flexibilité et de toutes les formes de contrats déterminés, le chômage n'est plus cet en-dehors de l'emploi salarié qu'il était durant les « Trente Glorieuses ». La segmentation de la force de travail se résoud en un *achat global* de celle-ci par le capital et une utilisation de chaque force de travail individuelle selon les besoins ponctuels de la valorisation. Cet achat global modifie de fond en comble le fonctionnement de l'Etat-providence, celui-ci, là où il existait, ne disparaît pas. Il se segmente lui aussi pour assurer l'employabilité permanente de la totalité de la main-d'œuvre disponible, il ne joue plus seulement sur la population salariée, mais sur le taux d'activité et la population disponible. C'est le passage du *Welfare* au *Workfare*. C'est une évidente « régression » au niveau des droits acquis, mais c'est également une extension du système : C.M.U. ; R.M.I. ; R.M.A. (en France, c'est ce que défend la CFDT). Une telle extension est beaucoup plus développée dans les pays anglo-saxons. Le système du *Welfare* ne régresse pas en demeurant identique dans sa nature, sa « régression » est plus fondamentalement une modification de la nature générale du marché du travail.

La force de travail est alors présupposée comme propriété du capital, non seulement formellement (le travailleur a toujours appartenu à toute la classe capitaliste avant de se vendre à tel ou tel capital), mais réellement en ce que le capital paie sa reproduction individuelle *en dehors même de sa consommation immédiate qui pour chaque force de travail est accidentelle*. Le capital n'est pas soudain devenu philanthrope, dans chaque travailleur il reproduit quelque chose qui lui appartient : la force productive générale du travail devenue extérieure et indépendante de chaque travailleur et même de leur somme. Inversement, la force de travail directement en activité, consommée productivement, voit son travail nécessaire, lui revenant en fraction individuelle, défini non par les besoins exclusifs de sa propre reproduction, mais en tant que fraction de la force de travail générale (représentant la totalité du travail nécessaire), fraction du travail nécessaire global. *Il tend à y avoir péréquation entre revenus du travail et revenus d'inactivité*.

Si le travail nécessaire est étendu à la reproduction de la force de travail globale, c'est parce que le surtravail dépend aussi, quant à lui, de cette force de travail globale, facteur de croissance de l'intensité, de la productivité et de l'extension de la main-d'œuvre disponible. La force de travail en inactivité n'est évidemment pas, considérée comme un être-là exclusivement dans sa limite, source autonome de valorisation. Elle n'est cette source que dans la mesure où elle est elle-même reproduite comme travail nécessaire et elle ne l'est qu'en ce qu'elle est posée dans la production de surtravail comme accroissement de l'intensité du travail tant de façon intensive

(employer la force de travail en supprimant tous les temps morts : rotation, flexibilisation, annualisation...) ; que de façon extensive : les mêmes mises en oeuvre impliquant la coexistence dans un même moment de tous les « états » successifs de la force de travail individuelle (considérer l'ensemble des forces de travail individuelles comme une seule force de travail collective). Modalité extensive d'accroissement de l'intensité, car reposant sur une croissance continue de la main-d'œuvre (croissance du taux d'activité différencié du taux de chômage).

Si la part des salaires dans la valeur ajoutée ne cesse de décroître, cela n'empêche que l'on assiste à un phénomène capital de la restructuration : la masse salariale augmente. La fin du « compromis fordiste » a permis la relance du couplage des deux formes d'extraction de la plus-value : la multiplication des journées simultanées est une forme d'extraction de plus-value sous son mode absolu, elle contrecarre la baisse tendancielle du taux de profit, tout comme le découplage entre salaires et productivité. Si l'on considère la masse salariale à l'échelle mondiale, sa croissance est une évidence.

L'augmentation du taux d'activité ou taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion d'emplois rapportée à la population totale, est une des caractéristiques essentielles de la restructuration. Il ne s'agit plus pour la classe capitaliste de réduire la demande de travail (temps partiel, abaissement de l'âge de la retraite, etc.), mais d'encourager l'offre. La cible c'est le non-emploi (jeunes qui retardent leur entrée, personnes découragées, préretraités) et non seulement le chômage. Les modalités de cette augmentation sont multiples et variées. Toutes passent par la flexibilisation et la précarisation de l'emploi. De ce point de vue, la dissociation du revenu d'activité et du revenu de subsistance serait une simplification considérable. Chacun disposerait d'un revenu minimum, joint au salaire, mais non payé par l'employeur. La dissociation entre revenu d'activité et revenu de subsistance est probablement la seule manière d'introduire durablement la flexibilité. C'est la voie ouverte dans de nombreux pays par le cumul dégressif des minima sociaux avec une reprise d'emploi, destiné à faciliter le passage des minima aux emplois à temps partiels (qui visent essentiellement la partie « dormante » de la main d'œuvre féminine) ou à durée déterminée. Suédois, Danois, Anglais cherchent des formules pour obliger les jeunes à se former ou à accepter un travail. Faute de quoi, les minima sociaux sont supprimés.

La nouvelle norme salariale est celle d'un maintien du salaire réel, ou, au mieux, d'une progression nettement inférieure aux gains de productivité. Le partage entre salaires et profits se déplace de façon continue au détriment des salariés. Si, dans les pays centraux, l'industrie moderne et les services informatisés demeurent les lieux d'un « fordisme » restreint, les productions et les services à faible productivité qui créent des emplois (à partir d'un niveau faible de croissance : autour de 1,5 % en France et dès les premières décimales au dessus de 0, aux Etats-Unis, dans les années 1990) connaissent des niveaux de salaires très faibles. Pour rétablir *a minima* les conditions de la réalisation, une partie croissante de la plus-value est recyclée, distribuée, via la financiarisation de l'économie, vers les couches supérieures du salariat. Les disparités

de revenus et de patrimoines s'accroissent, mais *le capital n'a jamais eu pour but, ni même pour condition, le bonheur de l'humanité*. La croissance des inégalités n'est pas un défaut du dispositif, que l'on pourrait corriger ou qui serait contraire à l'intérêt bien compris d'un capitalisme idéal, c'est une pièce essentielle, *fonctionnelle*, de ce nouveau « régime d'accumulation » (si l'on veut employer l'expression).

L'augmentation de la masse salariale, l'augmentation du taux d'activité, l'achat global de la force de travail, s'accompagnent d'une différenciation accrue des salaires et de la croissance des revenus financiers pour une mince couche de salariés. Celle-ci ne résoud pas le problème de la *réalisation* d'une façon aussi « vertueuse » que le « fordisme », *mais c'est elle qui existe*. Les tenants purs et durs du « point de salut en dehors du fordisme » sont face à un mystère : la part des salaires diminue dans la valeur ajoutée et pourtant en France ou aux Etats-Unis, durant les années 1990, la consommation augmente de 2 ou 3 % par an. La répartition des revenus s'est très profondément modifiée en faveur des très hauts salaires et des détenteurs de revenus financiers (jusque dans les couches moyennes du salariat). Le niveau très élevé du taux d'autofinancement des entreprises dans les pays centraux indique que la plus grande partie de ces revenus financiers est orientée vers la consommation. Ces revenus financiers ont un caractère fonctionnel dans le système d'accumulation actuel, ils sont devenus un élément essentiel de la *réalisation*, on peut le regretter, dénoncer l'injustice, mais cela n'a aucune importance.

La situation actuelle recèle une énigme : le taux de profit remonte à un rythme beaucoup plus rapide que le taux d'accumulation. C'est le manque d'opportunités d'investissements rentables qui conduit à recycler autrement la plus-value accumulée et à gonfler la sphère financière : le gonflement de la sphère financière n'est pas une entrave à l'« économie réelle », mais son résultat. « Si les revenus financiers ne reviennent pas financer un surcroît d'accumulation, c'est donc qu'il vont pour l'essentiel se convertir en consommation et se substituer à la consommation des salariés pour soutenir la demande finale. Ce schéma est "préféré" à un taux d'accumulation plus élevé mais qui serait obligé d'aller dans des secteurs moins rentables et conduirait donc à un taux de croissance plus soutenu, mais associé à une rentabilité moindre. (...) La hausse des taux d'intérêt a eu pour fonction d'opérer l'adéquation de la demande aux nouvelles modalités de l'offre en contribuant au blocage des salaires et au dégagement d'une troisième demande. » (Michel Husson, in « Crises structurelles et financières du capitalisme au XX^{ème} siècle », p. 112). Les enseignes de *Hard Discount* se multiplient en même temps que les magasins *Louis Vuitton*.

Mais c'est mondialement qu'il faut situer le problème, il était facile de parler de « compromis fordiste » quand les quatre cinquièmes de l'humanité en étaient exclus. *La croissance fantastique de la force de travail mobilisée par le capital à l'échelle mondiale supprime toute la pertinence de la liaison entre la production, la productivité et la réalisation sur une échelle nationale ou même régionale*. La Chine, puisque c'est l'exemple à la mode, est devenue le premier marché mondial pour le téléphone portable et en passe de le devenir pour la télévision et d'autres biens ménagers de grande

consommation. 15 % de la population chinoise et 15 % de la population indienne accédant à un niveau de consommation moyen européen équivalent à un marché de la taille de l'Union européenne des quinze. A l'autre bout des hiérarchies mondiales, actuellement, la consommation américaine représente presque 70 % du produit national brut des Etats-Unis et surtout 20 % de l'activité mondiale (*Le Monde*, 21 octobre 2003). Cela signifie que les modifications structurelles dans la relation entre production, profit et réalisation « s'incarnent » en une organisation géographique des échanges.

Une telle structure de la réalisation au niveau mondial n'est pas plus « vertueuse » ou « vicieuse » que l'était celle du « fordisme » qui reposait sur le pari de gains de productivité toujours croissant, sur l'accumulation de réserves en dollars hors des Etats-Unis et sur un relâchement continu de la contrainte monétaire. Les risques inhérents au circuit actuel de réalisation sont bien connus : le surendettement des ménages américains, la perpétuation des investissements étrangers de capitaux aux Etats-Unis. Le système est à la merci du moindre « accident ». Mais l'accumulation capitaliste n'a *jamais* brillé par sa stabilité et son absence de contradictions. L'important est de regarder *le système qui existe* et d'en mesurer ses limites et non de dire qu'il n'existe pas parce que ses limites résideraient dans le fait de ne pas être comme le précédent (en encore « mieux »).

2) Les transformations du procès de travail.

« L'augmentation indéniable de l'investissement productif et, grâce à celui-ci, de la productivité du travail, ne suffit pas à entraîner un nouveau cycle technologique. Si l'accroissement de la productivité du travail a pour effet une baisse des coûts salariaux, l'accroissement de l'intensité capitaliste contribue à les élever. La percée d'un nouveau système de production (la grande industrie mécanisée au temps de Marx, l'OST dans la première moitié du XX^{ème} siècle, et ce qui pointe aujourd'hui) exige une organisation nouvelle du travail qui fait défaut. » (Dauvé et Nesic, p. 11). Quelle serait d'après Dauvé et Nesic cette « organisation nouvelle du travail » ? Il n'y a pas de « solution de continuité avec les années 60 » (p. 14), parce que « le capital ne parvient pas à humaniser la chaîne, et n'enrichit des tâches déqualifiées qu'en introduisant une polyvalence forcée. » (*ibid*). La « nouvelle organisation » serait quelque chose susceptible d' « associer les néo-prolos » (p. 16), quelque chose qui produise la fameuse « intégration sociale » ; nous sommes censés savoir que « le salariat peut fonctionner contre les salariés, mais pas prospérer » (p. 17). Ce qu'avec raison, Dauvé et Nesic voient poindre c'est le « taylorisme informatisé » (p. 17). Mais le taylorisme tout court était déjà « inadéquat au capitalisme en tant qu'il met en œuvre une coopération » (p.17). Le taylorisme était une « folie rationnelle », le « taylorisme informatisé » ne peut donc que répéter les mêmes impasses, il ne peut être une solution.

a) Les « limites du taylorisme » : valeur et coopération

Le travail salarié est toujours du travail salarié, l'ouvrier est toujours un ouvrier, mais le « manque de profondeur de la victoire du capital » se situerait dans le

« domaine fondamental de l'intégration du travail » (p. 14). Dauvé et Nesic ne contestent pas que le capital est parvenu à rendre le travail plus « mobile » et plus « docile », mais il l'a fait, l'inconscient, sans « humaniser la chaîne ». L'« humanisation de la chaîne » aurait été le modèle rêvé. Mais, sans plan, ni complot, le mauvais scénario a chassé le bon. On constate *a posteriori* que l'« humanisation de la chaîne » n'a été qu'une première étape brisant l'« ouvrier masse » et ouvrant la voie à la redéfinition disciplinaire et / ou automatisée du procès de travail. Il n'y aurait donc plus d'« adhésion ». Faisant un parallèle (p. 20) entre l'OS de Renault « auparavant » et l'opérateur actuel, Dauvé et Nesic déclarent : « l'adhésion de l'opérateur à son travail passerait par une meilleure rémunération : mais un principe de la restructuration est justement de réduire son coût à un minimum. ». On peut donc supposer que : premièrement, l'OS d'autrefois adhérerait à son travail, ce dont personne ne doute..., et que deuxièmement, le capital de jadis ne visait pas à réduire son coût à un minimum, ce que confirment sans hésitations les campagnes de recrutement dans les bleds d'Afrique du Nord.

Pour réussir sa restructuration, le capital devrait « reconnaître une valeur certaine au travail », mais justement la seule « valeur » que le capital reconnaît au travail c'est de le valoriser. L'« adhésion », dans le mode de production capitaliste, ce sont les diverses formes successives de *contrainte* au surtravail. Dauvé et Nesic cherchent à définir le meilleur procès de travail, celui qui ne serait pas conflictuel, ou à peine, mais qui mettrait tout de même en mouvement des salariés. Malheureusement, le capital évolue dans un sac de contradictions : « l'entreprise exige plus d'autonomie mais contrôle davantage » (p. 20) ; « l'informatique a pour but de ne laisser aux salariés aucune latitude de bloquer la production, tout en exigeant d'eux une meilleure disponibilité. », elle « déplace la contradiction » (p. 18) ; « l'impasse demeure : l'écart maximal entre exécution et direction-conception, censé accroître la productivité, finit par l'amoindrir. » (p. 18). *Ce sont des déterminations mêmes du capital qui sont considérées par les auteurs comme des obstacles insurmontables à sa restructuration.* De deux choses l'une, soit le capital a atteint son stade suprême et sa crise finale, soit la restructuration du capital ne doit pas être capitaliste. En effet, quelles que soient les transformations apportées au procès de travail, Dauvé et Nesic trouveront toujours, face à eux et face à leurs rêves, les mêmes déterminations du capital.

Dauvé et Nesic ont une étrange conception des limites du taylorisme. Cette « folie rationnelle » (le taylorisme) correspond au capitalisme « en tant qu'il est en quête de valeur, laquelle doit être sécable, repérable et séparable dans quelque chose d'homogène : le temps. Mais elle est inadéquate au capitalisme en tant qu'il met en œuvre une coopération. » (p. 17). Il y aurait contradiction entre la valeur et la coopération. Leur raisonnement est d'une simplicité désarmante : en cherchant à dépasser ou aménager le taylorisme, le capital ne dépasse pas ses contradictions, en conséquence sa solution ne peut en être une. En un mot, le capitalisme est impossible. Au début du siècle précédent, les ancêtres de Dauvé et Nesic auraient écrit qu'il ne peut

y avoir de « restructuration fordiste » parce qu'elle augmente la composition organique du capital.

La coopération et la division la plus extrême du travail non seulement ne s'opposent pas dans le capital mais sont les deux aspects d'un processus unique. L'application de la division du travail a comme présupposé obligatoire qu'il y ait coopération, la division du travail est une forme particulière, un mode spécifique, de la coopération (cf., Marx, *Manuscripts de 1861-1863*, Ed. Sociales, p. 264 et p. 274). Non seulement il est impossible d'opposer la segmentation et la coopération dans le procès de travail, mais encore la loi de la valeur se réalise dans leur unité et en ce que la coopération en est le principe. Dès la manufacture, « la livraison d'un quantum de produit donné dans un temps de travail donné devient *une loi technique du procès de production lui-même* (souligné par nous) » (Marx, *Le Capital*, t.2 p.36). La loi de la valeur devient, *par le développement de la coopération*, une loi technique du procès de production. « Les lois de la production de la valeur ne se réalisent complètement que pour le capitaliste qui exploite collectivement beaucoup d'ouvriers et met ainsi en mouvement du travail social moyen. » (ibid, p. 17).

Jamais le taylorisme n'a nié le caractère coopératif du travail, il en est une des formes d'expression les plus hautes. Parce que la coopération est le fait du capital, le « taylorisme assisté par ordinateur » (Coriat) répond aux limites de la coopération capitaliste précédente dans lesquelles avaient pu s'insérer et lutter l'ouvrier-masse, limites dans lesquelles il avait pu affirmer une solidarité ouvrière et peser sur le procès de travail. Le capital ne met pas en œuvre une coopération, il est, lui-même, la coopération et celle-ci, loin d'être contradictoire à la valeur est la forme par laquelle elle devient une « réalité technique ».

Il n'y a pas de contradiction entre la division manufacturière du travail et la coopération. L'une et l'autre s'entretiennent et s'approfondissent réciproquement. « Comment assurer la continuité d'une addition de points que l'on a tout fait pour rendre discontinus » (p. 18), le problème que soulèvent Dauvé et Nesic ne tient pas à ce que les « organisateurs du travail oublient qu'aucun travail n'est individuel » (p. 19) - ils ne pensent qu'à ça -, ni à l'opposition entre division et coopération, mais à la double face de la coopération elle-même. Le procès de production coopératif est procès d'extraction de plus-value. La direction de ce procès devient nécessairement despotique : que ce despotisme soit celui de toute une hiérarchie de surveillants ou directement incorporé dans des organes spécifiques du capital fixe objectivant les forces sociales du travail. Division et coopération sont au fond identiques. Que cette identité soit une activité constante de la classe capitaliste parce qu'elle est essentielle au procès d'extraction de la plus-value, que périodiquement la lutte des classes la remettent en cause et que les systèmes technologiques en place ne puissent plus l'assurer, ne fondent pas une contradiction entre ses termes, sauf à faire, ce qui est faux, de la coopération quelque chose excédant la valeur.

Ce que Dauvé et Nesic nous présentent comme limites du taylorisme, ce sont tout bonnement des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, il est

évident alors que celui-ci ne peut, quoi qu'il fasse, s'en sortir. Entre les deux formes de la manufacture, puis lors du passage à la grande industrie, puis à l'OST, puis au « taylorisme informatisé », à prendre au pied de la lettre l'argumentation de Dauvé et Nesic, c'est toujours la même « contradiction » que le capital reproduit. C'est exact, mais alors soit cette « contradiction » qui lui est inhérente est aussi sa dynamique, soit le règne du capital aurait dû s'achever avec la manufacture sérielle.

Comment Dauvé et Nesic peuvent-ils penser que la « psychotechnique » ou la « psychosociologie », ou même la « hiérarchie contrôlée » auraient pu suffire à assurer la survie d'une « folie rationnelle » (le taylorisme) telle qu'elle était « *inadéquate* (souligné par nous) au capitalisme » (p. 17) ? Autant mettre un emplâtre sur une jambe de bois. Dans les années 1950, si le taylorisme n'est plus celui des années 20 ou 30, ce n'est pas tant parce que les capitalistes se mettent à faire de la « psychosociologie », mais parce qu'ils introduisent dans les usines les Machines Outils à Commande Numérique (MOCN) et la « ligne transfert ». Non seulement, cette « folie rationnelle », nous venons de le voir, n'est pas « inadéquate », mais encore, rappelons nous que cette « folie rationnelle inadéquate au capitalisme » a, selon les auteurs eux-mêmes, assuré le « lien social », l'« adhésion » et autre « intégration » et « prospérité », pendant tout ce qui fut, toujours selon les auteurs, l'âge d'or du New Deal.

b) Innovations techniques et innovations organisationnelles

Depuis le début des années 1990, le « taylorisme informatisé » qui maintient « l'écart maximal entre exécution et direction-conception » et qui ne devrait, d'après Dauvé et Nesic, que renouveler les « contradictions » qui « amoindrissent la productivité », l'a relancée de façon suffisamment énergique pour qu'elle flirte avec ses taux de croissance des années 1960.

La seconde moitié des années 1990 voit disparaître le fameux paradoxe de Solow : « on voit des ordinateurs partout sauf dans les indices de productivité ». Aux Etats-Unis, la productivité de l'industrie manufacturière augmente de 3,3 % par an de 1990 à 1995, puis de 5,5 % de 1995 à 2000 (*Le Monde*, 17 mai 2002), elle repart à 5,4 % en 2002. Cet écart entre exécution et direction est inhérent au capital, ce n'est donc pas en le supprimant mais au contraire *en l'approfondissant* qu'il surmonte les limites d'une organisation historique du travail. Par l'introduction de l'informatique dans le procès de travail, le capital a répondu au savoir collectif et à la prégnance que les ouvriers développaient sur la chaîne fordiste classique, il a supprimé beaucoup de temps morts en saturant les postes de travail, il a maximisé les temps-machines (accélérant la rotation du capital fixe). Il a donné aux forces sociales du travail développées dans la coopération une existence adéquate à sa propre nature en ce qu'elles sont désormais objectivées dans des organes spécifiques du capital fixe. Le capital n'a pas humanisé la chaîne, toutes les expériences du début des années 1970 sont restées des expériences marginales. Mais, ironie de l'histoire, c'est sur la base de ces expériences organisationnelles que l'électronique et l'informatique donneront, quelques années

après, toute leur mesure. L' « humanisation » a bien eu lieu mais le capital est toujours le capital.

Actuellement, la production en flux c'est la généralisation sociale de la chaîne. « Pendant longtemps, les freins sociaux (refus du travail divisé, déqualifié, poids des logiques de métier) et les freins techniques (complexité des équipements, incapacité à stocker le savoir des spécialistes pour le mettre à disposition de salariés peu qualifiés de façon décentralisée...) ont suffi à empêcher le modèle de la chaîne de s'étendre au-delà de la chaîne d'assemblage final dans l'industrie automobile et dans quelques autres activités, malgré ses avantages déterminants au point de vue des délais et des stocks. » (Guillaume Duval, *L'Entreprise efficace*, Ed. Syros, p. 74). Dans le même mouvement, les « problèmes sociaux » que posaient partout les services de maintenance, un des derniers bastions, dans les ateliers d'une « aristocratie ouvrière », largement indépendante dans l'organisation et le rythme de son travail de par son savoir-faire, sont éliminés par la réduction de la fonction de maintenance à la règle commune du travail taylorisé. Le flux c'est également la possibilité de la substitution à une « grosse usine » de plusieurs unités distinctes installées à proximité de leurs clients principaux. Toute la logique de l'organisation de la production par métiers est déstabilisée, la disparition de l'identité ouvrière n'est une déduction logique de la structure du rapport d'exploitation restructuré que parce qu'elle est une multitude de « micro faits » qui touchent l'ensemble de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital. Ces « micro-faits » se constituent en système par les contraintes et les choix que déterminent les nécessités et la logique même de l'exploitation. Ce bouleversement tayloriste du taylorisme fait que Peugeot produisait, en 1998, 1 million de véhicules de plus que quatre ans auparavant, avec quasiment les mêmes usines.

Ce qui caractérise la période actuelle c'est l'extension massive à tous les secteurs d'activité, dans l'industrie et les services, des principes tayloriens d'organisation du travail. Ce que Taylor et Ford n'étaient finalement parvenus à faire que dans un petit secteur de l'activité économique (les ateliers de fabrication de l'industrie de grande série), s'impose partout. Le taylorisme est *maintenant* en train de devenir le mode de travail dominant dans la totalité des activités économiques. *La nouvelle organisation du travail, c'est le taylorisme*. Si le travail à la chaîne continue de progresser, il ne concerne en France qu'autour de 5 % des salariés, là n'est pas la nouveauté du taylorisme (même si la chaîne n'est plus celle des années 1960). La nouveauté réside dans son extension et dans l'application de ses principes autrement que sous la forme de la chaîne : contrainte de qualité et de délai, travail sous cadence imposée (presse à injecter le plastique ou bac à frites dans un *fast-food*), travail répétitif (+ 50 % dans les années 1980, selon les déclarations des salariés dans une enquête du ministère du travail), rythme de travail imposé par la dépendance d'un collègue, extension du champ des normes dans l'entreprise, demande des clients... Devenue contre-productive à la fin des années 1960, la taylorisation des tâches a retrouvé (et bien au-delà) sa dynamique après la crise des années 1970.

Le travail n'a pas été « humanisé », la discipline est celle de nouvelles formes de rémunérations, de primes et de sanctions, de nouveaux critères de promotion, elle est celle du système des « flux », de la « qualité », du « groupe », de la polyvalence, elle est celle de la crainte du chômage. C'est une discipline imposée, mais peut-on demander autre chose au rapport salarial ? « Les digues ont cédé. Les contraintes sociales, les freins techniques ont disparu qui avaient permis de contenir pendant presque cent ans le travail taylorisé au sein des ateliers de quelques firmes produisant en grande série. (...), partout la logique du travail prescrit, subdivisé, contrôlé, s'infiltre désormais. » (Guillaume Duval, *op cit*, p.165). Si l'on ne se contente pas de balivernes comme le « caractère anthropologique du travail » et la « coopération contradictoire à la valeur », pour retrouver l'histoire réelle du capital, de la crise et de la restructuration telle qu'on peut l'appréhender dans le procès de production immédiat, on peut comprendre comment la crise qui semblait mortelle du taylorisme a pu être surmontée par... *l'extension du taylorisme lui-même.*

c) Organisation du procès de travail / collectif ouvrier / cycle de luttes

A suivre Dauvé et Nesic, « autrefois », durant les « Trente Glorieuses », il y aurait eu de l'« implication » ouvrière dans le procès de travail, maintenant, il n'y en aurait plus. La classe capitaliste aurait le plus grand mal à recréer cette situation et sans elle pas de restructuration.

C'est toujours la vision apologétique et angélique des « Trente Glorieuses » qui structure le discours des auteurs. Les ouvriers avaient échangé leur rôle de « pion » contre une progression régulière de leur salaire. Mais pourquoi la classe capitaliste se donne-t-elle tant de mal pour briser cette ancienne organisation du travail sous sa forme la plus rigide ? Dauvé et Nesic vont nous répondre : parce que les ouvriers se sont révoltés. Mais alors, où est « l'adhésion » ? Il nous faut supposer qu'ils adhéraient en tant qu'ouvrier, et se révoltaient en tant qu'hommes. Cette organisation du travail, loin d'être un dispositif d'« implication » des ouvriers, étaient un formidable dispositif de résistance ouvrière. Le contraire même de l'« implication », *malgré les « hauts salaires »*.

Dauvé et Nesic nous disent que ce qui a échoué à Turin ne réussira pas dans le « tiers-monde ». A long terme (nous espérons ne pas être tous morts) cela peut paraître certain, mais, à court ou moyen termes, la Chine frôle les 10 % de croissance annuelle et la classe capitaliste s'en met plein les poches. L'accumulation du capital est identique à sa nécrologie mais ceux qui oublient que les termes de cette proposition ont une relation de réciprocité ne comprennent ni la nécrologie, ni l'accumulation. Qu'est-ce qui a échoué à Turin ? Ce n'est pas l'échange des « hauts salaires » contre la réduction à un statut de « pion ». Les « hauts salaires » étaient pour ceux qui n'étaient pas des pions (ouvriers professionnels, employés...) et le statut de « pion » pour ceux qui n'avaient pas de « hauts salaires ». La constante de l'automne chaud de 1969 aux usines FIAT est la revendication par les OS de fortes augmentations salariales alors que la CGIL, s'appuyant sur d'autres catégories ouvrières que les OS, cherche constamment à

ramener les conflits... sur le contrôle de l'organisation du travail. La question du « calme » (extrêmement relatif, il est utile de rappeler que, dans la brochure de Dauvé et Nesic, toute référence à des conflits est absente pour les années 1950 et 1960) dans les usines jusqu'à la fin des années 1960 ne peut être comprise abstraitement à partir d'une structure du rapport social ramenée au « compromis fordiste ». La question doit se ramener à celle de la nature du « collectif ouvrier » et par là à celle de l'« hégémonie » qui s'y constitue. Dans le cas de FIAT, durant l'automne chaud, le basculement d'hégémonie prend souvent des formes violentes entre les catégories ouvrières : une disqualification symbolique, physique et organisationnelle de l'ouvrier professionnel ou de l'opérateur. En supposant même que l'on accepte la notion de « compromis », il n'y eut pas rupture d'un « compromis », ceux qui le « rompirent » n'étaient pas ceux avec qui il avait été passé. Il est vrai que tout cela n'empêcha que l'organisation du travail avait volé en éclats. Mais comme nous l'avons vu, sur tous les fronts (du marché du travail au procès productif dans sa matérialité, en passant par le Welfare et la représentation syndicale et politique), la classe capitaliste a su déstructurer la puissance ouvrière telle qu'elle s'était manifestée et reconstituer d'autres dispositifs de mobilisation productive de la force de travail qui ont fini par faire système.

Si le « taylorisme s'est révélé contre-productif à Turin » (p. 19), c'est au travers de la lutte des ouvriers de la Fiat. Les limites du taylorisme, dans la phase d'expansion antérieure, ne relèvent pas du seul procès de travail, mais de la combinaison de celui-ci avec la création d'une force de travail homogène dans un marché du travail où le chômage est restreint et dans une situation de gains de productivité élevés. Le taylorisme était une machine de guerre contre l'OP, mais il a fini par produire une force de travail à la fois collective au niveau de l'usine et sociale au niveau de la reproduction d'ensemble qu'il s'est révélé incapable d'absorber, ce n'était une limite du procès de travail que parce que c'était une lutte des classes. Le taylorisme ne s'est pas « épuisé parce qu'il n'ait outre-mesure la dimension coopérative du travail » (p. 19), comme les « anthropologues » le pensent. Cette « dimension coopérative » est le fait du capital, quelque chose que les prolétaires trouvent tout fait, face à eux, en entrant dans le procès de travail et non quelque chose qui leur appartiendrait en propre et dont le capital s'emparerait.

La classe capitaliste était face à deux nécessité : briser le collectif ouvrier ; briser la relation entre hausse du salaire et gains de productivité. C'est à partir de cela, qu'elle a « bricolé », au fil de l'eau, une nouvelle organisation du travail dans le procès de production immédiat.

Que cela soit dans les secteurs anciennement taylorisés où l'organisation du travail est profondément modifiée, ou dans les secteurs, bien plus nombreux, où les méthodes tayloriennes s'imposent de façon différentes mais en conservant les principes de base du taylorisme, le collectif ouvrier est bouleversé. Des catégories sont expulsées ou confinées à des tâches subalternes : les OS, les ouvriers de métier (les anciens « seigneurs des ateliers »), les jeunes issus de l'enseignement technique court. Les

ouvriers professionnels dont les acquis techniques sont remis en question et leur autonomie contestée, face aux opérateurs et aux techniciens, ne savent plus ce qu'ils sont (comme la maîtrise). D'autres sont « valorisés » : les ouvriers opérateurs de conduite de système automatisés, les techniciens de production. Ces derniers deviennent le pivot autour duquel s'organise ce processus de déclassement / reclassement du collectif. À côté d'une masse d'ouvriers marginalisés dont les tâches sont devenues subalternes, banalisées et routinisées, qui sont réduits à de simples capteurs et à qui, en outre sont imposés des contraintes nouvelles, apparaît une catégorie d'ouvriers à la jonction des tâches directes et indirectes, responsables d'opérations polyvalentes tant horizontalement (de même niveau d'abstraction sur plusieurs machines) que verticalement (tâches de niveaux différents sur une même machine).

Si l'on prend l'exemple de l'usine Peugeot de Sochaux, étudié par Beaud et Pialoux dans *Retour sur la condition ouvrière* (Ed. Fayard), deux constatations s'imposent : c'est dans les années 1970 que la « solidarité de résistance » dans l'usine atteint son sommet, *au moment où la « compensation salariale » est à son apogée* ; au début des années 1980, cette « culture d'atelier », ce « savoir faire collectif » ont disparu ou du moins ne sont plus opérationnels. Le travail a été réorganisé en groupes ou équipes autour d'un « moniteur » (échelon intermédiaire entre ouvriers et chef d'équipe), un système de primes collectives et individuelles a été instauré, un autocontrôle des équipes est mis en place, la petite maîtrise a été relayée par des jeunes BTS. La prime d'équipe amène le rappel à l'ordre des « déviants » par le groupe lui-même, ceux qui ne veulent ou ne peuvent accepter les formes minimales de « participation » sont marginalisés. En même temps, la présence massive d'intérimaires fait peser une menace permanente sur les ouvriers tout en les déchargeant souvent des postes de travail les plus durs. En luttant contre l'inertie et la résistance ouvrières héritées de l'ancienne organisation, il s'agit de faire fonctionner les solidarités d'atelier au profit de la direction : la marche au quotidien de l'atelier est censée être déléguée au collectif ouvrier. L'« implication » est toujours une contrainte, un rapport de forces, et jamais un compromis. *Dans le capital, la reconnaissance de la valeur du travail, c'est toujours le moyen de son asservissement plus grand.*

La nouvelle organisation du travail a fait disparaître du paysage l'« élite ouvrière », l'ouvrier professionnel autonome dans son travail. Les OP, figure essentielle de l'ancien cycle de luttes, socialisaient les OS dans le cadre d'institutions proprement ouvrières et représentaient un espoir de promotion. Il existe maintenant un trou entre le niveau des OS et celui des techniciens, totalement coupés des ouvriers malgré leur présence physique dans les ateliers de fabrication. Il est tout à fait exact que la condition ouvrière s'homogénéise par le bas. S'il ne passait pas OP, l'OS pouvait devenir contrôleur, cariste, régleur, mais tous ces emplois périphériques voient leurs tâches de plus en plus intégrées dans les tâches de production. Partout, la compétence se substitue à la qualification, le moniteur est l'exemple type de cette substitution, les innovations organisationnelles et technologiques ont pris à revers l'ancien système fondé sur l'ancienneté et la qualification professionnelle. La classe capitaliste a créé une nouvelle

organisation du travail, mais c'est une nouvelle organisation du travail salarié productif de plus-value, et comme telle cette nouvelle organisation doit être *imposée* dans le cadre de la lutte des classes. Elle n'est pas parachutée toute faite sur les usines comme sont amenés à le croire ceux qui ont considéré le fordisme comme une construction *a priori*.

A moins d'imaginer un capitalisme qui ne soit plus capitaliste, il n'est nullement « contradictoire », contrairement à l'opinion de Dauvé et Nesic, de « réduire à un pion celui qui valorise des systèmes complexes exigeant une disponibilité bien supérieure à celle de l'OS » (p.21). Cela ne peut que poser des problèmes à la valorisation du capital, c'est tout à fait exact, mais c'est précisément de la restructuration *du capital* dont il est question et non de la recherche du meilleur procès de production coopératif. Il faut le répéter, dans la coopération les ouvriers ont déjà cessé de s'appartenir, la coopération est une fonction du capital, en cela elle est consubstantiellement une contrainte à l'extorsion de surtravail. La « mobilisation » des travailleurs a toujours été disciplinaire, l'OST en est le parfait exemple, il faut une dose certaine d'irréalisme pour en faire le modèle de l'« adhésion ouvrière ».

3) La mondialisation

Le niveau où tout se noue en ce qui concerne la restructuration est celui du cycle mondial du capital. La mondialisation du capital, n'est pas une caractéristique à côté d'autres caractéristiques comme la reproduction de la force de travail, la monnaie, le procès de production immédiat, ou le rapport entre production et circulation. La mondialisation du cycle du capital est la forme générale de la restructuration, ce n'est qu'ainsi qu'existe la fluidité de la reproduction du capital. Elle n'en est pas la dynamique, qui demeure la plus-value relative, mais la synthèse de toutes les caractéristiques, une sorte d'abstraction intermédiaire.

La mondialisation n'est pas une extension homothétique des rapports capitalistes sur chaque parcelle des territoires constituant la planète, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport, tel qu'il s'est restructuré, comme géographie. En tant que géographie, elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital. Segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimités, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du travail. N'aborder les transformations du marché mondial que comme concurrence entre les capitaux n'est qu'une vision partielle de la mondialisation. Cette vision n'intègre pas qu'une telle transformation de la métamorphose de la plus-value en capital additionnel n'existe que si le procès de production immédiat, où se forme la plus-value, et si le renouvellement du face à face avec le travail, où elle devient capital additionnel, sont un procès de production et une reproduction de la force de travail, eux mêmes restructurés.

a) Homogénéité, hiérarchie et développement capitaliste endogène

Introduisant leur recherche des conditions d'une « bonne santé réelle ou espérée » du capital et de ses nouveaux espaces de développement (p. 40), Dauvé et Nesic donnent comme premier critère l'appréciation suivante : « Le capitalisme suppose un espace homogène, quantitatif et démocratique où chaque porteur de marchandise équivaut à son voisin : le contraire donc des barrières de caste ou d'ethnie. ».

Les auteurs confondent la valeur et le capital. Quel est ce « porteur de marchandise » équivalent « à son voisin » ? S'il s'agit du petit producteur portant son produit sur le marché cela ne nous intéresse que marginalement et nous noterons que ce sont les marchandises qui se rapportent entre elles et s'équivalent, il est parfaitement égal que le porteur soit un petit homme vert. S'il s'agit du porteur de la marchandise bien particulière qu'est la force de travail, le capital se délecte de la diversité des origines de cette marchandise, de ses particularités, de l'originalité de ses modes de formation et de reproduction, de sa segmentation. Il s'ingénie même à créer sans cesse de nouvelles distinctions. L'espace théorique de la petite production marchande, qui n'a jamais existé en tant que telle comme formation sociale historique, correspond plus ou moins au souhait des auteurs, pas l'espace du capital. L'espace de l'accumulation capitaliste est celui des inégaux niveaux de développement, de la dépendance et de l'échange inégal. Cet espace est simultanément fragmenté et homogène. La fragmentation et l'homogénéité résident conjointement dans la transformation de la valeur en prix de production incluant la péréquation des taux de profit. Depuis les travaux d'Arghiri Emmanuel, de Wallerstein, de Braudel, de Samir Amin, de Palloix et de Gunder Frank sur le système capitaliste mondial, jusqu'à ceux plus récents de Michalet, de Carroué ou de Adda, il y a une constante : que ce soit l'internationalisation ou la mondialisation, l'une ou l'autre se définissent dans la relation entre les *différenciations* territoriales (nationales ou régionales) et l'*homogénéisation*, toujours hiérarchisée, liée à l'accumulation du capital.

Premièrement, le capitalisme supposerait un « espace homogène » (c'est-à-dire celui de la petite production marchande), ce qui présuppose que deuxièmement « un pays ne peut développer ces conditions (celles de l'espace homogène, nda) que de l'intérieur ». Les révolutions industrielles endogènes s'achevant (difficilement pour certains pays - Autriche-Hongrie, Italie) dans le dernier tiers du XIX^{ème} s., il faut donc en conclure que l'espace capitaliste est clos depuis cette époque. Enfin, troisièmement les « dragons » sont « handicapés par l'absence de développement autocentré » ; conclusion : « ces pays arrivent trop tard » (pour le développement « autocentré », cela ne fait aucun doute). Preuve à l'appui de ce raisonnement : ce n'est pas ainsi que les Etats-Unis se sont développés. Nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette démonstration : la Malaisie ne deviendra pas les Etats-Unis. De la même façon qu'il n'y avait de capitalisme au « centre » que « fordiste », pour Dauvé et Nesic, il ne peut y avoir de capitalisme à la « périphérie » qu' « autocentré » (p. 41). La validité de la seconde proposition vaut celle de la première. « Au jeu de la concurrence mondiale gagne celui qui a développé aussi son marché intérieur » (p.41). Mais aucune question

ne se pose ainsi dans la mondialisation actuelle du mode de production capitaliste. Il ne s'agit pas de savoir si l'Indonésie va gagner et *contre qui*, mais de savoir de quelle façon l'Indonésie participe, dans son cadre national, à la concurrence et à la valorisation à l'intérieur du *capital mondial*. Comme le disait Nesic dans *Crise sociale / Mythes et réalités*, on ne peut plus réclamer à aucune fraction du capital mondial investie dans le cadre d'une aire nationale d'avoir en elle les déterminations de sa cohérence.

« Ces pays (les "tigres" ou les "dragons", nda) ont beau être jeunes, ils arrivent trop tard dans un monde capitaliste qui rajeunit souvent plus vite qu'eux. » (p. 41). La formule est jolie, mais poser la fameuse question « peuvent-ils industrialiser le tiers-monde ? », en imaginant que la réponse positive serait la concurrence d'égal à égal entre les Etats-Unis et Taïwan, l'un et l'autre comme ensemble cohérent et autocentré, c'est bien sûr ne pouvoir y répondre que négativement. Au jeu de la concurrence mondiale, pour les chaussures de sport, il est évident que l'Indonésie ou le Vietnam ne peuvent rivaliser avec le fabricant américain Nike (ou inversement...).

« Il n'est pas possible, à coup de bas salaires, de transferts de technologie et d'usines clés en main, de fabriquer à Djakarta ou à Manille une voiture de qualité américaine ou européenne et de la vendre à Bruxelles 10 % moins cher qu'une Renault ou une Fiat. » (p. 41). Peut-être pas de qualité américaine ou européenne, mais de qualité japonaise et de la vendre en Europe c'est possible, c'est déjà pas si mal ... Toyota le fait avec ses modèles de sport fabriqués sur un réseau couvrant l'Asie du Sud-Est.

Pourquoi ce qui est possible pour des ordinateurs, des téléviseurs (voir les dernières aventures de Thomson et de ses concurrents chinois qui tiennent un tiers du marché américain) pour des lecteurs de DVD, etc., ne le serait pas pour des automobiles ?

b) La mondialisation : valorisation des inégalités et dissociation territoriale

Il n'y a pas de « marché mondial » tel que Dauvé et Nesic l'envisagent et l'espèrent (pour le succès de la révolution communiste...), c'est-à-dire un espace homogène où chacun soit l'« équivalent de son voisin ». De l'agro-alimentaire aux aciers spéciaux, l'entrée sur le marché mondial est contrôlée par un nombre restreint de firmes. Le marché mondial n'est pas ouvert, il est d'entrée de jeu un « espace maillé » (Michalet) qui se définit par la création et la reproduction de divisions et de cloisonnements. Il s'agit de l'enchevêtrement de trois niveaux : les structures mises en place par les grandes firmes et leurs sous-traitants ; les « marchés » internes hiérarchisés des multinationales ; les alliances entre ces multinationales. L'accès au marché mondial échappe rarement à ce maillage. Dauvé et Nesic présentent comme condition d'une mondialisation « réussie », garante de la « bonne santé » du capital, quelque chose qui n'a strictement aucune chance de s'accomplir parce que cette condition n'a rien à voir avec l'objet auquel elle est censée s'appliquer.

Il est évident que les nouvelles périphéries ne seront pas les gagnantes de la concurrence mondiale, parce que la mondialisation c'est le déploiement de stratégies de plus en plus fines et systématiques de valorisation des inégalités spatiales, c'est-à-dire sociales. On peut souligner les contradictions inhérentes à ce type de déploiement du capital (dépendance de capitaux étrangers volatiles, non adéquation entre la croissance locale de la production et de la consommation, fragilité vis-à-vis des donneurs d'ordres, versatilité des marchés, dépendance du taux des changes et d'intérêts), mais il faut les prendre pour ce qu'elles sont, des contradictions *de leur propre système* et non des faiblesses par rapport à un manque.

Dauvé et Nesic ont parfaitement raison, les territoires des pays « sous-développés » devenant des « nouveaux pays industriels » ou « émergents » sont des « territoires dissociés » ou des « systèmes-mosaïques », pour reprendre les expressions imagées de Laurent Carroué. Il est évident qu'un tel territoire national dissocié et à l'extraversion systémique pose pour l'Etat des problèmes d'unité et de construction nationale en même temps que, pour le prolétariat, les contraintes de sa reproduction échappent à toutes nécessités se bouclant sur cette aire « nationale ». Des segmentations que l'on trouvait auparavant sur des espaces plus ou moins restreints (un capital national n'a jamais uniformisé son territoire ni la reproduction de la main-d'œuvre : ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne, ni la France ou la Grande-Bretagne et encore moins l'Espagne ou l'Italie) *s'étalent maintenant sur une échelle planétaire*.

La logique de « dissociation des territoires » n'est pas qu'une détermination du rapport Nord – Sud, mais générale de la restructuration. En ce qu'elle transforme les aires dominantes anciennement constituées, la « dissociation » n'est pas le signe de l'incapacité de la période actuelle à voir l'apparition de nouvelles aires capitalistes.

« Il n'y a pas assez de place aujourd'hui sur le marché mondial pour des pays qui vivent du commerce extérieur » (p.42). Problématique bizarre : comme s'il s'agissait dans ce commerce extérieur d'une juxtaposition d'entités réellement autonomes et non, le plus souvent, d'une organisation intrafirme ; comme si, également, le marché mondial était une constante. Il faudrait « faire rouler les voitures dans le pays qui les produit » (p.42) pour sortir de ce carcan du marché mondial, nous disent-ils, et pourquoi pas toutes les voitures fabriquées par Peugeot dans le Territoire de Belfort.

Le « mauvais scénario », un scénario extrêmement chaotique, l'a emporté, mais c'est lui que nous devons étudier pour lui-même et non par rapport au fait qu'il n'est pas le « bon ».

Actuellement, pour Dauvé et Nesic tout est bloqué : « les normes internationales bloquent l'accumulation extensive sous la forme d'industries lourdes à la soviétique ou d'industries légères produisant des biens de consommation. » (p.46). C'est faux : la sidérurgie et l'aéronautique brésiliennes, l'automobile et les puces coréennes, les télévisions, les jouets et l'aluminium chinois, les T-shirt tunisiens, les médicaments génériques indiens, etc., etc. Les délocalisations « permettent à peine d'ébaucher un développement autonome » (p.47). C'est exact. Mais autant demander à un nénuphar de pousser au Sahara. Nous en revenons au refrain : sans « développement autonome

autocentré », sans « compromis », sans mouvement ouvrier institutionnalisé, sans le fameux « lien social » et la non moins fameuse « adhésion ouvrière » etc., il ne peut y avoir de « capital dynamique », car « le salariat ne peut fonctionner contre les salariés » et « l'Etat doit représenter l'intérêt général ». En ce qui concerne le Mexique, l'inévitable « autrefois » qui ouvre le paragraphe est suivi d'une belle phrase bien balancée : de « l'idéal de l'autosuffisance d'un pays » nous sommes passés à « l'autosuffisance d'un quartier ou d'un village ». Il doit s'agir des exportations de pétrole et des maquiladoras. Exportation de pétrole, maquiladoras, cela est instable et ne transformera jamais le Mexique en nouvelle Allemagne. Mais, ce n'est pas le problème, et tout compte fait le « fordisme » lui aussi n'a pas été très stable et encore moins l'industrie subventionnée des tentatives de développements autocentrés et populistes dans les périphéries.

c) Déstructuration et recomposition

« Aujourd'hui le capital déstructure plus qu'il ne structure » répètent les auteurs. Nous assistons, il est vrai, à une déstructuration de tous les capitaux nationaux, tant dans les économies émergentes, mais aussi, ce qui est beaucoup plus intéressant pour comprendre la nature du phénomène, dans les centres les plus développés. Mais, est-il si évident qu'il le paraît que le capital déstructure plus qu'il ne structure ? La structure est ailleurs, dans la structure des firmes et des réseaux et aussi des formes étatiques / infra-étatiques / supra-étatiques d'aménagement des territoires et de gestion de la main-d'œuvre.

A regarder le cadre national ou local, le capital déstructure, à considérer les trois niveaux d'échelles (mondial, continental, national ou local), quel que soit le secteur d'activités, le capital structure fortement l'espace de sa valorisation, c'est-à-dire de la reproduction des rapports sociaux *capitalistes*.

La mondialisation souligne les profondes différences territoriales existantes, et valorise les inégalités spatiales, mais elle fait plus que les souligner, elle fait de ces différences une hiérarchie dans une totalité qui leur échappe.

Lors de délocalisations, la déstructuration du tissu industriel régional ou national n'est absolument pas « compensée » par la création d'une cohérence nationale dans les pays sous-développés qui accueillent les nouveaux sites. Mais, la cohérence et la structure sont ailleurs : à l'échelle mondiale. Dauvé et Nesic attendent de la mondialisation qu'elle soit la répétition élargie de la naissance des grandes nations industrielles actuelles. De la constatation de l'impossibilité évidente du moindre début de réalisation de cette hypothèse, ils en concluent non au caractère inadéquat de leur hypothèse face à la réalité du capitalisme, mais au caractère inadéquat de la réalité actuelle du capitalisme face à leur hypothèse.

Voilà achevée l'ère historique où le capital « pouvait encore se prévaloir d'un caractère "progressiste", avec pour fonction de liquider les "archaïsmes" et de faire accéder des milliards d'êtres humains à la "modernité" » (p.44) ; bien sûr, il y a tous les guillemets, merveilleux guillemets, mais nous ne sommes pas bien loin d'une théorie de

la décadence. Le capital était progressiste, il ne l'est plus. Nous remarquons que jusqu'à la « crise du fordisme », le capital n'était pas *réellement* progressiste, mais il se « *prévalait* (souligné par nous) d'un caractère progressiste », formidable nuance ! Nous voilà donc avec, comme critère de la restructuration du capital, sa capacité ou non à tenir un discours autojustificatif. Notons que si le discours prétendant « vaincre la faim, ouvrir des écoles, libérer la femme, apporter la dignité » (p.44) était un critère, on ne pourrait que conclure, en écoutant G.W.Bush, que le capitalisme est en pleine phase progressiste et que Kennedy et Rostow, voulant seulement endiguer le mal, étaient des défenseurs de l'obscurantisme.

Soyons cyniques ! Y a-t-il plus complète accession à la modernité (sans guillemets) que celle de centaines de millions de paysans chinois s'entassant comme main-d'œuvre temporaire à la lisière des métropoles sous le scintillement des gratte-ciel, que celle de dizaines de milliers de jeunes indonésiennes fabriquant des poupées Barbie multi-ethniques, que celle de Libériens de douze ans s'insérant, un Uzi à la main, dans le commerce international du diamant, que celle du quart des jeunes Moldaves entre 18 et 30 ans venant faire le tapin en Europe occidentale ?

Si le cynisme nous évite de vouloir régler la marche du capital sur celle de nos hypothèses, il se contente cependant de constater les choses et de dire « cela est ainsi ». Nous avons soutenu que la destruction dont parle Dauvé et Nesic, n'est qu'une illusion d'échelle, qu'elle est restructuration et cohérence à l'échelle mondiale principalement au travers de l'organisation des firmes multinationales. On peut objecter que celles-ci n'assurent qu'une fraction minoritaire de la production capitaliste mondiale. Nous répondons qu'elles contrôlent et hiérarchisent les secteurs dans lesquels elles sont actives et que pour la quasi totalité des entreprises elles sont le passage obligé pour accéder au marché. Mais il y a une autre objection beaucoup plus fondamentale : la juxtaposition de stratégies de firmes cohérentes, à *leur niveau*, ne donne pas *ipso facto* la cohérence de la reproduction des rapports sociaux capitalistes.

d) La mondialisation : disjonction entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail

La nouvelle organisation mondiale capitaliste impose, à l'échelle planétaire, le contenu et la forme du rapport d'exploitation capitaliste tel qu'il est sorti de la restructuration née dans la défaite ouvrière du début des années soixante-dix. De la restructuration du rapport d'exploitation est sorti un monde nouveau. Là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la main-d'œuvre peut s'installer *une disjonction entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail*.

Il est facile d'imaginer la cohérence mondiale de la valorisation si l'on reste au niveau d'échelle le plus grand : des hypercentres capitalistes regroupant les fonctions hautes dans la hiérarchie que nous avons vue s'établir dans l'organisation des firmes (finances, haute technologie, centres de recherche ...) ; des zones secondes avec des activités nécessitant des technologies intermédiaires, regroupant la logistique et la

diffusion commerciale, zones à la limitation floue avec les périphéries consacrées aux activités de montages souvent en sous-traitance ; enfin, zones de crises et « poubelles sociales » dans lesquelles prospèrent tout une économie informelle sur des produits légaux ou non. Cette économie « noire » non seulement permet la survie de ces zones mais encore par les trafics de main-d'œuvre, d'énergie, de capitaux d'origine « non déclarée », permet la fluidité des régions qui les entourent (peut-on imaginer la reproduction dans les républiques pétrolières ou gazières de l'Asie centrale sans l'opium afghan, ou la survie des secteurs « modernes » de la Bolivie sans la production de coca ?).

Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage, il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Chacune de ces zones à des modalités de reproduction spécifique. Dans le premier monde : des franges à hauts salaires avec privatisation des risques sociaux imbriquées dans des fractions de la force de travail où sont préservés certains aspects du « fordisme » et d'autres, de plus en plus nombreuses, soumises à un « nouveau compromis ». A termes, le mieux auquel on puisse prétendre est d'appartenir à cette force de travail collective achetée à vie contre un revenu social misérable et par là individuellement et transitoirement exploitée à plus faibles coûts. Dans le deuxième : régulation par de bas salaires imposés par une forte pression des migrations internes et la grande précarité de l'emploi, îlots de sous-traitance internationale plus ou moins stables, peu ou aucune garantie des risques sociaux, migrations de travail. Dans le troisième : aides humanitaires, trafics divers, survie agricole, régulation par toutes sortes de mafia et de guerres plus ou moins microscopiques mais aussi par la revivification des solidarités locales et ethniques. Le capitalisme est en train de réussir le tour de force de retravailler clans, ethnies, « sociabilité primaire », à les durcir comme des organes spécifiques de la reproduction de sa force de travail disponible. La disjonction est totale entre la valorisation mondiale unifiée du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation. Entre les deux, *la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui définit le fordisme, a disparu.*

Nous disions qu'il était relativement facile d'appréhender cette cohérence à son plus grand niveau d'échelle, mais, à ce niveau même, elle n'existerait pas si on ne la retrouvait à *tous les autres niveaux*. Ce n'est qu'en existant à tous les niveaux qu'elle peut être une cohérence et non une juxtaposition car c'est par là, en se retrouvant à tous les niveaux, que peuvent exister *un* marché mondial des produits, des capitaux et de la force de travail. La mise en abîme de ce zonage est une détermination fonctionnelle du capital, elle maintient, malgré la rupture entre les deux, des marchés mondiaux en expansion et une extension planétaire de la main-d'œuvre disponible, cela *en dehors de leur relation nécessaire sur une même aire de reproduction prédéterminée* (c'est pour cela que le zonage se doit d'être une mise en abîmes). Un véritable tour de force, « bricolé » au cours de la restructuration, qu'aucun grand stratège régulationniste ou néolibéral n'aurait pu envisager.

Nous ne pouvons parler de mondialisation de la valorisation du capital que dans la mesure où la hiérarchisation ne met pas simplement côte à côte, à l'échelle mondiale, trois types d'espaces et de fonctions se présentant chacun comme un bloc uni et homogène. Si tel était le cas, le principe de base du capital restructuré en tant que mondialisation, la disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, disparaîtrait. Cette disjonction ne serait pas le fonctionnement d'un système unique, mais le simple côtoiement de trois mondes aux règles de reproduction différentes, l'un de ces mondes exploitant les autres mais chacun conservant une cohérence particulière. La rupture d'une relation nécessaire entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail brise les aires de reproduction cohérente dans leur délimitation régionale ou même nationale. La disjonction produit l'entrecroisement et son infini répétition. L'exploitation et sa reproduction organisent une géographie où chaque territoire met en abîmes la hiérarchisation mondiale. A chaque niveau d'échelle, se côtoient et s'articulent : un noyau « surdéveloppé » ; des zones constellées de focalisations capitalistes plus ou moins denses ; des zones de crises et de violence directe s'exerçant contre des « poubelles sociales », des marges, des ghettos, une économie souterraine du trafic d'hommes et de femmes contrôlée par des mafias diverses.

Dans ce nouveau monde, un peu partout s'installe un système de répression prépositionné dans une étroite conformité entre l'organisation de la violence et celle de l'économie jusqu'à effacer la distinction entre guerre et paix, entre opérations de police et guerres. Dans les favelas du Brésil, les prisons des Etats-Unis, les banlieues des grandes métropoles, les zones franches de Chine, les contours pétroliers de la Caspienne, la Cisjordanie et Gaza, la guerre policière est devenue la *régulation* sociale, démographique, géographique, de la gestion, de la reproduction et de l'exploitation de la force de travail. Il s'agit d'une gestion globale : revenus à la limite de la survie, sous menace de mort, pour des masses d'individus lancées vers les villes par la destruction des agricultures, jetables après usage et massacrées par des paramilitaires ou parapoliciers.

e) Une unification de l'espace capitaliste

Dauvé et Nesic admettent que le monde entier ne peut être « semblable à Amsterdam ou Chicago », mais « la restructuration n'a de sens qu'en ré-unifiant l'espace capitaliste le plus moderne et le reste du monde autour de cet espace. » (p. 48). Cette réunification n'a jamais été aussi étroite, parce que justement il n'y a plus d'espaces autonomes et autocentrés et qu'elle est effective, à tous les niveaux d'échelle, par l'interpénétration des espaces les plus modernes et les plus marginaux. C'est précisément cette unité extrême dans l'interpénétration, la fin du chacun chez soi, que Dauvé et Nesic, tout à leur nostalgie fordienne, voient comme éclatement.

Disjonction entre reproduction de la force de travail et valorisation du capital ; mise en abîmes dans chaque espace particulier de la hiérarchie mondiale, c'est sur ces deux points liés entre eux que se jouent maintenant la cohérence de la reproduction

mondiale des rapports sociaux capitalistes. Le « chaos » saute aux yeux de Dauvé et Nesic au point qu'il les éblouit. Mais ce chaos n'est que l'*ordre de la restructuration capitaliste*. Les déterminations fondamentales du rapport d'exploitation restructuré sont étendues mondialement et partout reproduites à toutes les échelles par la fluidité de la reproduction du capital qu'impose l'extraction de plus-value sous son mode relatif. *La localisation, territorialement jointe, de la reproduction de la force de travail et de la valorisation du capital était l'obstacle paradigmatique à cette fluidité et résumait tous les autres.*

Jamais plus que maintenant (et bien moins que demain), la valorisation n'a entraîné dans son mouvement la majeure partie du globe, y compris l'Afrique au travers de ses migrations internes vers les régions de plantations, les zones minières, les métropoles portuaires et les migrations extra-continentales vers l'Europe ou l'Asie du sud. Dans tout l'ouest, la relation aînés / cadets s'est effondrée libérant les énergies nécessaires à l'anarchie marchande, à l'exploitation sauvage des ressources chapeautée par quelques grandes firmes et dont les bénéfices, via la kleptocratie locale, échouent en Suisse, à Guernesey, au Luxembourg ou aux îles Vierges. Après avoir exterminé les Indiens au travail, les capitalistes ont importé des Noirs, ces gens là ne sont jamais à bout de ressources.

Tout cela est moche, instable, c'est le capitalisme. Ce n'est pas une « domination négative », ce qui n'a aucun sens, c'est une autre organisation du monde capitaliste.

« Autrefois », c'est-à-dire « le monde de 1950 » s'organisait autour de l'expansion du salariat et de l'échange. « Tel n'est plus le cas » (p.50). On ne peut dire, comme font Dauvé et Nesic, après Rubak, que la classe ouvrière est en « expansion permanente » et nier cette expansion dans chaque région du monde. Dire qu'aujourd'hui le capitalisme « se replie sur ses bastions historiques » (p.49), même provisoirement, est le signe d'une totale cécité. De la Chine au Mexique, en passant par l'Afrique même, l'extension vertigineuse de la misère urbaine est une formidable extension des échanges, ces masses urbanisées récentes sont happées par les circuits d'échanges, leur misère même en est le résultat. Quelle était la prégnance de l'échange marchand pour des millions de villageois chinois, ou pour les villages de brousse ? Depuis trente ans toute l'Asie du Sud et du Sud-Est, les pays d'Amérique latine voient leur population de salariés croître, et maintenant la Chine, où les bidonvilles qui s'étendent à la périphérie et qui entourent les gares sont de véritables organisations du travail salarié, est entrée dans la danse. La crise du Sud-Est asiatique en 1997, c'est la crise de ce formidable développement capitaliste, crise qui a les caractéristiques des nouvelles modalités internationales de la valorisation dominée par le capital financier. On ne peut dire que le travail salarié ne s'étend pas que si l'on a en tête que le travail salarié c'est le travail salarié fordiste.

Principes généraux de la restructuration : un critère, les cycles de luttes.

C'est avec raison que Dauvé et Nesic déclarent que ce qui importe pour décider s'il y a eu restructuration ou non, ce n'est pas l'accumulation de faits, mais le critère choisi pour les juger. Ce critère, pour eux, est celui de la *dynamique du système*.

Nous avons cherché à montrer que, de ce point de vue, on ne pouvait que conclure que la restructuration avait eu lieu, à la condition de prendre au sérieux ce critère, c'est-à-dire de ne pas demander à un système modifié de remplir les conditions du système antérieur.

Le capital restructuré est toujours le capital, il connaît de graves difficultés, mais *ce sont ses difficultés propres et non le fait qu'il n'est plus maintenant ce qu'il était « autrefois »*. Dans un système d'exploitation où l'emploi salarié est organisé comme précaire et en rotation sur des masses parfois énormes, le capital libère une masse de travail disponible supérieure à celle qu'il absorbe productivement, c'est à la fois la condition de ces nouvelles modalités d'exploitation et un réel problème de « régulation ». La disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, qui est une caractéristique générale de la mondialisation du rapport d'exploitation, nous donne un régime de développement problématique dans lequel le redressement du taux de profit ne se traduit pas *ipso facto* par un redressement du taux d'accumulation. Actuellement, dans le procès de travail, la classe capitaliste a du mal à trouver la « combinaison optimale » entre modifications organisationnelles et modifications technologiques. L'économie du néotaylorisme contemporain est parvenue à casser, au moins provisoirement, la tendance séculaire du capitalisme à voir son intensité capitaliste, c'est-à-dire le besoin de capital immobilisé par unité de valeur ajoutée produite, augmenter sans cesse. Cependant, cette « nouvelle jeunesse » du capitalisme, comme dit Guillaume Duval, est tout de même problématique : les gains de productivité ne sont plus croissants ; les progrès de l'automatisation qui pourraient les rendre croissants sont en partie bloqués, les investissements matériels et donc la section de la production des moyens de production sont régulièrement en souffrance ; la plus-value dégagée, du fait même des modalités d'accroissement de la rentabilité, trouve difficilement des opportunités rentables d'investissements ; le besoin en capital des entreprises est limité ; la politique salariale restrictive, corollaire des politiques organisationnelles, limite structurellement la réalisation.

Nous sommes là dans les problèmes du capital restructuré et il en connaît bien d'autres, mais aucun de ces problèmes consiste à ne plus être fordiste. C'est comme si quelqu'un s'avisait de dire que le problème de la Politique Agricole Commune c'est d'avoir rompu l'autosubsistance paysanne. De nombreuses considérations de Dauvé et Nesic sont exactes, *c'est la problématique d'explication et les questions qu'ils se posent qui sont fausses*.

Si en acceptant le critère même de Dauvé et Nesic, nous pouvons refuser leurs conclusions et toute leur démarche, le plus important est de reconnaître que *leur critère lui-même n'est pas pertinent*. Il n'est pas pertinent, car il demeure dans l'objectivité du

discours et de l'analyse économiques. Une restructuration du mode de production capitaliste est une restructuration du rapport d'exploitation, en cela elle est une restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital.

C'est-à-dire que le critère de la restructuration ne se situe pas dans une accumulation de données sur le procès de travail, le salaire ou la mondialisation, ni même dans leur dynamique, mais dans une modification du contenu et de la structure de la contradiction entre les classes : un *changement de cycle de luttes*. Toutes les transformations des modalités de l'exploitation ne deviennent restructuration du mode de production qu'en étant une contre-révolution pour le cycle précédent et la définition d'un nouveau cycle de luttes. C'est la façon dont étaient architecturés, d'une part, l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part, la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui était devenue une entrave à la valorisation sur la base de l'extraction de plus-value sous son mode relatif. Contre le cycle de luttes antérieurs, la restructuration a aboli toute spécification, statuts, welfare, « compromis fordien », division du cycle mondial en aires nationales d'accumulation, en rapports fixes entre centre et périphérie.

Le principe de base synthétique de la restructuration consiste dans l'abolition et la reformulation de tout ce qui peut faire obstacle à l'autoprésupposition du capital, à sa fluidité.

Dans cette restructuration est abolie et dépassée la contradiction qui avait soutenu l'ancien cycle de luttes entre, d'une part la création et le développement d'une force de travail créée, reproduite et mise en oeuvre par le capital de façon collective et sociale, et, d'autre part, les formes de l'appropriation par le capital de cette force de travail. C'était là, la situation conflictuelle qui, dans le cycle de luttes antérieur, se manifestait comme identité ouvrière *confirmée dans la reproduction même du capital* et qu'abolit la restructuration. De cette identité ouvrière produite et confirmée dans la reproduction du capital découlait tant un puissant mouvement ouvrier que les pratiques de rupture avec lui qu'étaient l'autonomie et l'auto-organisation. Contre son intégration dans la reproduction du capital, la révolution était encore un processus d'affirmation du prolétariat, de libération de sa puissance existante dans le capital, comme Etat socialiste ou République des Conseils. Ce mouvement fut brisé, il y eut défaite ouvrière. Mai 68 est battu, "l'automne chaud" italien (qui dura trois ans) aussi, les vagues de grèves sauvages américaines et britanniques également, ainsi que le mouvement assembléiste espagnol, etc, sans oublier toute l'insubordination sociale qui avait gagné toutes les sphères de la société.

Avec l'identité ouvrière, c'est tout ce qui fondait le prolétariat, dans le cycle de luttes antérieur, à se poser en rival du capital à l'intérieur de la reproduction de celui-ci, que la restructuration du mode de production capitaliste dépasse, contre et au travers de l'échec, dans le début des années 70, du cycle de luttes antérieur. C'est à cette situation que met fin la restructuration du mode de production capitaliste engagée dans les années 1970, et c'est une nouvelle structure et un nouveau contenu de la contradiction entre le

prolétariat et le capital, l'exploitation, qui définissent maintenant un nouveau cycle de luttes : « au delà de l'affirmation du prolétariat ». Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste sans défaite ouvrière. Cette défaite a été celle de l'identité ouvrière, des partis communistes, du syndicalisme, de l'autogestion, de l'auto-organisation, du refus du travail. C'est tout un cycle de luttes qui a été défait, *sous tous ces aspects*, la restructuration est essentiellement contre-révolution, cette dernière ne se mesure pas au nombre de morts.

Un nouveau cycle de luttes

Nouveau cycle et recomposition du prolétariat

« Dans quelle dynamique peuvent s'inscrire les salariés licenciés de Moulinex mettant le feu à un bâtiment de l'usine ? », demandent Dauvé et Nesic (p.52). Dans la dynamique de ce nouveau cycle de luttes qui fait, pour le prolétariat, de sa propre existence comme classe, la limite de son action de classe.

On ne va pas discuter sur le verre à demi-plein ou à demi-vide, ce qui importe pour parler de restructuration c'est la transformation du rapport contradictoire entre les classes, c'est-à-dire la formation d'un nouveau cycle de luttes. C'est là, le véritable enjeu du débat sur la restructuration. *Reconnaître qu'il y a eu restructuration, c'est accepter de ne plus chercher à faire entrer les luttes actuelles dans les schémas de l'ancien cycle de luttes : montée en puissance de la classe, affirmation du prolétariat avec leur corollaires radicaux, auto-organisation, autonomie et les idéologies de leur échec, autogestion, humanisme. C'est accepter le risque de la nouveauté et les aléas de la formulation de nouveaux critères.*

La contradiction entre le prolétariat et le capital se noue maintenant, dans le capital restructuré, au niveau de la reproduction du mode de production capitaliste, cela nous donne le contenu abstrait du nouveau cycle : il y a coalescence entre la contradiction entre le prolétariat et le capital et le procès constitutif des classes. Être en contradiction avec le capital, c'est, pour le prolétariat être en contradiction avec son existence comme classe. Ce n'est pas une contradiction interne, c'est le cours et les limites des luttes de ce cycle. C'est cette coalescence qui différencie radicalement le nouveau cycle de luttes de toutes les périodes où la révolution et le communisme se présentaient comme montée en puissance, libération et affirmation du prolétariat. Il ne s'agit pas d'un simple changement de forme et même de contenu, mais d'une transformation de la composition de la classe ouvrière et donc de sa pratique. *Le nouveau cycle de luttes n'est pas un miracle structuraliste*, mais l'action d'une classe ouvrière recomposée. Il s'agit de la disparition des grands bastions ouvriers et de la prolétarianisation des employés, de la tertiarisation de l'emploi ouvrier (spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engins, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires, etc -

ce type d'emploi est maintenant majoritaire chez les ouvriers), du travail dans des entreprises ou des sites plus petits, d'une nouvelle division du travail et de la classe ouvrière avec l'externalisation des activités à faible valeur ajoutée (travailleurs jeunes, payés au smic, souvent intérimaires, sans perspective professionnelle), de la généralisation des flux tendus, de la présence de jeunes ouvriers pour qui la scolarisation a rompu le fil des générations et qui rejettent massivement le travail en usine et la condition ouvrière en général, des délocalisations.

Face à l'action ouvrière le procès de travail capitaliste est devenu réellement beaucoup plus fragile, mais il faudra qu'au cours de ce nouveau cycle de luttes s'effectue une recomposition de la classe autour de ces nouvelles figures du travailleur taylorisé sur l'ensemble de la société en liaison intrinsèque avec les luttes sur les modalités nouvelles de la reproduction (précarité, chômage, flexibilité, mobilisation extensive), pour que cette fragilité devienne la réalité de luttes ouvrières massives et récurrentes. Ce n'est pas la figure du précaire, en tant que position sociale particulière, qui, en elle-même, est la nouvelle figure centrale de la recomposition ouvrière, c'est cet ouvrier socialement taylorisé et par là même contaminé par toutes les caractéristiques de la précarité. Processus long et difficile qui passera par des phases et des *circonstances* imprévisibles, car la nature même de cette recomposition contient son contraire dans la fragilisation individuelle des prolétaires, leur plus grande substituabilité et l'affaiblissement de la force que représentait face au capital la qualification professionnelle (cette relation bizarre, mais longtemps efficace, entre l'OS et l'OP), et l'existence d'une identité ouvrière. Mais c'est dans cette difficulté même que réside l'espoir et la possibilité d'une lutte contre le capital qui soit immédiatement l'abolition de toutes les classes.

Le paradoxe de cette nouvelle composition de classe est de faire disparaître la reconnaissance de l'existence de la classe ouvrière au moment même où sa condition s'étend et où cette « disparition » n'est que l'effet de cette nouvelle composition et de sa segmentation. La classe ouvrière est on ne peut plus présente et la lutte des classes l'axe autour duquel tourne l'histoire, mais d'une part elle n'est plus confirmée dans la reproduction du capital et d'autre part, pour le prolétariat sa contradiction avec le capital contient sa propre remise en cause.

Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital ne se définit plus que dans la fluidité de la reproduction capitaliste, le prolétariat ne s'oppose au capital que dans le mouvement où il est lui-même reproduit comme classe. Cet affrontement du prolétariat à sa propre constitution en classe est maintenant le contenu de la lutte de classe et *l'enjeu* de celle-ci est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe et de toutes les classes.

Auto-organisation et autonomie : une phase révolue de la lutte de classe

Il existe un vieux fond dont nous avons beaucoup de difficultés à nous défaire : la confusion entre la reconnaissance du prolétariat comme classe et les formes historiques *particulières* qu'ont été l'*auto-organisation* et l'*autonomie*.

Dans *Solidarité...*, Dauvé et Nesic constatent le « changement de sens de l'autonomie ouvrière ». Ils n'en continuent pas moins à affirmer que « l'auto-organisation demeure une condition nécessaire de toute lutte, a fortiori de toute action communiste. » (*Solidarité*, p.4). S'ils reconnaissent qu'une organisation où « chacun et le groupe agissent par soi-même et ensemble » (*ibid*) est une condition nécessaire de toute lutte radicale et de l'action communiste, ce n'est pas, disent-ils, une condition suffisante. En effet, des luttes autonomes ont choisi de « ne pas remettre en cause les fondements du capitalisme », c'est même « cette autonomie là qui anime les mouvements surgis depuis une dizaine d'années » (*ibid*). Pour Dauvé et Nesic, l'auto-organisation peut changer de contenu, mais elle n'est pas elle-même une forme historique, elle n'est pas elle-même un contenu. Ils constatent bien, sans l'expliquer, un changement : « L'affaiblissement du cadre syndical transforme la grève sauvage. Les pratiques et les organes autonomes que se donne la base sont beaucoup moins antagoniques à l'ordre syndical (et bourgeois) qu'auparavant, et plus d'une coordination naît non pour s'opposer au syndicat mais pour pallier sa carence, quitte à lui laisser ensuite la charge de négocier avec le patron. » (*ibid*). L'idée, selon laquelle l'auto-organisation et la puissance syndicale aient pu appartenir au *même monde* de la révolution comme affirmation de la classe, n'effleure pas les auteurs et encore moins que s'il y a un « changement de sens », c'est que la forme elle-même est un « sens ». Ils constatent bien que ce qu'ils appellent encore « auto-organisation » est maintenant lié à ce qu'ils nomment le « réformisme radical », mais ils attendent le retour de l'auto-organisation pure et dure, la vraie, celle qui, même dans la période antérieure, n'a jamais existé que dans la tête des conseillistes et des situationnistes. Le « dirigeant stalinien » était peut-être « le pendant ouvrier du patron de droit divin » (*ibid*), mais il était aussi le pendant *institutionnel* de l'autonomie.

L'auto-organisation ou l'autonomie du prolétariat ne sont pas des tendances constantes plus ou moins fortes de la lutte de classe, mais des formes historiques déterminées de celle-ci. On peut enlever à ces formes tout contenu et appeler auto-organisation chaque rencontre de personnes décidant en commun de ce qu'elles vont faire, mais, dans ce cas, toute activité humaine est auto-organisation et le terme ne présente plus aucun intérêt. L'auto-organisation et son contenu l'autonomie ouvrière relevaient d'une contradiction entre le prolétariat et le capital comportant la capacité pour le prolétariat de se rapporter à lui-même comme classe, contre le capital, c'est-à-dire un rapport au capital tel qu'il comportait la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa base, sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la reproduction du capital, dans ses modalités historiques, venait confirmer. On ne peut parler d'autonomie que si la classe ouvrière est capable de se rapporter à elle-même contre le capital et de trouver dans ce rapport à soi les bases et la capacité de son affirmation comme classe dominante. Il s'agit de la *formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est*. Ce n'est pas le déclin des luttes ouvrières ou leur caractère actuellement essentiellement « défensif » qui expliquent celui de l'autonomie, c'est leur transformation, leur

inscription dans un nouveau rapport au capital. Maintenant, dans les luttes, qu'elles soient « défensives » ou « offensives » (une distinction liée à la problématique de la montée en puissance de la classe et dont l'« évidence » demanderait à être critiquée), le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*.

L'auto-organisation ou l'autonomie fixent ce qu'est la classe ouvrière dans le mode de production capitaliste comme le contenu du communisme. Il « suffit » de libérer cet être de la domination étrangère du capital (étrangère, puisque le prolétariat est autonome). En elle-même, l'autonomie fige la révolution comme affirmation du travail et la réorganisation communiste des rapports entre les individus sur cette base et avec ce contenu. La plupart des critiques de l'auto-organisation demeurent des critiques formelles, elles se contentent de dire : l'auto-organisation n'est pas « bonne en soi » mais n'est que la forme d'organisation d'une lutte, c'est le contenu de celle-ci qui compte. Cette critique ne pose pas la question de la forme elle-même, et ne pense pas cette forme comme un contenu, et comme étant *en elle-même* significative.

De la fin de la première guerre mondiale jusqu'au début des années 1970, l'autonomie et l'auto-organisation n'étaient pas simplement la grève sauvage et un rapport plus ou moins conflictuel avec les syndicats. L'autonomie était un processus révolutionnaire allant de l'auto-organisation à l'affirmation du prolétariat comme classe dominante de la société, au travers de l'affirmation du travail comme organisation de la société. En dégagant la « véritable situation » du prolétariat de son intégration dans le mode de production capitaliste, l'autonomie était la révolution en marche, la révolution potentielle. Si cela était explicitement le propos de l'Ultra-Gauche, et parfois des trotskistes, ce n'était pas qu'une idéologie. L'auto-organisation, la puissance syndicale et le mouvement ouvrier ont appartenu au *même monde* de la révolution comme affirmation de la classe. L'affirmation de l'être véritablement révolutionnaire qui se manifestait dans l'autonomie ne pouvait avoir le moindre début de réalité s'il n'était pas le bon côté désaliéné de la même réalité qui vivait dans un puissant mouvement ouvrier « encadrant » la classe. Le mouvement ouvrier était lui aussi la garantie de l'indépendance de la classe prête à réorganiser le monde à son image, il suffisait de révéler à cette puissance sa véritable nature, en la débureaucratisant, en la désaliénant. Il n'était pas rare que les ouvriers passent de la constitution, nécessairement éphémère, d'organisations autonomes de luttes à l'univers parallèle et auto-organisé du stalinisme triomphant. Autonomie et stalinisme se nourrissaient et se confortaient mutuellement.

Dans tous les discours actuels sur l'autonomie, il est remarquable de constater que c'est la révolution qui a disparu. Ce qui avant le début des années 1970 était la raison d'être elle-même du discours sur l'autonomie, sa perspective révolutionnaire, est devenu quasiment indicible. Défendre et valoriser l'autonomie devient autosuffisant et l'on se garde bien d'y articuler une perspective révolutionnaire, les opéraïstes ayant été les derniers à le faire. Echanges reconnaît que chaque manifestation du « courant autonome » tombe dans des « avatars » constamment renouvelés, et le Mouvement Communiste, pour qui « l'autonomie ouvrière mord encore » (*La Lettre de Mouvement*

Communiste, n° 12, sur les grèves dans les transports urbains en Italie, en décembre 2003) attend d'elle qu'elle se constitue en mouvement politique grâce au soutien d'une organisation politique structurée défendant...l'autonomie (cf. le texte, par ailleurs passionnant, de *Mouvement Communiste* sur l'Argentine). Pour d'autres comme *Aufheben*, en Angleterre, ou Dauvé et Nesic, l'autonomie ne serait qu'une forme n'ayant aucun contenu ou signification en elle-même. Une telle position de repli est en elle-même une contradiction intenable dans la mesure où sa simple énonciation entend que l'autonomie n'est pas qu'une forme mais une potentialité. Mais une « potentialité » qu'il est devenu impossible de définir. S'il y a actuellement des luttes anti-syndicales, des grèves sauvages, il n'y a plus d'autonomie. C'est la capacité même, pour le prolétariat, de trouver, dans son rapport au capital, la base pour se constituer en classe autonome et en grand mouvement ouvrier qui a disparu. L'autonomie et l'auto-organisation ont été un moment historique de l'histoire de la lutte de classe et non des modalités d'action formelles. L'autonomie et l'auto-organisation signifient que le prolétariat est capable de trouver en lui-même sa propre définition face au capital, que sa contradiction avec le capital n'est pas son rapport à lui mais ce qu'il est pour lui-même face au capital. En un mot qu'il est la classe du travail, de la production, à libérer de la domination et de l'exploitation capitaliste.

Si l'autonomie comme perspective disparaît c'est que la révolution ne peut avoir pour contenu que la communisation de la société c'est-à-dire pour le prolétariat sa propre abolition. Avec un tel contenu, il devient impropre de parler d'autonomie, il est peu probable qu'un tel programme passe par ce que l'on entend habituellement par « organisation autonome ».

Des luttes actuelles à la révolution : « un gouffre » ?

«Aujourd'hui, l'écart entre les réalités que nous vivons et une transformation communiste a pris la dimension d'un gouffre. » (*Solidarités...*, p.19)

Une telle phrase aurait pu être écrite 6 mois avant mai 68 et si « mai 68 » éclate dans 6 mois, il se trouvera maint Dauvé et Nesic pour nous en montrer tous les signes avant-coureurs théoriques et pratiques. Fixés sur l'auto-organisation et une conception de la révolution, née dans l'échec de 68, radicalement caduque, Dauvé et Nesic ne peuvent voir la restructuration et, en conséquence, rien de ce qu'ils voient ne correspond à ce qu'ils continuent à espérer.

En décembre 95, dans la lutte des sans-papiers, des chômeurs, des dockers de Liverpool, de Cellatex, d'Alstom, de Lu, de Marks et Spencer, etc., telle ou telle caractéristique de la lutte apparaît, dans le cours de la lutte elle-même, comme limite en ce que cette caractéristique spécifique (service public, demande de travail, défense de l'outil de travail, refus de la délocalisation, de la seule gestion financière, etc.), contre laquelle le mouvement se heurte souvent dans les tensions et les affrontements internes de son recul, se ramène toujours au fait d'être une classe.

Si nous pouvons quotidiennement constater que chaque lutte bute sur ce qui la constitue comme action de classe, il en va autrement en ce qui concerne la

transformation de cet « agir en tant que classe », devenu limite, en *remise en cause* par le prolétariat de son propre rapport au capital, comme classe. C'est-à-dire la transformation de quelque chose qui, pour l'instant, se résout dans la reproduction du capital en quelque chose qui soit activement, dans la lutte de classe, la remise en cause par le prolétariat de sa propre situation de classe. Nous en avons eu des aperçus fugitifs dans le mouvement d'action directe, dans la lutte des chômeurs et précaires, nous en avons un indice au travers des transformations de la composition de classe du prolétariat mais la « remise en cause » est encore largement une *déduction théorique*.

Déduction effectuée sur la base :

- de l'effondrement de toute perspective de montée en puissance, d'affirmation et de libération du prolétariat.
- de la limite actuelle de toutes les luttes dans le fait même d'être lutte de classe. Limite qui est identique à la dynamique de ces luttes.
- de la recomposition du prolétariat.
- du contenu et de la structure de la contradiction entre le prolétariat et le capital restructuré (contradiction au niveau de la reproduction : être en contradiction avec le capital, c'est être en contradiction avec sa propre reproduction comme classe).

A partir du moment où la lutte des classes se situe au niveau de la reproduction, en même temps que, dans le démocratisme radical, son existence comme classe se confond avec le capital comme horizon indépassable, c'est dans n'importe quelle lutte que le prolétariat ne peut, ni ne veut, rester ce qu'il est. Il ne s'agit pas forcément de déclarations fracassantes ou d'actions « radicales », mais de toutes les pratiques de « fuite » ou de dénégation par les prolétaires de leur propre condition, les luttes suicidaires à la Cellatex, la grève de Vilvoorde et bien d'autres où éclate que le prolétariat n'est rien séparé du capital et qu'il ne peut demeurer comme ce rien (qu'il réclame sa réunion avec le capital ne supprime pas l'abîme qu'ouvre la lutte, la reconnaissance et le refus par le prolétariat de lui-même comme cet abîme).

La disparition de l'identité ouvrière existe *positivement* dans la vague de fond que constitue, dans chaque lutte, la création de « collectifs » qui ne sont plus auto-organisation ou autonomie. Ces organes ne sont pas, comme l'autonomie, une meilleure organisation-existence de la classe que ses formes représentatives institutionnelles, mais la création d'une distance avec ces formes (son existence objective représentée) qui a pour contenu une distance de la classe à elle-même. Cette distance à son existence objective n'est pas, comme dans la mythologie de l'autonomie, la révélation de son être véritable. Nous sommes là, face à un réel problème de conceptualisation théorique de ces objets récurrents et massifs que sont actuellement ces « collectifs ». Il est remarquable que les caractéristiques du nouveau cycle de luttes nous soient données au fur et à mesure de la lutte quotidienne ordinaire. Dans le cours actuel des luttes, si la remise en cause n'est encore qu'une déduction théorique c'est qu'elle est aussi beaucoup plus que cela.

Est-ce que pour autant on peut affirmer : « Aujourd'hui, l'écart entre les réalités que nous vivons et une transformation communiste a pris les dimensions d'un

gouffre. A moins de se leurrer, les révolutionnaires doivent admettre leur incapacité présente à tracer des échéances, à relier ce qu'auraient de significatif les luttes actuelles avec une lutte pour le communisme. » (*Solidarité...*, p.19) ? Non.

Il n'est jamais exclu de se « leurrer », mais la théorie, même si elle ne défend pas un immédiatisme du communisme, ne peut qu'« aller au charbon », le « charbon » c'est parler du communisme à partir du présent. La théorie communiste doit assumer ses propres risques car il n'y a pas de lieu où nous pourrions nous retirer pour attendre. « Autrefois », pour parler comme les auteurs, est-ce que les signes, si nets après-coup (après 1968), étaient, avant coup, si lumineux ? Il est facile maintenant de mettre en avant SoB ou l'IS, mais, à l'intérieur même de SoB, des gens sérieux, doctes et rationnels affirmaient que le prolétariat était intégré. Il n'y avait pas que dans *Le Monde* que la « France s'ennuyait ». Mais, la théorie n'assume pas son risque comme un pronostic sur quelque chose qui de toute façon adviendra (ou non) sans elle. Quel que soit, à un moment donné, le contenu dérisoire de son existence, la théorie énonce la réalité et sa dynamique *en s'incluant elle-même comme un élément réel, actif, de cette réalité*.

Le plus « étrange » c'est que Dauvé et Nesic ne se privent pas de tracer des échéances, ils tracent même tout un calendrier d'échéances, ce sont de vrais usuriers de l'histoire. Dauvé et Nesic, qui se rangent certainement dans cette catégorie totalement idéale des « révolutionnaires », sont des orphelins de la révolution. On en arrive à se demander quelle est, pour eux-mêmes, la raison d'être de leurs brochures. S'il y a un « gouffre » entre les « réalités que nous vivons et la transformation communiste », et si la « théorie à prétention révolutionnaire n'existe que comme expression d'un mouvement social en développement, minoritaire mais réel, qu'en retour elle renforce » (*Solidarité...*, p.18), si « le communisme théorique n'existe que comme capacité à dégager des tendances sociales embryonnaires et émergentes tendant à une subversion du capitalisme tel qu'il se présente à une époque donnée », nous n'avons plus qu'à conclure, *à la lecture de leur analyse de la période actuelle*, soit que nous n'avons plus qu'à nous taire, soit qu'il faut nous résoudre à produire l'accompagnement désabusé de la « période anti-révolutionnaire ». Mais non ! Dauvé et Nesic ont trouvé la planche de salut des périodes anti-révolutionnaires : l'« aspiration à la communauté humaine » (*Solidarité...*, p.18). « Aspiration » certainement ineffable et permanente, nous n'en saurons pas plus, c'est le *sixième message subliminal*.

Le capital n'œuvre pas de lui-même à son propre dépassement. La question de la possibilité ou de l'inéluctabilité du communisme est tout simplement sans objet si on la remplace par la question, au présent, de la lutte de classe actuelle. C'est elle qui définit et produit son dépassement qui n'est en aucune façon *quelque chose vers lequel elle tend* (comme le supposent inéluctabilité et possibilité). Le communisme est un présent de la lutte des classes. Il est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité, le cours de la production réelle (et non une tension ou une aspiration) de son dépassement.

Le dépassement produit par la dynamique de ce cycle est le moment où la contradiction entre les classes devient, dans le cours de la lutte, remettre en cause sa propre condition de prolétaire qui est alors produite, dans le cours du conflit, comme une contrainte extérieure, en même temps que c'est en tant que prolétaire que l'on se bat contre le capital et que simultanément on produit des rapports nouveaux. On communise la société, c'est-à-dire qu'on la supprime en tant que substance autonome du rapport entre les individus, qui alors se rapportent à eux-mêmes dans leur singularité. Les rapports sociaux antérieurs, sans que cela tienne à un plan d'ensemble (inexistant et impossible), se délitent dans cette activité sociale où l'on ne peut faire de différence entre l'activité de grévistes, d'insurgés, d'émeutiers, et la création d'autres rapports entre les individus. Dans le cours historique du mode de production capitaliste, une telle situation est l'aboutissement et le dépassement d'un cycle de luttes où le rapport entre prolétariat et capital ne porte plus la confirmation d'une identité prolétarienne face au capital, où la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur reproduction.

La remise en cause par le prolétariat de sa propre existence en tant que classe, c'est-à-dire l'autotransformation des prolétaires en individus immédiatement sociaux, est le moment où leur appartenance de classe se produit dans l'affrontement avec le capital comme quelque chose de contingent. *C'est un enjeu de ce cycle de luttes.* Et là rien n'est déterminé à l'avance et, même si la liberté n'a rien à voir dans l'affaire, c'est à l'action du prolétariat à résoudre cet énorme problème. C'est de cette façon que nous pouvons relier dans leur contenu et dans leur histoire les luttes actuelles et la production du communisme.

Conclusion : les lectures paradoxales de « Il va falloir attendre »

Les brochures de Dauvé et Nesic ne cessent de poser les étapes et les conditions nécessaires à la réussite de la restructuration et à la maturation d'un cycle économique et social dont la crise, à ce moment là seulement, pourrait être porteuse d'un dépassement révolutionnaire. Mais, ce faisant, ils ne cessent de décrire la situation actuelle comme une immense catastrophe, comme l'effondrement de tout « compromis » et l'absence de « lien social ». Par là, ils confirment les positions de ceux pour qui la situation actuelle apparaît comme une immense crise finale du capitalisme sans perspective pour lui : si le capital ne « socialise » pas, « tant mieux, nous allons faire autre chose » diront les « activistes » ; le capital ne parvient pas à réunir les conditions d'une véritable restructuration et ne semble pas prêt d'y parvenir, « tant mieux, c'est la voie ouverte pour la révolution ». En ne laissant le choix qu'entre le rétablissement d'un « compromis » de type « fordiste » et la poursuite de la crise (crise finale permanente – les auteurs devraient oser le dire), ces brochures ont tout pour devenir des textes de référence pour ceux qui ne partagent en rien leurs conclusions et leurs problématiques. Cette lecture paradoxale accepte finalement l'essentiel de ces brochures et concentre ses critiques sur l'objectivisme et l'attentisme.

Cette critique est fondamentale, mais elle doit être incluse dans celle de l'ensemble des problématiques des textes. Qui va attendre ? Ce n'est pas le prolétariat,

ce ne peut être que les « révolutionnaires » : cette curiosité théorique. Ceux-ci, chacun le sait, ne font pas grève pour une retraite, une augmentation de salaire ou contre une fermeture d'entreprise, définis par leur « aspiration à la communauté humaine », ils sont, jusqu'à la parousie qui leur a été annoncée en 1968, des âmes errantes. Ils vont donc attendre, heureusement ils ont l'habitude et la posture n'est pas sans noblesse tragique.

Nous n'attendons rien car qui serait ce « nous » et surtout il n'y a rien à attendre, il y a à produire la crise révolutionnaire non comme le choix d'une chose à faire ou non (et donc à attendre qu'elle se fasse) mais comme l'activité de lutte de ce cycle. Il ne saurait y avoir de salle d'attente car il faudrait qu'elle soit hors la contradiction des classes, hors la société.



Ce texte est un commentaire des Réflexions désordonnées rédigées par les éditions de la Bombeuse en introduction au recueil de textes de la Banquise et de la Guerre Sociale intitulé A propos de l'après 68, de l'Ultra-gauche et de la communauté humaine (automne 2002)

LE CONCILE D'EPHÈSE

Les Réflexions désordonnées préliminaires qui introduisent les textes de la Banquise et de la Guerre sociale dans la livraison des éditions la Bombeuse intitulée *A propos de l'après 68, de l'Ultra-gauche et de la communauté humaine* (automne 2002) offrent un exemple épuré de l'eschatologie révolutionnaire de la tendance à la communauté humaine et corollairement de son incapacité, incluse dans sa problématique, de comprendre les positions de *Théorie Communiste*.

Partons de quelques affirmations jamais démontrées (parce que cette idéologie évacue la nécessité de l'étude et de la démonstration) ou, comme on le verra, de façon tautologique (les citations sauf précisions sont extraites des cinq pages de la présentation) :

* " ...le besoin du communisme est invariant à l'espèce humaine "

* " Cette tendance à la communauté caractérise toute l'histoire humaine "

* " Le communisme existe déjà, c'est " l'être ensemble " caractéristique de l'espèce humaine contrecarré en chaque instant par ce monstre créé par l'espèce : le capital . "

* " Je pense que l'émergence du capitalisme, même si elle donne un sens à l'histoire humaine et produit peut-être son propre dépassement (j'espère !), utilise une positivité déjà présente, une forme d'humanité non accomplie, et dévie celle-ci en parachevant son aliénation dans la forme salariale, mais n'arrivant jamais à englober la totalité physique et mentale de l'entité homme, nous dépossédant, mais créant en même temps ce besoin du communisme. "

* " Ce désir (le désir de communauté) est invariant à l'espèce humaine, autrement dit sans ce désir, il n'y a plus d'espèce humaine. "

* " ..., l'aspiration universelle et intemporelle à la communauté humaine. "

Ce sont des articles de foi et nous avons affaire à une pensée religieuse au sens strict à laquelle il ne manque qu'un dogme, celui de la chute, le péché originel. Cet ultime dogme c'est ce que cette idéologie peut dire mais qu'elle est incapable de penser parce que c'est radicalement impensable dans l'ordre de la théorie mais énonçable dans celui de la religion : l'espèce a créé " le monstre ".

Le besoin du communisme est invariant, définitoire même de l'espèce humaine et de cette curieuse chose qu'est l'" entité humaine ". Nous pouvons poser à ce premier article du credo une question simple : pourquoi ne vivons nous pas dans le communisme? Le dogme a une réponse : cette essence de l'entité humaine est

invariante, mais *invariante* comme *tendance*. Est-ce l'invariance qui est tendancielle ou la tendance qui est invariante ? Cela dépend des besoins de la " démonstration ". L'affirmation dogmatique c'est l'invariance, mais de même que les premiers chrétiens ont dû s'arranger avec la non-réalisation immédiate de la Jérusalem universelle, de même il faut s'arranger avec le monde d'ici bas, cette vallée de larmes. Le dogme, disions-nous, a une réponse et c'est une vraie réponse religieuse : cette tendance à la communauté " nous permet d'exprimer le *meilleur de nous-mêmes* (c'est moi qui souligne) ". Si nous exprimons au travers de cette tendance " le meilleur de nous-mêmes", quelle est la *part maudite* de nous mêmes ? Notre essence est divine, comme depuis la nuit des temps nous le montrent tous les événements théophaniques qui ont parsemé la vie de l'humanité (des révoltes lors de la construction des pyramides jusqu'à mai 68), mais comme les juifs nous n'avons pas su les reconnaître et sommes restés dans notre aveuglement. Lors de ces événements, la tendance et l'invariance étaient réunis comme le Christ était totalement Homme et totalement Dieu.

Cette " part maudite ", c'est l'ambivalence de notre essence divine, la chute, le péché originel. Comme au Jardin d'Eden nous avons touché à l'arbre de la connaissance, nous avons utilisé notre invariante essence communiste qui nous habite pour nous asservir nous-mêmes : le capitalisme (mais cela est valable pour tous les modes de production) " utilise une positivité déjà présente, une forme d'humanité non accomplie et dévie celle-ci en *parachevant son aliénation* ". De même qu'il fallait que notre liberté d'essence divine se réalise, fut-ce contre nous mêmes, de même il fallait que notre humanité soit " *déviée* " pour qu'elle se *paracheve*. Contrairement à tout ce qui peut être dit sur l'histoire profane, l'histoire divine, quant à elle, a un sens et même un sens que contient son origine dans l'invariante entité humaine.

Reprenons. L'aspiration universelle et intemporelle définit l'Homme, mais premier mystère ce n'est qu'une tendance. Ce qui entraîne le deuxième mystère, celui de la chute (*Ecce Homo*). Ce qui nous amène au troisième mystère, celui de la rédemption. Le capitalisme parachève l'aliénation. Comme nous ne savons pas, autrement qu'au travers du mystère de la chute et du monstre, pourquoi il y eut " aliénation ", nous sommes amenés à penser qu'il n'y eut aliénation que pour pouvoir en sortir, de toute façon l'aliénation est *dépossession* donc procès d'un sujet unique dont la scission n'est que le processus de son unité. Notre humanité, pourtant si invariante, intemporelle et universelle, n'était qu' "une forme d'humanité non accomplie ", il fallait qu'au travers de la chute elle se donne la forme de son accomplissement. Laissons le nouveau mystère de l'universalité et de l'intemporalité non accomplie dans le temps, d'autant plus que même non accomplie et l'aliénation non parachevée, il est " bête " de vouloir " démontrer l'impossibilité du communisme à un moment donné... ". Nous voilà avertis, l'humanité non achevée a été l'obstacle à la réalisation de la tendance de l'intemporel, mais aurait tout aussi bien pu être le lieu de la réalisation de l'intemporel de la tendance. La tendance procède-t-elle de l'intemporel ou de l'universel ou encore des deux et inversement ? L'intemporel va toujours mieux quand il s'achève, l'aliénation est parachevée, les temps sont accomplis. Mais dans sa liberté absolue, le désir invariant

qui pouvait s'accomplir avant même l'accomplissement de l'humanité, pourrait ne pas s'accomplir avec l'humanité accomplie dans le parachèvement de son aliénation. Même si la Terre Promise demeure Promise et si l'attente du Messie remplace le Messie, ce n'est pas en vain que nous aurons erré dans le désert. Il nous est possible d'apercevoir à nouveau la lumière, l'aliénation n'était que le dévoiement nécessaire de notre divinité, celle-ci ne s'y est perdue qu'en demeurant elle-même car " *le monstre* " n'est pas arrivé à étouffer totalement l'étincelle : " à englober la totalité physique et mentale de l'entité homme ". Car " monstre " il y a, il faut bien nommer l'innommable.

Le *monstre* est un phénomène singulier, un prodige, une chose incroyable, un être dont la conformation diffère de celle des êtres de son espèce. Nous attendrons pour savoir si les patrons comme les Indiens ont une âme, s'ils sont eux aussi des Hommes aspirant à la communauté humaine. Y aurait-il eu et y aurait-il toujours parmi nous des monstres dont la conformation n'est pas identique à celle des autres hommes tendant essentiellement à la communauté, ou alors est-il advenu un prodige, une chose incroyable déviant notre humanité ? Il n'advint rien de tout cela, le monstre est le nom de l'innommable, de l'impensable, il est l'hybris, il a sur son front la marque de la bête : la chimère conceptuelle mi-tendance, mi-invariance.

Mes frères, la tendance à la communauté caractérise toute l'histoire humaine, elle exprime la meilleure part de nous-mêmes, levez votre regard du monde profane où le servage succède à l'esclavage et précède le salariat. A moins qu'un franciscain coupant la parole au dominicain : mes frères, la tendance à la communauté caractérise toute l'histoire humaine, la dure condition que vous endurez n'est que l'existence de cette tendance, il faut qu'elle se parachève sans éteindre la lumière qui est en chacun de nous. Arrive le jésuite hégélien : mes frères, la tendance à la communauté caractérise toute l'histoire humaine, la communauté c'est la société dans laquelle vous vivez, elle est totalement la communauté parce qu'elle est le mouvement qui prépare sa venue. Enfin, le janséniste clôt le débat : " La révolution est plus que jamais au désordre du jour, je parie évidemment sur elle comme beaucoup d'autres, mais je ne me fais pas d'illusion : ce ne sera jamais qu'un pari... " (p. 15)

Pour le croyant la clé du devenir n'a pas à être cherchée, elle est toujours déjà là, c'est le besoin universel et éternel de la communauté humaine toujours là, tel qu'en lui-même de toute éternité, tout comme son objet, la communauté. Même si les voies de la tendance intemporelle sont impénétrables, Saint Méthode évangélisant les Slaves avec son compère saint Cyrille a dit que c'est pêché d'orgueil que de vouloir en chercher la clé dans le devenir puisqu'elle est dans l'être. Mais les temps se faisant attendre, il a bien fallu que l'entité homme vive de sa vie profane. Aux temps anciens des révoltes d'esclaves, des hérésies et jacqueries médiévales, du millénarisme a succédé l'âge de fer : " le bilan du mouvement communiste contemporain (19ème et 20ème siècles) n'est ni mitigé ni désolant, il est désastreux et catastrophique... ". Nous pouvons nous consoler en abjurant le nestorianisme refusant l'unité christique de l'Homme et de Dieu, de l'ouvrier et de l'invariant intemporel et tendanciel et accepter les conclusions du concile d'Ephèse sur l'ouvrier-prolétaire. L'Homme sous les espèces du prolétaire est totalement

Dieu et totalement Homme : " Le mouvement communiste a une dimension à la fois classiste et humaine. Il repose sur le rôle central des prolétaires ouvriers sans être un ouvriérisme et va vers une communauté humaine sans être un humanisme. " (*la Banquise* n°1, cité p. 5). Notons bien la sacralité du " Mouvement Communiste " : il " repose " sur le " rôle " (central) des prolétaires ouvriers mais il ne saurait se confondre avec eux, car " il va " au delà d'eux au travers de leur " rôle central ". Le mouvement communiste n'est centralement ouvrier que dans la mesure où ceux-ci ont un rôle à jouer dans une intrigue qui les dépasse. Nous frôlons l'arianisme, les hypostases ne sont ni égales ni confondues, l'Essence divine n'appartient qu'au Mouvement-Communiste-le-Père et l'Ouvrier-le-Fils n'est que sa première créature. Mais à Ephèse les Pères ont tranché : comme rôle des ouvriers, le mouvement communiste est totalement profane ; comme mouvement communiste, le rôle des ouvriers est totalement sacré. Mouvement Communiste-le-Père ne s'identifie pas à la *ousia*, l'essence suressentielle existant dans ses hypostases, il la communique totalement à Mouvement Communiste-le-Fils. Voilà sauvé le dogme de la consubstantialité, loin de retenir l'essence unique, universelle et intemporelle, M.C.le Père par périchorèse la communique dans un geste d'effacement à M.C-le-Fils, engendrant par là la création et l'histoire. La consubstantialité et la distinction des hypostases constituent toujours un fragile équilibre. M.C-le Père n'a besoin que d'attribuer un rôle à M.C-le-Fils puisque celui-ci n'est pas au cœur de la contradiction qu'est l'exploitation à laquelle l'aliénation est venue se substituer. M.C-le-Père lui donne un rôle parce qu'il en a besoin pour accomplir les grands desseins qu'il porte en lui et qu'un jour il révélera au monde, il a juste besoin des mains calleuses de M.C-le-Fils parce qu'elles tiennent les moyens de production nécessaires à l'unification de l'humanité. Si l'humanité avait été télépathe M.C-le-Père n'aurait pas eu à s'engager dans tous les embarras de la Trinité.

Pour avoir rejeté le sabellianisme (unité de substance absorbant la distinction des hypostases), le concile est menacé d'anoméisme : prolétaire-ouvrier-le-Fils risque de devenir fondamentalement différent de M.C-le-Père. " Le prolétariat, depuis le début du 19ème, n'aurait que tenté de reprendre en main le monde capitaliste à son profit " (les exégètes attribuent ce verset satanique à *Théorie Communiste*) cela n'est pas entièrement faux dit le concile d'Ephèse. C'est si peu *entièrement* faux que, dans leurs actes, les Pères conciliaires répètent la même chose.

" Dans ce contexte (l'après 68, nda), la théorie du communisme se trouve face à un changement de problématique, elle sort complètement des vieux rêves de gestion ouvrière du capital, (...) "

" On remarque que *la Guerre Sociale* reste sur l'illusion qu'il suffit aux ouvriers de reprendre en main la production pour que le communisme arrive... (...) La G.S voit là le communisme comme une simple reprise en main de la production sous toutes ses formes (...). " (p.7)

Cela ne pourrait être que des erreurs de théologiens égarés dans l'arianisme et soutenant l'infériorité de M.C-le-Fils par rapport à M.C-le-Père, il n'en est rien : " Sa croyance (de l' *Internationale Stuationniste*) aux vertus de l'automation, qu'il nous

suffirait de détourner pour libérer notre vie quotidienne, est à l'image d'une époque (finissant avec Mai 68) où le prolétariat peut être (admirable " peut-être ", nda) pour la dernière fois de son histoire, crût (admirable " crût ", id) pouvoir réutiliser et gérer l'héritage capitaliste (usines, machines, ...) à son profit, et bien sûr (admirable " bien sûr ", id) cela n'a pas marché, comme d'habitude. ".

" *Pour la dernière fois de son histoire* ", " *bien sûr* ", " *comme d'habitude* " : n'est-ce pas, comme avait dit le concile : " trop facile et même bête de faire une relecture de l'histoire pour démontrer l'impossibilité du communisme à un moment donné (...) " ? On peut cependant pardonner à l'I.S., à la G.S et même à " l'époque " son arianisme, son hérésie contre le dogme de la consubstantialité par périchorèse. On peut leur pardonner car ils demeurent des croyants en M.C-le-Père. T.C., en revanche, est impardonnable disent les Saints Pères car TC est athée, cette secte ne reconnaît pas l'existence de M.C-le-Père (l'entité Homme universelle immuable intemporelle et tendancielle, achevée et non-accomplie, engendrée et non faite) et en conséquence ils ne reconnaissent pas l'ouvrier jeté dans un monde sans Dieu comme étant M.C-le-Fils (même prodigue) auquel M.C-le-Père, en lui donnant le rôle de sa Puissance, fait boire le calice jusqu'à la lie.

Mais, pour le Concile, ce qu'écrivent ces athées est *illisible* dans le champ de ses croyances, parce que cela ne rentre dans aucune forme de l'objet de sa religion, parce qu'il s'agit de ses *interdits*. Ce que ces athées disent est hors du visible défini par la croyance. Leurs textes, refoulés hors du champ du lisible, lorsque leur présence fugitive advient dans des circonstances symptomatiques très particulières, sont l'objet d'une bévue, bévue intérieure à la vue des croyants, c'est-à-dire à ce qu'ils *peuvent* voir. Les athées parlent du rapport d'exploitation entre le prolétariat et le capital, ils disent que ce rapport est une histoire et que la révolution et le communisme sont des produits historiques de l'action du prolétariat à partir de sa situation définie dans ce rapport d'exploitation. Ils ne posent pas comme fondement de leurs analyses le rapport d'amour ou de haine du prolétaire vis-à-vis du travail, ils disent qu'un certain contenu du rapport d'exploitation (subsomption formelle, première phase de la subsomption réelle) fait que l'activité du prolétariat contre le capital pose ou produit la révolution comme libération du travail. Ils ne s'imaginent pas que si les prolétaires veulent libérer leur activité de l'exploitation c'est parce qu'ils l'adorent dans le cadre de l'exploitation (et même après), bien au contraire. Libérer le travail de l'exploitation capitaliste, c'est travailler moins, différemment, libérer du temps pour les loisirs, le plaisir et la culture. Si les ouvriers avaient été amoureux de leur travail, ils n'auraient jamais en février et juin 48, en 1871 à Paris, en 1921 à Cronstadt, fait de la révolution la libération du travail et de la loi de la valeur l'idéal d'une période de transition les sortant de l'exploitation. Si la révolution n'avait pas été la libération du travail ils n'auraient jamais fait au travers des Conseils et des Soviets de leur situation de travailleurs le levier de leur libération comme travailleurs. Il faut l'imagination délirante du croyant pour lire que la libération du travail est un " amour pour l'exploitation capitaliste " et, il faut sa simplicité d'esprit pour ajouter : les prolétaires ne veulent pas libérer le travail, la preuve ils ne veulent jamais

travailler plus pour le patron. Mais il faut aussi sa naïve sincérité pour ajouter que ce qu'il a *lu* (ou qu'il a recopié chez d'autres qui ont " lu " de *trop loin* et qui critiquent en se gardant bien de citer et que je ne citerai donc pas) ce n'est pas possible qu'il l'ait lu : " Ni TC, ni personne de sérieux (mais on a appris quelques lignes plus haut que ce que dit TC est " bête ", nda) ne peut affirmer que les prolétaires ont été amoureux de leur travail à n'importe quel moment de leur histoire, ce serait suicidaire de l'affirmer. "

Pourquoi le croyant ne sait-il pas lire ? Sa croyance lui interdit de savoir lire, il est dans un système totalement clos, quand il lit il traduit, et ce n'est pas ce qu'il lit qui est " suicidaire ", mais sa traduction c'est-à-dire sa lecture. Son système religieux bloque tout. Le besoin du communisme invariant-etc à l'espèce humaine-etc ne peut être " libération du travail ", il le sait de toute éternité de la communauté humaine, il ne peut lire que ce fut une forme de la révolution et qu'historiquement c'est ainsi que l'activité du prolétariat a défini le communisme. C'est pour lui un *interdit*. Il le traduit donc dans son système pour pouvoir dire que ce n'est pas possible et qu'une telle affirmation est « suicidaire ». La libération du travail ne peut être un attribut de M.C-le-Fils (incarné dans le rôle du prolétaire-ouvrier, surtout pas de l'ouvrier tout court, le prolétaire avec son trait d'union est là pour confirmer la périchorèse et la consubstantialité) qui ne serait plus alors le Fils consubstantiel de M.C-le-Père, *Alleluia* ! En revanche, le fidèle accepte les " désastres " et les " catastrophes ", c'est-à-dire le silence de M.C-le-P., on sait qu'à ce moment là Blaise se livre à des parlis stupides, *Kyrie eleison* ! (trois fois). Il accepte même que l'élan révolutionnaire qui est un attribut du Fils s'éteigne par moments si c'est le prix à payer pour éviter le crime suprême de l'athéisme vis-à-vis de l'entité-etc : " ces prolétaires s'abstenaient autant de bouleverser le monde que de privilégier le travail (..) ", *Sophia* ! *Orthi* !

Quand le théologien lit " impossibilité de l'affirmation du travail ", il ne lit pas " impossibilité de l'affirmation du travail ", il lit " impossibilité du communisme ". Là, il est de retour chez lui car il sait qu'il est impossible que le communisme soit impossible, le besoin du communisme étant immanent à l'espèce humaine de toute éternité. Il en a fait même un article du *credo* : " Ce désir est invariant à l'espèce humaine, autrement dit, sans ce désir, il n'y a plus d'espèce humaine ", nous savons que, de surcroît, c'est le meilleur de nous-mêmes, *Aghios Athanatos* ! Pour lui l'impossibilité c'est toujours par rapport à une norme, il est inutile de lui dire que cette " impossibilité " c'est l'époque suivante qui la théorise et qu'elle n'était pas inscrite dans l'époque précédente au dehors (comme une prédestination) de ce que firent les prolétaires et *les capitalistes* de cette époque. C'est inutile parce que rien ne change, rien n'advient en dehors de ce qui est dans la Puissance du Père, tout ce qui bouge n'est que contingences, poussière, *Aghios Iskhiros* ! Admettre que l'histoire ne soit pas contingences, c'est refuser l'invariance-etc, ce serait admettre que l'entité-etc est conditionnée, la conditionner c'est la nier, *determinatio est negatio*. Nous n'avons aucune illusion, le théologien a toujours dans sa manche la " tendance ", ce qui est dans la totalité de son être déjà dans le devenir de celui-ci, on peut lui répondre que l'histoire n'est alors que *réalisation*. Si le Concile s'est prononcé contre l'impossibilité du communisme à un moment donné c'est parce qu'il est

possible tout le temps depuis que Moïse fit grève en construisant les pyramides, *ké nin ké aï, ké is tous éonas ton éonon* ! Il est possible tout le temps mais il n'est pas inéluctable dit le concile qui là vire anachroniquement au calvinisme. Ni nos oeuvres, ni notre foi ne nous assurent le salut. M.C-le-P. statue dans son libre choix arbitraire puisqu'il est toujours possible, jamais impossible et toujours déjà le même déjà là, *Stomen méta fovou* !

Symbole de Nicée, *Proskhomen* ! : " En fait, nous croyons sincèrement qu'il n'y a aucune garantie, aucun déterminisme pré-établi (ou entièrement prévisible), garantissant le dépassement du capitalisme par une communauté humaine. "Malebranche se demandait " pourquoi il pleut sur la mer, les routes et les sablons ", puisque cette eau du ciel qui ailleurs arrose les cultures n'ajoute rien à l'eau de la mer ou se perd dans les routes et les plages. Pouvons-nous être les jouets de la Providence, d'un déterminisme existant mais non entièrement prévisible ? M.C-le-P. s'enferme lui-même dans le dilemme de l'inéluctable et du possible. Pour avoir déterminé une essence de l'homme intemporelle-etc qui est le désir de la communauté humaine-etc, M.C-le-P. est fondamentalement déterministe et inéluctabiliste dans le mesure où le futur n'existe pas réellement, l'histoire est une mauvaise farce radicalement inexplicable faite à cette essence, farce que M.C-le-P. se fait à lui-même par la procession de M.C-le-F. Mais par là même, nous vivons dans un éternel présent qui ne " correspond " pas à l'Esprit, la réconciliation de l'essence et du monde est toujours possible parce que toujours là et jamais présente. Cette idéologie révolutionnaire et pneumatique ne peut que refouler sa conclusion logique qui est l'inéluctabilité et sublimer sa frustration dans la beauté de ce qui n'est que possible, *Parashkou Kyrie* !

La question de l'inéluctabilité du communisme n'existe que pour les inéluctabilistes, ceux qui assument et ceux qui refoulent. Ceux qui assument savent que l'Esprit est dans l'Histoire et s'y accomplit, il faut attendre. Ceux qui refoulent, vus leurs présupposés, ont beaucoup de mal à dire pourquoi le communisme n'est pas inéluctable et même n'est pas déjà là. En effet : " la *dépossession* (souligné par nous, s'il y a dépossession il y a mouvement vers la réappropriation de l'être déjà existant qui s'est scindé) que crée ce monde (une petite merveille le concept de " monde ", nda) engendre simultanément (très important le " simultanément ", nda) sa contestation (pour un athée, ce " monde " est *incontestable*, nda) ". logiquement rien ne nous retient puisque nous sommes les Hommes dans le meilleur de leur essence (les autres sont des " *monstres* ") et que simultanément à notre dépossession nous contestons. Si la parousie n'est cependant que possible c'est qu'on nous trompe, on nous mystifie, on nous " loftstoryvise ", il y a bien longtemps que nous n'espérons plus que l'on nous dise qui est ce " on " et pourquoi il existe. Nous avons peur de découvrir qu'il ne s'agit que de nous-mêmes. C'est le Malin qui sait si bien prendre l'allure engageante de Loana pour mieux nous perdre.

Proskhomen : " Répétons simplement que le capital ne sera plus reproductible que le jour où nous arrêterons de le reproduire ". Pourquoi ne l'avons nous pas déjà fait ? Nous contestons en même temps que l'on (?) nous dépasse, notre essence est le

besoin de communauté intemporel-etc, le surgissement du Communisme est, par Substance, l'Indéterminé, l'Inconditionné. Si les temps ne sont pas advenus c'est que le capital, le monstre que nous reproduisons, bien qu'il ne corresponde pas à notre entité-etc, a " l'emprise " sur " nos vies, pensées, comportements ". Mais nous pouvons résister par " notre imaginaire " et " notre culture " C'est donc nous-mêmes qui nous asservissons, nous voilà revenus au mystère premier celui du péché originel, définitivement mystérieux. Le monstre provoque en nous "cauchemars", "désillusions" et surtout la perte de la vertu théologale de l'Espérance révolutionnaire. La patristique nous enseigne que l'Espérance théologale a pour objet la fin ultime (le communisme), elle est surnaturelle puisque fondée sur la révélation de notre nature communautaire universelle-etc, elle est libre puisque nous pouvons la perdre momentanément, certaine puisque nous ne pouvons pas la perdre substantiellement. Asservissement ou libération, tout dépend de ce qui se passe dans nos têtes. C'est en s'imposant dans nos têtes que le " monstre " se reproduit, quand on a accepté les prémisses d'Invariance, il faut en accepter les conclusions.

Que dit l'athée, jeté dans son petit bout d'histoire ? Un cycle de luttes a été défait, une restructuration du rapport d'exploitation a eu lieu, inéluctablement ce cycle de luttes pose son dépassement de façon nouvelle dans laquelle les questions anciennes sont surmontées et dans laquelle des problèmes nouveaux sont à résoudre. Il refuse le dilemme d'un futur inéluctable ou possible parce que le futur c'est ce qu'il est en train de produire dans la seule chose inéluctable : la lutte des classes. Mais l'athée qui n'a pas reçu l'Esprit Saint à la Pentecôte et ne croit donc pas en l'essence intemporelle et à l'invariant besoin de la communauté humaine toujours déjà là depuis la nuit des temps pense la *situation* dans laquelle il se trouve et dit : " la lutte de classe dans laquelle je suis inéluctablement embarqué c'est la caducité du mode de production capitaliste ". Mais là où l'athée commet son grand crime c'est lorsqu'il ne voit pas plus loin que son cycle de luttes et qu'il ajoute : " mon cycle de luttes porte tel contenu et telle structure de l'affrontement entre le prolétariat et le capital, et pour moi c'est la révolution communiste, parce qu'il m'est rigoureusement impossible d'en envisager d'autres formes et d'autres contenus ". Le pauvre, alors qu'on le soupçonne d'être sur une " autoroute ", il ne parcourt qu'un chemin vicinal d'où il n'a comme horizon qu'un petit bout d'histoire, n'étant ni hégélien, ni père conciliaire il s'en contente, il ne peut pas avoir d'autre idée de la révolution que celle de son horizon. Il agit dans la situation déterminée actuelle et il n'a pas choisi d'agir. Il n'avait jamais dit que le communisme était inéluctable, et encore moins que ce n'était qu'un possible, parce qu'il soupçonne le possibiliste, bénéficiant de l'évidence écrasante de la reproduction du capital, de n'avoir jamais à démontrer sa thèse. Son sacrilège est d'avoir relié comme développement historique la situation actuelle et la révolution, de penser la révolution de façon profane à partir de la situation actuelle et de dire " voilà dans la situation actuelle ce qui nous mène à la révolution, parce que le communisme est au présent le contenu de la lutte de classe ". Il ne dit pas que le communisme, dans le futur, est inéluctable ou qu'il est possible, il s'en fout.

Parce qu'il ne croit pas en la divine entité parfaite intemporelle et tendancielle et qu'il considère le futur et sa relation à l'actuel comme production historique présente et donc nécessaire (un présent toujours particulier) et non attente eschatologique de la révélation, le concile qui exorcise ses propres conclusions prononce l'anathème : inéluctabiliste ! D'abord, l'athée ne comprend pas ce qu'on lui reproche, " ce n'est pas mon problème " pense-t-il bêtement, mais les Pères l'ont marqué à jamais du sceau de l'infamie et les catéchumènes s'en vont bégayant.

Irini passi

Fragments de la Sainte et divine liturgie de Saint Jean Chrysostome.

Kyrie eleison : Seigneur ayez pitié

Sophia ! Orthi ! : La Sagesse ! Debout !

Aghios Athanatos : Vous êtes Saint, ô Immortel

Aghios Iskhios : Vous êtes Saint, ô Fort

Ké nin ké aï, ké is tous eonas ton eonon : Maintenant, toujours et dans les siècles des siècles

Stomen meta fovou : Tenons-nous avec crainte

Proskhomen : Soyons attentifs

Paraskhou Kyrie : Exaucez, Seigneur

Irini passi : Paix à tous

EXTRAITS DE « LA BOMBEUSE »

...« Certains ont voulu voir dans cette liquidation du mouvement ouvrier passé une chance pour le mouvement communiste à venir. Le groupe français Théorie Communiste (BP 17- 84300, Les Vignères), pour ne parler que de lui, a même produit un concept intéressant à cet effet, celui de « programmatisme ». En gros, le « programmatisme » est la pratique de la gestion ouvrière du capital, par le biais des syndicats, des conseils ouvriers, ou encore de « l'avant-garde parti » à la tête d'hypothétiques « Etats prolétariens », cette pratique serait celle du prolétariat du début du 19eme siècle aux années 70...

Le prolétariat, depuis le début du 19eme, n'aurait que tenté de reprendre en main le monde capitaliste à son profit, ce qui n'est pas entièrement faux, et n'aurait pas pu aller plus loin, en fait, que cette gestion ouvrière du monde, que cette affirmation de la classe laborieuse libérant l'humanité par l'autogestion, la science, le progrès et autres idoles capitalistes...

Avec la restructuration, le rapport d'implication réciproque prolétariat-capital ne porterait plus en lui la reproduction du prolétariat dans l'univers du capital (« programmatisme ») et rendrait donc inévitable l'éclatement de ce binôme lors de la

prochaine crise et donc la communisation immédiate du monde... Nous serions sur une autoroute dont le prochain péage est le communisme...

Pour notre part, il nous semble trop facile et même bête de faire une relecture de l'histoire pour démontrer l'impossibilité du communisme à un moment donné et tirer la conclusion qu'il est absolument inéluctable aujourd'hui. Le « programmatisme » est sûrement un fait réel, mais si les prolétaires se sont identifiés au travail, c'était surtout pour s'en servir comme un bastion face aux capitalistes, et pas vraiment une manière de vouloir prendre leur place, « ces prolétaires s'abstenaient autant de bouleverser le monde que de privilégier le travail, et se « contentaient » d'arracher au capital ce qui pouvait l'être ». (Dauvé- Nesic, *Prolétaires et travail, une histoire d'amour ?* 2002) Les prolétaires, depuis des millénaires, n'ont presque jamais lutté pour plus travailler, bien au contraire évidemment. Leur attachement à leur travail était beaucoup plus un attachement à leur communauté laborieuse, à ses traditions, à ses luttes, à ses fêtes, qu'un amour pour l'exploitation capitaliste qui englobait au fur et à mesure toute la société. La restructuration capitaliste des 30 dernières années a indéniablement liquidé cette communauté ouvrière, mais il est plus qu'hasardeux d'affirmer que, par cela, elle a supprimé un frein au communisme...

Ni TC ni personne d'autre de sérieux ne peut affirmer que les prolétaires ont été amoureux de leur travail à n'importe quel moment de l'histoire, ce serait suicidaire de l'affirmer.

En fait, nous croyons sincèrement qu'il n'y a aucune garantie, aucun déterminisme pré-établi (ou entièrement prévisible) , garantissant le dépassement du capitalisme par une communauté humaine. Seule une révolution victorieuse pourrait nous prouver que le prolétaire « flexibilisé, précarisé, globalisé, loftstoryvisé » de 2002 porte « plus » par ses luttes le communisme que Thomas Munzer en 1525, les babouvistes de la fin du 18eme siècle, ou les gavroches de 1848. *A priori*, cela est indémontrable à l'avance. »...

...« C'est encore au même moment, que les camarades d'Intervention Communiste puis de Théorie Communiste (encore eux), commencent un travail théorique sur la contradiction capitaliste, montrant la nécessité de dépasser le programme prolétarien, mais s'enfermant dans une sorte d'inéluctabilisme, anticipant la prochaine crise, qui sera sûrement la bonne, puisque la reproduction du prolétariat ne sera plus assurée...

Selon TC, « il n'y a pas de besoin du communisme antérieur à l'existence du capitalisme » (TC 17- *Pour en finir avec l'homme*), mais qu'est-ce que cela veut donc bien dire ? TC néglige le mouvement de contestation ayant eu lieu tout au long de l'émergence du capitalisme - alors qu'il fut une remise en cause se voulant universelle du monde existant depuis la dissolution des premiers liens humains primitifs -, en le

réduisant à des formes de « banditisme social » ou de « résistance à la prolétarianisation ». Je pense que l'émergence du capitalisme, même si elle donne un sens à l'histoire humaine et produit peut-être son propre dépassement (j'espère !), utilise une positivité déjà présente, une forme d'humanité non accomplie, et dévie celle-ci en parachevant son aliénation dans la forme salariale, mais n'arrivant jamais à englober la totalité physique et mentale de l'entité homme, nous dépossédant, mais créant en même temps ce besoin du communisme... TC rejette tout ce qui parle de « désir », d' « homme », d' « individu », en le classant comme « humaniste radical », et ne voit pas que le désir de communauté, refoulé par l'économie et le travail, n'est pas une pure abstraction, mais un produit bien réel de la contradiction sociale. Ce désir est invariant à l'espèce humaine, autrement dit, sans ce désir, il n'y a plus d'espèce humaine »...

Nico, *La Bombeuse*

Dans TC 15, nous avons publié un long texte critique d'Aufheben sur les théories de la décadence. Nous avons fait suivre cette traduction d'un commentaire insistant sur le caractère limité de cette critique. Le texte d'Aufheben qui suit a pour point de départ une réponse à ce commentaire. Depuis, nous avons eu d'autres échanges avec Aufheben sur le mouvement d'action directe (cf. TC 17 et 18). En conséquence, leur réponse a pris la dimension d'un échange théorique général dépassant son point de départ. La discussion se poursuit.

THÉORIE COMMUNISTE : AU-DELÀ DE L'ULTRA-GAUCHE. UNE RÉPONSE À TC

Traduction de « Aufheben » N° 12, 2004

Communist theory : beyond the Ultra-left. A reply to TC.

Introduction

Dans le dernier numéro, nous avons publié une présentation et une critique des articles sur la décadence de Aufheben¹ par le groupe français Théorie Communiste (TC). Pour aider à en comprendre le sens, nous avons également souligné l'importance de ce qui a été développé par l'ultra-gauche² en France. Comme beaucoup d'autres, Aufheben a reconnu l'influence de l'ultra-gauche et s'en est distancié. En général cependant, Aufheben ne l'a critiquée que de façon occasionnelle. Peut-être en traitant d'une lutte particulière, nous avons abordé les tendances partitistes, mais pas seulement celles de l'ultra-gauche, dont nous considérons les positions comme rigides et idéologiques. Il est certainement trop facile de se distinguer de telles cibles.

Pour TC, l'effort de critique et de dépassement de la théorie Ultra-gauche a été l'objectif central. Ils ont fait une critique des tendances les plus dynamiques théoriquement, celles qui s'étaient largement développées en France. TC a essayé d'identifier et de questionner les postulats auxquels s'adossaient les positions Ultra-gauche. Les pays anglophones n'ont pas connu de grands développements de la théorie Ultra-gauche. Les idées de TC se recoupent ici largement avec les développements les plus intéressants du marxisme académique comme ceux d'Open Marxism³ et ceux de

¹Voir Aufheben N° 2 et 4

² L'attraction/répulsion du label « Ultra-gauche » a été le sujet de nombreuses notes de bas de page dans Aufheben. Dans cet article, Ultra-gauche est utilisé comme TC le fait de manière descriptive et non péjorative, au sens large, incluant l'Ultra-gauche historique germano-hollandaise et la Gauche communiste italienne ainsi que des groupes modernes et des individualités influencés par elle.

³ L'utilisation de « Open Marxism » est une tentative de définir et de développer une tradition critique et dialectique du marxisme. Par exemple *Open Marxism* N° I, II et III (Pluto Press), *Change the world without taking power* de John Holloway (Pluto press) et *Revolutionary Writing* (Autonomedia), la récente réédition des articles du journal *Common sense*.

Moshe Postone.⁴ Ce qui est intéressant, c'est que beaucoup de ces universitaires très aux prises théoriquement avec l'œuvre de Marx, lorsque découlent des positions politiques pratiques de leurs travaux, s'orientent vers le rejet des formes traditionnelles du gauchisme généralement partagé par leurs collègues et se rapprochent de la problématique de l'Ultra-gauche.⁵

TC parvient, à l'inverse, au travers d'une adaptation et d'une critique des questions de l'ultra-gauche, à une confrontation radicale avec les abstractions de la théorie marxiste. Le titre de la revue a toujours été une injonction à faire progresser la théorie au-delà des positions théoriques existantes. Nous pensons que TC fait clairement l'effort d'y parvenir, ce qui doit être pris au sérieux. Bien plus, TC nous invite à « aufheben » (à dépasser) nos propres positions.

« Le programmisme », « le rejet de la nature révolutionnaire du prolétariat », « l'autoprésupposition du capital », « l'implication réciproque du capital et du prolétariat », « les cycles de luttes », « premier et second stade de la subsumption réelle », « restructuration », « révolution non dans le développement quantitatif des luttes immédiates (transcroissance) mais dans leur dépassement produit »⁶ : le lecteur de TC rencontre un nombre déroutant de termes spécialisés dont certains sont utilisés d'une façon propre à TC. Pour ceux qui ne lisent pas le français, le problème de l'obscurité, que beaucoup de lecteurs français trouvent dans TC, est compliqué par le fait que les traductions disponibles en anglais⁷ sont majoritairement de denses résumés de positions théoriques de TC. Comme nous sommes incapables de lire le processus de développement et d'analyses qui fondent ces positions, elles peuvent nous parvenir comme une série d'affirmations pouvant être mises en doute. Avec TC, le diable est sûrement dans les détails et sans ces détails, nous ne porterons pas de jugement définitif sur ses positions. Ce problème de langue qui nous empêche d'étudier TC en profondeur est l'obstacle majeur. Cependant, en essayant de faire du sens avec le matériau auquel

⁴ Le grand argument de Moshe Postone est que le problème du marxisme traditionnel du mouvement ouvrier était une critique du travail du point de vue du travail, ce qui signifie une théorie de la réalisation du prolétariat, alors que ce qui est maintenant nécessaire – et Marx y aide – c'est une critique du travail dans le capitalisme, c'est-à-dire une théorie de l'abolition matérielle du prolétariat. Voir *Time labor and social domination* (Cambridge University Press)

⁵ Un bon exemple est la collection *What is to be done* (Avebury) de *Open Marxism*, principalement orientée vers la pratique à laquelle participe le vétéran du communisme de Conseils Cajo Brendel à côté d'universitaires. Postone est moins précis sur les implications politiques de son travail, mais celui-ci fut pris en compte par certains de ceux qui s'intéressent aux situationnistes.

⁶ Transcroissance est une expression utilisée par Trotsky pour décrire la façon dont il pensait que la révolution bourgeoise en Russie ou dans d'autres aires non développées pouvait grandir à l'intérieur de la révolution prolétarienne, point de vue non corroboré par la réalité. TC l'utilise également en référence au fait que, dans le cours quotidien de la lutte des classes, la lutte pour le salaire ou la défense des emplois peut simplement se transformer en combat révolutionnaire. Cette conception fait, pour eux, partie du programmisme.

⁷ <http://www.theoriecommuniste.org/>

nous avons accès –en partie au travers des références à notre source commune Marx - nous avons bon espoir de jeter quelques lumières sur les résultats auxquels nous sommes parvenus.

Ce qui suit est une partie d'un processus inachevé pour tacher de comprendre et d'entrer en rapport avec TC – une espèce d'autodidactisme public.

Mea culpa ?

Les points essentiels de la critique de TC de nos articles sur la décadence peuvent être résumés ainsi : du fait du manque du bon cadre, à savoir « une conception de la contradiction du capital et du prolétariat comme implication réciproque », les articles ne parviennent pas à échapper à la séparation du capitalisme) et de la lutte des classes; le communisme et la révolution ne sont pas historicisés mais semblent émerger d'une essence révolutionnaire invariante du prolétariat – son affirmation plutôt que sa négation. Cela est mis en évidence par notre utilisation du concept d'aliénation plutôt que d'exploitation. Cela conduit à un traitement formel de la révolution russe, une compréhension inadéquate de la théorie des crises, une critique incomplète du marxisme autonome et une dichotomie erronée de l'Etat et du capital. En somme, nous n'échappons pas à la problématique objectivisme/subjectivisme.

Si TC pense que nous avons raison de repérer « l'objectivisme » comme étant le point clé soutenant les questions que nous traitons, ils pensent que nous le saisissons faussement comme une erreur au lieu de le saisir comme ils le font : quelque chose de produit historiquement et nécessairement par une phase de la lutte des classes. Reconnaissons tout de suite que souvent la critique de TC frappe juste. En relisant ces articles, nous sommes bien conscients de leur faiblesse. Si nous devions écrire maintenant sur le même sujet, nous produirions quelque chose de différent. Ainsi, nous pouvons accepter le jugement de fond de TC : si ces articles traitaient de questions importantes, ils ne faisaient pas la percée qu'ils voulaient faire.

Plus loin, nous traiterons de certaines critiques particulières de ces articles, mais ce qui est le plus important c'est la façon dont TC cerne la faiblesse de l'article à partir de leur propre perspective théorique qui semble appréhender le problème de façon plus cohérente. Mais quelle est exactement cette perspective théorique ? Plus loin, nous établirons brièvement certains aspects les plus importants du travail de TC, en particulier la critique de « la problématique de l'Ultra-gauche ». Nous aborderons ensuite deux questions sur lesquelles nous voyons des désaccords. La première est leur rejet apparent de « l'aliénation » au profit de « l'exploitation ».. Nous montrerons que l'aliénation est la clé de toute la Critique de l'Economie Politique de Marx et est implicite dans les concepts même que TC utilise. Nous poserons ensuite certaines questions concernant leur périodisation du capitalisme avec laquelle nous avons des problèmes. Nous reviendrons alors sur certains points spécifiques abordés dans leur critique des articles sur la décadence.

Une théorie ambitieuse

TC a récemment publié un livre qui fait la somme de ses positions théoriques⁸. Un volume de 722 pages qui n'est que le premier d'une série de quatre sur la théorie du communisme. L'ambition du projet est montrée par le plan des quatre volumes :

- Volume un (le seul publié à l'heure actuelle). Fondements critiques d'une théorie de la révolution : au-delà de l'affirmation du prolétariat.
- Volume deux. La contradiction entre le prolétariat et le capital. Forme et contenu de la contradiction ; le cycle de luttes, l'histoire de la contradiction.
- Volume trois. La restructuration du capital ; formation et signification historique du capital ; crises – restructurations ; les relations actuelles entre les classes.
- Volume quatre. Le nouveau cycle de luttes – révolution- communisme – olé !⁹

Cependant pour ceux qui, comme nous, ne peuvent lire que l'anglais, l'exposé disponible le plus complet des positions de TC est probablement le texte de TC 14¹⁰ qui introduit de manière plus détaillée aux idées de TC que le texte que nous avons publié dans le dernier numéro d'Aufheben.

Ecrit pour un groupe de jeunes lyonnais engagés dans « une réflexion théorique sur les Gauches allemandes et italiennes », il se centre sur l'importance historique de la Gauche germano-hollandaise. A la différence de ceux qui cherchent dans l'histoire un fin fil rouge donnant des racines historiques à leur propre identité révolutionnaire, TC déclare qu'accepter cet héritage ne signifie pas répéter telle ou telle position invariante du KAPD ou de l'AAUD ou des théoriciens comme Gorter, Pannekoek ou Rühle, ni ne prendre que le meilleur de l'ensemble des positions. L'important, c'est la problématique. Pour TC, la problématique de la Gauche germano-

⁸ *Fondements critiques d'une théorie de la révolution – au-delà de l'affirmation du prolétariat* – Roland Simon. Editions Senonevero - <http://ca.geocities.com/senonevero/>

⁹ Pour TC, la Gauche italienne « n'a jamais atteint un point de rupture aussi productif d'interrogations et de dépassements » que la Gauche hollandaise. TC reconnaît à la Gauche italienne d'avoir critiqué l'autogestion et accepte, comme Camatte le fait dans son recueil « Bordiga et la passion du communisme », qu'il peut y avoir chez Bordiga un certain discours « clandestin » contrastant avec le discours officiel de la gauche italienne. Toutefois, pour TC, la Gauche italienne « en reste à une critique des médiations non en elles-mêmes en tant que médiations mais à partir d'une perspective formelle. Elle n'a reconnu les formes de ces médiations que comme formes et les a critiquées en tant que telles (parti de masse, front unique, antifascisme). Elle voulait les médiations (parti, syndicats, période de transition, état ouvrier) de la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste et son affirmation, sans l'expression de l'existence de la classe comme classe de ce mode de production (cf. les débats de Bilan sur le syndicalisme et même sur l'existence du prolétariat).. »

¹⁰ Disponible sous le simple titre de *Théorie communiste* sur <http://www.theoriecommuniste.org/TC14English.html>

hollandaise, en ce qu'elle fut le fer de lance de la révolution allemande, était la lutte contre « l'intégration de la reproduction de la classe ouvrière dans le cycle propre du capital » et la révolution comme critique pratique des formes de médiatisation – syndicalisme, parti de masse, front unique, parlementarisme- qui étaient la montée en puissance à l'intérieur du capital mais qui était alors saisi comme liant la classe au capital. Au nom de la classe, l'Ultra-gauche a attaqué toutes les organisations existantes de la classe et appelé les travailleurs à rompre avec elles. Pour TC, cette position, surtout après l'échec de la révolution allemande, peut se résumer à la critique de la classe existante au nom de l'être révolutionnaire ou de l'essence de la classe.

L'honnêteté brutale de TC, c'est la reconnaissance qu'« au cours de l'avancée de la subsumption réelle (et c'était la contre-révolution réelle durant cette période du début des années 20), il apparaissait que les médiations de l'existence de la classe dans le MPC, loin d'être extérieure à « l'être » de la classe qui doit s'affirmer contre elles, n'étaient rien d'autre que cet être en mouvement dans son implication nécessaire avec l'autre pôle de la société, le capital. L'Ultra-gauche en arrive simultanément d'un côté à la critique de toute relation entre l'existence de la classe dans le MPC et le communisme et de l'autre à l'affirmation de l'égalité entre communisme et être de la classe ».

Ce qui veut dire que la position de l'Ultra-gauche est une contradiction. Plus elle rejette et dénie les formes de l'existence non révolutionnaire de la classe, plus il est difficile de trouver et tenir un être révolutionnaire de la classe. Une idée centrale de TC est que le mouvement ouvrier tout entier, tant dans la période qu'ils appellent la domination formelle du capital que dans ce qu'ils appellent la première période de la domination réelle –qui dure jusqu'aux années 70 – est caractérisé par le « programmatisme ». Pour TC le contenu et l'objectif de la lutte des classes de cette période était « la montée en puissance de la classe à l'intérieur du MPC et son affirmation comme la classe du travail productif, au travers de la prise de pouvoir et de la mise en place de la période de transition... ». En dépit de leurs différences, les programmes formels des organisations socialistes, anarchistes et communistes exprimaient le même contenu sous-jacent : la classe s'affirme comme le pôle positif de la société portant les bases de la nouvelle société socialiste, anarchiste ou communiste. Il est fondamental, pour la perspective historique de TC, que ce n'est pas pour des raisons contingentes que d'authentiques socialistes ou communistes se sont, on ne saurait pourquoi, perdus et transformés en gauchistes « capitalistes d'état ». Toutes les tendances politiques du mouvement ouvrier, même l'ultra-gauche, étaient toujours l'expression du programmatisme car c'était la manière dans laquelle la contradiction capital-travail se manifestait dans cette période. L'ultra-gauche et la Gauche de la social-démocratie dont elle provenait représentaient la tentative de tenir la notion de l'affirmation autonome de la classe contre le pur et simple développement du pouvoir de la classe dans le capital auquel tenait effectivement le reste du mouvement ouvrier, mais pour TC, une telle attitude était vouée à l'échec.

Pour TC, le rôle contre-révolutionnaire des bolcheviques en Russie et de la social-démocratie en Allemagne se trouve dans le fait que « l'affirmation autonome de

la classe contre le capital entre en contradiction avec sa montée en puissance à l'intérieur du capital, en ce que cette montée en puissance est totalement intégrée dans la reproduction du capital....En période de subsumption réelle du travail sous le capital, la montée en puissance de la classe, dans laquelle le travail se pose comme essence du capital, se confond avec le développement même du capital. Elle peut alors, à partir de la première guerre mondiale, se poser en gestion du capital, elle peut devenir en tant que telle la forme aiguë de la contre-révolution...La révolution comme affirmation de la classe affronte sa propre négation (la contre-révolution lui est intrinsèquement liée) dans ce qui est sa raison d'être ». L'affirmation autonome du travail ne peut pas supprimer l'économie, le travail fait ainsi face à la tâche de la gérer.

Toutefois, pendant que la gauche (y compris, comme on l'a vu en Espagne, la plupart des anarchistes) continuait, sans se poser de question, à affirmer la classe ouvrière, l'ultra-gauche, comme le dit TC, nous suggérait : « la révolution et le communisme ne sont pas l'affirmation de la classe telle qu'elle est dans le MPC », mais elle n'en a pas tiré elle-même les conséquences jusqu'à ce qu'elle considérait être la nature révolutionnaire du prolétariat qu'elle a toujours posée comme distincte de son « existence ». L'ultra-gauche fonctionnait sur cette dualité qui pouvait prendre la forme : « prolétariat/classe ouvrière. » Nous pouvons dire : elle en appelait au prolétariat parce que la classe ouvrière l'avait laissé tomber !.

Rejetant cette notion romantique de l'essence révolutionnaire du prolétariat, sortir, pour TC, de cette problématique, c'est historiciser le communisme. TC rejette (et reproche à nos articles d'y demeurer) la conception d'un communisme inchangé qui émergea comme un possible en 1917, fut éclipsé par la contre-révolution, réémergea en 1968 pour être à nouveau éclipsé par la contre-révolution pour réémerger on ne sait quand. Pour TC, il n'y a pas de vérités communistes éternelles. Ce qui se leva en 1917-23 était une révolution/communisme spécifique, marquée par l'idée de libération du travail et d'affirmation du prolétariat. C'était aussi un communisme impossible¹¹. Dans cette analyse, TC s'éloigne de l'explication (la non-explication) habituelle des raisons pour lesquelles les authentiques idées/pratiques communistes ne l'emportèrent pas – le poids de la contre révolution- en se demandant pourquoi la révolution et la contre révolution ont pris ces formes ? TC refuse une explication fondée sur une force extérieure ou des circonstances défaisant la révolution. L'ultra-gauche poussa la compréhension du communisme aussi loin qu'elle put dans un cycle de luttes qui ne pouvait pas échapper à la perspective d'affirmation du prolétariat.

¹¹ . Nous laissons à Aufheben cette affirmation. Le communisme n'était pas « impossible » par rapport à une norme du communisme vrai que nous, maintenant, nous connaîtrions. Cette impossibilité, la période précédente la produisait dans les propres termes spécifiques du cycle de luttes : la contradiction entre affirmation autonome et montée en puissance de la classe. En outre les limites d'un cycle de luttes n'apparaissent comme telles que dans le cycle suivant, elles n'en étaient pas pour le cycle précédent lui-même. Elles étaient ses pratiques et ses actions. Il ne s'agit pas de substituer la façon dont se présentent la réalité et le communisme dans la période postérieure à la façon dont ils se présentent dans la période antérieure (note de TC)

TC, Une théorie de la défaite et de la révolution qui vient.

Se distinguant d'une certaine « pensée révolutionnaire » qui émergea dans la dernière vague de luttes, TC n'affirme pas que si 1917 fut limité par l'affirmation du travail, les luttes de l'ouvrier-masse y avaient complètement échappé en 68-73. Si, pour les gauchistes traditionnels comme pour les ultra-gauche, tout était vu au travers du prisme de 1917, pour certaines tendances révolutionnaires modernes, 1917 n'a pas été « le tournant de l'histoire ou l'histoire n'a pas voulu tourner » : c'est la période 68-73 qui a joué ce rôle.

Contrairement à une grande part de l'ultra-gauche qui vit 68 comme le déroulement d'une lutte nouvelle et réellement communiste, pour TC –et c'est un point crucial– les luttes de 68-73 n'étaient pas un nouveau cycle mais la fin de l'ancien. Malgré tous les aspects nouveaux de refus du travail, de critique de la vie quotidienne, etc..., pour TC, ce fut le dernier soupir du programmatisme. TC voit cela, même dans la production théorique la plus avancée de la période, l'idée de l'auto-abolition du prolétariat exprimée de la manière la plus claire par les situationnistes. Pour TC, qui reprend cette conception au début des années 70, que le prolétariat doive chercher en lui une essence cachée qui est de se détruire lui-même est un paradoxe contenu dans les limites de la lutte des classes. Mais, plus important pour TC, la réponse du capital à ces luttes signifie que cette période programmatique est terminée.

TC est un produit politique et théorique de la vague des luttes qui autour de 68 firent penser à beaucoup, des deux côtés de la barricade, que la révolution était imminente dans les pays capitalistes avancés. Quand cette perspective régressa, beaucoup, de notre côté, refusèrent –et c'est compréhensible– de voir la profondeur de la défaite. Une des choses qui distinguent les analyses de TC est d'avoir commencé tôt à reconnaître la profondeur de la défaite en cours. La clé de son analyse était que la restructuration devait être saisie en tant que modification fondamentale dans les relations sociales. La restructuration a été, pour TC, le dépassement de tous les obstacles posés par l'identité de la classe ouvrière à la reproduction du capital. Pour TC, le changement est suffisant pour justifier l'identification d'une nouvelle phase du capitalisme : « la deuxième phase de la subsumption réelle ».

Nous ne sommes pas convaincus par les bases de la périodisation de TC, mais son introduction, maintenant, d'une nouvelle phase a le mérite de reconnaître la profondeur du changement qui a eu lieu dans les années 70, changement que beaucoup d'autres étaient peu disposés à analyser, ne voyant que la crise et les mesures d'austérité. Quand TC dit que cela a été une défaite de l'identité ouvrière, c'est une transformation profonde de la sphère sociale. La plupart des hérauts de ce changement ont été du côté de la bourgeoisie – on peut penser aux avocats du post-modernisme, aux hérauts de la « fin de la classe ouvrière », etc...- et la réaction révolutionnaire a été de dénier et de minorer ce qui se passait. Cependant, un tel déni implique souvent la répression d'un doute qui fait retour dans un pessimisme sous-jacent et la dépression. Comparée à la période antérieure, la totalité du terrain sur lequel on concevait la lutte a

changé massivement, les bastions du militantisme de la classe ouvrière ont été vaincus, la conscience de la communauté de la classe ouvrière a été désintégrée. TC peut avoir été un des quelques groupes à regarder en face, dès un stade précoce, ce qui se passait et, tout en ne réduisant pas l'ampleur de la défaite, TC se mit dans une perspective positive surprenante. Plutôt que de se polariser sur le sens subjectif de la défaite ressentie intensément par les « révolutionnaires » qui ont connu des temps meilleurs et jugent tous les mouvements récents à l'aune de 68 et de la dernière vague, TC pose une question plus objective : de quoi la défaite était-elle la défaite ? Réponse : de l'identité ouvrière.

Dans la décadence de l'identité ouvrière dont on a pu être témoin depuis les années 70, les gauchistes et la majorité des ultra-gauche avaient tendance à n'y voir que du négatif – c'est pourquoi ils pouvaient la nier. Pour TC d'un autre côté, l'identité ouvrière était à la fois une défense contre les pires effets du capital et fondement de la reproduction capitaliste. En ne niant pas la défaite, TC voit que le capital, en se restructurant pour vaincre dans le cycle fondé sur l'identité ouvrière, a préparé les bases d'un nouveau cycle de luttes où (et ici nous touchons à l'optimisme de TC) : « la contradiction entre les classes est désormais située au niveau de leur reproduction comme classes. Ce niveau de la contradiction implique : la disparition de toute identité de la classe ouvrière, que l'existence du prolétariat comme classe est identique à sa contradiction avec le capital, que le prolétariat ne porte aucun projet de réorganisation sociale fondée sur sa nature. Telles sont les caractéristiques du nouveau cycle de luttes ».

Pour TC, la révolution n'arrivera pas quand, une fois encore, la classe ouvrière affirmera son identité mais quand « dans la lutte des classes, l'appartenance de classe devient une contrainte extérieure imposée par le capital ».

Il nous semble clair que les arguments de TC ont de la valeur, en particulier par l'identification nette de la contradiction au cœur de la problématique ultra-gauche. Ce que dit TC –et c'est essentiel- n'a pas pour objet une petite aire politique et son corpus théorique, bien entendu, mais le développement de capitalisme/lutte des classes dont cette théorie est une expression.

En montrant que ces idées sont inadéquates, TC nous emmène loin du point de vue de la vision béate selon laquelle les idées « communistes » (ultra-gauche) seront chez elles quand la lutte de classe s'approfondira.

Cependant, alors que nous pouvons accepter que reconnaître la profondeur du changement est peut-être bon, nous avons en même temps de nombreuses questions et de nombreux doutes sur le changement. En ne portant pas le deuil de la perte de l'identité ouvrière, ne ratent-ils pas le fait que le prolétariat doit se reconnaître et connaître sa situation pour s'abolir lui-même? La lutte de classe peut-elle être réduite à son (auto)représentation, ou peut-être y a-t-il un moment dans les luttes ouvrières existantes où la classe et sa représentation sont non-identiques, comme le dit Holloway

en mettant en avant : « communion de luttes pour ne pas être classe ouvrière » ?¹² Quand TC caractérise la période actuelle, nous voudrions mieux comprendre dans le détail ses analyses concrètes des luttes. Quand par exemple TC dit « la restructuration a aboli toute spécificité, garanties, Welfare, compromis fordiste » nous nous demandons si TC n'est pas tombé dans la théorie abstraite de la réification de tendances en réalités achevées . TC décrit correctement le courant général, mais ne persiste t-il pas un certain niveau de résistance, surtout dans certains secteurs, dans les pays capitalistes avancés en particulier ?

Il y a une certaine ironie à constater que TC, groupe français, semble se trouver dans la zone anglo-américaine, tant les changements dont parle TC sont avancés. Sans doute la restructuration en Europe a-t-elle eu moins de succès et, s'il faut aller plus loin pour poser la contradiction au niveau de la reproduction des classes, jusqu'où est-ce assez ?

Il y a un autre problème dans les textes que nous avons lus : les définitions caractéristiques des nouvelles formes de luttes sont très abstraites. Peut-être qu'une des questions les plus importantes est : qu'est ce qui définit concrètement et positivement le nouveau cycle ? Est-ce ce que TC appelle le « démocratisme radical », perspective dans laquelle « il n'y a que la promotion de la démocratie, la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme » ? Ou, comme le suggère TC autre part, y-a-t-il quelque chose de plus radical à l'œuvre ? Nous savons par exemple que TC fait grand cas du mouvement des chômeurs de 98 alors que d'autres recensions de cette lutte y ont attaché moins d'importance.¹³

Pour en revenir aux points mis en avant dans les articles sur la décadence, la question clé sous-jacente dans leurs critiques les plus précises est l'absence, dans notre texte, de « l'auto-présupposition du capital » et de « l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital ». Cette absence, dit TC, est typiquement liée à ce que nous préférons le concept « d'aliénation » à celui « d'exploitation ». Contre cela, TC donne un argument sans aucun doute althusserien¹⁴ : « L'implication réciproque est une...détermination du concept d'exploitation, auquel Aufheben semble préférer celui d'aliénation, qui maintient l'extériorité entre le "sujet aliéné" et son "essence" à l'extérieur de lui-même ». Autant nous pouvons accepter qu'il puisse y avoir un problème dans l'article du fait de sa connaissance insuffisante du concept d'implication réciproque autant, pour nous, il ne peut être dû à l'utilisation que nous faisons de celui d'aliénation. Nous pensons plutôt que c'est dans l'attention que l'article accorde à l'aliénation qu'il s'approche le plus de concepts comme celui d'implication mutuelle

¹² "Change the world without taking the power » p.144.

¹³ Voir les articles dans « Stop the clock ! ».

¹⁴ Louis Althusser était philosophe et membre du Parti Communiste Français. Ses idées ont eu un grand impact dans les années 60 et 70. Pour lui, l'aliénation était un concept idéaliste et anthropologique du Marx « immature » des Manuscrits de 1844, concept remplacé, dans l'œuvre de maturité, par des expressions « scientifiques » telles que mode de production et exploitation.

dont TC fait tellement usage. Comme TC ne l'ignore pas – nous en sommes sûrs- le concept d'aliénation est central dans la compréhension du capitalisme dans les écrits de Marx. Dans les Grundrisse :

« Il est donc clair que le travailleur ne peut devenir riche dans cet échange puisqu'en échange de sa capacité de travail, en tant que grandeur fixe disponible, il cède sa puissance créatrice, comme Esaü son droit d'aînesse pour un plat de lentille. Bien plutôt il s'appauvrit nécessairement, comme nous le verrons plus loin, car la puissance créatrice de son labeur se pose elle-même comme la puissance du capital, comme un pouvoir étranger s'opposant à lui. Il se dépossède (*entaüssert sich*) de son travail comme force productrice de richesses ; le capital se l'approprie en tant que telle. La séparation entre travail et propriété dans le produit du travail, entre travail et propriété dans la richesse est ainsi posé dans l'acte d'échange lui-même. Ce qui apparaît paradoxalement comme résultat est déjà contenu dans la présupposition. Ainsi la productivité de son travail, son travail en général, pour autant qu'il n'est plus une capacité mais un mouvement, travail réel, vient s'opposer au travailleur comme une puissance étrangère. Le capital, à l'inverse, se réalise dans l'appropriation du travail étranger... le capital lui-même est essentiellement ce déplacement, cette transposition et ce travail salarié qui comme tel présuppose le capital, du fait même de sa propre position ; le capital est transsubstantiation ; le procès nécessaire qui pose les capacités propres du travailleur comme étrangère à lui » (Grundrisse)

Ou, dans les Manuscrits de 1861-63 :

« Le travail apparaît ainsi être actif dans la production d'une façon telle que, dans le même temps, il rejette sa réalisation en éléments objectifs comme réalité étrangère et se pose lui-même comme force de travail nécessaire purement abstraite face à sa réalité séparée de lui, une réalité ne lui appartenant pas mais appartenant à d'autres ; ce qui pose sa propre réalité comme n'étant pas « être pour soi-même » mais purement pour quelque chose d'autre et en conséquence un être purement autre ou l'être de quelque chose d'autre s'opposant à lui. »

L'aliénation, pour nous, doit être saisie comme l'inversion ontologique du sujet et de l'objet au cœur de la société capitaliste. Dans les relations sociales capitalistes, pour citer Backhaus, « sujet et objet ne s'opposent pas statiquement l'un à l'autre, mais sont plutôt entraînés dans un « processus incessant » d'inversion de la subjectivité en objectivité et vice versa, un processus qui, dans sa totalité, représente la forme la plus générale de l'existence de la société » ¹⁵

¹⁵ Il continue ainsi : « il n'y a rien d'essentiellement énigmatique dans cette pensée . C'est seulement la concrétisation de la thèse de Marx admirable de lucidité : « les circonstances font les

Point crucial : cette inversion n'est pas un processus à sens unique demandant une simple ré inversion pour être à l'endroit. La subjectivité du travail est autant un produit du capitalisme que l'objectivité du capitalisme un produit de la subjectivité. Elles se constituent l'une l'autre. Pour nous, c'est exactement l'aliénation - cette dynamique d'inversion- qui forme la base des concepts même qu'apprécie TC - auto-présupposition du capital¹⁶, implication réciproque, subsumption du travail par le capital et même exploitation. Par exemple la subsumption du travail par le capital se réfère à la manière dont le capital dirige le procès de travail. D'abord sa domination est formelle dans le sens où il prend la direction du procès de travail tel qu'il le trouve, tel qu'il a été développé dans les modes de production antérieurs. Cette domination formelle ouvre la voie à la domination réelle quand le capital est capable de transformer et de révolutionner le procès de travail créant un mode de production spécifiquement capitaliste, une forme qui n'a jamais existé auparavant¹⁷. Toute subsumption est une inversion du sujet et de l'objet résumée dans la notion suivante : « le capital emploie le travail »¹⁸.

Déjà, avec la subsumption formelle, l'organisation entière du travail, les bénéfices de la coopération et de la division du travail sont appropriés par et existent pour le capital, mais ce qui se passe est relativement transparent à cette époque précoce ; avec la domination réelle, le processus subit une mystification parce que « la transposition de la production sociale du travail dans les attributs matériels du capital est si fermement enracinée dans l'esprit des gens que les avantages de la machinerie, l'utilisation de la science, de l'invention, etc, sont nécessairement conçu dans cette forme aliénée ; ainsi tout cela est considéré comme attributs du capital (p. 1058)

hommes autant que les hommes font les circonstances » et Kofler fait bien comprendre que le « concept de circonstances » n'est réellement compris que grâce au concept de « relation de production » Backhaus (citant Kofler) « Entre Philosophie et Science » dans *Open Marxisme* Vol 1, P. 60

¹⁶ Ce terme utilisé par Marx dans les « Grundrisse », est proche de l'idée de la reproduction du capital –comment il reproduit ses pré-conditions hors de son propre procès.

¹⁷ Dans le « Chapitre inédit » : « sur les résultats : dans la domination formelle du travail sur le capital... le capital subsume le procès de travail tel qu'il le trouve, c'est-à-dire prend la direction du travail existant, développé par les modes de production différents et plus archaïques... Cela forme un contraste frappant avec le développement d'un mode de production spécifiquement capitaliste (l'industrie à grande échelle, etc..) cette dernière ne transforme pas seulement la situation des divers agents de la production, elle révolutionne aussi le mode actuel du travail et la nature réelle du procès de travail dans son entier »

¹⁸ Ce que cette phrase banale de la conscience quotidienne signifie est que : « ce n'est pas le travail qui emploie les conditions de travail, ce sont les conditions de travail qui emploient le travailleur » et Marx continue « C'est précisément ainsi que ce dernier devient capital et que le propriétaire qui les possède devient capitaliste vis à vis du travailleur. Cette indépendance cesse naturellement dans le procès en acte du travail mais le procès de travail total est un procès du capital, le travail y est incorporé au capital. Jusqu'à ce point que le travailleur est présent dans le procès au même titre que le travail, il est lui-même un moment du capital. »

L'aliénation, au sens de la séparation des humains les uns des autres et de leur monde, et au sens de subsumption du travail par le capital, ce qui signifie : « transposition » « transsubstantiation » « transposition » « déplacement » du travail vers le capital, est au centre du concept de capital. Qu'il y ait échange entre le travail passé et le travail vivant, échange dans lequel l'ancien domine ne se produit qu'à cause de l'auto-présupposition du capital. L'auto-présupposition c'est le travail posé/produit par le procès antérieur et la poursuite du procès de séparation dans la forme contradictoire et antagonique du capital et du travail salarié. Le caractère même de choses objectives d'une part et de conscience d'autre part, le caractère de subjectivité séparée, sont produits dans le cadre des relations sociales capitalistes. Les relations sociales entre les individus exprimées comme un mouvement des choses deviennent autonomes, cependant que l'individu est produit en tant qu'individu bourgeois atomisé.

Le capital dès lors n'est pas simplement « travail objectivé » et travail subjectif sans objectivité, ils sont tous deux les formes dans lesquelles l'unité de l'individu social est clivée. Le capital est la valeur en mouvement entre les deux formes du travail tout en restant toujours le capital. Le capital sépare les êtres humains puis contrôle leur mise en relation, il subordonne cette relation à ses buts. Le travail est du capital parce que dans la forme du travail aliéné il est la substance du capital. Ainsi le rapport entre le travail salarié et le capital n'est pas une opposition extérieure mais une relation interne et quand le capital apparaît être le côté « chose », cette chose n'est du capital que par sa relation à son côté opposé et ainsi cet opposé qu'est le travail salarié est au sens vrai la forme la plus fondamentale du capital.

Ainsi les concepts même qu'apprécie TC dans la critique de l'économie politique de l'époque de la maturité sont fondés sur l'aliénation. La présupposition mais aussi le résultat de la production capitaliste est la séparation entre les ouvriers et les moyens de production, c'est-à-dire entre le travail vivant et subjectif et le travail passé et objectivé. Cette séparation est un état d'aliénation et est maintenue par un procès actif d'aliénation. Ce procès d'aliénation a deux phases principales : la vente de la force de travail et son utilisation par le capital¹⁹. Les deux sont en interrelation. Par la vente le travailleur a cédé la valeur d'usage de sa force de travail au capital - dès le début du procès le travail est incorporé au capital.

Ainsi, bien que dans le procès de production en acte la séparation soit supprimée dans une unité temporaire, car le travail appartient au - est subsumé par - le capital, dès le début l'unité est unité pour le capital et la séparation est immédiatement de nouveau là quand le procès prend fin, quand ce qui est nécessaire à la reproduction existe de nouveau comme une objectivité appartenant au capital. L'auto-présupposition du capital est ainsi « l'autre » présupposition du travail, l'auto-présupposition de

¹⁹ on doit se souvenir que le terme d'aliénation est simplement le terme utilisé pour nommer ce qui se passe quand on vend quelque chose

l'aliénation. Il nous semble tout à fait possible que TC puisse être d'accord avec la majeure partie de cet exposé.

Après tout TC dit de notre exposé : « Pour nous, le marché ou la loi de la valeur ne sont pas l'essence du capital ; son essence est plutôt l'auto-valorisation de la valeur : c'est-à-dire l'essence du travail aliéné. Ce sont là des formulations qui pourraient très bien être les nôtres ». L'acceptation que valeur = travail aliéné, que le travail abstrait aliéné est la substance de la valeur est pour nous la clé de la bonne lecture de Marx, TC l'agréera au moins à un certain niveau puisque qu'elle accepte et utilise le terme d'aliénation. L'exposition de sa critique se trouve dans un de ses articles :

« Ne confondons pas "le travail aliéné" tel qu'il fonctionne dans les "Manuscripts..." et l'aliénation du travail que l'on retrouvera dans les "Fondements..." ou dans "Le Capital". Dans le premier cas, le "travail aliéné" est l'auto-mouvement de l'essence de l'homme comme être générique ; dans le second, il n'est plus question d'essence de l'homme, mais de rapports sociaux, historiquement déterminés, dans lesquels le travailleur est séparé en totalité ou en partie de ses conditions de travail, de son produit et de son activité elle-même».

La réaction de TC à certaines de nos utilisations du terme d'aliénation est fondée sur son repérage (assez correct) dans les articles de certaines formulations tirées non pas des *Grundrisse* ou du *Capital* mais des *Manuscripts de 44*. Quelque chose nous sépare de TC, c'est l'appréciation très différente des *Manuscripts de 44*. TC indique qu'elle n'aime pas ce texte, nous - tout en acceptant qu'il a des limites - nous y voyons l'essentiel de la critique de Marx de l'économie politique (CEP). Nous avons dit que la plupart des concepts qu'aime TC dans le Marx ultérieur peuvent être vus à l'état embryonnaire dans les *Manuscripts de 44*²⁰.

TC accepte l'interprétation d'Althusser d'après laquelle la façon dont Marx utilise l'aliénation dans les *Manuscripts de 44* est essentiellement Feurbachienne. Pour TC, dans les *Manuscripts de 44* : « le mouvement fondateur et premier est celui de l'auto-aliénation de l'Homme dans son rapport à lui-même, tout en découle : le travailleur, le travail aliéné (qui sert à matérialiser l'auto-aliénation de Feurbach), la propriété privée, etc. Le point de départ est l'auto-aliénation de l'Homme en tant qu'être générique l'autodétermination (auto-mouvement) de son essence définie comme une universalité interne reliant les individus, comme un processus naturel (ce qui sera critiqué dans la sixième thèse sur Feuerbach) ».

Il nous semble que TC (et Althusser) se trompent. Marx est loin d'utiliser - comme le pense TC - un être-espèce, un simple concept Feurbachien d'être générique, une universalité interne reliant les individus. Marx présente l'essence

²⁰ Quelque chose dont TC dit connaître le danger : « Notre lecture des « Manuscripts de 44 » est déterminée à un tel degré par notre connaissance de l'œuvre complète de Marx que nous avons des difficultés à lire ce qui est réellement écrit ». Peut-être que jusqu'à un certain point c'est ce que nous faisons, mais là où TC ne voit que rupture nous voyons le lien. Cependant nous pensons que le lien l'empporte sur la rupture.

humaine comme n'étant rien d'autre qu'activité, qu'une relation vivante, une relation qui se développe avec la nature, une activité créée/constituée non primitivement dans la conscience (quoique l'être humain soit être conscient) mais au travers de l'activité sociale. L'activité humaine historique en transformant la nature, en créant une sociabilité spécifiquement humaine, transforme l'Homme, l'activité s'est produite dans la forme capital. L'essence humaine, pour le Marx des *Manuscrits de 44*, n'est pas une catégorie générique, elle n'est pas un donné fixe, elle est en devenir. L'essence humaine est en dehors de l'individu, elle est dans les relations sociales historiquement déterminées, elle y est immergée. En dépit de son éloge de Feuerbach, Marx, dans les *Manuscrits de 44*, est déjà au-delà de lui. L'Homme se fait lui-même dans la forme de l'aliénation (estrangement)²¹.

Quand nous disons : « La révolution est le retour du sujet en lui-même », c'est une ligne sortie presque directement des « Manuscrits de 44 »²², que TC n'aime pas. TC objecte que cela « ne dépasse pas réellement la contradiction ou ses termes, mais représente simplement le retour du sujet en lui-même. (cela sent la téléologie) » Acceptons qu'il y ait un problème. Si le sujet était la classe ouvrière alors TC aurait raison de dire que nous restons dans une perspective de révolution comme affirmation, comme triomphe du prolétariat et non de son abolition dans l'abolition du capital. Marx insistait toujours sur le fait que la classe ouvrière n'est pas la seule à souffrir de l'aliénation, l'important réside plutôt dans la manière de connaître l'aliénation c'est-à-dire ne n'être pas confirmée en elle²³. Mais l'autre choix selon lequel le sujet aliéné qui retourne à lui-même est l'humanité pourrait sembler impliquer une idée quasi-religieuse d'un retour à un mythique sujet harmonieux, une sorte d'âge d'or.

Alors, avons-nous tort et Marx avec nous, d'employer cette phrase ? Devrait-elle être rejetée comme faisant partie d'une problématique humaniste ainsi que TC le soutient, à la suite d'Althusser. Nous acceptons que le sujet de cette formule ne puisse être ni le prolétariat ni une humanité préexistante partie à l'aventure et qui se serait perdue. Dans l'aliénation le sujet qui existe des deux côtés en tant que prolétariat et capital est en vérité, tout simplement, les capacités aliénées de l'humanité. De telles capacités font aussi partie de la subjectivité humaine mais elles sont produites (et ne pouvaient être produites qu'ainsi) - pour utiliser une phrase à la TC- « sous un mode

²¹ Notes sur Mill, dans les écrits de jeunesse.

²² Le communisme est le dépassement (transcendance) positif de la propriété privée comme auto-aliénation et est ainsi l'appropriation réelle de l'essence humaine par et pour l'Homme, le communisme est ainsi le retour complet de l'Homme à lui-même en tant qu'être social (c'est-à-dire humain), un retour accompli consciemment et embrassant l'entier développement de la richesse.

²³ Le sujet d'avant la société de classes et l'aliénation était une unité indifférenciée avec l'objet. L'aliénation capitaliste a produit le sujet et l'objet, ils ne sont pas fixes mais une inversion continue. Le communisme les ramène ensemble à un niveau supérieur, permettant une individualité supérieure à celle qui fut à l'œuvre avant la société de classes.

d'être dénié »²⁴. La révolution n'est pas le retour ahistorique du travail en lui-même mais bien plutôt le retour de ce qu'a développé le travail aliéné à ceux qui ont été aliénés. C'est une unification de l'individu social fragmenté.

En un sens, le sujet qui retourne à lui-même c'est l'humanité, non pas le prolétariat ou une humanité d'avant l'aliénation, c'est une humanité venue au travers de l'aliénation, ainsi le sujet n'existe pas déjà en dehors de l'individu social fragmenté produit par le capitalisme. Pour nous et pour le jeune Marx la notion de retour concerne la (ré) union des humains avec la nature sociale qu'ils ont créée historiquement et qui n'existait pas avant. Cette nature sociale n'a jamais existé que dans des conditions aliénées, le dépassement de l'aliénation sera quelque chose qui n'a jamais existé avant. Si l'aliénation est l'inversion, un mouvement de va et vient entre subjectivité et objectivité, le sujet/objet qui se scinde est en lui-même une manifestation de l'aliénation. L'objectivité capitaliste est une drôle d'objectivité, une seconde nature construite par l'activité humaine dans les formes de l'aliénation. L'être humain est scindé et fragmenté, l'aliénation implique la production par les êtres humains de leur existence « hors » d'eux-mêmes, mais l'objectivité produite - l'objectivité de la valeur - est un étrange phénomène agissant en retour sur les producteurs. L'existence de l'économie comme « seconde loi de la nature » séparée des individus qui la créent est une « objectivité de la valeur » fondée sur ce que Marx appelle dans le *Capital* des formes « dérangées » (détraquées). Il y a un devenir à soi de l'humanité au travers de l'aliénation. Le capital est les capacités essentielles de l'espèce - les pouvoirs productifs implacables du travail social- se développant comme leur propre fin (production pour la production), leur ré-appropriation n'implique pas une gestion démocratique de ce système de production, mais une nouvelle forme de l'être humain. L'humanité dont nous sommes aliénés est une humanité qui n'existe pas encore. Est-ce une téléologie ? Peut-être mais si cela en est une, on peut vivre avec .

En opposition à ça, TC rejette l'idée qu'elle trouve dans les *Manuscrits de 44* de « nécessité de l'aliénation » comme « devenir de l'Homme dans l'aliénation » ; en disant : « La nécessité de l'aliénation est de produire les conditions de sa suppression » nous sommes au royaume de la téléologie avec laquelle Marx a réglé ses comptes d'une manière encore ambiguë dans *L'idéologie allemande* . Mais même 20 ans plus tard dans le *Sixième Chapitre* manquant, qu'aime TC, Marx dit toujours la même chose :

« Au niveau de la production matérielle, du véritable procès de la vie sociale - qui n'est autre que le procès de production - nous trouvons le même rapport qu'au niveau de l'idéologie, dans la religion : le sujet est transformé en objet, et vice versa.

Du point de vue historique, cette inversion représente une phase de transition qui est nécessaire pour contraindre la majeure partie de l'humanité à produire la richesse pour soi, en développant inexorablement les forces productives du travail social, qui seules peuvent constituer la base matérielle d'une libre société humaine. Il est nécessaire de passer par cette forme antagonique, tout comme de donner tout d'abord aux forces

²⁴ Une phrase que nous reprenons de Gun, « *Common sense* ».

spirituelles de l'homme la forme religieuse, en les érigeant en puissances autonomes face à lui.».

En fait on pourrait dire que toute l'idée du programme implique une période où l'aliénation et l'existence de l'économie semblent s'imposer comme une nécessité au prolétariat .

En opposition avec cette analyse de l'aliénation que nous avons faite, TC met l'accent sur l'exploitation (nous publions plus bas sa définition de l'exploitation) . Nous admettons que la compréhension par TC de l'exploitation va plus loin que la compréhension de l'aliénation que l'on peut tirer des *Manuscripts de 44*. Toutefois nous avons dit que l'accent mis par TC sur l'exploitation n'est possible que parce qu'elle a une compréhension inhabituelle de l'exploitation, plus proche, de notre point de vue, de ce que nous comprenons comme aliénation. Dans ses 7 points définitoires elle réunit ; auto-présupposition, implication réciproque et subsomption du travail sous le capital, - en particulier le dernier point - comme le dit TC, « l'exploitation est subsomption »

Ainsi l'exploitation est saisie par TC comme la relation contradictoire du capital et du travail une relation totale des classes . En effet elle semble se servir du *Sixième Chapitre* inédit pour élargir la théorie de la plus-value exactement comme le fétichisme peut être utilisé pour élargir la théorie de la valeur. Mais, de la même façon que le fétichisme nous renvoie à l'aliénation, la subsomption aussi. Dans la définition particulière de l'exploitation que développe TC, nous avons essentiellement une compréhension à la fois historique et plus concrète de l'aliénation que Marx développe dans ses travaux postérieurs aux écrits de jeunesse, mais c'est toujours l'aliénation. Le capital n'exploite pas au travers de la domination directe personnelle mais sur la base de l'aliénation et du pouvoir impersonnel des choses - une aliénation économique appuyée sur la force aliénée de l'Etat. Ce qui compte ce n'est pas d'utiliser le concept d'aliénation de 1844 comme une alternative à la critique de l'économie politique faite ultérieurement, mais de saisir cette critique de l'économie politique comme un développement de la dynamique de l'aliénation.

TC pourrait dire que nous sommes complètement métaphysiciens avec un sujet qui retourne à lui-même alors qu'il n'a jamais existé avant ; TC pourrait dire aussi qu'elle préfère l'exploitation comme concept-clé à cause sa « dureté » et de sa précision. Mais pour nous, c'est l'aliénation qui est le concept le plus spécifique du capitalisme. L'exploitation, l'extraction du surtravail définit en général toute société de classe alors que l'extraction du surtravail sur la base de l'aliénation est spécifique au capitalisme. L'exploitation comme valorisation c'est le travail devenant étranger (alien) et une théorie de la valorisation et du capitalisme ne peut qu'être fondée sur l'aliénation et le fétichisme. L'aliénation traite d'aspects du capital que la catégorie de l'exploitation ne peut traiter qu'en étant étendue au maximum. En effet TC doit aller à l'encontre du sens dans lequel la catégorie de l'exploitation a été utilisée. Que « le travailleur est exploité » a été effectivement souligné par la gauche traditionnelle dans une vision où la classe ouvrière existait indépendamment du capitalisme sans implication réciproque, le

problème étant alors que le capitalisme l'exploite. En conséquence, elle avait besoin d'être « libérée de l'exploitation » dans un régime (du travail) socialiste.

Cela se ramène probablement à une question de contextes politiques différents (*Cette question de l'insistance plus grande sur l'aliénation ou sur l'exploitation - note de TC*) L'usage fait par TC de ce que dit Althusser sur l'aliénation fait partie d'une réaction à une certaine ultra-gauche ou à certains pro-situs qui tenaient un discours sur l'aliénation et /ou une critique du travail idéologique : l'aliénation comme état psychologique ou comme séparation d'avec une essence humaine possédant une tendance inhérente au communisme. Depuis 68, en France spécifiquement, l'ultra-gauche s'est développée dans 2 directions, l'une minoritaire - celle de TC - l'autre plus humaniste se centre sur la différence entre capital et communauté humaine²⁵. TC voit la dernière approche comme une impasse théorique. Tandis que pour nous, le contexte politique provoqua un résultat à peu près inverse ! L'ultra-gauchisme, particulièrement l'ultra-gauchisme sophistiqué, avec son retour à une problématique humaniste auquel TC a répondu, est à peine une issue pour nous. Pour nous, la confrontation et les discussions ont beaucoup plus entraîné le besoin d'insister sur l'aliénation contre un gauchisme objectivé qui insistait sur l'exploitation. L'insistance sur l'exploitation, « la théorie de la plus-value », était largement la caractéristique de la majorité des marxistes scientistes, tels par exemple ceux qui croient à l'existence de quelque chose comme l'économie marxiste. Se centrer sur l'aliénation nous semblait essentiel parce que l'idée d'une existence désaliénée touche à la radicalité de ce que signifie le communisme, à l'encontre des conceptions dominantes du socialisme. La critique de l'aliénation est tout à la fois critique de la politique et de tous les régimes tenus pour être des transitions au communisme.

Sur la question de l'aliénation nous ne pensons donc pas qu'il y ait beaucoup de chance que nous devenions althussériens. Mais pour être honnête, TC n'est pas althussérienne, elle a trouvé quelque chose d'utile dans Althusser, Balibar, etc. TC précise que leur lecture sérieuse n'a commencé qu'il y a quelques années, c'est-à-dire longtemps après que ses principales positions ont été développées. Nous pouvons être d'accord pour prendre les idées utiles là où on les trouve. Probablement qu'en France,

²⁵ Pour TC la tendance dominante de l'ultra-gauche essaie de répondre à la question : « comment une classe, agissant strictement en tant que classe, abolit le capitalisme ? » en reprenant la contribution des « gauches » sans les aspects gestionnaires (« *Mouvement communiste* » revue et livre) ou en l'abandonnant pour n'en laisser qu'un catalogue de « positions révolutionnaires » (*Bail à céder*) dont les « révolutionnaires » étaient les seuls garants (le MC n°4). Cette voie fût poursuivie par les revues *Le Brise Glace* et *Mordicus* mais avec de plus en plus de références à une conception humaniste du prolétariat, références devenues dominantes dans le *Brise Glace* : la libération de l'activité humaine du travail ou de la classe, le capital comme oppression, le prolétaire comme pauvre. Finalement cette démarche n'est plus capable d'envisager la contradiction entre prolétariat et capital comme productive du communisme, la vision d'ensemble est devenue celle d'une opposition entre tendances communiste et capitaliste. Cela a fini dans une compréhension entre la véritable communauté et la fausse - la démocratie (d'où la déviation révisionniste – cf. TC 13).

un coup d'œil sur ce que la pensée académique peut offrir montrerait que les courants influencés par Althusser sont incontournables, alors que nous trouvée la réaction du « marxisme hégélien » contre l'althusserianisme plus utile. Toutefois une telle appropriation doit être prudente et cela nous intéresserait de savoir ce que TC pense bon et important chez Althusser / Balibar - ce que TC accepte et ce qu'elle rejette. Quels sont les textes ou les concepts que TC pense être des clés ?

Questionner la périodisation du capitalisme par TC

Une autre position essentielle sur laquelle nous avons des doutes, c'est la périodisation par TC du capitalisme. TC semble faire grand cas de la périodisation du capitalisme dans les termes d'une dichotomie entre la subsomption formelle et la subsomption réelle pour expliquer les transformations de capitalisme. Pour TC il y a stade de subsomption formelle jusqu'aux alentours de 1900 ou de la 1^{ère} guerre mondiale, une première phase de la subsomption réelle sur le travail jusqu'aux années 70 et une deuxième phase de subsomption réelle depuis lors. Le mouvement ouvrier fondé sur l'affirmation de l'identité ouvrière se développa dans la période de subsomption formelle, il devint l'institutionnalisation du travailleur collectif dans la 1^{ère} phase de la subsomption réelle puis, avec la 2^{ème} phase, il subit un irréversible déclin.

TC n'est en aucune façon le seul groupe à utiliser ces catégories de périodisation du capitalisme. C'est, peut-être, dans sa présentation par les marxistes autonomes, avec les thèses de « l'usine sociale » élaborées par Tronti et reprises avec enthousiasmes par Negri, que cette périodisation est la plus connue. Cependant nous pensons que le premier qui en a développé l'idée fût Jacques Camatte dans *Invariance*, idée qui a été, à sa suite, adoptée par une grande partie de l'ultra-gauche française au début des années 70. Nous-même l'avons adoptée sur un point dans les articles sur la décadence. Cette périodisation a beaucoup d'attraits. A la différence de la problématique du déclin que nos articles critiquaient, la périodisation sur la base de la subsomption formelle ou de la subsomption réelle saisit la manière dont le monde est devenu de plus en plus capitaliste. La subsomption réelle décrit la marchandisation (*commodification*) et la pénétration par le capital de toutes les sphères de la vie sociale. La subsomption réelle montre l'extension de la domination du capital et jusqu'où elle s'est renforcée.

Mais, comme nous l'avons vu, les manières diverses de mettre à l'épreuve et d'utiliser cette périodisation nous amène à penser que, peut-être, son attrait même tient à son flou et à son manque de précision théorique-elle peut signifier toutes sortes de choses à toutes sortes de gens²⁶. Par exemple, alors que pour beaucoup, la périodisation a été le moyen de laisser tomber l'idée de déclin, d'autres l'ont combinée avec cette théorie, pour d'autres (Camatte) c'est devenu un élément d'une rupture avec Marx, d'autres encore ont essayé de suivre de très près ce que Marx a écrit (Communisme ou

²⁶ Le texte principal pour comprendre ce que Marx entend par subsomptions formelle et réelle se trouve dans les « Manuscrits de 1861 – 63 ».

civilisation). Alors qu'utiliser cette périodisation contre le schématisme de l'ascension et du déclin du capitalisme est sans doute une utilisation utile, nous nous demandons s'il n'y a pas un nouveau danger de schématisme stérile avec des périodes fondées sur deux formes de subsomption ? Ainsi nous avons de sérieux doutes sur cette périodisation et voudrions savoir si l'utilisation qu'en fait TC ne véhicule par les problèmes que nous avons relevés chez ses autres défenseurs.

La périodisation du 20^{ème} siècle faite par TC donne beaucoup de sens à leur façon de voir les ruptures qui sont survenues (elles correspondent aux vagues révolutionnaires qui nous sont familières) et le contenu qu'ils donnent à une phase est aussi très repérable. Cependant TC semble mettre dans ces phases plus qu'une simple description des éléments - clés de ces périodes, les phases sont censées être explicatives c'est-à-dire que le fait d'entrer en subsomption réelle en explique les changements et le fait d'entrer dans la seconde phase explique les changements ultérieurs. Ainsi il nous semble que TC devrait expliquer comment les changements dans le procès de travail autour de 1900 marquent sa subsomption réelle, comment cela est relié à la lutte de classe générale et au mouvement ouvrier et comment les divers aspects auxquels elle identifie ces étapes sont expliqués par les changements dans le procès de travail. Qu'est ce qui, en d'autres mots, justifie d'appeler ces périodes qui succèdent aux grandes vagues de lutte autour de 1917 et de 1968, des phases de la subsomption réelle du travail ? Peut-être serait-ce en grande partie clarifié par la traduction d'un plus grand nombre des textes de TC, mais une fois encore nous sommes rivés à ce que nous avons

Un des problèmes en cause est l'extension de la catégorie de la subsomption réelle de l'usine à la société, est-elle que la subsomption réelle de la société est quelque chose de distinct de la subsomption réelle du travail ? Ou est-ce ce qui, à la suite, change dans la société quand la subsomption réelle dans l'usine est devenue dominante ? Si la subsomption réelle est un caractère spécifique du 20^{ème} siècle, alors qu'est-ce exactement que la subsomption réelle du travail ? Avons-nous affaire à une idée renvoyant à la vue cavalière d'une tendance générale dure ? ou bien à une périodisation très ferme à laquelle beaucoup de choses doivent être reliées ? Si la question est le devenir dominant de la plus-value relative alors définir la dominance ? Quid des dates ? Comment relier de façon générale les transformations dans le procès immédiat de production avec la circulation ? Comment cela se relie au rapport entre la politique et l'économie ?

Pour Marx, les subsomptions formelle et réelle du travail étaient clairement des étapes de l'émergence du mode de production capitaliste et pas une façon de périodiser sa maturité. Comme nous l'avons déjà évoqué, la subsomption formelle existe quand un procès de travail pré-capitaliste est utilisé et dominé par le capital, la subsomption réelle existe quand le procès de travail est transformé (l'exemple classique de la subsomption formelle était le « putting out system » où la capacité de production traditionnelle des paysans qui s'effectuait à domicile commença à être mise en œuvre pour un intermédiaire capitaliste qui les approvisionnait en matière première et emportait les produits finis). Avec la subsomption formelle l'exploitation ne peut prendre que la

forme de la plus-value absolue, l'extension de la durée absolue de la journée de travail au-delà du temps durant lequel le travailleur travaillait précédemment et doit toujours travailler pour produire la valeur de ses moyens de subsistance. Avec la subsomption réelle le capital est capable d'obtenir aussi la plus-value relative c'est-à-dire d'augmenter la productivité, ce qui permet de reproduire la valeur du salaire - les moyens de subsistance - en moins de temps, laissant relativement plus de temps pour la production de plus-value.

Toutefois, cela veut dire que même la forme la plus précoce de la production capitaliste décrite par Marx - la coopération - comporte des éléments de subsomption réelle comme le fera la phase suivante, la manufacture, évidemment l'époque de l'industrie à grande échelle est fondée sur la subsomption réelle²⁷. Bien sûr il y a de bons arguments pour dater la subsomption réelle du 3^{ème} tiers du 18^{ème} siècle seulement, avec l'utilisation de la machinerie et de l'industrie à grande échelle. On peut aussi arguer que la lutte de classe sur la journée de travail est décisive pour la subsomption réelle et donc la dater du milieu du 19^{ème} siècle. Ceci se fondant sur le fait que la lutte de classe imposant une limite à la journée de travail forçait le capital à s'appuyer de plus en plus sur la plus-value relative, la plus-value absolue étant bloquée, mais nous n'arrivons pas à voir sur quoi se fonde la mise en place de la subsomption réelle autour de la 1^{ère} guerre mondiale, ni à voir pourquoi les changements indubitables qui ont eu lieu dans les années 1970 seraient une nouvelle phase de la subsomption réelle.

Si, comme nous le comprenons, l'argumentation de TC se fonde sur la subsomption réelle du secteur II, (qui est la part de la production capitaliste consacrée aux moyens de subsistance de la classe ouvrière et qui par là affecte la valeur de la force de travail), elle suit là le travail de l'école de la régulation²⁸. Cependant l'école de la régulation utilise le critère de la subsomption du secteur II comme base de la théorie du fordisme, passage de l'accumulation extensive à l'accumulation intensive et ne parle pas de la subsomption réelle du travail. L'idée de TC sur la subsomption réelle correspond-elle à celle d'Aglietta sur l'accumulation intensive ? De toute façon l'industrie - clé du début de capitalisme n'était-elle pas le coton, un bien de la section II ? Plus fondamentalement le capitalisme n'a-t-il pas toujours dépendu de la subsomption et de la révolution massive de la production de la partie essentielle qu'est la section II, l'agriculture ? Au plus tard, à partir de 1850, l'introduction de la science mécanique et de la machinerie est caractéristique de la subsomption réelle. Finalement n'est-ce pas là le problème de la spécificité des divers pays ? Par exemple si on utilise l'importance de la paysannerie comme un critère de ce que l'agriculture n'est pas pleinement subsumée, cela ne donne-t-il pas des pays évoluant vers la subsomption réelle à des époques différentes ? Bien sûr, il serait cohérent de considérer le capital comme évoluant de la domination formelle à la domination réelle dans des aires différentes du monde, à des périodes différentes. Les dernières décennies ont montré

²⁷ Cela est souligné par la position donnée par Marx à ces systèmes de production dans la 4^{ème} partie du *Capital* : « La production de la plus-value relative. »

²⁸ Michel Aglietta, *Une théorie de la régulation capitaliste*.

toute une série de pays, de la Corée du sud à l'Inde en passant par l'Indonésie et la Chine, passer à la subsumption réelle, mais seront-ils à la 1^{ère} ou à la 2^{ème} étape ? Nous n'avons aucune indication à ce sujet dans ce que nous avons lu de TC, en fait nous avons un soupçon d'eurocentrisme voire même de franco-centrisme dans son analyse.

Nous pensons qu'il est possible de concevoir le passage à la subsumption réelle d'une manière plus flexible. TC acceptera sans aucun doute que la subsumption réelle du travail présuppose sa subsumption formelle, très exactement comme la production de plus-value relative présuppose la production de plus-value absolue. En suivant ce raisonnement on peut soutenir qu'après la transition historique à la subsumption réelle du travail sous le capital, qui eu lieu avec l'émergence du mode de production capitaliste, il demeurerait une tension entre les deux formes. Même dans les industries depuis longtemps « réellement subsumées » le capital s'emparera toujours du procès immédiat de production que le capital aura développé dans l'accumulation antérieure avec les limites que la lutte de la classe ouvrière lui aura données. A tout moment les ouvriers tenteront de défendre leurs qualifications et leurs pratiques de travail ; ainsi par exemple, le taylorisme a été introduit pour briser le pouvoir des ouvriers d'industrie qualifiés sur le procès de production. Ces qualifications et ces pratiques n'étaient pas pré-capitalistes - la plupart n'existaient pas 100 ans auparavant - mais étaient des qualifications et des pratiques développées pendant des dizaines d'années de luttes et de compromis. Un autre exemple pourrait être l'industrie informatique qui, d'un côté est décisive pour révolutionner le travail et donc pour la subsumption réelle, mais en ce qui concerne sa propre production de logiciels construit un cadre de travail où la relation entre les personnifications du capital et du travail ressemble à la subsumption formelle du travail qualifié. Si on voulait chercher à utiliser les subsumptions formelle et réelle sur le travail d'une façon qui serait au-delà l'utilisation qu'en fait Marx, alors cette approche serait une conceptualisation plus fine de l'implication réciproque du capital et du travail dans les limites de ces catégories que celle présentée par TC. Au lieu d'une seule transition une fois pour toute, nous pourrions avoir de nombreuses transitions, à différents moments et différents endroits et il faudrait donner un contenu concret aux termes abstraits de réel et formel.

La critique des articles sur la décadence

Sans chercher à défendre ces articles, revenons brièvement sur les critiques de certains points. TC relève correctement qu'en dépit de notre observation juste que « le communisme est un contenu - l'abolition du travail salarié - pas une forme » notre traitement de la révolution russe reste formel. On pourrait dire que nous restons dans les termes du débat des années 1960-70, de l'autogestion contre le centralisme bolchevique dont *Les bolcheviques contre le contrôle ouvrier* est peut-être un classique. TC tranche au cœur du débat, après avoir cité une situation rapportée par Voline où l'opposition entre tentative des ouvriers « d'organiser eux-mêmes les transactions avec d'autres firmes » et tentative bolchevique de centraliser le processus était clairement démontré.

TC pose la question : « Mais était-il possible d'imaginer un échange qui ne prendrait pas une forme aliénée des échangeurs qu'il réunit ? »

Ici TC suggère que l'autogestion et le contrôle bolchevique étaient deux réponses à la même fausse question posée par les limites de la révolution, son incapacité à poser le communisme comme communisation. Pour TC la contre-révolution bolchevique demande à être « reliée au contenu de la révolution », un contenu relié lui-même à la nature de la contradiction entre le capital et le prolétariat dans ce moment historique. La contre-révolution était charriée par la révolution. Les bolcheviques étaient simplement ceux qui la mettaient en œuvre. TC semble présenter un déterminisme de la révolution russe. Pour TC l'échec de la révolution russe était déterminé, mais pas par le niveau des forces productives considérées d'un point de vue technique, quelque chose d'extérieur à la classe, mais plutôt par le caractère de la relation capital - *travail* du moment, relation impliquant une lutte de classe prenant la forme de diverses conceptions de l'affirmation du prolétariat dont aucune par nature ne pouvait mettre le capital en question. La réponse de TC à : « Pourquoi la révolution russe s'est-elle développée comme elle l'a fait ? » s'exprime alors dans les termes du concept de programmatisme. L'approche de TC met très certainement en perspective le traitement de la révolution russe et offre le moyen d'échapper au « russocentrisme de 17 » de la majeure partie de l'ultra-gauche. TC a aussi correctement observé un autre point. Lorsque nous critiquons l'exposé que fait *Radical chains* de la relation du salaire et du welfare nous tombons dans le modèle selon lequel on a d'un côté la valeur et de l'autre les activités étatiques, à propos de quoi TC dit « qu'être embarrassée fait partie de la définition de la valeur », c'est-à-dire que des formes « politiques » agissant sur la classe « sont des attributs de la valeur, du salaire et de l'exploitation ». En revenant sur ces points nous conservons notre position critique générale de *Radical chains* selon laquelle une relation spécifique entre l'économie et les forces politiques - la *New poor law* du 19^{ème} siècle - ne peut être prise pour la forme essentielle à partir de laquelle les autres représenteraient un déclin de la loi de la valeur. Cependant, la façon que nous avons d'élaborer notre critique tombe dans les séparations fétichisées de la politique et de l'économie. Parler de la valeur en relation avec son fondement, la marchandise - force de travail comme contrainte par des forces politiques est faux. L'Etat n'est pas séparé d'avec la relation salariale - il forme une partie de son existence même. Notre analyse n'avait pas su intégrer que la séparation de l'économie et de la politique dans le capitalisme est un dédoublement de la relation capitaliste et qu'ainsi la valeur n'est plus seulement une catégorie de « l'économie », du « marché », mais est tout autant une catégorie de « la politique », de l'action et des dépenses de l'Etat, l'économie et la politique sont deux aspects complémentaires de la relation de la valeur - qui est une relation de classes. Nous aurions du prendre plus au sérieux notre propre lecture du travail de Marx sur la relation de l'Etat capitaliste.

Sur la crise TC se focalise sur l'exposé que nous faisons de la contradiction entre les forces productives et les relations sociales, exposé se trouvant en note de bas de page de la 3^{ème} partie de l'article. On se souvient que, parmi toutes les critiques des

autres théories de la crise, il y avait le souhait d'indiquer la direction dans laquelle une compréhension plus fructueuse de la crise pouvait se trouver. TC dit que notre formulation n'échappe pas au dualisme selon lequel il y a « d'un côté la crise, de l'autre la lutte de classe : une rencontre d'intérêts divergents modelant le cours du capital, mais le cours du capital et la crise ne sont pas conçus en eux-mêmes comme lutte de classes ». Nous sommes très heureux d'admettre qu'il faille y travailler encore car telle qu'elle est notre compréhension n'échappe pas à la problématique objectiviste.

Un jugement analogue est fait par TC de notre analyse du marxisme autonome qui malgré plusieurs critiques justes de la théorie « lutte de classe » de la crise, se termine par une sorte de position mitigée. TC dit rudement, mais probablement justement : « Vous cherchez à désobjectiver la contradiction entre le capital et le prolétariat mais vous gardez de côté un peu d'objectivité, surtout pour les périodes de contre-révolution ». Nous avons le sentiment qu'ici TC a raison, notre critique du marxisme autonome et nos suggestions pour une théorie alternative de la crise n'allaient pas à la racine parce que la véritable racine de la critique du marxisme autonome devrait être une théorie qui échappe au couple objectivisme / anti-objectivisme, une théorie que nos articles appelaient mais ne produisaient pas. Nous pensons que TC peut montrer la voie d'une telle théorie :

Critiquer radicalement l'objectivisme, détruire théoriquement l'économie en tant que telle est absolument nécessaire ou bien on ne fait que du subjectivisme, c'est-à-dire qu'en s'imaginant donner un rôle de sujet actif au prolétariat on le pose *dans* une situation objective vis-à-vis de laquelle il doit avoir une stratégie, dont il doit "prendre conscience". C'est ici que la figure idéologique du militant a toute son importance, car il est le seul porteur vrai de la subjectivité révolutionnaire face à l'objectivisme de la "situation" qu'il a lui-même posée et qui lui permet de demander (en ne comprenant pas ce que veut dire "crise du rapport d'exploitation") : "mais alors qu'est ce qu'on peut faire?", alors que la question n'est pas du tout ce qu'on peut faire mais bien : "où en sommes nous dans nos luttes théoriques et pratiques, où en est la production de la crise révolutionnaire?", car il n'y a jamais de retard de la conscience.

Il n'y a jamais de situation "objectivement" révolutionnaire ou non, ou plutôt toute situation "objective" ne peut être révolutionnaire, car l'objectivité c'est le capital se reproduisant comme économie. Dans l'éclatement révolutionnaire la production de "théorie", c'est-à-dire la conscience en acte de la révolution, se fera massivement comme désobjectivation du rapport entre le prolétariat et le capital.

Conclusion

On peut dire que bien des choses que dit TC ont été dites par d'autres mais elles n'ont pas été intégrées de la même manière. Par exemple l'idée de la périodisation du capital fondée sur les subsomptions formelle et réelle et la critique de l'autogestion sont partagées par beaucoup dans la gauche (ultra). Cependant TC semble être seule à

utiliser ces idées pour une critique radicale de toute la conception de la relation entre lutte de classe et communisme. Par ailleurs la reconnaissance par TC du récent déclin de l'identité ouvrière et la mise en question de la mythologie de la nature révolutionnaire inhérente des luttes de classe du passé a des ressemblances avec ce que dit Camatte et bien sûr avec de nombreux penseurs bourgeois. Cependant TC fait cette mise en question sans rejeter le rôle - clé de la classe ouvrière dans le dépassement du M. P. C. Une question viendra à l'esprit de beaucoup de gens : quelle est l'utilité pratique de TC ? Quelles conclusions tire-t-elle de sa théorie abstraite ? Hé bien TC a des choses intéressantes à dire sur les luttes dans lesquelles ses participants sont engagés (cf. *Le journal d'un gréviste* sur le mouvement de 95). Notre impression est que la sophistication de leur théorie autorise une implication très pratique dans les luttes parce qu'elle leur permet de ne pas les mesurer à un étalon impossible, qu'elle permet d'y être sans y dénoncer rituellement les syndicats et la gauche comme beaucoup d'ultra-gauches semblent le faire.

Nous nous sommes sentis obligés de nous intéresser à TC car elle a critiqué nos articles sur la base de sa propre perspective théorique, perspective qui offre la possibilité et met au défi d'aller plus loin que ce que nous avons été capables de faire dans ces articles sur la décadence.

Notre expérience de TC est que ses textes demandent de multiples lectures et des efforts assez considérables mais la plupart du temps cela fait sens à près cet effort. La question est aussi de savoir si TC répond à la promesse d'une théorie qui dépasse authentiquement la dichotomie entre structure et lutte, objectivisme et subjectivisme , déterminisme et volontarisme ou si, peut-être, elle reproduit certaines faiblesses de l'ultra-gauche, d'Althusser et de l'approche de la régulation dont elle s'approprie des éléments .

Nous sommes conduits à la réflexion théorique comme nous sommes conduits à participer à la lutte de classes. Nous ne sommes pas conduits par quelque chose d'extérieur à nous mais par la reconnaissance que finalement rien ne nous est extérieur.

Nous avons rencontré la théorie de TC qui pose de sérieuses questions auxquelles nous n'avons pas les réponses ; il nous faut donc continuer à interroger les questions.

Appendice :

(De TC14) : *La contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est l'exploitation.*

1°) Elle définit les classes en présence dans un strict rapport d'implication réciproque.

2°) Comme accumulation elle pose la contradiction entre les classes immédiatement comme une histoire.

3°) Elle définit ses termes non comme des pôles ayant une nature déterminée se modifiant dans l'histoire, agissant par rapport à un mouvement extérieur de l'accumulation posée comme conditions de leur action, mais elle fait du rapport entre les termes et de son mouvement "l'essence" de ses termes.

4°) Elle est, comme contradiction entre le prolétariat et le capital, le procès de la signification historique du mode de production capitaliste ; elle définit le procès de l'accumulation du capital qualitativement comme inessentialisation du travail, comme "contradiction en procès" ; elle définit l'accumulation du capital comme sa nécrologie (cf, Marx, "Fondements de la critique de l'économie politique", Ed Anthropos, T.2, p 222).

5°) Elle fait que le prolétariat n'est jamais confirmé dans son rapport au capital : l'exploitation est subsumption. C'est le mode même selon lequel le travail existe socialement, la valorisation, qui est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Défini par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c'est-à-dire valeur autonomisée et ne le demeurant qu'en se valorisant : *la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes* . L'exploitation comme contradiction désobjective le cours du capital.

6°) Le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe:

*la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu'il trouve face à lui représentée par le capital.

*le prolétariat ne trouve jamais sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont il est pourtant un pôle nécessaire.

*le prolétariat est en contradiction non pas avec un mouvement automatique de reproduction du mode de production capitaliste mais avec une autre classe, le capital est nécessairement classe capitaliste. Pour le prolétariat sa propre existence de classe passe par une médiation, la classe antagonique.

7°) Ne pouvant permettre de définir les classes en dehors de leur implication réciproque et du cours historique de leur contradiction (la contradiction est précisément ce cours historique), l'exploitation n'en spécifie pas moins la place de chacune des classes dans cette implication. C'est toujours le prolétariat qui est subsumé sous le capital, et le capital doit à l'issue de chaque cycle reproduire le face à face avec le travail, l'exploitation s'achève en effet dans la transformation jamais acquise de la plus-value en capital additionnel (c'est le capital comme procès de son auto-présupposition).

Avec l'exploitation comme contradiction entre les classes nous tenions leur particularisation comme particularisation de la communauté, donc comme étant simultanément leur implication réciproque. Ce qui signifie que nous tenions : l'impossibilité de l'affirmation du prolétariat ; la contradiction entre prolétariat et capital comme histoire ; la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat comme une essence définitoire enfouie ou masquée par la reproduction d'ensemble (l'autoprésupposition du capital). Nous avons *historicisé* la contradiction et donc la révolution et le communisme et pas seulement leurs circonstances. Ce que sont la révolution et le communisme se produisent historiquement à travers les *cycles des luttes* qui scandent le développement de la contradiction.

Extrait de « *Pour en finir avec la critique du travail* » (TC 17)

La critique du travail ne peut avoir d'objet et se justifier elle-même que si elle construit son objet antérieurement aux rapports sociaux, mais alors elle devient purement spéculative ; inversement si ce sont les rapports sociaux historiquement déterminés qu'elle se met à critiquer, elle entre alors en contradiction avec son premier moment de formalisation abstraite de son objet. La critique du travail voudrait le travail comme rapport social antérieurement à tout rapport social. La critique du travail est une impasse. Premièrement, elle construit un objet d'analyse qui est le travail en soi ; deuxièmement, elle veut déduire de l'analyse de cette activité, qui telle qu'elle l'a posée est une abstraction spéculative, les rapports sociaux contradictoires dans lesquels évoluent les hommes. Cela, soit par un développement contradictoire interne de cette activité, soit de par un caractère irréductible à l'aliénation que, par nature, cette activité posséderait. Les modulations particulières de cette impasse générale aboutissent toutes à la transformation de la critique de la société capitaliste et de son rapport social fondamental, l'exploitation, en critique du travail, critique de l'activité.

Le sujet abordé ici est en conséquence un peu paradoxal. Il s'agit de définir le travail pour dire que le travail n'est pas un objet de la critique théorique. Cela pour deux raisons : la "critique du travail" est comme théorie une impasse ; l'abolition du travail ne passe pas par la "critique du travail". Notre démarche est cependant nécessaire, car, si le travail n'est pas un objet de la critique théorique et si sa critique ne mène à rien, la critique théorique ne peut en revanche faire l'impasse sur les idéologies de la "critique du travail". C'est donc comme un moment de la critique de ces idéologies, qu'il est nécessaire de critiquer la notion de travail en tant qu'objet de cette critique et parce que cette notion de travail joue un rôle actif, pratique, de mise en forme des luttes dans les courants les plus radicaux du démocratisme radical.

La grande limite de toute "critique du travail" réside dans le fait qu'elle a placé dans l'activité, comme essence de celle-ci, ce qui est le fait de rapports sociaux. En cela, elle se réfère toujours à la production feuerbachienne du "travail aliéné" développée dans les "Manuscrits de 1844". Sur le modèle de la religion, le fondement

du concept de "travail aliéné" est que l'objet produit par l'ouvrier apparaît comme l'objectivation de l'essence de l'homme qui lui devient étrangère. Il n'y a de concept de "travail aliéné" que si l'on suppose une essence de l'homme comme être générique qui se perd et se retrouve, qui ne s'est perdue que pour se retrouver. Comme il le dit lui-même dans la courte "Préface" des "Manuscrits...", Marx trouve dans la philosophie de Feuerbach la base positive pour mener la critique de l'économie politique à laquelle il cherche un "fondement en raison". Ce fondement, c'est l'homme comme être générique d'une part, et d'autre part l'aliénation dont le paradigme est l'aliénation religieuse. Le concept de travail aliéné est construit sur ces fondements. "Nous avons considéré l'acte d'aliénation de l'activité humaine pratique, le travail sous deux aspects : premièrement, le rapport de l'ouvrier au produit du travail (...) Deuxièmement le rapport du travail à l'acte de production (...) Or nous avons à tirer des deux précédentes, une troisième détermination du travail aliéné. (... suit la définition de "l'être générique", nda). Par le travail aliéné, l'homme n'engendre donc pas seulement son rapport avec l'objet et l'acte de production en tant que puissances étrangères et qui lui sont hostiles ; il engendre aussi le rapport dans lequel d'autres hommes se trouvent à l'égard de sa production et de son produit et le rapport dans lequel il se trouve avec ces autres hommes." (d°, Ed. Sociales, p. 61-65). Les catégories de l'économie politique, et en premier lieu celle de propriété privée, peuvent alors être déduites du travail aliéné. Mais ces catégories qui "expriment" le travail aliéné "dans sa réalité" (d°, Ed. 10 / 18, p. 159), ne sont elles-mêmes, en tant que formalisation de rapports sociaux, que la manifestation de l'auto-aliénation de l'homme qui est le principe premier, fondant "en raison" les catégories de l'économie politique. Notre lecture des "Manuscrits..." est tellement déterminée par notre connaissance globale de l'œuvre de Marx, que nous avons du mal à lire ce qui est écrit : le "travail aliéné" est le fondement et le principe de tous les rapports entre les individus tels qu'ils existent dans la société. Le mouvement premier, fondateur, est celui de l'auto-aliénation de l'homme à l'égard de lui-même, tout le reste en découle : l'ouvrier, le travail aliéné (permettant de "matérialiser" l'auto-aliénation de Feuerbach), la propriété privée, etc. Le point de départ c'est l'auto-aliénation de l'homme comme être générique : l'auto-mouvement de son essence, celle-ci définie comme genre, comme une universalité interne liant les individus de façon naturelle (ce qui sera critiqué dans la 6° thèse sur Feuerbach). D'où, deux conséquences : l'incapacité à faire de l'histoire une réalité et, corollairement, la question téléologique par excellence, parcourant tout le texte et à laquelle Marx n'apporte aucune réponse : "Comment l'homme en vient-il à aliéner son travail, à le rendre extérieur à soi. Comment cette aliénation se fonde-t-elle dans la nature du développement de l'humanité. Car lorsque l'on parle de la propriété privée, on croit avoir affaire à une chose extérieure à l'homme, tandis que lorsqu'on parle du travail, on a directement affaire à l'homme lui-même. Cette nouvelle position de la question implique déjà sa solution." (d°, p. 162). Solution qui doit être si évidente que Marx ne la formule jamais explicitement quand il pose la question.

Marx dépasse ce qu'il appelle "l'étrange discours de l'économie politique", "qui dissimule l'aliénation dans l'essence du travail en refusant de considérer le rapport direct

entre l'ouvrier (le travail) et la production." (d°, p. 154). Le rapport direct entre l'ouvrier et la production qui est pour lui la perte de son produit, sa déréalisation, devient "le travail aliéné" c'est-à-dire "le rapport essentiel du travail" ; l'aliénation est bien mise dans l'essence du travail, mais c'est comme rapport du travail à l'essence de l'homme, ou mieux *mouvement de l'essence de l'homme comme travail* : "le travail est le devenir de l'homme dans l'aliénation". Cette "solution" à la "nécessité de l'aliénation" (tel est le titre sous lequel Marx formule les questions précédentes), c'est dans le dernier chapitre des "Manuscrits..." qu'il faudra aller la chercher sous la forme d'une compréhension "réaliste" de la négation de la négation hégélienne : la nécessité de l'aliénation est de produire les conditions de sa suppression, nous sommes en pleine téléologie, à laquelle Marx règle son compte de façon encore ambiguë dans "L'Idéologie Allemande". La critique du travail n'est dans les "Manuscrits..." que la critique de l'auto-aliénation de l'essence de l'homme. Toute critique du travail fonctionne de cette façon là, dans la mesure même où elle part de l'aliénation de l'activité d'un sujet pour déduire le "cadre social" de cette aliénation, même s'il est évident que toutes n'ont pas la "tenue théorique" de celle des "Manuscrits...". Supprimez l'essence de l'homme comme genre, comme cette universalité abstraite et naturelle inhérente à chaque individu et les liant entre eux, vous avez alors la sixième thèse sur Feuerbach, et vous avez supprimé la légitimité de cette critique du travail comme fondatrice de celle de toutes formes historiques des contradictions sociales particulières.

Ne confondons pas "le travail aliéné" tel qu'il fonctionne dans les "Manuscrits..." et l'aliénation du travail que l'on retrouvera dans les "Fondements..." ou dans "Le Capital". Dans le premier cas, le "travail aliéné" est l'auto-mouvement de l'essence de l'homme comme être générique ; dans le second, il n'est plus question d'essence de l'homme, mais de rapports sociaux, historiquement déterminés, dans lesquels le travailleur est séparé en totalité ou en partie de ses conditions de travail, de son produit et de son activité elle-même (la petite production marchande, de par l'échange des produits et donc leur production comme marchandise, est également une aliénation du travail).

Si l'on ne cherche plus la cause de l'aliénation, et plus précisément de l'exploitation, dans l'activité elle-même comme travail, recherche qui ne peut dépasser la formulation d'une anthropologie négative devant se renverser en anthropologie positive, ce n'est pas pour autant que la critique des rapports sociaux n'intègre pas celle du travail et que l'on considère celui-ci comme une activité éternelle. Notre définition du travail n'est pas une définition a priori, nous la produisons ici, d'une part comme critique de la "critique du travail", considérée comme une limite dans la lutte de classe en général telle qu'elle se caractérise en subsomption réelle du travail sous le capital (dans la lutte des chômeurs et précaires cela est apparu clairement à la fois comme son point extrême et comme la formalisation de ses limites), et d'autre part dans l'abolition et le dépassement du mode de production capitaliste. Ce n'est qu'à partir de cette double critique qu'il faut chercher ce qu'est le travail et son abolition, sans cela on retombe inévitablement, de par la forme même que l'on donne à l'exposé, dans une perspective

où les rapports sociaux contradictoires du mode de production capitaliste, la lutte des classes, l'abolition du système capitaliste, apparaissent comme des développements et des formes successives du Travail se réalisant. L'important pour la compréhension de l'exploitation, sa critique, et son abolition, ce sont les rapports sociaux qui font que l'activité humaine est travail, l'important est donc l'abolition de ce rapport (la séparation d'avec la communauté) et non l'abolition du travail en elle-même, chose qui n'a aucune dynamique intrinsèque et aucun sens. Cependant, pour ne pas être trop sévère avec le lecteur, nous lui concéderons une petite "définition", en guise de morale provisoire (même si cela est contraire à nos principes). Dans le dépassement du mode de production capitaliste et donc du travail salarié qui est son rapport social fondamental, il apparaît que la production des rapports entre les individus n'est plus soumise à, médiée par, l'activité de l'homme comme être objectif, qui, médiation entre l'activité individuelle et l'activité sociale, est par là-même la maîtresse et l'objet de leur rapport. Le travail est l'activité de l'homme comme être objectif dans la séparation de l'activité individuelle et de l'activité sociale, il devient par là la substance de son faire-valoir social. Cette séparation n'a pas elle-même à être produite (ni à partir du travail, ni de l'activité en général, ni de l'essence de l'homme, ni de l'être générique, etc.), sauf à vouloir produire qu'il y a eu "de l'histoire". Avec l'abolition du capital, c'est l'homme lui-même, le libre développement de son individualité, qui deviennent le but, le moyen, l'objet de cette activité objective.



REPONSE A AUFHEBEN

Après lecture de votre texte sur TC dans le n° 12 de Aufheben et sous réserve d'une bonne compréhension linguistique de notre part, il me semble que vous relevez quatre points sur lesquels nous avons des divergences ou sur lesquels les analyses faites par TC demandent un travail supplémentaire pour être fondées.

- 1) Une des trois objections faites par Dauvé et Nesic au concept de programmatisme dans leur brochure « Une histoire d'amour... ».
- 2) Le prolétariat ne doit-il pas se reconnaître en tant que classe avant de s'abolir ?
- 3) Fonder dans les concepts du capital et de la subsomption réelle la possibilité d'une seconde phase de la subsomption réelle ; comment une telle chose est-elle possible dans le concept même de subsomption réelle ?
- 4) Le concept d'aliénation.

Le point un

Sans jamais le dire expressément, Dauvé et Nesic font trois objections au concept de programmatisme.

a) Les ouvriers ne se livrent pas à fond dans leur travail pour leur patron. Cette objection vaudrait à peine d'être citée si nous ne la retrouvions pas inversée dans l'idéologie du « lien social » et de l' « adhésion » qu'ils présentent dans leur vision apologétique des « Trente Glorieuses » dans la brochure « Il va falloir attendre ». Là, ils acceptent dans le cadre du capitalisme ce qu'ils refusent dans celui de la libération du travail.

b) La libération du travail serait le fait des organisations du mouvement ouvrier et non des ouvriers eux-mêmes. C'est passer un peu rapidement sur le fait que les ouvriers ont fondé ces organisations et qu'ils y adhèrent parfois massivement. En outre, ce sont bien les ouvriers qui, même si c'est pour défendre leur existence, créent les Conseils, les Soviets, font parfois des tentatives d'autogestion, récupèrent les usines, participent aux comités de fabriques, font des coopératives et se créent des organisations, des partis, des syndicats qui ont pour programme la dictature du prolétariat et la libération du travail.

c) La troisième objection est plus sérieuse. Cette objection renvoie à la brochure de Siedman « Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail ». Siedman, avec raison, fait remarquer que lors des rares occasions où une reprise de la production s'effectue sous direction ouvrière, les directions des organisations ont le plus grand mal à imposer une discipline du travail à des ouvriers qui montrent peu d'enthousiasme productif.

Par programmatisme nous entendons un modèle de luttes ouvrières et de dépassement révolutionnaire reposant sur une puissance grandissante de la classe ouvrière par laquelle s'imposent les exigences d'un développement social du capital

préparant la libération de la classe ouvrière. Pendant un siècle et demi, *horizon indépassable de ses luttes*, la pratique programmatique de la classe ouvrière a toujours été ambiguë : d'un côté sa montée en puissance à l'intérieur du mode de production capitaliste était la condition *sine qua non* de son affirmation comme classe dominante, mais, d'un autre côté, elle refusait systématiquement d'accepter que cette puissance grandissante s'identifie à l'acceptation de l'exploitation capitaliste. Le programmatisme dont le cœur est la libération et l'affirmation du travail productif comme réorganisation de la société n'a jamais été une « histoire d'amour » entre les ouvriers et le travail salarié. Dès la fin du XIX^{ème} s., à l'intérieur du programmatisme, la montée en puissance de la classe (parce qu'intégrée à la reproduction du capital) dans le mode de production capitaliste était entrée en contradiction avec la possibilité de son affirmation autonome révolutionnaire. Les rares fois où cette dernière entame sa réalisation pratique comme en Russie, en Italie ou en Espagne, nécessairement prise en charge par les organisations du mouvement ouvrier, elle se renverse *immédiatement* en ce qu'elle ne peut qu'être : une nouvelle forme de mobilisation du travail sous la contrainte de la valeur et donc du « rendement maximum » (comme le demandait la CNT aux ouvriers de Barcelone en 1936), reproduisant *ipso facto*, même marginalement, toutes les réactions de désengagement ou de résistance ouvrières (cf. Siedman, *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail*, Echanges et Mouvement). La meilleure illustration de cela est la petite anecdote tirée de « La révolution inconnue » de Voline que vous signalez dans votre texte.

Le point deux

Dit très brièvement, nous définissons le cycle de luttes actuel comme une situation où le prolétariat n'existe comme classe que dans son rapport contradictoire au capital qui ne comporte aucune confirmation d'une identité ouvrière ni de « retour sur soi » face au capital, la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause.

Le prolétariat n'en devient pas pour autant un être « purement négatif » sauf si l'on entend par là la critique de toute conception d'une nature révolutionnaire du prolétariat. On passe d'une perspective où le prolétariat trouve *en lui-même* face au capital, sa capacité à produire le communisme à une perspective où cette capacité n'est acquise que comme mouvement interne de ce qu'elle permet d'abolir, devenant par là même procès historique et développement du rapport, et non triomphe de l'un des termes sous la forme de sa généralisation. Le prolétariat n'est producteur du communisme que dans (et par) le cours de la contradiction avec le capital et non en lui-même, s'émancipant du capital ou se révélant contre lui, il n'y a pas d'être subversif du prolétariat. Si la négation est un moment interne de ce qui est nié, le dépassement est un développement de la contradiction, il provient de ce développement, il n'est pas révélation ou actualisation d'une nature révolutionnaire, mais production historique interne.

En tant que dissolution des conditions existantes, le prolétariat est défini comme classe dans le capital et dans son rapport avec lui, c'est-à-dire comme classe du travail productif de valeur et plus précisément de plus-value. Ce n'est pas d'être la dissolution de ces catégories qui le pose comme classe, qui le constitue comme classe, mais c'est en tant que classe qu'il est cette dissolution, c'est le contenu même de sa situation *objective* en tant que classe. C'est dans sa condition de classe du mode de production capitaliste que gît sa capacité à abolir le capital, produire le communisme. La dissolution de toutes les conditions existantes c'est une classe, *c'est le travail vivant face au capital*. Ce qui a disparu dans la crise-restructuration actuelle ce n'est pas cette existence objective, c'est la confirmation dans la reproduction du capital d'une identité prolétarienne. L'exploitation définit simultanément le prolétariat comme classe du travail productif de plus-value et comme dissolution de toutes les conditions existantes sur la base de celles-ci, dans la dynamique, comprise comme lutte de classes, du mode de production capitaliste. Pour le prolétariat, dans sa stricte situation de classe de ce mode de production, est contenue sa capacité d'agir pour l'abolition de celui-ci.

Lorsque nous disons que le prolétariat n'existe comme classe que dans et contre le capital, qu'il produit tout son être, toute son organisation, sa réalité et sa constitution comme classe dans le capital et contre lui, nous ne faisons que dire qu'il est la classe du travail productif de plus-value. Classe du travail productif, le prolétariat se reconnaît constamment comme tel au cours de n'importe quelle lutte dont l'effet le plus immédiat est toujours la *polarisation* sociale des classes.

Les choses simples sont souvent les plus difficiles à concevoir. Pour une classe, se reconnaître soi-même comme classe c'est son rapport à une autre classe, une classe n'existe que pour autant qu'elle doit mener une lutte contre une autre classe. Une classe n'a pas de définition propre *préalable* expliquant et produisant sa contradiction avec une autre classe, ce n'est que dans la contradiction avec une autre classe qu'elle se reconnaît elle-même comme classe, c'est l'autre classe qui est sa raison d'être comme classe. Ce qui disparaît dans le cycle de lutte actuel, c'est le fait que ce rapport général, définitoire des classes, puisse comporter un moment de retour sur soi pour le prolétariat comme définition d'une identité propre à opposer au capital (identité propre semblant *inhérente* à la classe et opposable au capital, alors qu'elle n'était qu'un produit particulier d'un certain rapport historique entre le prolétariat et le capital et confirmée par le propre mouvement du capital). Le prolétariat ne devient pas un « être purement négatif », il est tout simplement une classe.

Nous avons tant de mal à nous défaire de la prégnance du programmatisme que le simple fait de dire que le prolétariat est une classe parce qu'il est dans un rapport contradictoire au capital, parce que sa raison d'être une classe est sa contradiction avec une autre classe, est compris comme faire du prolétariat un « être purement négatif ». On peut même dire que dans ce moment de la fusion du conflit de classe où le fait d'être une classe est autonomisée en une contrainte extérieure, le prolétariat devient « classe pour soi ». En se sachant pratiquement, dans son abolition du capital, la négation de toutes les conditions existantes, en sachant par toute son activité, qu'il n'est une classe

que dans son rapport au capital, sa conscience de lui-même, son existence de « classe pour soi », est celle de son rapport. Le prolétariat, dans le nouveau cycle de luttes, est si peu un « être purement négatif » qu'il faudra que la lutte pour la défense des intérêts immédiats parvienne à ce climax dans lequel la définition comme classe elle-même devient une contrainte extérieure, pour que la révolution soit le dépassement produit de ce cycle. Il existe un vieux fond dont nous avons beaucoup de difficultés à nous défaire : la confusion entre la reconnaissance positive du prolétariat comme classe et les formes historiques particulières qu'ont été l'*auto-organisation* et l'*autonomie*.

Dans ses luttes, le prolétariat se donne toutes les formes d'organisation nécessaires à son action. Est-ce que pour autant, quand le prolétariat se donne les formes d'organisation nécessaires à ses buts immédiats (la communisation sera également un but immédiat), il existe pour lui-même en tant que classe *autonome* ? Non.

L'*auto-organisation* et la puissance syndicale ont appartenu au *même monde* de la révolution comme affirmation de la classe. L'*auto-organisation* ou l'*autonomie* du prolétariat ne sont pas des tendances constantes plus ou moins fortes de la lutte de classe, mais des formes historiques déterminées de celle-ci. On peut enlever à ces formes tout contenu et appeler *auto-organisation* chaque rencontre de personnes décidant en commun de ce qu'elles vont faire, mais dans ce cas toute activité humaine est *auto-organisation* et le terme ne présente plus aucun intérêt. L'*auto-organisation* et son contenu l'*autonomie* ouvrière relèvent d'une contradiction entre le prolétariat et le capital comportant la capacité pour le prolétariat de se rapporter à lui-même comme classe, contre le capital, c'est-à-dire un rapport au capital tel qu'il comporte la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa base, sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la reproduction du capital, dans ses modalités historiques, venait confirmer. Pour les théories de l'*auto-organisation* et de l'*autonomie*, il s'agissait de lier les luttes immédiates à la révolution par ce qui dans les luttes pouvait manifester une rupture avec l'intégration de la défense et de la reproduction de la condition prolétarienne : la conquête de son autonomie par rapport au capital, par rapport aux formes syndicales et politiques de cette intégration. L'*auto-organisation* et l'*autonomie* n'étaient possibles que sur la base de la constitution d'une identité ouvrière, constitution que la restructuration a balayée.

C'est la capacité même, pour le prolétariat, de trouver, dans son rapport au capital, la base pour se constituer en classe autonome qui a disparu. La particularisation du procès de valorisation, la « grande usine », la soumission du capital fixe à la collection des travailleurs, le cloisonnement entre activités productives et improductives, entre production et chômage, production et formation...etc., tout ce qui est dépassé dans la restructuration actuelle était la substance, à l'intérieur même du rapport capitaliste, d'une identité prolétarienne et de l'*autonomie*. L'*auto-organisation* et l'*autonomie* ne sont pas des constantes dont on pourrait attendre la réapparition, elles sont constitutives d'un cycle de luttes achevé. Pour qu'il y ait *auto-organisation* et *autonomie*, il faut pouvoir se revendiquer comme la classe productive *face au capital*. Aujourd'hui, l'*auto-organisation* et l'*autonomie* sont paradoxalement devenues une

affaire de groupes et de militants (évolution nette en France à partir de 1979 avec les luttes dans la sidérurgie) et surtout de « syndicats radicaux ». *Les militants de l'auto-organisation* en sont réduits à opposer une auto-organisation « pure » (celle qui se confond avec la lutte) à une fixation ou une évolution syndicale de celle-ci. Mais dans le procès réel de l'auto-organisation, il y avait constamment évolution vers cette fixation et syndicalisation, cela est intrinsèque au type de contradiction qui s'exprime dans l'auto-organisation ainsi qu'à la défense de la condition prolétarienne qui constituait sa limite indépassable. L'auto-organisation, dans sa pureté par laquelle elle se confond avec la lutte n'a jamais existé. Elle n'est qu'une idéologie abstraite du cours réel des luttes.

La lutte de classe en général n'est pas autonome. Que les acteurs d'une lutte ne remettent à personne d'autre le soin de déterminer la conduite de leur lutte ce n'est pas « l'autonomie », c'est considérer que la société capitaliste est composée d'intérêts contradictoires et de formes de représentation qui en elles-mêmes reproduisent les rapports sociaux contre lesquels on est en lutte, c'est avoir une activité qui définit les autres ou les contraints à se définir, c'est considérer que le groupe en lutte ou la fraction de la classe, ou la classe dans son ensemble, n'ont pas leur définition en eux-mêmes, de façon inhérente, mais que cette définition est l'ensemble des rapports sociaux. C'est finalement considérer la société comme totalité organique et activité. L'autonomie suppose que la définition sociale d'un groupe est inhérente à ce groupe, quasiment naturelle, et les rapports définis au cours de la lutte comme rapports avec d'autres groupes pareillement définis. Là où il y a organisme elle ne voit qu'addition, là où il y a activité et rapport elle ne voit qu'objet et nature.

On ne peut parler d'autonomie que si la classe ouvrière est capable de se rapporter à elle-même contre le capital et de trouver dans ce rapport à soi les bases et la capacité de son affirmation comme classe dominante. Il s'agit de la *formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est*. Tout cela a disparu. L'autonomie comme perspective ou contenu, c'est l'émancipation de ce que la classe est dans des rapports de production qui n'apparaissent alors que comme « contrainte ». Ce n'est pas le déclin des luttes ouvrières ou leur caractère actuellement essentiellement « défensif » qui expliquent celui de l'autonomie, c'est leur transformation, leur inscription dans un nouveau rapport au capital. Dans les luttes actuelles, qu'elles soient « défensives » ou « offensives » (une distinction liée à la problématique de la montée en puissance de la classe et dont l'« évidence » demanderait à être critiquée), le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*. A partir du moment où la lutte des classes se situe au niveau de la reproduction, c'est dans n'importe quelle lutte que le prolétariat ne peut ni ne veut rester ce qu'il est. Il ne s'agit pas forcément de déclarations fracassantes ou d'actions « radicales », mais de toutes les pratiques de « fuite » ou de dénégation par les prolétaires de leur propre condition, les luttes suicidaires à la Cellatex, la grève de Vilvoorde et bien d'autres où éclate que le prolétariat n'est rien séparé du capital et qu'il ne peut demeurer comme ce rien (qu'il réclame sa réunion avec le capital ne supprime

pas l'abîme qu'ouvre la lutte, la reconnaissance et le refus par le prolétariat de lui-même comme cet abîme).

L'auto-organisation ou l'autonomie fixent ce qu'est la classe ouvrière dans le mode de production capitaliste comme le contenu du communisme. Il « suffit » de libérer cet être de la domination étrangère du capital (étrangère, puisque le prolétariat est autonome). En elle-même, l'autonomie fige la révolution comme affirmation du travail et la réorganisation communiste des rapports entre les individus sur cette base et avec ce contenu. La plupart des critiques de l'auto-organisation demeurent des critiques formelles, elles se contentent de dire : l'auto-organisation n'est pas « bonne en soi » mais n'est que la forme d'organisation d'une lutte, c'est le contenu de celle-ci qui compte. Cette critique ne pose pas la question de la forme elle-même, et ne pense pas cette forme comme un contenu, et comme étant *en elle-même* significative.

Si l'autonomie comme perspective disparaît, c'est que la révolution ne peut avoir pour contenu que la communisation de la société, c'est-à-dire pour le prolétariat sa propre abolition. Avec un tel contenu, il devient impropre de parler d'autonomie et il est peu probable qu'un tel programme passe par ce que l'on entend habituellement par « organisation autonome ». Le « prolétariat se reconnaît en tant que classe », il se reconnaît ainsi dans chaque conflit et à plus forte raison dans une situation où son existence en tant que classe sera la situation qu'il aura à affronter. C'est sur le contenu de cette « reconnaissance » qu'il ne faut pas se tromper, il ne faut pas continuer à l'envisager avec les catégories de l'ancien cycle comme si celles-ci allaient de soi comme formes naturelles de la lutte de classe. Se reconnaître comme classe ne sera pas un « retour sur soi » mais une totale extraversion comme auto-reconnaissance en tant que catégorie du mode de production capitaliste. Cette « reconnaissance » sera en fait une connaissance pratique, dans le conflit, du capital.

Le point trois

La restructuration actuelle est une deuxième phase de la subsomption réelle du travail sous le capital. Nous nous expliquerons ici brièvement avec les références canoniques marxiennes sur le sujet issues du *Capital*, des *Grundrisse*, du *Chapitre inédit*. On ne peut amalgamer, considérer au même niveau, plus-value absolue et subsomption formelle ; plus-value relative et subsomption réelle. C'est-à-dire que l'on ne peut confondre une détermination conceptuelle du capital et une configuration historique. La plus-value relative est le principe formateur et dynamique de la subsomption réelle, principe qui structure puis bouleverse la première phase de celle-ci. La plus-value relative est le principe unifiant les deux phases de la subsomption réelle. De cette façon la subsomption réelle a une histoire parce qu'elle a un principe dynamique qui la forme, la fait évoluer, pose certaines formes du procès de valorisation ou de circulation comme des entraves et les transforme. La plus-value relative, qui affecte le procès de travail et toutes les combinaisons sociales du rapport entre le prolétariat et le capital et conséquemment des capitaux entre eux, est ce qui permet de poser une continuité entre les phases de la subsomption réelle et une transformation de

celle-ci. Si on identifie plus-value relative et subsomption réelle, la compréhension d'une transformation de la subsomption réelle devient impossible, sauf à rajouter un élément ou une configuration du procès de valorisation plus ou moins hétérodoxe par rapport au concept de capital, car on a déjà tout (il n'y a pas, en effet, de troisième mode d'extraction de la plus-value). Si les deux coïncident tout ne peut être que donné dès l'instauration historique de la subsomption réelle.

Le premier point consiste donc à ne pas amalgamer les formes d'extraction de la plus-value et les configurations historiques auxquelles renvoient les concepts de subsomption formelle et de subsomption réelle. Le deuxième point consiste à voir la différence de rapport entre plus-value absolue et subsomption formelle et entre plus-value relative et subsomption réelle. Il est contenu dans le concept lui-même que l'extraction de plus-value sous son mode absolu peut s'appréhender au seul niveau du procès de travail. Le capital s'empare d'un procès de travail existant qu'il allonge et intensifie, au plus il se contentera de regrouper les travailleurs. Le rapport entre extraction de plus-value sous son mode relatif et subsomption réelle est beaucoup plus complexe. On ne peut se contenter de définir la subsomption réelle au seul niveau des transformations du procès de travail. En effet pour que l'introduction des machines soit synonyme de croissance de la plus-value sous son mode relatif, il faut que l'augmentation de la productivité que cette introduction entraîne affecte les biens entrant dans la consommation de la classe ouvrière. Il faut donc la disparition de la petite agriculture, liée à la petite production marchande, l'emprise du capital sur la section II de la production (celle des biens de consommation). Ce qui advient, dans son évolution, bien après l'introduction des machines dans le procès de travail. Mais même ce développement capitaliste dans la section II ne doit pas être abordé sans réserve. En effet le textile français et même anglais du début du XIX^{ème} s. est peu destiné à la consommation ouvrière, la production est vendue sur des marchés ruraux (elle dépend alors des cycles agricoles), sur le marché urbain des classes moyennes, ou à l'exportation (cf. Rosier et Dockès, *Rythmes économiques* et Braudel et Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France*, t. 2). L'extraction de plus-value relative affecte toutes les combinaisons sociales, du procès de travail aux formes politiques de la représentation ouvrière, en passant par l'intégration de sa reproduction dans le cycle propre du capital, le rôle du système du crédit, la constitution d'un marché mondial spécifiquement capitaliste (pas seulement capitaliste marchand) la subordination de la science (cette subsomption de la société s'effectue selon les pays à des rythmes différents, la Grande-Bretagne ayant joué historiquement un rôle pionnier). La subsomption réelle est une transformation de la société et pas seulement du procès de travail.

On ne peut parler de subsomption réelle, en accord avec le concept même de plus-value relative, qu'au moment où toutes les combinaisons sociales sont affectées. L'affectation de la totalité possède son critère. La subsomption réelle devient un système organique, c'est-à-dire qu'elle part de ses *présuppositions propres* pour créer à partir d'elle les organes qui lui font défaut, c'est ainsi qu'elle devient une totalité. La

subsumption réelle se conditionne elle-même, alors que la subsumption formelle transforme et modèle, selon les intérêts et les nécessités du capital, un matériau social et économique existant.

Cela nous permet d'introduire un troisième point, la subsumption réelle du travail (donc de la société) sous le capital est par nature *toujours inachevée*. Il est dans la nature de la subsumption réelle d'atteindre des point de rupture car la subsumption réelle surdétermine les crises du capital comme *inachèvement de la société capitaliste*. C'est le cas lorsque le capital crée à partir de lui les organes spécifiques et les modalités d'absorption de la force de travail sociale qui avait été créée dans la première phase de la subsumption réelle. La subsumption réelle inclut dans sa nature d'être une perpétuelle autoconstruction scandée par des crises, le principe de cette autoconstruction réside dans son principe de base, l'extraction de plus-value sous son mode relatif. En ce sens, si la restructuration actuelle peut être considérée comme accomplie, c'est un élément définitoire de la période, elle ne sera jamais accomplie au sens où les politiques de restructuration seraient achevées, au contraire elles vont se poursuivre à rythme soutenu, « l'offensive libérale » ne s'arrêtera pas, elle aura toujours de nouvelles rigidités à renverser. Il en est de même pour l'intégration capitaliste mondiale qui doit sans cesse être redéfinie par des pressions entre alliés et des interventions militaro-policières.

Cette autoconstruction permanente de la subsumption réelle est incluse dans l'extraction de plus-value sous son mode relatif, c'est cette autoconstruction qui se bloque et se redéfinit dans les crises de la subsumption réelle. C'est de la plus-value relative qu'il faut partir pour comprendre comment la première phase de la subsumption réelle entre en crise au début des années 1970. Qu'est ce qui s'est constitué, à l'intérieur d'elle même, en entrave à elle, dans cette phase?

Dans cette restructuration est abolie et dépassée la contradiction qui avait soutenu l'ancien cycle de luttes entre, d'une part la création et le développement d'une force de travail créée, reproduite et mise en oeuvre par le capital de façon collective et sociale, et, d'autre part, les formes de l'appropriation par le capital de cette force de travail, que ce soit dans le procès de production immédiat (le travail à la chaîne, le système de la « grande usine »), dans le procès de reproduction de la force de travail (le welfare) ou dans le rapport des capitaux entre eux (des aires nationales de péréquation). C'était là, la situation conflictuelle qui, dans le cycle de luttes antérieur, se manifestait comme identité ouvrière *confirmée dans la reproduction même du capital* et qu'abolit la restructuration. C'est la façon dont était architecturés, d'une part, l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part, la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui est devenue entrave à la valorisation sur la base de la plus-value relative.

Il s'agit de situer cette contradiction interne de la première phase de la domination réelle relativement à la plus-value relative, et donc d'analyser comment c'est à partir d'elle comme principe dynamique, que se mettent en place les axes de la

restructuration. On confère ainsi un sens à ces axes, une signification, une nécessité par rapport à ce que sont l'exploitation et le capital.

De ce point de vue, par rapport à la production de plus-value relative, les axes qui ont porté la baisse du taux de profit dans la phase antérieure nous offrent la vision des éléments que le capital doit abolir, transformer, ou dépasser dans la restructuration actuelle. Cependant à ce niveau, l'approche est encore empirique en ce que la liste de ce qui est à dépasser ne constitue pas en soi le principe commun du dépassement, la loi de transformation, sa hiérarchisation et structuration conceptuelle. Déjà cependant, on peut rassembler tout cela en deux grandes parties, recouvrant la spécificité de la plus-value relative par rapport à la plus-value absolue : le procès immédiat de production ; les combinaisons sociales (reproduction de la force de travail, rapport entre les sections et les capitaux, aires d'accumulation) .

Dans le premier point, nous avons affaire à toutes les caractéristiques du procès de production immédiat (travail à la chaîne, coopération, production-entretien, travailleur collectif, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de travail), et à toutes les séparations (travail, chômage, formation), qui fondaient une identité ouvrière et conféraient comme contenu à la contradiction entre les classes la production de plus-value (et non pas cette production comme immédiatement adéquate à la reproduction du rapport social qu'elle produit), à partir de laquelle se jouait le contrôle sur l'ensemble de la société comme gestion et hégémonie. Cette identité ouvrière était inhérente à une contradiction dans laquelle le prolétariat se constitue en force autonome face au capital dans la propre reproduction d'ensemble de celui-ci. En deuxième lieu, nous avons affaire aux modalités de la circulation et de l'accumulation. Pour la première, on peut avancer que outre les rapports entre la production et le marché qui sont modifiés, la production en flux a transformé le procès de production immédiat et toutes ses activités connexes dans leur rapports avec l'entrée du produit dans la circulation (il faudrait bien entendu fouiller la question). Pour la seconde les transformations portent sur l'accumulation nationale, la différenciation entre centre et périphérie, la division mondiale en deux aires d'accumulation, l'apparition "matérielle" de la monnaie. Dans les deux cas, ce sont les modalités et les contenus de l'accumulation concourant à la constitution d'une identité ouvrière qui disparaissent.

Si par rapport à ces deux grandes catégories, qui regroupent ce qui de façon immédiate est apparu comme les obstacles à la poursuite de l'accumulation, on en revient à la plus-value relative comme principe de développement et de mutation de la subsumption réelle, et que l'on se demande en quoi ces éléments peuvent faire spécifiquement, qualitativement, obstacles à la croissance de la plus-value relative, on est amené à trouver le principe de base synthétique de la restructuration.

Il s'agit de tout ce qui peut faire obstacle au double moulinet de l'auto-présupposition du capital, à sa fluidité. On trouve d'une part toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en ce qu'elles empêchent que toute la classe ouvrière, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face

en tant que telle à tout le capital : c'est le premier moulinet, celui de la reproduction de la force de travail. On trouve d'autre part toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent le deuxième moulinet, celui de la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est-à-dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (pays de l'Est, périphérie) ne prédétermine cette transformation. La fluidité de chacun des moulinets n'est mise en oeuvre que dans et par celle de l'autre.

L'exploitation qui est le contenu de ce rapport se décompose en trois moments : achat-vente de la force de travail ; subsumption du travail sous le capital ; transformation de la plus-value en capital additionnel, c'est-à-dire en nouveaux moyens de travail et force de travail modifiée. Avec la restructuration actuelle, ce sont les deux bras du moulinet qui deviennent adéquats à la production de plus-value relative en même temps que le procès de production immédiat, leur intersection, qui confère à chacun son énergie et la nécessité de sa métamorphose. C'est en ce sens que la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. C'est la façon dont étaient architecturées d'une part l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui devinrent entraves à la valorisation sur la base de la plus-value relative. C'est-à-dire finalement la façon dont le capital, comme système organique, *se constituait en société*.

Cette non-coïncidence entre production et reproduction(apparue comme telle dans la crise de la fin des années 60/ début des années 70 était la base de la formation et confirmation dans la reproduction du capital d'une identité ouvrière, elle était l'existence d'un hiatus entre production de plus-value et reproduction du rapport social, hiatus autorisant la concurrence entre deux hégémonies, deux gestions, deux contrôles de la reproduction. L'adéquation entre la plus-value relative et ses trois déterminations définitoires (procès de travail, intégration de la reproduction de la force de travail, rapports entre les capitaux sur la base de la péréquation) implique la nécessité de la coïncidence entre production et reproduction et corollairement la coalescence entre la constitution et la reproduction du prolétariat comme classe d'une part et d'autre part sa contradiction avec le capital.

Il est évident que le passage d'une phase de la subsumption réelle à une autre phase de celle-ci ne peut avoir la même ampleur que le passage de la subsumption formelle à la subsumption réelle, mais on ne peut se contenter de poser entre les deux phases de la subsumption réelle qu'une continuité, un processus de révélation du capital à sa vérité, le changement ne serait alors qu'élimination d'archaïsmes, la transformation ne serait alors, en définitive, que « formelle », ne changeant rien fondamentalement à la contradiction entre prolétariat et capital. A la limite, c'est la notion même de crise entre

les deux phases qui disparaîtrait. On ne passerait pas réellement d'une configuration particulière de la contradiction à une autre, et la notion de restructuration disparaîtrait par la même occasion.

L'ensemble de ces modifications font système comme élimination d'une identité ouvrière et comme définition de la contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction. Et c'est pour cela, parce que ces modifications définissent une contre-révolution, qu'elles sont une restructuration.

Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste sans défaite ouvrière. Cette défaite c'est celle de l'identité ouvrière, des partis communistes, du syndicalisme, de l'autogestion, de l'auto-organisation, du refus du travail. C'est tout un cycle de luttes qui a été défait, *sous tous ces aspects*, la restructuration est essentiellement contre-révolution, cette dernière ne se mesure pas au nombre de morts.

Le point quatre

Pour le quatrième point, je pense que nos divergences ne sont pas très grandes et je ne veux pas en rajouter, entre nous, sur ce qui me semble être, à la lecture de votre texte, plus une question de vocabulaire qu'une différence théorique. Ma critique du concept d'aliénation n'est pas une « guerre » à l'utilisation du terme, nous-mêmes, dans TC, nous l'employons et dans les « Fondements critiques ... », j'utilise le concept de travail aliéné ou d'aliénation du travail. Ma critique porte explicitement sur l'usage hégélien ou feuerbachien du concept qui a vite fait de le polluer. Je m'explique là-dessus dans le chapitre sur l'IS et dans le chapitre sur la coopération dans les « Fondements critiques... ». A mon avis, les choses apparaissent les plus claires dans celui sur la coopération où la critique du caractère spéculatif du concept n'est pas faite pour elle-même mais apparaît au travers de l'analyse du rapport d'exploitation. Nous pourrions y revenir si vous le désirez.

Passages sur l'IS :

« Non seulement l'histoire est posée d'emblée comme catégorie de l'essence de l'homme (et non l'inverse), mais encore c'est la nature de cette histoire qui est prédéfinie comme *aliénation*. Nous partons d'une identité, nous revenons à une identité, l'identité de départ ne pouvant qu'être "instable", de par la définition de l'essence humaine, entre les deux il ne peut qu'y avoir perte de cette identité : le sujet et l'objet sont étrangers. Mais attention, cette perte n'est elle-même qu'une forme de *l'identité en soi en train de devenir pour soi*, et c'est ça le concept d'aliénation, et c'est pour ça que Marx l'abandonne : la perte n'est qu'une forme de l'identité, son devenir nécessaire pour se retrouver, l'identité négative. L'histoire découle de la vraie réalité de l'homme, qu'il retrouve au terme de l'aliénation.

Dans l'*aliénation*, la séparation entre le travail et la propriété ou le travail et le capital, la séparation entre les hommes, est ramenée au mouvement d'un *être unique* (le fantasme de l'origine), la séparation n'est jamais réelle. Si je conçois le capital sur le modèle des "forces essentielles de l'homme transposées face à lui", j'aurai "l'homme"

des deux côtés : comme travail et comme capital. La scission de la société en classes n'a alors aucun sens, aucune réalité, elle n'est qu'une forme qui a déjà en elle son dépassement comme sa résolution, parce que la scission est "absurde", c'est-à-dire quelque chose qui porte déjà en elle qu'elle n'a aucun sens par rapport à elle-même puisqu'elle n'est, en tant que scission, que comme moment de l'existence de l'identité. Elle devient "irrationnelle" et doit quitter la scène de l'histoire. Cela est absolument différent de concevoir cette séparation et cette transposition comme mouvement du travail salarié et du capital, là je n'ai plus d'être unique qui scissionne, tout en continuant à chapeauter l'ensemble. Chaque terme est donné dans sa réalité singulière dont je produis l'implication réciproque. La "transposition " ne me ramène pas à un être unique, mais à un rapport social de production, dans lequel le capital est transposition des forces sociales du travail ; parce que ce travail est travail salarié, il est lui même "transsubstantiation". Dans l'idéologie de l'aliénation, son dépassement est la "Vérité" de l'homme qui, même défini comme une histoire, fait en vérité de celle-ci un de ses prédicats. Le communisme devient la réalisation de l'essence humaine, l'aliénation ne peut être posée que si l'on a déjà posé son retour dans le sujet. L'aliénation implique sa suppression dans sa propre structure conceptuelle et non comme une histoire, qui n'est pour elle qu'un détail et sur laquelle elle n'a, en fait, rien à dire. De la même façon que l'origine de la religion n'est pas dans l'homme comme abstraction, mais dans la société elle-même, la séparation dont voudrait rendre compte l'aliénation n'est pas "une aliénation de l'homme", ni procédant de la nature de son "Activité" (les deux se recoupent), mais une contradiction dans des sociétés historiques particulières mettant en jeu des classes particulières. » (Fondements critiques..., p. 512-513)

« La méthode de l'aliénation avec son complément "l'essence humaine" a ceci de particulier qu'elle peut être appliquée à tout et à n'importe quoi. Un de ses sujets de prédilection est l'Etat, ce sera alors la séparation entre la vie générique universelle contemplée dans l'Etat et la vie personnelle ramenée aux activités pratiques immédiates. Tout cela n'est pas "faux", c'est la méthode qui l'est et qui, après avoir été le complément spirituel de tous les réformismes, est devenue la bouée de secours de toutes les théories englouties dans la disparition du programmatisme. L'Etat, comme on l'a dit précédemment, est bien la "vie universelle séparée", une abstraction de l'individu engagé dans des rapports de classes, mais il ne l'est pas, comme le pose toute la problématique de "la Question juive" par exemple, *parce que l'homme est séparé en deux*. Il est ainsi parce que c'est la société qui est divisée en deux (avant cela il n'y a pas d'Etat) parce qu'il est l'Etat de la classe dominante et que celle-ci subsume l'ensemble de la société sous la reproduction de ses intérêts particuliers. Le problème du concept d'aliénation est qu'il ne peut fonctionner qu'en renversant le sujet et le prédicat, et cela dans tous les domaines. L'histoire, comme succession de formes sociales particulières, devient le prédicat de l'homme-sujet ou, sous une forme qui se veut plus concrète, ces formes sociales deviennent le prédicat de l'activité ou du travail (cf. supra). En fait, toute cette sagesse a été livrée dans sa totalité dès 1932 par les "découvreurs" du "jeune

Marx" : Landsuth et Mayer. "Dans ces travaux de 1840-1847 Marx s'ouvre peu à peu tout l'horizon des conditions historiques et s'assure le fondement humain général sans quoi toute l'explication des rapports économiques resterait le simple travail intellectuel d'un économiste sagace." Ce fondement humain est bien sûr défini sur le mode de l'aliénation : "la libération par rapport aux conditions extérieures à lui-même de son existence qui faussent toutes les vraies manifestations de l'être de l'homme, (...) toutes les manifestations de son être *seront immédiatement ce qu'elles sont réellement* (souligné par nous)" ; "Après que Marx est arrivé à ce résultat en se séparant de Hegel et de Feuerbach, et a mis cette réalisation en face de lui, l'effort du reste de sa vie se concentre uniquement à dénommer les forces de la réalité en cours qui résolvent les contradictions entre l'idée et la réalité. Mais ces forces, ce sont les forces de l'aliénation propre, de la puissance des conditions, la domination de l'économie politique : le capital." (Landshut et Mayer, "Avant-Propos" au recueil des "Oeuvres de jeunesse" de Marx - publiées sous le titre : "Le Matérialisme historique" - ; en français en "Avant-Propos" du t 4 des "Oeuvres philosophiques", Ed Costes).

Dans les "Manuscrits", Marx considère la propriété privée et toutes les notions développées par l'économie politique comme, chez elle, des "faits sans nécessité". La critique de l'économie politique consiste à aller chercher sa nécessité ailleurs, dans la philosophie. Les conceptions des économistes et les réalités qu'elles recouvrent sont considérées comme un tout, il est vrai qu'il n'est pas encore "un économiste sagace", en réalité il n'y a pas dans les "Manuscrits" de *critique* de l'économie politique (cf. tout le premier tiers du livre, la plupart du temps passé aux "profits et pertes"). Pour trouver La "nécessité", l'économie politique est repassée au filtre de la relation sujet-objet, de la philosophie de l'aliénation : le produit de mon travail qui est une manifestation de moi-même devient marchandise, il me devient donc étranger, le travail cesse donc d'être une manifestation humaine. La nécessité de l'économie politique est alors fondée dans la nature de l'homme : "L'économie politique n'a pas reconnu l'aliénation dans le travail" et celui-ci comme "le devenir pour-soi de l'homme dans l'aliénation". Et l'on retombe sur les apories et la téléologie de l'essence de l'homme : phénomène humain, la propriété privée a son origine en l'homme mais elle devient la négation de l'activité humaine, donc un non-sens, donc elle doit être supprimée.

"L'économiste sagace", se montrant meilleur philosophe, se "contentera" de comprendre la forme fondamentale du capital, la production orientée vers l'appropriation du travail d'autrui, comme une forme historique. "Notre conception diffère fondamentalement de celle des économistes qui, enfermés dans le système capitaliste, voient certes comment on produit dans le système capitaliste (et encore, nda), mais non comment ce rapport lui-même est produit et crée en même temps les conditions matérielles de sa dissolution, supprimant du même coup sa justification historique, en tant que forme nécessaire du développement économique et de la production de la richesse sociale." (Marx, "Un chapitre inédit du Capital", Ed 10/18, p 264). "Nécessité", "justification historique", "production du dépassement", les termes sont encore là, mais plus aucune trace de "faits sans nécessité" à transcender par le

Travail ou l'Homme. Il s'agit d'une tout autre problématique. Le capital supprime lui-même sa signification historique : toute la différence est là. Et quand, dans le nouveau cycle de luttes, ce mouvement est la structure et le contenu de la contradiction même entre le prolétariat et le capital, ce sont toutes les idéologies qui pouvaient encore être le support de la compréhension de ce mouvement comme aliénation qui doivent s'effondrer, *y compris l'objectivisme chez Marx*. (Fondements critiques..., p.515-516)

Passage sur la coopération :

« "Il est donc absurde de se demander si le capital est productif ou ne l'est pas. Le travail lui-même n'est productif que s'il est recueilli au sein du capital qui constitue la base de la production dont le capitaliste est le commandant. La productivité du travail devient force productive du capital, tout comme la valeur d'échange des marchandises se cristallise dans l'argent. Le travail n'est pas productif s'il existe pour le travailleur lui-même en opposition au capital, s'il a une existence immédiate extérieure au capital. Il n'est pas productif comme activité directe du travailleur parce qu'il n'aboutit alors qu'à la circulation simple où les transformations ont un caractère purement formel. Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple transposition de la force productive du travail ; mais ils oublient que le capital est précisément cette transposition, et que le travail salarié implique le capital de sorte qu'il est, lui aussi, transsubstantiation, c'est-à-dire une activité qui semble étrangère à l'ouvrier." (Marx, "Fondements...", Ed Anthropos, t. 1, p. 256).

Le caractère social du travail et le travailleur social n'existent qu'en s'objectivant dans le capital et comme procès de cette objectivation, ce caractère social n'est même pas une latence dans le travailleur individuel dont le capital s'emparerait, il est produit et n'existe que dans son objectivation que comme élément, force du capital. Ce caractère social ne peut donc jamais être une qualité inhérente au travailleur individuel ni même à leur somme, quand elle existe les travailleurs ont cessé de s'appartenir. » (Fondements critiques..., p. 92)

Sur la question, on peut également renvoyer à l'extrait de « critique du travail » que nous avons traduit en annexe de votre réponse à TC.

Je sais bien qu'il n'est pas digne d'un *gentleman* de se citer lui-même, je vous prie de m'en excuser, mais je pense que ces quelques extraits préciseront le sens de notre critique du concept d'aliénation.

Ces quatre points n'épuisent pas toutes les discussions que nous pourrions avoir, mais j'espère ne pas m'être trompé en pensant que c'était l'essentiel.

Amicalement,
Théorie Communiste

UN PETIT SUPPLEMENT POUR LA DISCUSSION

Avant de venir à Brighton, en février, je n'avais pu faire qu'une *lecture* de votre texte sur TC. Ce n'est que maintenant que nous en avons réalisé une *traduction écrite*. A la suite de ce travail qui nous a permis de pénétrer davantage dans votre texte, il me paraît utile de compléter certains points de notre réponse.

Sur l'aliénation

Il est évident que sous les termes différents d'aliénation et d'exploitation, nous mettons souvent la même chose : subsumption du travail sous le capital, implication réciproque, autoprésupposition du capital.

Vous relevez de façon pertinente les nombreuses utilisations du concept d'aliénation dans les *Fondements...*, le *Chapitre inédit*, etc. Je maintiens cependant qu'il ne s'agit pas du même concept que dans les *Manuscrits de 1844*. Alors que dans les *Manuscrits*, le concept d'aliénation est la dynamique explicative même de la réalité qu'il est chargé d'expliquer, dans les textes que vous citez, l'aliénation est ce qu'il s'agit d'expliquer. Elle est soumise au concept de mode de production capitaliste, nous sommes loin de la toute puissance explicative du « travail aliéné » des *Manuscrits de 1844*.

« Aussi longtemps qu'au niveau du capital et du travail salarié, la production de ce corps objectif de l'activité s'effectue en opposition à la force de travail immédiate, ce processus d'objectivation aura le caractère de l'aliénation pour l'ouvrier ou de l'appropriation du travail d'autrui pour le capital. (...). Mais, il est manifeste que ce processus d'inversion correspond à une nécessité historique. Il est nécessaire pour le développement des forces productives à partir d'un certain point de départ historique ou d'une base déterminée. » (*Fondements...*, t. 2, p. 378, Ed. Anthropos). L'aliénation n'est plus le concept premier dans lequel s'origine tous les autres, il résulte du rapport de production qu'est le capital et non l'inverse : « Il est donc absurde de se demander si le capital est productif ou ne l'est pas. Le travail lui-même n'est productif que s'il est recueilli au sein du capital qui constitue la base de la production dont le capitaliste est le commandant. (...) ; Il (le travail, nda) n'est pas productif comme activité directe du travailleur... (...). Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple transposition de la force productive du travail ; mais ils oublient que le capital est précisément cette transposition, et que le travail salarié implique le capital de sorte qu'il est, lui aussi, transsubstantiation, c'est-à-dire une activité qui semble étrangère à l'ouvrier. » (*ibid*, t. 2, p. 256).

Comparons avec les *Manuscrits* : « Nous avons considéré l'acte d'aliénation de l'activité humaine pratique, le travail, sous deux aspects : premièrement, le rapport de l'ouvrier au produit du travail en tant qu'objet ayant barre sur lui. (...). Deuxièmement, le rapport du travail à l'acte de production à l'intérieur du travail. Ce rapport est le rapport de l'ouvrier à sa propre activité en tant qu'activité étrangère qui ne lui appartient pas, ... » (Ed. Sociales, p. 61). « Nous avons certes tiré le concept de travail aliéné (de

vie aliénée) de l'économie politique comme le résultat du mouvement de la propriété privée. Mais de l'analyse de ce concept, il ressort que, si la propriété privée apparaît comme la raison, la cause du travail aliéné, elle est bien plutôt la conséquence de celui-ci, de même que les dieux, à l'origine ne sont pas la cause, mais l'effet de l'aberration de l'entendement humain. Plus tard, ce rapport se change en action réciproque. Ce n'est qu'au point culminant du développement de la propriété privée que ce mystère qui lui est propre reparaît de nouveau, à savoir d'une part qu'elle est le produit du travail aliéné et d'autre part qu'elle est le moyen par lequel le travail s'aliène, qu'elle est la réalisation de cette aliénation. » (*ibid*, p. 67). Je sais bien que je n'ai affaire qu'à une *traduction*, mais en supposant celle-ci correcte, la forme pronominale dans « le travail s'aliène » le constitue en puissance créatrice des rapports sociaux, ce que confirme la « réalisation » qui suit dans la phrase.

Je ne compliquerai pas les choses par de longs commentaires. Il me semble que d'un texte à l'autre, on ne parle plus de la même chose. Dans les *Manuscrits*, l'aliénation est le principe premier, explicatif, parce que la référence est le devenir de l'essence humaine (sa perte, etc.) ; dans les autres textes, l'aliénation est elle-même expliquée par les rapports de production, elle décrit une situation. Dans les citations des *Fondements*, l'aliénation du travail existe dans le rapport de production du capital, ce n'est pas le travail aliéné, manifestation de l'homme se retournant contre lui, qui crée ce rapport, on a deux pôles réels qui se font face et non un seul : le travail qui s'aliène « à l'intérieur de lui-même ». Dans les *Fondements*, il y a des classes qui sont des sujets réels s'affrontant dans leur implication réciproque. Dans les *Manuscrits*, il n'y a pas de classes et pas d'implication réciproque, mais un sujet qui se scinde.

Il est significatif que vous-mêmes reveniez sur la recherche de ce sujet unique qui se scinde : « Le capital dès lors n'est pas simplement « travail objectivé » et travail subjectif sans objectivité, ils sont tous deux les formes dans lesquelles *l'unité de l'individu social* (souligné par moi) est clivée. » ; « Dans l'aliénation, *le sujet qui existe des deux côtés* (souligné par moi) en tant que prolétariat et capital est en vérité, tout simplement, les capacités aliénées de l'humanité ». La révolution est alors : « l'unification de l'individu social fragmenté ». Les classes, à ce moment là, sont la scission d'un unique sujet.

Il me semble que vous êtes bien embarrassés avec ce « retour en soi du sujet ». Vous dites : « En un sens, le sujet qui retourne à lui-même c'est l'humanité, non pas le prolétariat ou une humanité d'avant l'aliénation, c'est une humanité venue au travers de l'aliénation, ainsi le sujet n'existe pas déjà en dehors de l'individu social fragmenté produit par l'aliénation ». En un mot, cela signifie que l'aliénation produit le sujet qui s'aliène, c'est une tautologie, mais en outre on est en droit de se demander quelle est cette aliénation qui produit. Pour ne pas avoir de sujet préalable, c'est l'aliénation elle-même qui devient sujet. Dans aucune théorie spéculative de l'aliénation nous avons affaire à un sujet préalable (ayant concrètement et historiquement existé – les fables du « communisme primitif » sont passablement passées de mode) qui s'aliène, mais toujours à la scission comme étant son propre mouvement. Ce mouvement, c'est l'unité

qui subsume les éléments qui sont scindés. C'est précisément là tout le caractère spéculatif du concept. « L'humanité dont nous sommes aliénés est une humanité qui n'existe pas encore », écrivez-vous. La formule est pour moi assez obscure. Comment une chose qui n'existe pas encore peut-elle être une manifestation de moi-même qui me soit actuellement étrangère ? Si une telle chose est possible, c'est parce que cette chose qui n'existe pas existe tout de même : « Il y a devenir à soi de l'humanité au travers de l'aliénation » dites-vous. Elle n'existe pas, mais elle existe tout de même parce qu'elle est déjà la propre raison d'être actuelle de son devenir.

La clé de voûte d'une telle construction réside dans la formule suivante : « L'essence humaine, pour le Marx des *Manuscripts de 44*, n'est pas une catégorie générique, elle n'est pas un donné fixe, elle est en devenir. L'essence humaine est en dehors de l'individu, elle est dans les relations sociales historiquement déterminées, elle y est immergée. ». Une première remarque sans grande importance : il ne me semble pas si évident que dans les *Manuscripts*, l'essence humaine ne soit pas une catégorie générique. Le passage qui commence par « l'homme est un être générique parce que etc., etc. » ne me paraît pas confirmer cette affirmation. Mais le plus important, dans ces quelques lignes, c'est la double affirmation qu'elles contiennent. D'une part, vous dites « l'essence humaine n'est pas un fixe, elle est en devenir » ; d'autre part, « l'essence humaine est dans les relations sociales (...) elle y est immergée » (sous réserve d'une traduction correcte de notre part). Vous ne dites pas sans autres détours : « l'essence de l'homme c'est l'ensemble des rapports sociaux ». Nous avons *quelque chose* qui est en devenir, *quelque chose* qui est « dans », *quelque chose* qui est « immergé ». Donc, il s'agit toujours de quelque chose qui est « en devenir » dans autre chose, même si cet « autre chose » n'est que la forme que momentanément il revêt.

Cette formule de « l'essence historique », de « l'essence comme un devenir », se détruit au moment même où elle s'énonce.

Il s'agit de la conception selon laquelle l'essence humaine, au lieu d'être fixe, est identique au processus historique, compris comme auto-crédation de l'homme dans le temps. Il ne s'agit pas d'une ontologie abstraite (Feuerbach) mais d'une phylogénèse. Il n'empêche que, comme toute phylogénèse, elle renvoie à une ontologie et se débat avec elle.

Le simple fait de concevoir le développement historique comme essence de l'homme (on présente en général cette proposition dans l'autre sens – l'essence de l'homme comme devenir historique – où elle apparaît moins *spéculative*) suppose que l'on a défini des catégories a priori de cette essence (si on dit que ces catégories sont tirées de l'histoire, à ce moment là on tourne en rond), catégories qui se *réalisent*, même si l'on pousse la subtilité jusqu'à dire qu'elles n'existent qu'en se réalisant, c'est-à-dire que comme histoire. Il s'agit bien sûr ici de la définition de l'homme comme être générique et des attributs de cet être : universalité, conscience, liberté. L'essence humaine n'est plus abstraite, au sens où elle serait achevée et définie en dehors de son être et de son existence, mais cela n'empêche qu'elle ne peut fonctionner dans son identité avec l'histoire qu'en supposant en elle un noyau dur de catégories qui fondent,

qu'on le veuille ou non, une ontologie. Cette essence identique à l'histoire fonctionne sur le binôme : la substance (le noyau dur), la tendance. La tendance n'est que l'abstraction rétrospective du résultat auquel le noyau dur ne peut manquer de nous conduire, alors cette essence identique à l'histoire produit nécessairement une téléologie, c'est-à-dire une disparition de l'histoire.

Le développement téléologique est contenu dans les prémisses mêmes. Le point de départ, donné dans la notion d'être générique et dans les attributs de celui-ci, c'est la problématique du sujet et de l'objet, de la pensée et de l'être, qui est au fond même de toute la philosophie. On peut alors donner toutes les réponses imaginables mais c'est dans la question elle-même que réside la mystification. Si on donne la primauté au sujet on est « idéaliste », si on la donne à l'objet (la nature au sens philosophique) on est « matérialiste ». Feuerbach, et Marx à sa suite dans les *Manuscrits*, tentent de dépasser cette alternative au nom de l'« humanisme concret » ou « naturalisme ». En témoigne la définition qu'en fournit Marx dans les *Manuscrits de 1844* : « L'homme est immédiatement un être *naturel*. En tant qu'être naturel et être naturel vivant, il est doué de forces naturelles, de forces vitales ; il est un être naturel *actif* ; ces forces existent en lui sous la forme de dispositions et d'aptitudes, d'impulsions. D'autre part, en tant qu'être naturel, en chair et en os, sensible, objectif, il est un être *souffrant*, dépendant et limité, tout comme la plante et l'animal. Autrement dit, les *objets* de ses impulsions existent en dehors de lui comme objets indépendants de lui ; mais ces objets sont objets de ses besoins ; ce sont des objets indispensables, essentiels, pour la manifestation et l'affirmation de ses forces essentielles. Dire que l'homme est un être en chair et en os, doué de forces naturelles, vivant, réel, sensible, objectif, c'est dire qu'il a pour objet de son être, de la manifestation de sa vie, des objets réels, sensibles.(...) Un être qui n'a pas sa nature en dehors de lui-même n'est pas un être naturel, ne participe pas à l'être de la nature. Un être qui n'a aucun objet en dehors de soi n'est pas un être objectif. Un être qui n'est pas lui-même un objet pour un autre est un être dont l'objet n'a pas d'être ; autrement dit, c'est un être qui ne se trouve pas dans des rapports objectifs et dont l'être n'est pas quelque chose d'objectif. Un être non-objectif est un non-être. » (op. cit., p. 282-283).

Cependant, Marx ne considère pas cette identité du sujet et de l'objet porté au niveau d'une fusion, d'une consubstantialité, comme quelque chose de donné, mais comme quelque chose d'historique. C'est ce que nous indique le fameux passage des *Manuscrits* sur « l'œil humain », directement démarqué d'un paragraphe de *La Philosophie de l'Avenir* de Feuerbach qui déclarait simplement : « Ainsi l'objet de la lumière est l'œil, et non le son, ni l'odeur. Or, n'est-ce pas l'objet de l'œil qui nous révèle l'essence de l'œil? » (in *Manifestes philosophiques*, Ed PUF, p 133). C'est l'application du principe de base : l'objet d'un être est son essence, d'où son être - les conditions d'existence de l'essence - est son essence, proposition que Marx critique dans *L'Idéologie Allemande* comme apologie de l'état de choses existant. Cependant (deuxième « cependant » qui nous fait revenir au sujet-objet identique *en soi* du paragraphe précédent, seulement enrichi), ce devenir historique n'est qu'un trompe-l'œil

(pour rester dans la note et ne pas dire un « attrape couillons »). En effet, le devenir est *adéquation*.

L'identité du sujet et de l'objet qui est *en soi* (la définition même du sujet) *ne peut que* devenir une coïncidence *pour soi* (l'aliénation est le moyen terme). « Mais l'homme n'est pas seulement un être naturel, il est aussi un être naturel *humain*, c'est-à-dire un être existant pour soi, donc un être *générique*, qui doit s'affirmer et se manifester en tant que tel dans son existence et dans son savoir. Il s'ensuit que les objets naturels tels qu'ils se donnent immédiatement ne sont pas des objets *humains*. De même, les sens humains tels qu'ils sont immédiatement, objectivement, ne constituent pas un monde sensible *humain*, une objectivité *humaine*. Ni la nature au sens objectif, ni la nature au sens subjectif n'existent immédiatement d'une manière *adéquante* (souligné par nous) à l'être *humain*. Et de même que tout ce qui est naturel doit naître, de même l'homme est le produit d'un processus d'enfantement qui est l'*histoire*. Mais étant donné que l'histoire est consciente, étant donné que ce processus naturel d'enfantement est effectué consciemment, il se supprime lui-même en tant que processus naturel : la véritable histoire *naturelle* de l'homme est l'*histoire* (il faudra y revenir)." (Marx, "Critique de l'économie politique" - "Manuscrits de 1844" -, Ed. 10 / 18, p. 283). Heureusement, il en est revenu et n'y est jamais revenu. Nous avons donc un sujet-objet identique, mais en tant qu'être naturel humain, ce sujet-objet identique ne peut immédiatement n'être identique qu'en soi ; en tant qu'humain, cet être naturel est un être générique, c'est-à-dire qu'il se prend lui-même pour objet. Il s'ensuit que l'objet qui le définit en soi dans leur identité, doit devenir "en - et - pour- soi". On aura reconnu...*le plan de "La Phénoménologie de l'Esprit"*. Le sujet est d'abord identique à son objet, en tant qu'objet extérieur (la conscience comme savoir d'un objet extérieur : la *conscience*) ; ensuite, le sujet comme objet de lui-même (la conscience comme savoir du moi lui-même : la *conscience de soi*) ; enfin, le sujet est identique à son objet extérieur et à lui-même dans cet objet (la conscience comme savoir de la *pensée*, quelque chose qui est à la fois objectif et intérieur : la *raison*). L'histoire n'est alors qu'un moyen terme, un moment posé *a priori* dans la définition de l'essence humaine, il est donc évident que cette essence humaine est le devenir *dans la mesure où c'est en fait le devenir qui en fait partie, qui est posé déjà en elle*.

Il y a un texte de Marcuse qui illustre particulièrement bien cette difficulté : *Nouvelles sources sur la fondation du matérialisme historique*, publié en 1932 (après sa découverte des *Manuscrits*). « Pour Marx, l'essence et la factualité, la situation de l'histoire essentielle et la situation de l'histoire factuelle (c'est-à-dire, le développement de l'essence de l'homme et la succession des formes sociales, distinction que Marx renvoie aux oubliettes dans *L'Idéologie Allemande*, en montrant que le premier terme n'est que la vision *philosophique* du second, n d a) ne sont justement pas des régions ou des niveaux séparés, indépendants l'un de l'autre : l'historicité de l'homme est *incluse dans sa détermination essentielle*... Mais la connaissance de l'historicité de l'existence historique n'identifie nullement l'histoire essentielle de l'homme avec son histoire factuelle. Nous avons déjà vu que l'homme n'est pas immédiatement "un avec son

activité", mais qu'il se "distingue" d'elle, qu'il "a un rapport" avec elle. Chez lui, essence et existence se *séparent* : son existence est un "moyen" de la réalisation de son essence, ou, dans le cas de l'aliénation, son être est un moyen de sa simple existence physique. Si l'essence et l'existence sont à ce point séparées, et si leur réunion comme réalisation *de facto* est le *devoir* véritablement libre de la praxis humaine, alors, là où la factualité s'est installée au point de *pervertir* complètement l'essence humaine, la *suppression radicale* de cette factualité est le devoir absolu. C'est précisément la considération sans erreur de l'essence de l'homme qui devient le moteur implacable de la justification de la révolution radicale : il ne s'agit pas seulement d'une crise économique (écrit en 1932, n d a) ou politique dans la situation factuelle du capitalisme, mais d'une catastrophe de l'essence humaine. Comprendre cela revient à condamner sans appel par avance à l'échec toute *réforme* purement économique ou politique et à réclamer inconditionnellement la suppression catastrophique de l'état factuel par la *révolution totale*. » Un tel discours se contredit constamment lui-même. L'historicité de l'essence humaine (et son aliénation) est démentie par la considération sans erreur de "l'essence de l'homme", qui est la raison d'être de son historicité (une véritable contradiction dans les termes) et à laquelle on est sans cesse renvoyé comme à un étalon ultime.

Cette conception de l'essence humaine comme devenir historique, vous amène à une lecture que je ne partage absolument pas de la citation que vous faites du *Chapitre inédit*. « Au niveau de la production matérielle, du véritable procès de la vie sociale – qui n'est autre que le procès de production – nous trouvons le même rapport qu'au niveau de l'idéologie, dans la religion : le sujet est transformé en objet, et vice versa. Du point de vue historique, cette inversion représente une phase de transition qui est nécessaire pour contraindre la majeure partie de l'humanité à produire la richesse pour soi, en développant inexorablement les forces productives du travail social, qui seules peuvent constituer la base matérielle d'une libre société humaine. Il est nécessaire de passer par cette forme antagonique, tout comme de donner tout d'abord aux forces spirituelles de l'homme la forme religieuse, en les érigeant en puissances autonomes face à lui. » (Ed. 10 / 18, p. 142). Si l'on veut, comme vous le faites, parler à propos de ce texte de « nécessité de l'aliénation », il faut se poser la question du statut de cette nécessité. Dans cette citation, la question ne renvoie pas à celle des *Manuscrits*. La question de la « nécessité de l'aliénation » dans les *Manuscrits* porte sur : comment (et pourquoi, c'est pire) le travail en vient-il à s'aliéner ? Ici, dans le *Chapitre inédit*, la question porte sur comment cette époque du capital produit sa propre disparition. Nous sommes passés d'une question spéculative à une question historique. Ne pas voir cette différence signifie que l'on ne comprend le cours historique qui est une *production* que comme une *réalisation*.

Je ne comprend pas que vous n'ayez pas poursuivi la citation du *Chapitre inédit* que vous mettez en avant car la suite semble, dans un premier temps, remarquablement conforter votre thèse. « Tel est le procès de l'aliénation du travail. D'emblée, l'ouvrier s'élève cependant au-dessus du capitaliste, qui est plongé dans un procès d'aliénation où il trouve sa satisfaction absolue, tandis que l'ouvrier, en en étant

la victime, est dès l'abord dans une situation de rébellion contre une aliénation qu'il éprouve comme un esclavage » (*Chapitre inédit*, p. 142-143). Ces quelques lignes rappellent, à l'évidence, le célèbre paragraphe de la *Sainte Famille* que vous citez par ailleurs. Mais, là aussi, comparons. Le « procès de l'aliénation du travail » (*Chapitre inédit*) vient remplacer « la même aliénation de l'homme » (*Sainte Famille*) ; le capitaliste est « plongé dans un procès d'aliénation » (*Chap inédit*), précédemment, il s'agissait de « l'aliénation de soi » (*Sainte Famille*) dans laquelle il acquérait « l'illusion d'une existence humaine » (*Sainte Famille*) ; les ouvriers, dans le *Chapitre inédit* sont « victimes », « dans une situation de rébellion », comme en « esclavage », dans la *Sainte Famille*, la « classe prolétaire » trouvait dans l'aliénation « la réalité d'une existence inhumaine » ou « la contradiction qui existe entre sa nature humaine et sa condition réelle qui est la négation franche, catégorique, totale de cette nature », tout cela est remplacé par la simple situation de l'ouvrier qui est « victime » et se révolte parce qu'il est dans cette situation. Dans le *Chapitre inédit*, le texte se poursuit ainsi : « ...le capitaliste tout autant asservi au capital (parce que son obsession est l'auto-valorisation du capital, nda) que l'ouvrier au pôle opposé ». Ici, le commun « asservissement au capital » a remplacé « la même aliénation de l'homme ». Je ne commenterai pas la référence explicite à Hegel qui est faite dans la *Sainte Famille*, je pense que la simple comparaison de ces deux textes, qui se font écho de façon évidente et volontaire, suffit à ma démonstration.

Je mettrai la citation que vous faites du *Chapitre inédit* en relation avec une autre du même ouvrage. « Notre conception diffère fondamentalement de celle des économistes qui, enfoncés dans le système capitaliste, voient certes comment on produit dans le système capitaliste (et encore, nda), mais non comment ce rapport lui-même est produit et crée en même temps les conditions matérielles de sa dissolution, supprimant du même coup sa justification historique, en tant que forme nécessaire du développement économique et de la production de la richesse sociale. » (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p 264). « Nécessité », « justification historique », « production du dépassement », les termes sont encore là, mais plus aucune trace de « faits sans nécessité » (*Manuscrits de 1844*) à transcender par les concepts de Travail ou d'Homme. Il s'agit d'une tout autre problématique. Le capital supprime lui-même sa signification historique : toute la différence est là. Et quand, dans le nouveau cycle de luttes, ce mouvement est la structure et le contenu de la contradiction même entre le prolétariat et le capital, ce sont toutes les idéologies qui pouvaient encore être le support de la compréhension de ce mouvement comme aliénation qui doivent s'effondrer, y compris l'objectivisme chez Marx. Le dépassement théorique du programmatisme est à ce prix. Parler de stade ou de passage inévitables ne débouche pas nécessairement sur une téléologie, dans la mesure où le dépassement rendu possible par ce stade ne lui préexiste pas.

Comprendre ces citations dans la problématique des *Manuscrits* nous amènerait à penser que la division de la société en classes résulterait du fait que leur suppression doit être historiquement produite dans un mouvement qui abolit sa propre

nécessité tout au long de son cours. Puisque nous en sommes au point où la division de la société en classes peut être abolie, toute l'histoire passée n'aurait eu que cela comme but, la suppression des classes devient la raison même de leur origine. Toute cette problématique qui consiste à chercher une cause, une origine à la division de la société en classes procède de *la croyance selon laquelle le communisme est l'état normal de l'Humanité*. C'est réellement une téléologie.

C'est, à la suite des *Thèses sur Feuerbach*, dans *L'Idéologie Allemande*, que Marx fait table rase de toute cette démarche. « L'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations dont chacune exploite les matériaux, les capitaux, les forces productives qui lui sont transmis par toutes les générations précédentes ; de ce fait chaque génération continue donc d'une part le mode d'activité qui lui est transmis, mais dans des circonstances radicalement transformées, et d'autre part, elle modifie les anciennes circonstances en se livrant à une activité radicalement différente. Ces faits on arrive à les dénaturer par la spéculation en faisant de l'histoire récente le but de l'histoire antérieure ; c'est ainsi par exemple qu'on a prêté à la découverte de l'Amérique cette fin : aider la Révolution Française à éclater ; de la sorte on fixe à l'histoire ses buts particuliers et on en fait une personne à côté d'autres personnes (à savoir Conscience de soi, Critique, Unique, etc.) tandis que ce que l'on désigne par les termes de "Détermination", "But", "Germe", "Idée" de l'histoire passée n'est rien d'autre qu'une abstraction de l'histoire antérieure, une abstraction de l'influence active que l'histoire antérieure exerce sur l'histoire récente » (Ed. Sociales, p. 66). « Cette somme de forces de production, de capitaux, de formes de relations sociales, que chaque individu et chaque génération trouvent comme données existantes, est la base concrète de ce que les philosophes se sont représentés comme "substance" et "essence" de l'homme, de ce qu'ils ont porté aux nues » (p.70).

« Pratiquement, les communistes traitent donc les conditions créées par la production et le commerce avant eux comme des facteurs inorganiques, *mais ils ne s'imaginent pas pour autant que le plan ou la raison d'être des générations antérieures ont été de leur fournir des matériaux* (souligné par moi), et ils ne croient pas davantage que ces conditions aient été inorganiques aux yeux de ceux qui les créaient. » (d°, p.97). A propos de la méthode de l'économie politique, dans *L'Introduction de 1857*, Marx écrit : « Si l'on invoque l'évolution historique c'est en général pour affirmer que la dernière forme de la société n'est que l'aboutissement des sociétés passées qui sont autant d'étapes conduisant à elle. On les conçoit donc toujours de façon partielle. » Le procès de formation du capital est bien en relation avec ce qui le précède mais il n'est pas *dans* ce qui le précède ou le résultat d'un arc historique ayant sa propre dynamique comme raison d'être de la succession des formations sociales historiques : « son procès de formation (du capital, nda) est le procès de dissolution, le produit de la décomposition du mode de production social qui le précède » (*Théories sur la plus value*, Ed. Sociales, t. 3, p 475).

« Si l'on considère, du point de vue philosophique, le développement des individus dans les conditions d'existence commune des ordres et des classes qui se

succèdent historiquement et dans les représentations générales qui leur sont imposées de ce fait, on peut, il est vrai, s'imaginer facilement que le Genre ou l'Homme se sont développés dans ces individus ou qu'ils ont développé l'homme ; vision imaginaire qui donne de rudes camouflés à l'histoire. On peut alors comprendre ces différents ordres et différentes classes comme des spécifications de l'expression générale, comme des subdivisions du genre, comme des phases de développement de l'Homme » (d°, p.93). Et enfin « Les individus qui ne sont plus subordonnés à la division du travail, les philosophes se les sont représentés, comme idéal, sous le terme d' "Homme", et ils ont compris tout le processus que nous venons de développer comme étant le développement de l' "Homme", si bien qu'à chaque stade de l'histoire passée on a substitué l' "Homme" aux individus existants et on l'a présenté comme la force motrice de l'histoire. Tout le processus fut donc compris comme processus d'auto-aliénation de l' "Homme", et ceci provient essentiellement du fait que l'individu moyen de la période postérieure a toujours été substitué à celui de la période antérieure et la conscience ultérieure, prêtée aux individus antérieurs » (p.104). On a là l'explication génétique du concept d'homme et la forme générale de la critique de toutes ces utilisations. Une fois que l'on s'est enfermé dans les apories de l'aliénation et de l'Homme, on ne peut que succomber à une illusion d'optique : ce sujet, ce principe, c'est l'Homme imaginé de la société communiste par rapport auquel toutes les limitations antérieures apparaissent comme contingentes absolument. On substitue l'individu imaginé de la société communiste à celui des formes sociales antérieures, il devient évident que pour cet individu toutes les limites antérieures ne peuvent être que contingentes, ce qui a contrario transforme cet individu en noyau substantiel trans-historique et permet de dégager le noyau libre de l'humain ayant dû, pour se retrouver adéquat à lui-même, accomplir tous ces avatars.

Il est évident que cette critique de la téléologie ne signifie pas que, une fois abolie la condition prolétarienne, l'on passe à une étape différente sans lien aucun avec la précédente, sinon la fin de l'exploitation. Le lien avec le stade précédent est constitué par la signification historique du capital qui n'est en aucune façon une somme de germes, mais un certain stade de la contradiction entre capital et prolétariat, un contenu et une structuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire du cours de l'exploitation, qui se résout dans la capacité que trouve le prolétariat, dans la contradiction avec le capital, à produire le communisme.

Si le communisme résout et dépasse cette séparation de l'activité individuelle et de l'activité sociale, et si toute l'histoire passée, comme histoire de la lutte de classes est l'histoire de cette division, ce n'est pas pour autant qu'elle devait aboutir à ce dépassement, ni que cette histoire se scinde à l'intérieur d'elle-même : en elle-même, comme principe ou abstraction (la socialisation de la nature, le développement des forces productives, l'individu social fragmenté), et en elle-même comme histoire concrète. Cette division n'est pas la raison d'être de sa propre histoire, ce qui signifie qu'elle ne porte pas son dépassement en elle-même comme une qualité cachée qu'elle déploierait comme histoire jusqu'au communisme. Au développement historique on confère alors quelque chose de mystérieux en essayant paradoxalement de l'expliquer, d'en rendre

compte, par le déploiement d'une qualité « cachée », d'une potentialité originelle. Ce n'est pas la nature du travail, une contrainte au développement des forces productives ou l'auto-aliénation du travail, qui produisent la division de la société, mais c'est *la division de la société que nous avons d'entrée de jeu et de laquelle nous partons*.

Cette séparation n'a pas d'origine, ni conceptuelle, ni historique (chronologique), *la recherche de l'origine consiste toujours à poser une réalité une, non encore déjà divisée*, c'est-à-dire à chercher non une compréhension de l'histoire, mais quelque chose d'avant l'histoire. Qu'on considère ce quelque chose comme une abstraction ou comme une réalité historique, il ne reste plus alors qu'à convertir chaque fait historique, chaque période dans la formule originelle choisie selon le principe suivant : « Monsieur Lange a, en effet, fait une découverte. Toute l'histoire doit être subordonnée à une seule grande loi de la nature. Cette loi de la nature, c'est la phrase (l'expression de Darwin ainsi employée devient une simple phrase) *struggle for life*, la lutte pour l'existence et, le contenu de cette phrase, c'est la loi malthusienne de la population ou *rather* (plutôt) de la surpopulation. Au lieu donc d'analyser le *struggle for life* tel qu'il se manifeste historiquement dans diverses formes sociales déterminées, il suffit de convertir chaque lutte concrète dans la phrase *struggle for life* et cette phrase elle-même, dans la fantaisie malthusienne sur la population. Reconnaissons que c'est là une méthode très pénétrante..." (Marx, *Lettres à Kugelmann* – juin 1870 -, Ed. Anthropos, p. 147).

Mais trêve de marxologie et de cuistrerie, j'espère que nous aurons à nouveau l'occasion de nous distinguer dans ces deux domaines. Je voudrais terminer ces compléments à ma réponse en abordant une question que ni vous, dans votre texte sur TC, ni nous, dans notre réponse, nous ne soulevons. Je veux dire la question de l'*enjeu* de cette dispute sur l'aliénation et l'humanité. Je pense que l'enjeu réside (comme toujours) dans la compréhension du capital et de la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire dans la compréhension de la lutte des classes en ce qu'elle est le procès de production du communisme. Il me semble que votre conception de l'aliénation aboutit à comprendre la contradiction entre le prolétariat et le capital comme une phase de transition dans un processus dont elle n'est qu'un élément, un moment, qui a sa raison d'être à l'extérieur d'elle-même, ailleurs, elle est moment de réalisation d'une contradiction plus « globale » et réellement efficiente. Cette contradiction est le moment nécessaire pour réaliser un dépassement communiste, mais c'est en fait parce qu'en elle, l'aliénation de l'humanité a revêtu une forme qui la rend surmontable. Si, comme dans les *Manuscrits*, vous avez une aliénation qui est celle de l'homme, une aliénation qui est une anthropologie, vous ne pouvez être cohérents que si vous avez un « besoin du communisme » transhistorique.

L'enjeu réside dans la capacité à prendre comme des événements concrets, finis, les événements du cours de la lutte des classes et non comme manifestation et signification d'une ligne historique qui les transcende. La « fin » est produite, elle n'est pas déjà le sens caché du mouvement. L'enjeu, c'est notre existence dans les luttes

immédiates et notre rapport à elle. La problématique téléologique de l'aliénation dispense de se confronter aux développements historiques réels du capital pour eux-mêmes, et des luttes de classes pour elles-mêmes. Elle empêche de concevoir ces dernières comme réellement productrices d'histoire et de théorie. Cette problématique suppose la question de la relation de la lutte de classe et de la révolution comme toujours déjà résolue (c'est la façon dont, par exemple, vous comprenez la citation du Chapitre inédit dont il a été beaucoup question précédemment).

Je serai direct et *ad hominem*. Maintenir le concept d'aliénation, dans l'acception que vous en avez, permet de maintenir une vision abstraite de l'autonomie et de l'auto-organisation (l'être véritable du prolétaire), malgré son effondrement historique, et de continuer à pouvoir naviguer (plus ou moins à l'aise) à l'intérieur du mouvement d'action directe, comme la conscience critique de ses insuffisances, c'est-à-dire en acceptant les prémisses. Vos textes comme ceux sur « Reclaim the street » ou sur le « Mouvement d'action directe » montrent bien cette volonté de se confronter concrètement à l'analyse des luttes actuelles. Mais vos analyses pèsent le « pour » et le « contre » de ces mouvements. Vous n'abordez pas les questions de leur « pourquoi », de leur « existence », de ce qu'ils apportent théoriquement, de leur existence comme définition d'une période. Votre problématique générale ne vous pousse pas à les considérer comme la production historique même de la contradiction entre le prolétariat et le capital et cette contradiction comme ce que sont ces mouvements et ces luttes. Elle ne vous pousse pas à les prendre en bloc, mais en en juger les aspects divers. En un mot, elle ne vous pousse pas à comprendre et à périodiser une véritable histoire concrète des cycles de luttes car *la problématique de l'aliénation est en définitive une problématique de la nature révolutionnaire du prolétariat*.

Sur la subsumption réelle

En ce qui concerne la périodisation de la subsumption réelle, je serai beaucoup plus bref car je pense que ma réponse était beaucoup plus précise par rapport à vos questions que ne l'était celle sur l'aliénation. Cependant, je ne souligne pas assez dans ma réponse la pertinence de beaucoup de vos critiques et des questions que vous posez à la périodisation que présente TC. Il va falloir reprendre tout cela de la façon plus « empirique » à laquelle incitent vos remarques. Vous soulevez, entre autres problèmes, une question que nous avons complètement laissée de côté, celle du critère de la dominance d'un mode de valorisation du capital. Je n'ai pas de réponse catégorique à vous apporter. Je pense qu'il faut, bien sûr, tenir compte d'une étude des procès de travail, mais, comme j'essaie de le montrer dans ma réponse, cela ne peut pas suffire. Je pense qu'en ce qui concerne la subsumption réelle, le critère de sa dominance doit être cherché dans les modalités de reproduction de la force de travail (modalités sociales et politiques) : systèmes d'assurances sociales, invention de la catégorie de chômeurs, importance du syndicalisme, etc. Tout cela va naturellement avec les transformations du procès de travail : déclin de l'artisanat et du travail à domicile qu'une première phase de la grande industrie relance. A mon avis, pour qu'il y ait subsumption réelle, il faut que

les transformations acquises dans le procès de travail aient créés les modalités de la reproduction de la force de travail qui lui sont adéquates. C'est-à-dire celles qui font en sorte (et qui entérinent) que la force de travail n'a plus de « sorties » possibles de son échange avec le capital dans le cadre de ce procès de travail spécifiquement capitaliste.

Je pense que conformément à ce qu'est la subsumption réelle du travail sous le capital en tant que transformations du procès de travail, le critère de la dominance de la subsumption réelle doit, paradoxalement, être cherché en dehors du procès de travail. Ce sont alors les grandes phases de transformation au niveau des modalités de la reproduction générale du prolétariat dans le mode de production capitaliste qui peuvent servir de critères à la périodisation de la subsumption réelle. Contrairement à la subsumption formelle, je ne pense pas qu'on puisse limiter la subsumption réelle à une modalité historique de mise en place du mode de production capitaliste.

Quelques citations, non pour revendiquer une quelconque orthodoxie mais pour illustrer mon propos.

« Les prémisses de la formation du rapport capitaliste en général surgissent à un niveau historique déterminé de la production sociale. Il faut qu'au sein du mode de production antérieur, les moyens de production et de circulation, voire les besoins, soient développés au point qu'ils tendent à dépasser les antiques rapports de production et à les transformer en rapports capitalistes. Au demeurant, il suffit qu'ils permettent une soumission formelle du travail au capital. Sur la base de ce nouveau rapport, il se développe un mode de production spécifiquement différent qui, d'une part, crée de nouvelles forces productives matérielles et, d'autre part, se développe sur ce fondement pour créer de nouvelles conditions réelles. Il s'agit d'une révolution économique complète : *d'une part, le capital commence par produire les conditions réelles de la domination du capital sur le travail, puis elle les parfait et leur donne une forme adéquate* ; d'autre part, pour ce qui est des forces productives du travail, des conditions de production et des rapports de circulation développés par lui en opposition aux ouvriers, il crée les conditions réelles d'un mode de production nouveau qui, en abolissant la forme antagonique du capitalisme, jette les bases matérielles d'une nouvelle vie sociale, d'une forme nouvelle de société. » (*Chapitre inédit*, Ed. 10 / 18, p. 263-264). Bien sûr, dans cette citation, ce qui m'intéresse le plus, c'est ce que j'ai mis en italiques.

« Il est évident que les forces productives et les rapports de production nouveaux ne sont pas surgis du néant, ni du sein de l'Idée se posant elle-même : ils se sont développés sur la base d'une production déjà existante et en opposition à des rapports de propriété traditionnels solidement enracinés. Dans la société bourgeoise achevée, chaque rapport économique en suppose un autre sous sa forme bourgeoise et économique, l'un conditionnant l'autre, comme c'est le cas de tout système organique. Ce système organique lui-même, dans son ensemble a ses présuppositions propres, et

son développement total implique qu'il se subordonne tous les éléments constitutifs de la société ou qu'il crée à partir de lui-même les organes qui lui font encore défaut. C'est ainsi qu'il devient historiquement une totalité. » (*Fondements ...*, Ed Anthropos, t. 1, p. 226).

« Si nous considérons la société bourgeoise dans son ensemble, c'est toujours comme résultat dernier du procès qu'apparaît la société, c'est-à-dire l'homme dans ses rapports sociaux. » (*ibid*, t. 2 p. 230).

On ne peut pas, me semble-t-il, comprendre la subsomption réelle du travail sous le capital sans considérer que ce qui se passe dans le procès de travail ne s'achève qu'en dehors de lui. Le capital, en tant que société (dans le sens que cherchent à définir les deux citations précédentes), est un perpétuel travail social de mise en forme de ses contradictions inhérentes, au niveau de sa reproduction qui connaît des phases de mutations profondes. On peut aller jusqu'à dire que la subsomption réelle du travail sous le capital se définit comme le capital devenant *société capitaliste*, c'est-à-dire se présupposant elle-même dans son évolution et la création de ses organes. C'est pour cela que la subsomption réelle est une période historique dont on peut fixer des limites historiques indicatives. A partir de là, comme vous le soulignez, il y aura toujours des transformations, mais celles-ci se font sur la base acquise de la société capitaliste qui est impliquée dans le concept même d'extraction de plus-value sous sa forme relative.

Finalement, admettons que j'accepte *toutes* vos critiques sur l'utilisation que nous faisons du concept de subsomption réelle et que nous abandonnions, pour la période qui s'est ouverte, l'appellation de « seconde phase de la subsomption réelle », cela changerait beaucoup de choses, mais pas l'essentiel au contenu même de ce que nous disons : il y a eu restructuration du rapport d'exploitation, de la contradiction entre le prolétariat et le capital. C'est là l'essentiel, c'est de cela dont il faut discuter.

(j'espère que les références des citations sont suffisamment précises pour que vous les retrouviez dans des traductions anglaises)

LES GREVES DE MAI-JUIN 2003 EN FRANCE

Le texte qui suit utilise principalement comme matériel de base :

- la brochure publiée par le groupe *Traits noirs* (<http://traitsnoirs.lautre.net>) intitulée *Les grèves de mai-juin 2003 en Avignon*, brochure dans laquelle on trouve entre autres : *Un témoignage sur les grèves dans l'éducation nationale de 2003 dans le Vaucluse* ; *Mai 2003 : que dire aujourd'hui d'un mouvement social multiforme* (textes disponibles également dans *Dans le monde une classe en lutte* – Echanges et Mouvement, BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France -) ; une chronologie locale et nationale du mouvement ; deux comptes rendus d'une réunion de réflexion tenue à Marseille par des membres ou des proches de la CNT-AIT, de *Théorie Communiste* et de *la Matérielle*,
- la *Lettre de Mouvement Communiste* n°10, juin 2003, (BP 1666, Centre monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique)
- deux tracts de la CNT-AIT de Marseille : *Soyons ingérables* ; *Classe contre classe*, (CNT-AIT de Marseille, Vieille bourse du travail, 13 rue de l'Académie 13001 Marseille), disponibles sur le site *Grève 84*.
- *Modeste rapport pour comprendre l'actuelle position avancée du mouvement enseignant*, texte diffusé par la revue *l'Oiseau-tempête* (21 ter rue Voltaire 75011, Paris), disponible également sur le site : <http://anglemort.ouvaton.org/>
- deux textes de la revue *Temps critiques* : *Retraites à vau-l'eau et vies par défaut* ; *Qualifier la grève pour catalyser les luttes* (BP 2005, 34024 Montpellier cedex 01),
- deux textes de la revue en ligne *la Matérielle* : *Le mouvement de mai-juin dans l'immédiateté sociale des classes et La punition*, <http://lamaterielle.chez.tiscali.fr/index.html>
- le site de coordination *Grève 84*, ouvert pendant les luttes du printemps, site maintenant fermé, mais dont le matériel est consultable à partir du site <http://anglemort.ouvaton.org/>
- le site *réseau des bahuts* dont la couverture des événements fut presque nationale,
- diverses coupures de presse, essentiellement *Le Monde*.
- mon expérience personnelle, en tant qu'enseignant, dans les grèves à Cavaillon et dans le Vaucluse.

Sur la base de ce matériel et en l'utilisant souvent de façon critique, je me limiterai à aborder cinq points, plus ou moins importants, mais dont l'approche me paraît susceptible de pouvoir faire avancer l'analyse de ce mouvement de grèves et de

manifestations qui s'est révélé, par bien des aspects, pour le moins étrange et réfractaire aux « grilles de lecture » habituelles.

La « généralisation » du mouvement de grèves

C'est de loin la question la plus importante que soulève ce mouvement, elle en contient d'autres : la nature des AG interpros ; le caractère diffus de luttes et de grèves en mouvement de yo-yo ; l'appel à la « grève générale ».

Les grèves ne furent générales, massives et continues que dans l'Education Nationale (EN), elle furent parfois massives mais brèves *et intermittentes* dans les autres services publics (Etat, Régies, régimes spéciaux), elles ne furent pas totalement absentes dans le secteur privé mais très occasionnelles et marginales.

Si l'on considère les choses d'une façon très pragmatique, il n'y a là rien d'étonnant. La transformation du régime des retraites (pensions) ne touchait directement et immédiatement que les fonctionnaires, dont le gros bataillon de l'EN, les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF, Poste...) n'étaient pas immédiatement menacés, les salariés du privé, quant à eux, avait déjà subi la réforme de 1993 et déjà : « Aucune grève n'a été organisée, aucune initiative de combat n'a été prise alors par les syndicats. Il faut le dire, on n'a pas eu non plus de réactions grévistes du côté du prolétariat. L'application des réformes en question, bien que très dures, était étalée dans le temps et la question des 37 ans et 1/2 passant à 40 concernait très peu de travailleurs à l'époque. Aujourd'hui encore, dix ans plus tard, les travailleurs du privé, dans leur grande majorité arrivent à 60 ans avec bien plus de 40 ans de cotisations. » (lettre MC). Au printemps 2003, il est évident qu'aucun cheminot ou traminot ne se fait la moindre illusion sur le maintien, *à terme*, de son régime spécial, mais la menace n'est pas directe et imminente.

Avec la retraite, l'autre grand thème revendicatif fut la décentralisation, si elle fut un grand thème très mobilisateur dans l'EN (nous y reviendrons), ce thème ne pouvait que faiblement toucher des services qui en avait déjà fait les frais comme l'Equipement, la SNCF, EDF déjà en voie de privatisation, France Télécom déjà privatisée ou le personnel des impôts dont une longue grève dans les années précédentes s'était soldée par un échec. Dans « Retraites à vau-l'eau... », *Temps Critiques* fait remarquer que le « salarié type » du secteur public est une des dernières figures du « salarié de type fordiste », il faudrait ajouter que ce « salarié type » se sait concrètement de plus en plus menacé lorsque, à l'EN, dans le secondaire, environ 1/3 des heures d'enseignement sont assurés par des vacataires ou des contractuels. Ce qui n'a pas été sans donner un ton et une allure souvent hors normes à la mobilisation dans ce secteur et aux rapports avec les syndicats. La difficulté de la mobilisation sur un thème comme les retraites est encore plus grande dans des secteurs où la précarisation de l'emploi est beaucoup plus étendue comme à La Poste. De façon générale, personne ne croyait au retour du privé à 37,5 annuités de cotisations. Si la simple honnêteté consistait à dire que le maintien en l'état

du public était la garantie d'une non-aggravation dans le privé, il faut reconnaître que la formule était peu mobilisatrice pour les intéressés.

Sur cette base, en dehors de l'EN, les grèves ne pouvaient que mobiliser les « professionnels » de la revendication : petit encadrement et militants syndicaux que l'on vit, dans les dépôts, les centres de tri, les antennes locales (du moins dans les Bouches du Rhône et le Vaucluse), inciter les travailleurs à la grève avec beaucoup de conviction et peu d'effets massifs et durables.

La question la plus pertinente ne me paraît donc pas porter sur l'absence de « généralisation », sur « pourquoi cela n'a pas pris ? », mais sur le fait que « ça a pris ». « Ça a pris », mais de façon diffuse, ponctuelle, discontinue. Plutôt que d'essayer de chercher des raisons à ce qui ne s'est pas passé en ayant en tête, déjà tout prêt, ce qui aurait pu ou dû se passer et d'expliquer ce qui s'est passé comme le manque de ce qui aurait pu se passer, il est toujours plus intéressant, mais souvent plus difficile, de chercher à comprendre pour lui-même ce qui s'est passé. Il est révélateur de la difficulté à décrire le mouvement pour lui-même que sur 12 pages, denses et souvent très intéressantes, la Lettre de MC ne consacre qu'un peu plus d'une page au cours même des grèves, disons à leur morphologie, et cela sous le titre : « Ne pas céder au nouveau mythe du printemps 2003 ».

En dehors de la problématique des « forces » ou « faiblesses » du mouvement de grèves qui renvoie toujours à des modèles prédéterminés de ce que « doit être » un « mouvement fort », sur la question de la « généralisation », nous nous attacherons pour tenter de *définir ce qui a « pris »*, à trois aspects de ces grèves : les AG interpro ; le yo-yo des grèves ; l'appel à la grève générale (c'est-à-dire que nous laissons, pour l'instant, de côté la question de l'« autonomie »).

Sur les AG interpro les avis paraissent partagés. Le texte diffusé par l'Oiseau-tempête reconnaît bien dans les AG interpro un « élargissement » des luttes (ou au moins une tentative d'élargissement) et la possibilité de faire le point sur les mobilisations respectives, mais tout cela se ferait à l'encontre des relations directes et sous le contrôle des syndicats. Ces AG seraient au mieux, pour les « gauchistes » l'occasion de montrer leur force et d'orienter le mouvement vers une simple pression sur les syndicats. En revanche, lors de la rencontre de quelques camarades à Marseille où il fut question des AG interpro à Marseille, Cavaillon, Arles et dans le nord-Vaucluse, il apparaissait que les syndicats n'avaient pas le contrôle de ces AG. A Cavaillon, où l'AG interpro s'est réunie quatre fois, j'en ai été chaque fois le « président de séance » et le rédacteur du compte-rendu. Tout est toujours possible, mais je ne pense ni avoir été manipulé, ni avoir tenté de manipuler les syndicats. En dehors des enseignants, les participants (Poste, SNCF, Impôts, France Télécom, Equipement, EDF, Hôpital, et deux fois deux délégués CGT des routiers) étaient souvent adhérents d'un syndicat, mais ne prenaient qu'exceptionnellement la parole à ce titre. Si l'AG était majoritairement peuplée de syndiqués dont pas mal de délégués, cela ne tenait pas, à

mon sens, d'une volonté de contrôle mais bien plutôt de ce que, en dehors de l'EN, les grèves étaient le plus souvent de leur fait et de leur détermination à les étendre *au-delà des « temps forts »*. La discussion sur le rôle et les limites des « temps forts » étant même un des sujets essentiels des discussions. En 1995, j'avais également proposé la tenue d'AG interpro, le délégué CGT cheminot m'avait alors répondu que l'UL était là pour ça et c'en était resté là. Le même, en 2003, participait au AG en attendant son tour de parole. Du fait que les grèves ne tenaient pas, les AG se réunissaient à 18 h ou 19 h, *en dehors des heures de travail* pour la plupart des intéressés. Pour une AG interpro en période de grèves cela peut paraître paradoxal, ni plus ni moins que ne l'étaient les grèves elles-mêmes. Parallèlement aux Interpro, tout groupe de grévistes (ou non à ce moment là) pouvait participer pleinement à toutes les AG, en prenant la parole non seulement pour informer de la situation dans son secteur mais également, après les précautions d'usage, pour donner son avis sur les possibilités ou les modalités d'action de ceux chez qui il était, sans participer, bien sûr, au vote sur la grève.

L'AG interpro, à Cavaillon, ne s'est pas cantonnée à l'échange d'informations mais a organisé six actions : un barrage filtrant sur le pont de la Durance entraînant un blocage de l'important nœud routier qu'est Cavaillon avec le MIN et les centrales d'achat des grandes surfaces de la région qui sont installées sur la zone industrielle ; une opération « péage gratuit » sur l'autoroute ; une réunion publique d'informations ; une manifestation dans la ville ; la prise de contact avec les entreprises privées – essentiellement transports routiers, activité essentielle à Cavaillon - ; l'arrêt du TGV postal sur les voies menant à la plate-forme de tri-paquets. Cette dernière action, à la demande des ouvriers de la plate-forme, surtout les précaires, était destinée à réimpulser la grève sur leur site. Si de ce point de vue ce ne fut, le lendemain, qu'un « succès » éphémère de 24 h, la plus grande réussite fut, pour ceux qui étaient de l'équipe de nuit, de pouvoir s'asseoir le long du quai de débarquement en regardant, à 300 mètres, les phares du TGV immobilisé et de jouir de l'affolement du chef. La prise de contact avec les entreprises privées fut un échec, pourtant la plus importante, *La Flèche Cavaillonnaise* (transport routier, première entreprise privée du département), a connu au même moment une grève de trois jours des caristes-préparateurs de commandes qui s'est soldée par l'augmentation de salaires réclamée, nous ne réussîmes qu'à voir un ouvrier qui nous dit que l'ambiance et la pression de la direction dans les entrepôts étaient telles qu'il était impossible que quelqu'un d'extérieur se montre. Vrai ? Faux ? Bouclage syndical de la grève ? Convictions plus ou moins fondée des grévistes que leur affaire n'avait rien à voir avec la nôtre ? Nous en sommes restés là. Il va sans dire que la taille de la ville de Cavaillon (25000 hab) a été un élément déterminant du mode de déroulement de l'interpro, mais il faut tenir compte que, durant ce mois et demi de luttes diverses et discontinues, ce sont souvent des villes de cette dimension (souvent même plus petites si l'on considère les écoles primaires et les services communaux) qui ont donné la couleur et l'importance du mouvement.

Les AG interpro, pour ce que j'en ai vécu (des témoignages basiques et locaux seraient les bien venus), ne furent ni des coordinations, ni des crypto-syndicats, elles ont

manifesté dans le cours des grèves une très grande ouverture entre les secteurs en lutte, elles furent, de ce point de vue, l'inverse du corporatisme des coordinations, elles ne furent pas plus « autonomes » que manipulées par les syndicats. Bien sûr, l'effondrement syndical qui, dans ces situations, apparaît de façon patente par le manque évident de « personnel » a joué son rôle, mais l'« effondrement » aurait pu ne demeurer qu'un manque. Il n'y a pas de lien de causalité nécessaire entre ce manque et les AG interpro. Autre chose est apparu : la difficulté de plus en plus grande, pour ne pas dire l'impossibilité de continuer à se dire et à s'affirmer comme « cheminot », « postier », etc... et même « enseignant » (pour ces derniers, cela a été le fond, le non-dit de toute la grève, jusque sur le mode de la dénégation dans la crispation sur l'Education Nationale). Mais surtout, les interpros ont été le lieu privilégié où s'est manifestée cette caractéristique nouvelle et difficile à cerner de ce mois et demi de grèves intermittentes (hormis l'EN) : le fait que les grèves prenaient parfois pour un ou deux jours, mais ne « tenaient pas », a amené à la lumière le mélange permanent entre travail et résistance au travail qui est le quotidien de la lutte de classe. La « faiblesse » des grèves aurait pu être simplement leur « faiblesse », c'est-à-dire l'évanouissement de tout élément visible de lutte en dehors des quelques jours de grève et non cette intrication permanente, manifeste et revendiquée. En dehors de la présence aux AG interpro, il n'y avait pas, aux Impôts, à France Télécom, à la plateforme paquets, de jours de *travail* sans AG tout aussi animée que les jours de grève. Il s'est même produit, à ce sujet, un fait étonnant, alors que ce jour là l'Equipement départemental n'était pas en grève, une équipe qui n'était pas de service a bloqué avec ses engins la cité administrative d'Avignon.

On peut considérer le yo-yo des grèves comme une faiblesse de ce mouvement et croire par ce jugement avoir réglé l'affaire. Si ce fut de façon indéniable une faiblesse du mouvement, cela ne fut pas par rapport à une nomenclature préalable définissant la grève parfaite (ce qui n'apporte strictement rien à la compréhension d'un mouvement), mais par rapport à la volonté des grévistes, à ce moment là, d'étendre les grèves et de les rendre durables. Dans la « faiblesse », ce qui nous intéresse ce n'est donc pas que « cela n'ait pas pris », mais que cela « a pris »... *de cette façon*. Et c'est cette « façon » que, *maintenant*, nous devons comprendre pour elle-même, positivement, et non comme un absence.

En dehors de l'EN, les raisons avouées et reconnues des grèves (retraites, décentralisation) n'étaient pas des raisons immédiates de conflits. Faire grève avait souvent pour fond de refuser et de se mettre en défaut par rapport à l'« impératif du travail », comme le souligne un des textes (*La Punition*) de *La Matérielle*. La continuité de la grève dans l'EN a permis l'installation de ce climat où d'autres entraient dans la grève en utilisant le mot d'ordre syndical officiel et l'argumentaire de la menace sur les retraites, mais en fait pour de toutes autres raisons touchant tous les aspects de la vie au travail : horaires, précarisation, sanctions, perte d'identité professionnelle etc., sans oublier, aussi étonnant que cela puisse paraître quand on parle de grève à La Poste ou à l'EDF, les inquiétudes et exaspérations en tant que parents d'élèves. Sur Cavaillon, à la

plateforme paquet, les motivations essentielles étaient la précarité et les sanctions continuelles sur la conduite des charriots-élévateurs ou le non-respect des consignes « vigipirate ». A France Télécom, c'était la programmation de la fermeture de l'antenne (une cinquantaine de salariés) et le déplacement du personnel à Apt et Avignon (fermeture finalement réalisée en novembre 2003). Aux Impôts, la rancœur accumulée à la suite de l'échec de la longue grève des années précédentes. Les grèves tenaient plus de l'« acte d'indiscipline » (*La Matérielle*) que d'une logique revendicative visant son unification. Dans cette situation, l'échec de l'action visant à étendre les grèves et à les rendre durables fut vécu comme une faiblesse du mouvement, sans se rendre compte, sur le moment, que *c'était d'autres grèves (au pluriel) qui se déroulaient que celle (au singulier) que l'on voulait étendre*. C'est là que le modèle d'action générale de 1995 a « plombé » l'autocompréhension du mouvement. Globalement sur une ville et ses environs, la grève ne se construisait pas comme un mouvement unitaire mais comme une multitude d'actions très locales et discontinues auxquelles la continuité d'action à l'EN fournissait un fil que l'on prenait et lâchait selon les tensions du moment (un des textes de *Temps Critiques* souligne judicieusement cette logique de « bassin d'emploi »).

Ce caractère diffus et discontinu c'est tout d'abord pendant le mois et demi du mouvement l'intrication entre être en lutte, en grève parfois, et être au travail, ce n'est pas sans répercussion et signification sur ce qu'est être au travail et sur le niveau de désaffection et de répulsion face au travail. Bien sûr la résistance quotidienne est une constante de la lutte de classe et elle est toujours présente, reprise, dans les moments de luttes ouvertes. Ici, pendant la durée du mouvement, c'est la séparation entre les deux qui a été momentanément abolie. Les postiers en grève la veille, reprennent le travail le jour où est organisé l'arrêt du TGV postal, tout en participant à l'organisation de l'opération et, pour les membres des équipes qui ne sont pas de service, à l'action, les autres, assis sur le quai, regardent les phares.

Ce caractère diffus et discontinu c'est aussi comme le souligne le texte d'*Echanges* le signe de la *persistance* et de l'*extension* des affrontements à l'*ensemble du pays*, sans sortir du « localisme » de l'organisation et des actions. La combinaison impulsée par les luttes entre localisme et extension est un des traits les plus déroutants du mouvement : une ubiquité du « même » qui ne supprime pas la différence. Un des traits essentiels du mouvement (dans les limites de mon expérience) fut la méfiance extrême vis-à-vis de toutes les formes d'AG dépassant la connaissance immédiate des participants entre eux, *conjointement à une utilisation intensive du réseau internet* où l'on constatait que tout le monde faisait la même chose au même moment, en était au mêmes questions, etc. Je pense maintenant que, plus que la crainte et le rejet préventif des magouilles syndicales dont l'AG départementale a été le théâtre dans le Vaucluse (cf. *Un témoignage sur les grèves dans le Vaucluse*), l'attitude vis-à-vis des formes plus ou moins centralisées d'organisation a relevé d'une désaffection pour ce qui n'était pas le groupe de gens *connus*. Groupe qui produisait ses propres pratiques de reconnaissance et de confort de lui-même (soirées pétanque, méchoui, pastis, grillades, football ...), s'autorisant ainsi en

son sein des échanges souvent vigoureux en AG de secteur, cela tout en cherchant le maximum de contacts et de liaisons avec des groupes semblables.

Enfin, ce caractère diffus et discontinu reflète les « tendances profondes de l'ensemble du combat social » : des luttes « apparemment marginales, mais persistantes » (*Echanges*). Ces luttes sont souvent spécifiques à l'appel de collectifs locaux, régionaux ou nationaux surgis de la lutte elle-même ». Le texte parle même de « lame de fond » et de « nouvelle voie de l'autonomie » (j'aborderai plus loin la question de l'autonomie et de l'auto-organisation dans les luttes du printemps). La question est évidemment celle de la nature de cette « lame de fond ». Les textes de *La Matérielle* avancent deux hypothèses : le prolétariat ne se constitue que dans son *opposition* à la classe capitaliste ; la disparition de toute « unité préalable » de la classe et la disparition même de toute notion d'unité. Je reprendrai plus loin ces deux hypothèses qui si elles débloquent la lecture du mouvement ne rendent que partiellement compte des caractéristiques mêmes qu'elles cherchent à cerner en ce qu'elles abandonnent toute *objectivité* de la polarisation de la société en classes. Elles permettent cependant d'*approcher* la nature de cette « lame de fond ». Cette réalité des luttes dans leur caractère fragmenté et discontinu nous tend un piège spéculatif très tentant, le piège hégélien de la *totalité expressive* dans lequel semble tomber la théorie de l'« immédiateté sociale des classes » présentée par *La Matérielle* (qui en outre, dans son explication économique de la chose néglige totalement toutes les modalités de l'achat global préalable de la force de travail avant son introduction dans tel ou tel procès de production particulier). La *totalité expressive* consiste à considérer chaque partie comme immédiatement expressive du tout qui l'habite en personne, chaque partie comme autant de parties totales, contenant chacune l'essence de la totalité. Chaque lutte segmentée n'est pas la présence de la totalité dans un moment historique ou un lieu déterminés. La totalité est toujours structurée et hiérarchisée : la lutte des intermittents n'est pas que formellement différente de celle des enseignants ou des cheminots, elle ne se situe pas au même niveau de la production de plus-value et de la reproduction du mode de production. La nature de la « lame de fond » est bien dans la *segmentation* qu'aucune *totalité expressive*, ou « immédiateté sociale » ne viennent sauver. Quelle est maintenant la nature de cette segmentation ? La totalité, c'est-à-dire la polarisation de la société en classes, n'est pas présente dans chaque segment ni dans leur possible addition momentanée, elle est leur segmentation elle-même en ce qu'elle suit et n'existe que dans les linéaments, les ruptures et les découpages de la reproduction du capital dans laquelle le prolétariat ne trouve plus aucune confirmation de lui-même. Son unité, car unité il y a, lui est étrangère, pour lui-même n'existe que l'immédiateté de la segmentation. Les nostalgiques du Grand Parti et de l'unité des gros bataillons de la classe ouvrière se bercent d'illusions en considérant que cette segmentation est subie, elle est le plus souvent voulue, construite et revendiquée. *La nature de la segmentation, c'est dans la lutte de classe une activité d'extraénisation par le prolétariat de sa propre définition comme classe.*

Je citerai ici assez longuement le tract de la CNT-AIT de Marseille intitulé « Soyons ingérables » comme exemple de la vision classique de la fragmentation comme pure et simple *faiblesse* à dépasser dans l'unité. Si je choisis celui-ci parmi des centaines d'autres qui, sur ce point précis (par ailleurs ce tract s'en distingue en attaquant directement le rapport capitaliste d'exploitation comme fondant la *nécessité* de ces réformes), disent la même chose c'est qu'il exprime les choses de telle sorte que le signe négatif dont est affecté la segmentation peut être renversé en positif. « Depuis longtemps, les recettes pour l'accroissement des profits, pour satisfaire à la seule nécessité que connaisse le Capital, sont bien connues. Elles sont *présentes partout*, petites ou grandes entreprises, et dans *le monde entier*. *Partout* les patrons nous exploitent avec ces méthodes là. *Partout*, le travail est intensifié, plus productif mais toujours aussi peu payé, voire moins. *Partout*, les patrons mettent en oeuvre la flexibilité, (...). Pour pouvoir nous exploiter dans *n'importe quel cadre*, le travail a été déqualifié. *Partout*, nous sommes *interchangeables*, corvéables à *toute heure et en tout lieu*. *Partout*, salariés, chômeurs, nous voyons baisser nos salaires présents ou à venir. La précarité a toujours été notre lot. L'attaque est *générale*, parce que c'est ainsi que la société capitaliste se modernise, accaparant notre labeur. Le capitalisme prospère depuis trop longtemps ! Le salariat est notre lot. Il régit nos conditions de vie. *Quelle que soit* sa forme, il fait de *nous tous*, exploités, des précaires. (...). Aujourd'hui, nous n'avons plus d'autre choix pour nous y opposer que de lutter pour l'abolir.

« L'attaque capitaliste que soutient l'Etat est *générale*, opposons une riposte de classe unitaire. Ne laissons personne gérer nos vies, et surtout pas notre colère. Par l'unité de tous ceux qui subissent l'exploitation, *par-delà les différences de boîtes, de statuts, de frontières*, nous pouvons à tout moment rompre avec ce système. » (c'est moi qui souligne).

On ne peut affirmer plus nettement que l'unité de la classe existe et qu'elle existe *dans le capital*. Les différences ne sont ici que des accidents qu'il s'agit d'effacer, on en vient même à se demander si des différences existent. Mais une telle insistance à nous dire que l'unité de la classe existe dans le capital mais n'existe pas (encore ?) pour la classe elle-même, nous amène à nous demander si, dans les différences, l'extension de luttes éparses ne contient pas la contradiction à la situation de classe devenue une unité objective étrangère dans le capital. Dans tout ce mouvement du printemps, comprendre la segmentation comme une faiblesse à dépasser dans l'unité, c'est poser une question formelle et lui apporter une réponse tout aussi formelle. La diffusion de ce mouvement, sa diversité, sa discontinuité constituaient son intérêt et sa dynamique même. « Aller plus loin », ce n'est pas supprimer la segmentation dans l'unité, ce n'est pas une réponse formelle qui est peut-être déjà caduque, il ne s'agit pas de perdre la segmentation, les différences. « Aller plus loin », c'est, dans d'autres circonstances, la contradiction entre ces luttes de classes dans leur diversité et l'unité de la classe objectivée dans le capital. Il ne s'agit pas de dire que plus la classe est divisée, mieux c'est, mais que la généralisation d'un mouvement de grèves n'est pas synonyme de son unité, c'est-à-dire du dépassement de différences considérées comme purement accidentelles et formelles.

Il s'agit de commencer à comprendre ce qui se joue dans ces mouvements diffus, segmentés et discontinus : *la création d'une distance avec cette unité « substantielle » objectivée dans le capital*. Cette extrême diversité conservée et même approfondie dans un mouvement plus général en contradiction avec le capital et cette unité objective qu'il représente est peut-être une condition de l'articulation entre les luttes immédiates et la communisation.

Il est encore difficile de dire si cette situation est conjoncturelle (nature des secteurs en lutte, lutte « défensive » ou de *statu quo*, phase d'accélération en France du rattrapage de certains retards dans la restructuration mondiale ...) ou définitoire du rapport entre les classes dans le capital restructuré, toujours est-il qu'elle est maintenant une détermination incontournable de la lutte des classes.

Cette logique éclatée des grèves s'est déroulée dans l'interaction d'une double continuité temporelle dont le texte de *La Matérielle* intitulé *Le mouvement de mai-juin 2003 dans l'immédiateté sociale des classes* propose une conceptualisation : d'un côté, la succession discontinue des « temps forts » ; de l'autre, le temps continu de l'action. La première temporalité serait celle de la « représentation », la seconde celle de l'« action ». La « représentation » consiste, dans la « grosse manifestation », à « montrer les salariés en grève », en revanche, « dans le cours quotidien de la lutte, ce que l'on fait vaut mieux que ce que l'on montre ». Le temps continu de l'action est toujours menacé par l'« activisme », l'agitation pour l'agitation, le risque de vacuité de l'action au quotidien. Ce risque de vacuité tient à ce que les luttes ne visent pas plus, par un réformisme conséquent, à améliorer l'existant, qu'à être porteuses d'un « projet de société ». En ce sens, les pratiques alternatives articulées aux grèves que Temps Critiques envisagent comme déroulement progressif de la « révolution » n'ont strictement aucun fondement.

L'intérêt de la thèse de *La Matérielle* provient de son refus d'une norme de la lutte de classe. « Cette absence d'horizon ne renvoie pas pourtant à un manque, bien au contraire, ni à une pureté effectuée du rapport de classe, mais à une nouvelle positivité. (...) Je crois qu'il faut voir ce que le mouvement actuel montre de ce qu'il est, finalement ; je veux dire une affirmation de la lutte pour elle-même : il faut montrer qu'on est en lutte, que l'identité de la classe prolétaire, dans son rapport à la classe capitaliste, c'est la lutte (...), que la lutte est l'affirmation de l'antagonisme de classes, son existence permanente, ici et maintenant, dans une continuité temporelle et de position qui est celle du procès capitaliste de subordination. A la différence des " temps forts " qui consistent à affirmer sa position, à s'affirmer par position dans cette société, le cours quotidien de la lutte, la mobilisation durable dans la grève, recouvrent une affirmation par opposition ; cette affirmation est l'antagonisme de classe qui est l'essentiel de la société capitaliste. Vivre activement cet antagonisme et, par là, le faire connaître comme tel, voilà l'horizon des luttes actuelles. ». Il n'est pas question ici de discuter des présupposés théoriques de cette analyse que l'on trouvera en lisant l'ensemble de ce texte ou de façon plus abstraite dans le n° 3 de *La Matérielle*. Avec des présupposés différents, mais pas nécessairement contradictoires, ce sont des

positions assez proches que défend *Théorie Communiste* dans sa définition d'un nouveau cycle de luttes.

Ce qui nous intéresse ici, c'est ce qui, dans cette conceptualisation, peut éclairer les « difficultés d'une mobilisation durable ». Si être une classe n'existe que comme opposition et surtout que comme manifestation de cette opposition, on comprend que la question de l'« unité de la classe » devient éminemment problématique. Il n'y a plus de « médiation *a priori* » assurant l'unité de la classe : syndicale, politique, idéologique. « Il n'y a plus d'unité de la classe en dehors de la lutte elle-même », plus d'unité « substantielle » mais une « intersubjectivité » qui n'a rien à voir avec la perspective classique de la construction de l'unité au cours de la lutte. Dire que « la lutte n'a plus désormais d'autre objectif que la lutte elle-même » pointe quelque chose que l'on perçoit intuitivement comme exact, cependant *La Matérielle* se livre peut-être à une généralisation théorique hâtive. Jamais aucune action particulière, aucun départ ponctuel de grève, ni le mouvement du printemps dans son ensemble, n'ont été entrepris sans l'objectif de peser contre le projet gouvernemental ou au moins de « se faire entendre » (une des expressions majeures de ces journées de grèves et de manifestations). « On est là ! », puis « On est toujours là ! » est devenu, au fil des manifestations et d'autres actions publiques, un des slogans spontanés les plus répétés, l'expression était même devenue une façon de se dire « bonjour » en plaisantant. On peut comprendre ce « on est toujours là » de façon unilatérale, comme la lutte pour elle-même, mais c'est aussi dire « vous ne pouvez pas ne pas nous entendre ». Le mouvement s'est compris lui-même comme le face à face d'un « on est là » et de l'« indifférence » du pouvoir. S'être compris ainsi est d'abord un simple effet de ce que le mouvement n'a pas imposé par des grèves massives et continues, là où ça fait mal, un rapport de forces contraignant le gouvernement à le prendre en compte et pourquoi pas à reculer comme ce fut, en partie, le cas en 1995. On peut également dire que le heurt d'intérêts antagonistes n'est plus considéré par la classe capitaliste comme « légitime » en tant que dynamique du mode de production capitaliste. Mais ce qui n'est pas n'explique jamais la forme que prend ce qui est. La lutte a toujours eu un autre objectif qu'elle-même, ce que pointe la formule de *La Matérielle* c'est que les salariés en lutte sont maintenant séparés des formes de représentation et d'unité qu'ils trouvent toutes faites. Les syndicats existent toujours et ont été une référence constante dans les luttes du printemps, mais ils ne sont plus que le signe d'une « position » dans la société, qu'une représentation et un prestataire de service. Une telle situation n'a pas pour conséquence obligatoire le caractère dispersé et discontinu des grèves, elle explique seulement que la généralisation qui a réellement eu lieu a eu ce caractère. Elle interdit également l'interprétation du mouvement sur le mode de la « faiblesse » par rapport à ce qui aurait dû être.

Dans un élan tout naturel pour aller au plus intéressant, le texte de *La Matérielle* oublie très rapidement un des pôles de sa propre conceptualisation : le temps de la « position » ou « représentation ». La lutte de classe ne se constituerait plus que dans le temps de l'« opposition ». En négligeant ce pôle, ce que l'on néglige c'est l'*objectivité*

de la classe ouvrière ou du prolétariat dans la structure du mode de production capitaliste. Si je fais cette remarque ce n'est pas pour entreprendre une discussion théorique fondamentale des thèses de ce texte, mais parce que cet oubli, dans le texte, d'une partie de son propre appareil, n'est pas sans répercussion sur la compréhension des grèves du printemps. Le texte dit bien (au début) qu'il y a liaison entre les deux temporalités et que l'AG (sans préciser quel type d'AG) est « leur liaison la plus forte ». Dans les grèves du printemps « position » et « opposition » étaient constamment intriquées, même si le « dosage » de l'une ou de l'autre était variable selon les types d'actions, les types d'AG et même les types de manifestations et le moment où elles eurent lieu dans le cours du mouvement.

Ainsi la grande manifestation du 6 mai et la plus grande du 13 étaient inscrites profondément dans le « temps continu de l'action ». Dans un tract, daté du 5 mai 2003, issu du personnel enseignant d'un collège du Vaucluse, disponible sur le site *Grève 84* : « Il est important que se crée une dynamique, la grève du 13 mai sera d'autant plus massive et déterminée qu'elle s'inscrira dans un rapport de forces qu'il ne tient qu'à nous de créer. (...) En étant dans la grève reconductible à partir du 6 mai, en étant massivement dans la rue ce jour là, en continuant partout, en faisant de notre grève une *activité continue* (souligné par moi), nous créons la situation où se regroupent tout ceux qui en ont plus qu'assez des attaques du gouvernement et de la "fatalité économique" (guillemets dans le texte) des licenciements et des gels de salaires ». A ce moment là, il ressort de tous les tracts diffusés que la grève ne peut être efficace que comme « activité quotidienne » (tract de La Réunion). Ce n'est qu'après le 13 mai que les manif prennent nettement l'allure de simples démonstration de « position » ou de « représentation » quand s'installe la temporalité des « temps forts » se dissociant de l'« action continue ». Cependant, malgré cette dissociation de plus en plus manifeste, la manif demeure un lieu de contact et de mise au point des actions pour les jours à venir. La circulation est énorme à l'intérieur des cortèges. En outre, à l'intérieur de la « grosse manif » de « représentation », sa fonction de simple « représentation » n'étouffe jamais totalement sa fonction de « continuité de l'action ». Deux fois, à Avignon, après le 13 mai, la manif qui doit se limiter au tour de ville à l'extérieur des remparts, sur les bords du Rhône (c'est-à-dire nulle part) et s'achever par un pique-nique / flon-flon à proximité du fameux pont, est massivement « détournée » vers le centre-ville contre la Mairie et la Préfecture (protégées par les CRS) et les locaux de France bleue Vaucluse qui sont investis ainsi que ceux de l'Inspection Académique.

En ce qui concerne les AG, d'après les limites de mon expérience, les AG d'établissements dans le secondaire de l'EN (collèges et lycées) étaient strictement du côté de l'« action continue », ainsi que les AG de secteurs regroupant primaire et secondaire, de même pour les AG sur les autres services publics même lorsqu'elles ne débouchaient que sur un soutien de *l'action des autres* ; les AG interpro balançaient entre « action » et « représentation » ; les AG départementale, quant à elles, n'étaient que « représentation » où se jouaient quelques enjeux de pouvoir entre syndicats.

Des actions pouvaient, quant à elles, être exclusivement « représentatives », comme le blocage simultané de tous les ponts du Rhône de Lyon à Arles. Cela, même si cette action a été mise en place par des coordinations avec une participation rétive des syndicats.

Tout cela pour dire que la question de la « généralisation » du mouvement ne s'est pas exclusivement joué du côté de la « continuité de l'action » et que dans celle-ci la lutte ne devient pas à elle-même son propre objectif. Jamais, dans aucune action, n'a disparu l'objectif de « *se faire entendre* » (une des expressions constantes du mouvement). Le même Collectif Vaucluse des personnels de l'EN que *La Matérielle* cite comme exemple de la poursuite de la lutte comme étant son propre contenu et objectif, dans son communiqué, après le blocage du Bac au lycée Mistral d'Avignon écrit : « ...le collectif entend démontrer son engagement à ne pas laisser démanteler le service public d'Education et a été contraint d'opter pour des actions plus radicales afin de se faire entendre du gouvernement, y compris en perturbant les épreuves d'examen. (...) Malgré notre mobilisation depuis des semaines, vous ne nous avez toujours pas écoutés. Nos revendications étaient pourtant claires : retraits des projets et nouvelles négociations. » (document reproduit dans la brochure de *Traits Noirs*). L'immense majorité des grévistes était persuadée d' « avoir raison », que la réforme des retraites ou la décentralisation étaient le mauvais « choix libéral » du gouvernement et non une *nécessité* du capitalisme, en conséquence, ils allaient se faire entendre. Toutes les actions étaient engagées dans cette perspective, jusqu'à et y compris les tentatives de blocage du Bac. Lorsque les retenues sur salaires ont commencé à tomber, elles furent d'autant plus mal vécues que, pour beaucoup, nous étions « punis » pour avoir voulu donner notre avis alors que nous avions raison en tant que citoyens, défenseurs de l'intérêt général de la société (il serait rapide de croire que cette attitude est réservée au corps enseignant). En fait, *La Matérielle* a raison, la classe n'existe que dans son « opposition », mais la « position » fait partie de l' « opposition » ; la « position » n'est pas une simple « représentation » hypostasiée. Si, comme le soutient *La Matérielle*, dans l'écèlement des luttes, se joue l' « immédiateté sociale de la classe », c'est parce qu'existe une position commune objective qui, il est vrai, telle qu'actuellement la définit le rapport d'exploitation, n'implique plus sa représentation comme unité syndicale, politique ou idéologique.

Le texte de *La Matérielle* a tendance à confondre la question de l'unité de la classe avec celle de la généralisation du mouvement de grèves. Qu'il n'y ait plus une unité de la classe préalable (comme existence et pratique syndicale, politique ou idéologique), n'implique pas, par là-même qu'un mouvement de grèves ne puisse pas être général ou une mobilisation durable. De l'absence de cette unité préalable, *La Matérielle* en déduit le localisme et l'écèlement. Les grèves, à l'intérieur même de leur écèlement ont montré autre chose de beaucoup plus « intrigant » : tout le monde faisait spontanément, au même moment, la même chose. Les différents sites Internet utilisés par les grévistes, s'ils ont servi parfois à coordonner des actions, ont surtout permis de constater la *simultanéité* absolue des questions abordées et des problèmes rencontrés (les syndicats,

les interpros, la discussion des textes d'Attac ...). Comme si le contenu des actions à entreprendre, les problèmes à résoudre, les thèmes de discussion dans les AG s'imposaient d'eux-mêmes. Chacun y parvenait par son propre cheminement, mais tous y parvenaient au même moment.

Bien sûr, on peut parler d'une unité de situation et de rapports de force s'imposant à tous dans une situation de luttes quasiment identique. Il s'agit ici de la généralisation du mouvement à l'intérieur de l'EN et non à l'ensemble du secteur public (sans parler du privé). Mais, même à ce niveau restreint, l'unité de situation ne peut être une explication suffisante de la simultanéité. Cette simultanéité est passée par la scansion des « temps forts » qui, après le 13 mai, ont rythmé le mouvement. La difficulté d'une mobilisation durable dans les grèves et d'une généralisation de celles-ci n'est pas le résultat tout simple de la disparition d'une unité préalable de la classe (comme le texte de *La Matérielle* le laisse sous-entendre en répondant à la question de la généralisation du mouvement par celle de l'unité de la classe). Qu'il n'y ait plus d'unité en dehors de la lutte elle-même n'implique pas forcément le localisme et le caractère diffus et instable des grèves. Pour mieux comprendre cette double temporalité dans laquelle s'est joué le caractère diffus et instable des grèves, il faut brièvement en revenir au déroulement effectif de ces presque deux mois de grèves et manifestations.

Depuis le mois d'Octobre 2002, il y avait eu dans l'EN trois journées de grève syndicale classique sur la décentralisation et les retraites, mais tout démarre, dans la région parisienne, fin mars / début avril, de façon spontanée à l'appel de diverses coordinations, la grève ne se généralisera dans l'EN que début mai. En ce qui concerne la « généralisation » à l'ensemble du secteur public, la période à considérer est celle de mai / juin 2003.

Les facteurs parisiens entrent en « grève générale illimitée » le 28 avril 2003, la grève est soutenue par la CGT, SUD, FO, la CFDT, la CFTC. La grève, au départ, n'a aucun rapport avec la réforme des retraites ou la décentralisation, elle porte sur l'automatisation des centres de tri et plus précisément sur la réorganisation de la distribution dans le VI^{ème} arrondissement. Avec la suppression d'une seconde tournée, ce sont les contractuels et les intérimaires qui vont sauter. Ce sont les syndicats qui inscrivent cette action dans le cadre de la mobilisation des fonctionnaires, le 13 mai, sur les effectifs et les retraites. *Le Monde* (30 avril 03) a beau titrer son article sur la grève « En grève, les facteurs parisiens veulent tenir jusqu'au 13 mai », cela apparaît plutôt comme une construction syndicale que comme une convergence spontanée de la grève des facteurs et de celle de l'ensemble de la fonction publique. Après le 13 mai, que cela soit à La Poste, à la SNCF ou à la RATP, les grèves qui continuaient n'avaient pas été précédées d'un préavis. Ce qui n'empêche que le jeudi 15, 13 AG sur 18 votent, à la RATP, la reconduction de la grève qui cependant s'effrite le lendemain. Le 13 mai, 80 % des conducteurs étaient en grève à la RATP et « le mouvement actuellement a si bien pris que les syndicats ont eu du mal à retenir leurs troupes... » (*Le Monde*, 24 mai 03). A la SNCF, globalement le trafic redevient normal ce même vendredi 16 mai, mais de gros abcès de fixation demeurent (les interconnexions SNCF et RATP), la situation redevient

également « normale » à La Poste. Les dirigeants syndicaux ne cessent de répéter que « le gouvernement a en face de lui des organisations qui veulent négocier » (Alain Olive - UNSA -). Dans l'enseignement, c'est entre le 13 et le 25 mai que la mobilisation devient croissante et que la grève s'étend massivement sous sa forme reconductible, mais dans les manifestations, l'EN représente de plus en plus l'essentiel des cortèges.

Entre temps, dans différents secteurs, les grèves reprennent, s'arrêtent, s'effilochent, deviennent minoritaires. Les syndicats qui n'avaient pas couverts les jours suivants le 13 mai d'un préavis de grève, appellent en revanche à une nouvelle grève pour le lundi 19 mai, puis pour le 22 mai, puis pour le 25 (un dimanche) et enfin pour le 2 juin. Pour cette date c'est une avalanche de préavis de grève qui est posée, des appels à la grève reconductible ou illimitée ont été déposés à la RATP et à la SNCF. Même dans le privé, dans la chimie, le commerce, à Aventis, Alstom, Renault et Shell, la CGT et FO appellent à la grève. A la SNCF, le 4 juin, le trafic demeure totalement interrompu en région parisienne, des voies, dépôts et postes d'aiguillage sont occupés par des grévistes. A la RATP, le 4 juin, la police intervient pour dégager les accès de plusieurs dépôts de bus bloqués par les grévistes, à Marseille (RTM) la grève se poursuit également. Les syndicats appellent à un prochain grand rendez-vous de grèves le mardi 10 juin. Mais entre le 4 et le 10 juin, plus, sur le terrain, les grèves s'épuisent, plus les directions syndicales appellent à « poursuivre l'action dans le cadre de la généralisation du mouvement ». Dans la santé, la CGT dépose un préavis de grève reconductible jusqu'au 10 juin et la journée du 10 juin n'est pas encore passée que FO et la CGT appellent déjà à une nouvelle journée d'action le 12 juin. La grève du 10 est très suivie à la SNCF et s'accompagne d'un préavis de grève reconductible, elle est beaucoup plus inégale à la RATP et faible à France Télécom. Dès le 11, le trafic redevient quasi normal à la SNCF, alors que les transports urbains connaissent des situations très inégales, avec des conflits durs à Marseille, Rouen et Bordeaux (société privée gérant le réseau des bus). Pour la première fois depuis le début du mouvement, lors de la journée du 10, le réseau EDF est fortement perturbé par des coupures déclenchées par des grévistes. Le 12 juin, si les manifestation ont encore rassemblé énormément de monde, les grèves ont été peu suivies : 17 % à la RATP, le trafic est quasiment normal, (80 %, le 13 mai) ; à la SNCF (chiffres de la direction) : 62,4 % le 13 mai, 41,1 % le 3 juin, 28,2 % le 12 juin. A l'EN, la tendance est alors nettement à la reprise. A ce moment là, Olive de l'UNSA déclare : « le mouvement de mécontentement est appelé à s'installer et à s'inscrire dans la durée. (...) Les personnes sont de plus en plus mobilisées », FO propose « dans le cadre de l'unité syndicale » d'« envisager de lancer un mot d'ordre de grève générale interprofessionnelle », la CGT lance « une vaste consultation nationale » qui doit prendre la forme d'un texte « à faire adopter par des assemblées de salariés. (...) Notre ambition est de récolter d'ici la fin juin, plusieurs millions de signatures sur un tel appel. ». En commun, CGT, FO, Unsa et FSU déclarent que cette journée est « la démonstration que, loin du repli, nous avons été capables d'élargir le mouvement, de l'inscrire dans la durée et de conserver l'adhésion de l'opinion publique. Le refus de négocier sur les retraites apparaît encore plus

injustifié. ». Pour les irréductibles (EN - surtout ATOS -, quelques communaux, chauffeurs de bus de province, éboueurs marseillais), une nouvelle journée de grèves est annoncée pour le 19 juin.

A première vue, par les « temps forts », les syndicats ont enterré et désarticulé l' « action continue ». En réalité, je ne pense pas que l'on puisse trancher de façon exclusive dans le grand débat qui a affecté le mouvement du printemps. La répétition des « temps forts » a-t-elle été une stratégie syndicale plus ou moins délibérée destinée à briser la généralisation des grèves ? A-t-elle, à l'inverse, permis de les entretenir et de les faire durer bien que de façon discontinue ? A-t-elle, plus vraisemblablement, été l'accompagnement syndical du mouvement tel qu'il était ? La simple lecture chronologique des événements montre déjà une chose : les directions syndicales soufflent le froid sur le chaud et le chaud sur le froid. Comme diraient les économistes, elles mènent une politique contracyclique. De ce point de vue, il est évident que, au moins pendant les deux premières semaines de mai, les temps forts, relativement très espacés par rapport à ce que l'on verra par la suite, et l'absence de préavis de grève reconductible ont un rôle indéniable de refroidissement du mouvement. L'espacement et l'absence de préavis sont destinés à éviter tout emballement du mouvement de grève. Débarrassons nous de l'éternelle discussion sur les syndicats. Les syndicats ne trahissent pas, mais dire qu'ils tiennent tout simplement leur rôle, sans préciser celui-ci, ou en en faisant des intermédiaires entre l'Etat (ou le capital) et les ouvriers, n'avance également pas à grand chose si l'on ne dit pas pourquoi leur action est efficace ; ce que l'on ne peut faire qu'en dépassant une vision instrumentaliste qu'elle soit de simple rôle ou de trahison.

On ne comprend rien aux syndicats et au syndicalisme en général, si on se contente de les considérer comme manipulant de l'extérieur l'activité de la classe ouvrière ou comme une courroie de transmission de l'Etat à l'intérieur de la classe. Il faut une bonne fois pour toutes reconnaître que la classe ouvrière ou le prolétariat (ici, la différence, si elle existe, importe peu) est une classe du mode de production capitaliste, qu'elle est dans un rapport conflictuel d'implication réciproque avec le capital (même si elle peut être à même de dépasser ce rapport). Ce rapport, l'exploitation, est la dynamique même de la reproduction du mode de production, de l'accumulation du capital. Dans cette contradiction qu'est l'exploitation, le prolétariat produit le capital et se reproduit lui-même dans son rapport à lui. Les intérêts respectifs sont simultanément irréconciliables et le fondement même de la reproduction respective des termes. Dans ce procès les termes ne sont cependant pas dans une situation de réflexivité égalitaire, c'est toujours le capital qui dans l'exploitation subsume sous lui le travail et à l'issue de chaque cycle apparaît comme concentrant toutes les conditions de la reproduction du rapport, c'est en cela qu'il se présuppose lui-même dans sa relation avec le prolétariat.

Le syndicalisme exprime ce procès, *il exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique conflictuellement le capital et présuppose son rapport à lui*. Mais, et c'est fondamental, c'est dans le capital que la reproduction de ce rapport trouve

constamment les conditions de son renouvellement. C'est en cela que, fonction de l'implication réciproque, le syndicalisme se trouve nécessairement amené à envisager le renouvellement de ce rapport sur la base des nécessités du capital, il n'a pas le choix. Le conflit ne peut dépasser le carcan de la logique économique capitaliste, et *les syndicats sont les garants qu'il s'y maintient*. De là découlent toutes les pratiques immédiates du syndicalisme : fonction de l'activité de la classe, dans son implication réciproque avec le capital, le syndicat ne peut alors que travailler à conforter et à reproduire cette implication. Les syndicats jouent leur partition mais ne peuvent la jouer et la faire plus ou moins entendre dans les luttes que parce qu'ils sont *l'expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe* et ce jusqu'à, et y compris, dans une situation révolutionnaire. Il faut comprendre autrement que par les subventions de l'Etat (bien réelles), et les mystifications (souvent efficaces), pourquoi l'action syndicale, toujours critiquée, est cependant toujours présente dans son rôle de remise en ordre de l'implication réciproque entre les classes, au bénéfice structurel de la reproduction du mode de production, même si cela passe par une opposition immédiate à la classe dominante, se concevant elle même unilatéralement, comme pôle particulier du rapport.

Considérer les syndicats comme l'expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe ouvrière permet d'intégrer les pratiques et initiatives syndicales à l'intérieur même de la compréhension des luttes immédiates. Pendant longtemps, la vulgate ultra-gauche a consisté à voir dans la « trahison syndicale » les raisons de l'échec des luttes toujours « radicales » des travailleurs. Une autre vulgate existe maintenant : « Partant de la réalité - mal comprise – qui veut que les syndicats soient un facteur majeur de stabilisation et de normalisation des rapports entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, ils en ont conclu que si la grève n'était pas allée plus loin, c'était la faute des syndicats. Or, demander à d'autres de faire ce qu'on n'est pas capable de faire par soi-même est un signe d'impuissance et du défaut de compréhension de la dynamique propre à la lutte de classe. Cette erreur conduit très logiquement à tenter de convaincre les prolétaires qu'ils doivent s'en remettre aux syndicats pour organiser les grèves. Ce cheminement va en sens inverse de la formation de la conscience de classe. N'en déplaise à tous les syndicalo-gauchistes de la planète et de la galaxie, les travailleurs ne sont jamais aussi forts que lorsqu'ils sont capables de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, sans recourir à l'aide des dieux et des syndicats. » (lettre MC). Cette nouvelle vulgate peut se résumer ainsi : les travailleurs doivent s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, ne rien attendre des syndicats, ne rien leur demander. Le problème c'est que les travailleurs n'agissent pas ainsi. En même temps qu'ils s'occupent eux-mêmes de leurs affaires, ils demandent aux syndicats de s'en occuper parce que, dans certaines circonstances et pour certaines « affaires », ils considèrent, avec raison, les syndicats comme étant aussi eux-mêmes. Les considérations de MC sont des admonestations de militants à militants, les travailleurs, quant à eux, ne sont là que pour être convaincus soit par les syndicalo-gauchistes de faire appel aux syndicats, soit par les vrais révolutionnaires de « s'occuper eux-mêmes de leurs affaires ». Durant le printemps 2003, ce ne sont pas seulement les militants syndicalo-gauchistes de SUD,

de LO ou de la Ligue qui cherchaient à « pousser » les syndicats, mais des milliers de travailleurs. Avant même de leur réclamer la « grève générale », ils leur demandaient des préavis de grève ou de se prononcer sans ambiguïté pour les grèves reconductibles.

Durant les quinze premiers jours de mai, si la grève ne prend pas massivement en dehors de l'EN, c'est *de la faute aux syndicats*. Les travailleurs veulent « aller plus loin », il sera très dur aux syndicats, après le 13 mai de faire reprendre le travail à la RATP ou la SNCF (comme après le 2 juin à la SNCF), mais ils y parviendront assez rapidement, car si les travailleurs veulent « aller plus loin », c'est avec *leurs* syndicats. On peut parler d'« illusions », d'« erreurs » ou même de manque de « conscience de classe », cela ne change rien à l'affaire. Les travailleurs ne demandent pas ici à d'autres de faire ce qu'ils ne sont pas capables de faire eux-mêmes. C'est à eux-mêmes en tant que syndicats (qu'ils soient adhérents ou pas) qu'ils demandent d'« aller plus loin ». Quand les syndicats n'iront pas plus loin, ils s'arrêteront, parce que « leurs affaires » dont ils avaient alors à s'occuper étaient des affaires syndicales. Quand les travailleurs « s'occupent de leurs affaires » ou quand ils demandent à leurs syndicats de s'en occuper, ce n'est pas des mêmes affaires dont il s'agit. Dans tous les secteurs à régimes spéciaux de retraite, l'attaque et le danger n'étaient pas imminents. La lutte, en tant que généralisation unitaire d'une revendication, était de l'ordre de la prévention, de la garantie à obtenir, elle se situait d'emblée dans l'ordre de la négociation. Elle était substantiellement syndicale au sens où nous avons défini le syndicalisme comme existence fonctionnelle de la classe ouvrière dans l'implication réciproque entre le capital et le prolétariat. Ce que font les directions syndicales, dans ces départs de grèves de la première quinzaine de mai, c'est de les cadrer dans ce qu'elles sont, d'affirmer leur propre nature. Par l'action des syndicats, c'est la propre nature de leur grève qui s'impose aux travailleurs. Plus tard, dans les dix premiers jours de juin, en réclamant la grève générale aux syndicats, les grévistes du printemps 2003 ne se sont pas trompés, n'ont pas été trompés, ne se sont pas faits des illusions. En dehors de l'EN, c'était une grève qui, lorsqu'elle visait sa généralisation *comme unité sur des revendications communes*, ne pouvait être que syndicale : la définition de la place à moyen terme de la reproduction de la force de travail dans la reproduction du capital. C'est dans sa dispersion qu'elle a pu être parfois autre en exprimant une critique de la situation sociale générale des salariés. Critique sans revendication ou, ce qui revient au même, s'exprimant dans une collection illimitée de revendications.

Faire grève est devenue maintenant un acte d'indiscipline, au sens où les transformations de la reproduction du capital, la rupture de tous les compromis, font que la grève perd toute légitimité au regard de cette reproduction. La grève n'est plus un moment du « plan » auraient dit les opéraïstes. Il ne peut y avoir d'activité syndicale sans grève, mais la grève elle-même, simplement parce qu'elle est arrêt du travail n'a plus aucune légitimité pour le capital, par là, elle est devenue un problème à l'intérieur de l'activité syndicale. La disjonction entre le petit appareil d'encadrement syndical et les directions, que confirme n'importe quelle expérience, même restreinte, du mouvement du printemps, témoigne de ce problème. Dans le fait même de la grève, il y

a maintenant quelque chose de problématique pour le syndicalisme. Arrêter de travailler est devenu la polarisation d'intérêts inconciliables, la grève, comme conflit, n'est plus un moment d'un compromis en procès. Les travailleurs ne voulaient pas « aller plus loin » que les directions, leur grève était syndicale, et ils voulaient y aller avec leurs syndicats, mais par là, ils exprimaient les problèmes que pose maintenant la grève dans l'activité syndicale. La grève a toujours été une polarisation d'intérêts, elle n'a pas toujours été un acte d'indiscipline. C'est la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital qui devient (pris sous son aspect positif) une revendication de l'indiscipline (je reviendrai plus loin sur cette notion d'indiscipline).

Les syndicats ont finalement accompagné le caractère dispersé du mouvement et, dans les manifs massives *et les temps forts*, ils lui ont donné sa généralisation comme unité à côté de sa diversité (l'unité qui a eu lieu, pas celle qui n'a pas eu lieu ou « aurait pu avoir lieu »). Le vendredi 9 mai, dans un communiqué commun, six syndicats (CGT, FO, UNSA, FSU, CFTC, CGC) appellent les « agents de la fonction publique » à participer « massivement » à la grève et aux manifestations du 13 mai, les invitant « à débattre des suites et à décider toutes initiatives possibles » pour « construire un mouvement unitaire inscrit dans la durée ». Dans un communiqué du même jour, la FSU appelle les personnels « à décider, le 13 mai, dans les assemblées générales unitaires de reconduire la grève » (extraits du *Monde* du 11-12 mai 2003). Nous sommes là avant le 13 mai, pour toutes les centrales syndicales, « inscrire le mouvement dans la durée » signifie alors éviter une cristallisation massive du mouvement dans la suite immédiate de la grève du 13 que tout le monde sait devoir être massivement suivie dans la fonction publique et secteurs apparentés. La FSU, quant à elle, en appelant à la reconduction ne fait qu'entériner ce qui existe déjà, la CGT ne parlera de grève « certainement » reconductible à la SNCF que le 24 mai, pour le 2 juin. Finalement, il faut attendre le 10 juin pour que la CGT parle à la SNCF de « grève reconductible », à la suite de la montée de la tension dans quelques gares comme Montparnasse et la Gare du Nord.

Après le 13 mai et l'échec de la généralisation *attendue*, il se produit une étrange coexistence entre d'un côté, l'allure que prend spontanément le mouvement de grèves dans sa généralisation diffuse, dispersée et intermittente et, d'un autre côté, la logique syndicale d'acceptation négociée de la réforme des retraites. Cette coexistence entre les luttes dans leur diversité et l'unité de la classe *objectivée* dans le capital et *représentée* par les syndicats ne fut pas pousser jusqu'à la confrontation. Les termes sont demeurés à la fois conflictuel et se légitimant réciproquement. Depuis le référendum sur les retraites à EDF, les déclarations de Le Duigou au Congrès de Montpellier, la présence de Bernard Thibault au Congrès du PS, la CGT avait montré qu'elle était largement ouverte à cette réforme et à sa négociation. Les temps forts, essentiellement impulsés par la CGT, ne doivent être que des appuis dans la perspective de la négociation, il est remarquable que celui sur lequel la CGT insiste le plus est celui du *dimanche* 25 mai qui ne provoque aucune perturbation importante. La CGT cale son action sur le calendrier du gouvernement et attend, pour « se lancer dans l'action » que le projet Fillon soit adopté en conseil des ministres du mercredi 28 mai, la réaction est

alors programmée pour 5 jours plus tard, le 2 juin. Il faut dire que la CGT est dans une situation délicate depuis la signature « surprise » de la CFDT qui clôt la période des négociations et par laquelle le gouvernement la laisse sans perspective si ce n'est d'être débordée par un mouvement qu'elle ne contrôlerait pas. Mais (après les incidents à la RATP les 14 et 15 mai), jamais le mouvement ne la débordera, car la stratégie adoptée par la CGT (se montrer comme la force avec laquelle il faut négocier parce que prête à le faire et plus représentative que la CFDT, démontrer également au gouvernement qu'il n'y avait pas à s'affoler après le 13 au point de mener un forcing avec la CFDT, se positionner pour les futures négociations comme celles sur la Sécurité Sociale) rencontre celle du mouvement de grèves et de manifestations tel qu'il s'est développé après le 13 mai.

Ce mouvement de grèves diverses, dispersées et discontinues qui n'a lui pour perspective que le retrait pur et simple du projet Fillon *utilise* les « temps forts » et les manifestations pour se relancer en tant qu'action continue, pour scander celle-ci. Ce mouvement est la multiplication d'autres grèves, diverses, qui se côtoient sur le plus petit commun dénominateur du rejet de ce plan (une sorte de symbole). Mais ce mouvement n'a pas qu'un simple rapport utilitaire avec les « temps forts ». Si, dans les AG, quels que soient les secteurs, tout le monde discute de la validité des « temps forts » et beaucoup la contestent, la stratégie syndicale accompagne le mouvement, d'une part formellement par son caractère lui-même discontinu et, d'autre part, parce que le mouvement, quelles que soient les critiques faites aux syndicats, demeure fondamentalement un mouvement syndical dans sa nature générale : quelle place nous réserve le capitalisme dans sa reproduction ? Cette place, durant toutes les actions, y compris celles des journées de grèves, a toujours été comprise comme le résultat d'un choix entre plusieurs possibles et non comme une *nécessité*, c'est-à-dire que le rapport d'exploitation n'est jamais apparu dans le mouvement comme ce qui reliait les protagonistes. Les temps forts représentaient en dehors d'elle, mais à partir d'elle, cette diversité des luttes.

En ce que les grèves se côtoyaient dans leur diversité et segmentation, ce mouvement eut sa généralisation, mais ce ne fut pas la grève. La généralisation de ce mouvement ce furent les manifestations qui parfois rejouèrent même, comme à Marseille, le spectacle de la communauté ouvrière avec le service d'ordre des dockers de la CGT. La Lettre de MC dit avec raison qu'il ne faut pas mythifier l'ampleur des grands rassemblements syndicaux, il est vrai que, le lendemain, la grande majorité des manifestants retourne au travail, mais personne ne les avait contraints à venir à la manif. Quand on a affaire à des marées humaines comme celles qui défilèrent dans Marseille, il est impossible de traiter la chose avec tant d'assurance et de légèreté.

Cette étrange coexistence entre le caractère segmenté et discontinu du mouvement et des grèves et la stratégie syndicale des « temps forts » s'est retrouvée jusque dans la « sortie de grève » (je reprends ici les deux comptes-rendus de la réunion de Marseille dans la brochure de *Traits Noirs*). Considérer la fin des grèves comme « sortie de grève » c'est d'une part, reprendre l'expression typiquement euphémistique

du vocabulaire syndical classique. La résolution des cheminots de la Gare Montparnasse a trouvé la formule alambiquée de « sortie de la grève reconductible » (*Libération* du 13 juin 2003), ce qui n'exclut pas tout à fait que dans le mouvement général de reprise, appuyée par les directions syndicales, des actions ponctuelles de grève soient lancées – ne serait-ce que pour épuiser les « irréductibles ». Mais, d'autre part, cette formule alambiquée traduit sans doute une situation réellement alambiquée. Lorsque j'ai proposé en AG de secteur de voter la « sortie de la grève reconductible » ce fut en dehors de l'influence de dirigeants syndicaux. Si cette « sortie » fut votée (de justesse) le jeudi 12 juin (le soir même de la grande manif à Marseille où nous avions tous crié « grève générale »), il fut décidé au même moment que la reprise n'aurait lieu que le mardi 17 juin. Sortir de la grève était devenu problématique parce que les grèves ne se sont pas déroulées selon une dynamique continue de montée en puissance, mais plutôt un mouvement de yo-yo alternant des phases dures, des moments de grande détermination et des moments d'atonie. Le brouillage de la frontière entre les journées de grève et celle de reprise du travail s'est poursuivi jusque dans le vote et l'expression de la « sortie de grève ». Le compte rendu de l'AG du 12 juin à Cavaillon est rédigé ainsi (même si c'est sans illusions) : « Face à la reprise perlée mais nette de beaucoup de collègues, face au fait que pour les lycées l'année (hors ce qui touche le bac) est terminée, que dans les collèges les élèves sont en voie de disparition et que dans le primaire la reprise par les collègues est nette, que dans les autres branches en grève l'installation de la grève de façon continue est aléatoire, l'AG a voté à la majorité la "sortie de la grève reconductible" Nous envisageons des grèves tournantes, des actions sur toutes les activités de fin d'année-préparation de la rentrée prochaine, des actions en dehors des établissements (péages, ponts ...), la reprise ensemble de la grève certains jours. Il s'agit de se mettre au diapason d'un mouvement d'ensemble dur mais qui a beaucoup de mal à se fixer, un mouvement rampant, peut-être beaucoup plus dangereux pour le gouvernement, une sorte d'exaspération durable. »

Mais surtout, le principal effet de cette coexistence (qui est demeurée pacifique), ce fut l'appel à la grève générale dans les deux premières semaines de juin, c'est-à-dire les deux dernières semaines du mouvement de manifestations et de grèves. Je demeure persuadé que *globalement* le mouvement est resté un mouvement de nature syndicale, dans le sens le plus général que j'ai donné au syndicalisme. Les grévistes ne se sont pas trompés, ne se sont pas faits des illusions en réclamant aux syndicats cette grève générale. Ils n'ont pas réclamé aux syndicats ce qu'eux-mêmes ne faisaient pas mais auraient souhaité faire, *ils ont réclamé aux syndicats autre chose que ce qu'ils faisaient*. Dans son « Témoignage sur les grèves dans l'éducation nationale de 2003 dans le Vaucluse », Anne écrit : « Après plusieurs semaines de grève, devant le blocage de la situation, les personnels de l'éducation nationale sont de plus en plus nombreux à ne voir l'issue du conflit que dans une grève générale. Et ce n'est pas l'influence de FO, qui bien sûr a lancé ce mot d'ordre rapidement, mais qui est très minoritaire. S'il a été repris, c'est qu'il correspondait à la nécessité du moment. Des équipes de grévistes sont

allées dans les différentes entreprises de la région pour établir des contacts et discuter d'une généralisation du mouvement. Des réunions communes ont lieu partout. ». Ce témoignage soulève de nombreuses questions, voilà un mouvement « basique », « spontané », « auto-organisé » qui ne voit d'issue que dans la grève générale réclamée à des syndicats dont il se distancie quotidiennement. On n'a pas là forcément une contradiction (ce fut de toute façon ainsi que les choses se sont passées) mais il est difficile de présenter l'appel aux syndicats à proclamer la grève générale comme la simple continuation du mouvement de grèves. Cet appel correspondait à une « nécessité du moment » dit Anne. Certainement, mais quelle nécessité ? Bizarrement, ce mouvement n'appelle pas à la grève générale quand il gonfle, mais quand il est sur son déclin, ce qui éclaire d'une étrange lumière cette « nécessité ». Enfin, la preuve apportée de la nécessité de la grève générale, ce sont les interventions dans les entreprises de la région, les contacts que l'on établit, etc. Or cette nécessité devait être bien aléatoire, car les tentatives de grèves y furent très marginales (j'ai rapporté qu'à Cavaillon, une entreprise en grève au même moment s'était bien gardée de répondre à nos tentatives de liaisons).

En fait, c'est le personnel de l'EN, le seul secteur où la grève est relativement permanente qui ne voit d'issue non pas dans la grève générale mais dans *l'appel* aux syndicats à *appeler* à la grève générale (ce n'est pas exactement la même chose). Il est évident pour tous (même pour ceux qui la réclament) que la grève générale n'est pas là, n'est pas dans les potentialités du moment (surtout autour du 10 juin). Les dirigeants syndicaux, même Blondel (qui ne fait au « grand meeting » de Marseille, le 12 juin, que « proposer le mot d'ordre de grève générale *dans l'unité syndicale* »), ont beau jeu de le faire remarquer même s'ils se font copieusement siffler par les manifestants qui sont restés au meeting. Le plus grand nombre avait déjà plié bagages, à la suite d'une des manifestations au pas le plus rapide à laquelle il m'a été donné de participer. En appelant les syndicats à appeler à la grève générale, le mouvement, principalement dans l'EN (c'est de là que viennent ces appels), a changé de base. Il est poussé à ce changement par la nature continue que la grève a prise dans ce secteur et qu'il cherche maintenant à faire imposer aux autres secteurs, sans se rendre compte que ce n'est pas la nature continue de la grève en elle-même qui importait, mais la mobilisation active continue de chacun. Dans le recul du mouvement, le fait d'avoir été le seul secteur en grève relativement permanente s'autonomise de l'activité des grévistes eux-mêmes comme une caractéristique de fait, indépendante de cette activité, elle s'en sépare et on la confie aux directions syndicales. C'est leur propre action qui maintenant domine les grévistes quand *le caractère continu de leur action de grévistes apparaît, dans le moment de recul, en décalage et même inadéquat à ce que fut le reste du mouvement*. Ce que cette action n'était pas quinze jours auparavant quand elle était le fil du temps continu de l'activité et de l'opposition par laquelle la classe existe à elle-même comme distinction par rapport à son unité et son existence objectivées dans la reproduction du capital. Il me paraît même, maintenant, que l'appel aux syndicats à appeler à la grève générale a été la dernière action, légèrement paradoxale, que les AG se sont données.

Le texte de *La Matérielle* « Le mouvement de mai-juin 2003 dans l'immédiateté sociale des classes » avance que : « L'appel à la "grève générale" apparaît alors comme un recours ultime face à cette impossible unité de la classe. (...), l'appel à la grève générale, la grève générale elle-même, est une tentative d'élever l'unité de la classe au-dessus du cours quotidien de la lutte. (...). Si la grève générale peut aujourd'hui être dite anachronique c'est parce qu'elle n'est pas la généralisation du mouvement en qualité et en quantité, mais son hypostase sur des bases qui ne sont pas les siennes ; ... ». L'analyse est judicieuse (*Temps Critiques* parle également de la grève générale comme « substitut à l'unité disparue »), mais elle a le grave défaut d'être une explication par impossibilité. Pourquoi l'« impossibilité de l'unité » devient « recours ultime » ou « substitut » ? S'il en est ainsi la « grève générale » ne peut être dite simultanément « anachronique ». Elle est, pour reprendre l'expression d'Anne, une « nécessité » puisque c'est le seul recours qui se présente aux grévistes, même si elle n'est pas la poursuite en droite ligne de leur action antérieure mais un changement de niveau de celle-ci. L'analyse de *La Matérielle* est judicieuse et pertinente quand elle fait ressortir le changement de niveau et de modalités d'actions que représente cet appel, elle qualifie précisément ce changement d'« hypostase », mais laisse dans l'ombre pourquoi l'« hypostase » a lieu (la seule explication fournie est l'impossibilité d'une autre chose). Dans le paragraphe précédent, j'ai essayé de montrer que cette « hypostase » a sa source dans le mouvement en ce qu'il conserve tout au long sa nature intrinsèquement syndicale (quels que soient ses rapports conjoncturels avec les syndicats et même dans le caractère conflictuel de ces rapports) et dans le changement de nature qui se produit, dans le déclin du mouvement, du caractère continu de l'action dans l'EN. Cette nature syndicale est ce qui relie les grèves entre elles, même à l'intérieur d'un même secteur. A l'EN, en forçant le trait, on peut dire que chaque établissement a eu sa grève. L'« hypostase » n'est pas une simple séparation, elle est un moment parfaitement solidaire de ce dont elle est séparée, c'est le mouvement de grèves qui s'est différencié de lui-même en lui-même, dans cet appel, comme mouvement de grève (au singulier) générale. Il n'a pas cherché à créer ou ressusciter quelque chose d'« impossible » ou d'« anachronique », l'unité de la classe existe toujours bel et bien, elle est une unité objective dans la reproduction du capital, faire appel aux syndicats c'était simplement reconnaître cette unité au niveau même où elle existe, comme une hypostase. C'est la dualité des six ou huit semaines de grèves et d'actions qui est alors apparue clairement. C'est donc avec raison que *La Matérielle* fait remarquer que cet appel s'adresse aux centrales syndicales *pour leur reprocher de ne pas le lancer*. Comment mieux dire que le changement de base du mouvement est aussi dans sa continuité, quand il se sépare de lui-même, quand il s'hypostasie, il ne s'oublie pas.

En conclusion, les grèves du printemps 2003 et le mouvement dans son ensemble se sont construits autour de deux axes qu'il est délicat de généraliser hâtivement comme constitutif d'un nouveau cycle de luttes : la classe ne se constitue que comme activité (action continue et dispersion car il n'y a plus d'unité préalable autre qu'objectivée dans la reproduction du capital), la discontinuité est autant dans

l'espace que dans le temps ; la grève est la poursuite du travail salarié sous une autre forme et inversement. C'est ce second élément que je tenterai de cerner dans le chapitre suivant.

2) *L'indiscipline*

Les grèves du printemps fournissent des éléments ne permettant d'approcher qu'intuitivement cette notion d'indiscipline.

La rupture de la barrière du métier est le premier élément. Cette rupture ne doit pas être considérée comme une simple conjonction de forces, une addition de secteurs en grève (ou envisageant de l'être) destinée à accroître la force de chacun et de l'ensemble, tout en laissant intacte la nature de la revendication et de l'action dans chacun des secteurs s'additionnant. Je prendrai un exemple à première vue dérisoire. Lors d'une AG sur la plate-forme paquets à Cavaillon, une fois la grève votée, la présence de quelques enseignants a amené l'AG des postiers, composée d'un grand nombre de précaires (hommes et femmes) d'une trentaine d'années, à devenir une AG de « parents d'élèves » autrement plus intéressante que toutes les réunions « officielles » qui ont lieu régulièrement dans les établissements scolaires. C'est tout un système d'« exclusion », de relégation sociale et de reproduction de la misère qui fut alors critiqué. Le mythe d'une Education Nationale destinée à promouvoir l'« égalité des chances » ne fut pas dépassé, la critique n'a pas été celle de ce qu'est nécessairement l'école, mais de ce qu'elle est maintenant. A y réfléchir, est-ce bien différent ? On sentait bien (j'ai prévenu, il s'agit d'intuitions) que la rancœur qui accompagnait la grève ne se nourrissait pas seulement de la menace sur le système des retraites et des conditions de travail très tendues sur le site particulier de la plate-forme, mais aussi, et peut-être même surtout, du rejet de toute la reproduction sociale (il fut également question de la politique du logement de la ville de Cavaillon et de la politique foncière du Parc du Luberon tout proche, il est regrettable que des employés de la DDE n'aient pas été là à ce moment). On peut préciser la notion d'indiscipline. L'indiscipline n'est pas le conflit à l'intérieur de la règle du jeu « systémique », elle apparaît lorsque ce conflit inclut la règle du jeu elle-même : la reproduction. L'indiscipline est un refus de la règle du jeu. La rupture des barrières de métiers n'est pas un simple processus quantitatif mais contient une transformation qualitative.

Un deuxième élément permettant d'approcher cette idée d'indiscipline est à chercher dans la forme même des grèves, dans leur « faiblesse ». Les grèves avaient des motifs officiels (qui n'étaient pas des prétextes), mais elles portaient en fait sur des choses *non-négociables* : le mépris, une vie « minable », la relégation sociale, l'insécurité permanente, être jetables, transparents, la sale gueule du chef. Portant sur des choses non-négociables, les grèves n'avaient aucune raison d'être poursuivies avec détermination, pour obtenir satisfaction (ni non plus, de s'arrêter ou de ne pas reprendre). Sur la plate-forme paquets, un vendredi, la grève est votée pour le lundi. Le lundi, la première équipe arrive et constate qu'il n'y a que très peu de travail en attente,

elle décide aussi sec de ne pas faire grève et d'attendre le lendemain où la charge de travail est plus importante. La grève a lieu le mardi. Une petite anecdote. Quelques jours avant la rentrée scolaire de septembre 2003, je croise au supermarché une institutrice, gréviste déterminée du printemps, mais nullement militante ou « théoricienne de la révolution ». Elle me dit en riant : « on recommence à la rentrée ! » ; je réponds bêtement : « il va falloir trouver un sujet ». « Mais non - me dit-elle - , on fait grève et les syndicats trouveront bien une raison ». Une AG a suivi la rentrée, aucune grève ne fut décidée, mais sur le site *Grève 84*, le compte-rendu de cette AG s'achève par une citation de Marx qui résume l'état d'esprit latent dans les établissements : « Abstraction faite de l'âge et d'autres causes naturelles de dépérissement (l'ouvrier s'adresse au capitaliste, nda), je dois être aussi vigoureux et dispos demain qu'aujourd'hui pour reprendre mon travail avec la même force. Tu me prêches constamment l'évangile de l'"épargne", de l'"abstinence" et de l'"économie". Fort bien ! Je veux en administrateur sage et intelligent économiser mon unique fortune, ma force de travail, et m'abstenir de toute folle prodigalité. Je veux chaque jour n'en mettre en mouvement, n'en convertir en travail, en un mot n'en dépenser que juste ce qui sera compatible avec sa durée normale et son développement régulier. » (*Le Capital*, Ed . Soc., t.1, pp. 229-230). Dans le collège où je travaille, il est devenu normal de provoquer régulièrement des AG, de présenter, avec succès, au conseil d'administration une liste provocatrice dont les membres affirment qu'ils ne « sauraient siéger dans une assemblée où ils auraient été démocratiquement élus », de boycotter les deux journées de la concertation nationale sur l'éducation avec un texte se terminant par « Allez vous faire voir », d'organiser une journée de « droit de retrait » hors des considérations légalement prévues, de refuser une entrevue avec l'Inspecteur d'Académie en considérant qu'il n'a rien à nous dire, de ne pas aller à l'entrevue que la FSU avait obtenue pour nous sans qu'on ne lui demande rien, de se mobiliser avec les TOS contre le projet d'installation des pointeuses qui leur sont destinées, etc.

Nous pouvons compléter cette approche impressionniste de la notion d'indiscipline par un troisième aspect : la subjectivité des acteurs des grèves (nous sommes là sur un terrain théorique des plus glissants). Dans le Journal d'un Gréviste, à propos de la grève de l'hiver 1995, j'écrivais : « La lutte de classes est en l'occurrence d'abord un processus producteur et définitoire d'identité à l'intérieur du mode de production existant, pour autant que cette identité produite contre l'autre classe trouve dans celle-ci, et dans la reproduction d'ensemble du système, une confirmation, d'où toute l'importance de la négociation, dont l'exigence ne vient pas se plaquer sur le mouvement, mais en est un moment nécessaire; on exige du capital qu'il reproduise cette identité, la confirme, c'est la négociation. Le capital doit donner sens à cette identité afin qu'elle se perpétue comme nécessaire.

« Au delà, dans l'approfondissement du conflit et de la crise, peut être produite, contrairement au capital, la contingence des définitions sociales qui sont toujours présumées, donc posées comme nécessaires dans la reproduction d'un mode de

production. La dynamique dialectique du passage de la nécessité à la contingence de la définition sociale dans un mode de production, réside dans les rapports qui se nouent, de par la lutte et au cours de celle-ci, à l'intérieur de la classe. C'est là que pratiquement s'effectue dans les conditions d'un approfondissement du conflit le passage des rapports entre individus moyens, c'est-à-dire se reconnaissant entre eux comme uniformément définis comme membres d'une classe dans leur rapport à la classe antagonique, aux rapports entre individus singuliers, uniques, produisant eux-mêmes, dans leur réciprocité, les bases de leurs activités. Si la réalisation de ce processus dialectique est maintenant possible, c'est que la production de l'identité de classe (que l'on continue seulement par abus de langage et commodité à appeler identité) ne se trouve réalisée que dans et contre le capital, et non en soi dans une nature de la classe face au capital. ». Le texte de *La Matérielle* semble aborder une idée semblable avec le thème de l'« intersubjectivité ». Peut-être avec raison, ce texte n'en propose aucune explicitation, renvoyant celle-ci aux éclaircissements que ne manquera pas d'apporter la lutte des classes. Le texte se contente d'établir un rapprochement entre « intersubjectivité » et éclatement géographique du mouvement. On peut chercher quelque chose dans cette direction, n'empêche que tel quel, nous n'avons là qu'une analogie.

Dans l'extrait ci-dessus du *Journal d'un Gréviste*, comme dans *La Matérielle*, le thème de la subjectivité est lié à ce que la classe se définit dans une opposition au capital qui n'inclut plus une « unité » ou une « identité » préalable de la classe. Avec la disparition du « vieux mouvement ouvrier », de toute confirmation d'une identité ouvrière ou d'une « unité préalable » de la classe, c'est-à-dire quand la contradiction entre les classes se situe au niveau de la reproduction du rapport capitaliste, la lutte de classe paraît être devenue une auto-mise en scène de sujets (jusque sous la forme la plus triviale de l'importance de leur répercussion médiatique dans le « choix » des actions). La plupart des luttes actuelles ne nous donnent à voir à leur surface que l'interaction de *sujets* libres et individuels se regroupant de façon toute aussi libre et aléatoire dans toutes sortes d'AG ou de Collectifs. Ces sujets n'existeraient socialement que dans le moment de leur rencontre en prenant, en toute indépendance, des décisions d'actions dont la réalisation ne dépend que d'eux. Dans la « subjectivité » ou l'« intersubjectivité », le concept de classe n'est pas seulement entièrement disparu, il est renversé en son contraire. Ce sont des expressions irrationnelles, toutefois ces expressions irrationnelles ont leur source dans la constitution elle-même des classes, ce sont les formes d'apparition réelles du rapport essentiel qui sont rigoureusement nécessaires à celui-ci comme son mode d'action.

Si tout cela est évidemment un « effet de surface », les formes d'apparition d'un rapport social (ici les classes) ne sont pas une apparence que l'on peut écarter pour ne s'occuper que de la « réalité vraie » (ici la polarisation nécessaire du mode de production capitaliste en classes antagoniques). Le mouvement apparent de la surface est une fonction du mouvement réel de la constitution des classes, la nécessaire polarisation de la société en classes se réalise sous la forme de son contraire (de même que la loi de la valeur). Il ne s'agit pas pour retrouver la « forme nucléaire pure » de la

constitution des classes d'écarter les éléments perturbateurs, tout ce qui contredit la réalité de la forme nucléaire ne peut être considéré comme accidents. Même dans sa dissimulation et son inversion, comme « intersubjectivité » c'est la polarisation nécessaire de la société en classes qui se développe et ces dissimulations et inversions en sont des modes d'existence. La mise en scène des sujets est la forme de la réalité de la polarisation ou plutôt c'est sa forme d'existence réelle. C'est la forme dans laquelle elle vit dans la conscience de ses supports : capitalistes et prolétaires.

La forme de la réalité de la polarisation est la forme où disparaît son mouvement réel, elle en est l'existence même. La polarisation de la société en classe, qui est la négation de toute réalité d'un sujet constituant, ne peut absolument pas se représenter sans se dissimuler. Nous sommes renvoyés au fondement de la polarisation de la société en classes, elle est la polarisation d'une totalité, un mode de production qui forme un tout, un tout effectif et agissant comme autoprésupposition du capital. C'est pour cela que les classes ne se donnent jamais en clair. La dissimulation actuelle que l'on peut définir comme mise en scène du sujet est la forme d'apparition de la polarisation, sans laquelle elle ne saurait exister dans la réalité de la vie de tous les jours. Il ne servirait à rien de dissoudre les formes pour les ramener à ce que l'on pourrait prétendre être leur réalité essentielle. Non seulement cela ne servirait à rien, mais encore cela est impossible parce que l'on n'aurait pas compris ces formes comme formes d'apparition de la réalité essentielle de la polarisation. On voudrait en revenir à l'« essence interne » par la négation des apparences, les formes de la « dissimulation » sont alors exorcisées sans les comprendre. On rêve d'une réalité pure et conforme à l'essence (la vraie lutte de classe du vrai prolétariat).

Le sujet, avec son épaisseur substantielle qui ferait de lui le principe constituant de toute objectivité des classes est inacceptable. Mais, s'il est une forme d'apparition, son *apparition* caractérise le mode même selon lequel le procès de constitution des classes se présente dans la réalité. C'est dans cette forme d'apparition que consiste la fonction essentielle du sujet comme étant son auto-mise en scène. Cette auto-mise en scène du sujet n'est que la mise en scène de la constitution des classes comme polarisation de la totalité, mouvement qui lui échappe comme sujet, mais non comme prolétaire, même s'il n'est prolétaire qu'en se mettant en scène comme sujet, c'est-à-dire comme *origine* de sa rencontre avec d'autres sujets pour constituer, dans l'action, une classe.

Le sujet est par nature indiscipliné, sa mise en scène est celle de son indiscipline. Son indiscipline est la forme d'apparition de la polarisation et constitution des classes. Elle est indiscipline vis-à-vis d'une « unité préalable », du « mouvement ouvrier », de la confirmation d'une identité ouvrière dans la reproduction du capital. Elle est le côté actif de cette disparition. L'indiscipline est la forme d'apparition de la constitution de la classe dans son contraire, donc une indiscipline par rapport à elle-même, mais aussi, dans le même mouvement, par rapport au capital, car, à l'intérieur de la polarisation nécessaire de la totalité en classes antagonistes, elle fait apparaître cette nécessité dans sa négation. Dans cette forme d'apparition au premier abord paradoxale,

c'est la disparition des « compromis » légitimant le conflit, dans la reproduction d'ensemble du rapport, qui apparaît. En fait, par l'indiscipline du sujet, c'est le mouvement objectif actuel de la constitution de la classe qui apparaît dans la réalité de la vie de tous les jours comme étant lui-même problématique. L'indiscipline n'est pas un accident ou une illusion, elle est ce par quoi la constitution de la classe devient actuellement réelle, au travers de son contraire. Au vu du mouvement du printemps 2003, en admettant cette notion d'indiscipline, peut-on lui donner comme contenu la « critique du travail », comme beaucoup l'ont fait ?

3) La critique du travail dans le mouvement de grèves et de manifestations du printemps 2003

La critique du mode de production capitaliste qui considère la contradiction entre le prolétariat et le capital sous l'angle de la critique du travail ramène toujours la contradiction entre des classes à une alternative affectant les individus : travail / refus du travail.

« Jamais encore, ce dégoût du travail n'avait été exposé avec autant de force et aussi explicitement » (Un de *Dissensus*, in brochure de *Traits Noirs*)

« Vous avez travaillé. Vous travaillez. Vous vous êtes trompés. C'est pas grave. (...). Si vous approchez aujourd'hui la soixantaine, en 68 vous n'aviez pas loin de la vingtaine. Vous avez vu, vous avez su que d'autres mondes étaient possibles que celui qui s'est édifié avec votre participation. (...). Vous avez une dernière chance de ne pas vous trahir, de vivre finalement. C'est celle de quitter le navire. » (« Des incivilEs et des P'Tiqqons », in *Traits Noirs*).

« La retraite désigne alors l'espoir d'une vie au-delà du travail dit socialement nécessaire et défendre la retraite revient à affirmer que le sens de notre existence ne se réduit pas à ce travail : nous voulons justement la retraite pour ne pas crever au boulot. C'est un peu comme si la critique prolétarienne du travail amorcée dans les grandes luttes de la fin des années 60-70 mais déclinante à partir de la restructuration des rapports sociaux de la fin des années 70-début 80, s'était repliée sur la défense des retraites ;... » (*Temps Critiques*, « Retraites à vau-l'eau et vies par défaut »).

Ce n'est pas le lieu de développer que la critique du travail ne peut être qu'une démarche spéculative, elle ne peut avoir d'objet et se justifier elle-même que si elle construit son objet antérieurement aux rapports sociaux. Inversement si ce sont les rapports sociaux historiquement déterminés qu'elle se met à critiquer, elle entre alors en contradiction avec son premier moment de formalisation abstraite de son objet. La critique du travail voudrait le travail comme rapport social antérieurement à tout rapport social. La critique du travail est une impasse. Premièrement, elle construit un objet d'analyse qui est le travail en soi ; deuxièmement, elle veut déduire de l'analyse de cette activité, qui telle qu'elle l'a posée est une abstraction spéculative, les rapports sociaux contradictoires dans lesquels évoluent les hommes. Cela, soit par un développement contradictoire interne de cette activité, soit de par un caractère irréductible à l'aliénation que, par nature, cette activité posséderait. Les modulations particulières de cette impasse

générale aboutissent toutes à la transformation de la critique de la société capitaliste et de son rapport social fondamental, l'exploitation, en une démarche alternative. Cette notion de travail et sa critique jouent un rôle actif, pratique, de mise en forme des luttes dans les courants les plus radicaux du démocratisme radical.

La grande limite de toute « critique du travail » réside dans le fait qu'elle a placé dans l'activité, comme essence de celle-ci, ce qui est le fait de rapports sociaux. Il n'y a de critique du travail que si l'on suppose une essence de l'homme comme être générique qui se perd et se retrouve, qui ne s'est perdue que pour se retrouver, c'est par là qu'elle remplace le cours contradictoire du mode de production capitaliste et son dépassement comme son histoire par une alternative toujours possible, car intérieure à la nature humaine.

La liaison entre « critique du travail » et alternative est affirmée par les textes de *Temps Critiques* sur les grèves du printemps. Pour Temps Critiques, les critiques du travail comme celles de Dissensus ou des « IncivilEs » sont « mal centrées ». Ce sont des critiques qualifiées de « radicales » qui ne créent pas « les conditions d'une lutte contre la logique même de ce système » (*Retraites à vau l'eau*). Il s'agit maintenant d'« affirmer une vie humaine », celle-ci n'est « plus organisée uniquement à partir du travail mais aussi dans des activités dont certaines échappent, encore, non seulement à la marchandisation des activités, mais aussi à l'inscription dans les structures du système de reproduction capitaliste : réseaux d'entraide, association non subventionnées, « lieux de vie » et d'alternatives diverses. Il ne s'agit pas de les mythifier, mais de reconnaître leur existence et leur rôle dans la désintégration des rapports sociaux capitalisés. » (*ibid*). Dans cette perspective, la grève générale deviendrait un blocage, non de la production (on sait que pour *Temps Critiques* le capital n'a rien à craindre de cela puisqu'il ne fait plus que semblant d'être valorisé par le travail), mais un blocage « dans lequel chacun à sa place pourrait avoir un rôle, comme parent, comme salarié, comme consommateur, comme retraité, etc. » (*ibid*).

Le programme de l'alternative, quelles que soient ses variantes (elles sont nombreuses et souvent pittoresques), ne « propose » pas au prolétariat d'abolir ses conditions d'existence mais de les maîtriser : maîtrise du travail salarié, maîtrise de la valeur, maîtrise des échanges, maîtrise des moyens de production, maîtrise de la santé, de l'éducation, des loisirs, de la culture etc. La maîtrise de ses conditions serait (dans le meilleur des cas), pour le prolétariat, le premier pas vers son abolition. Le prolétariat maîtrisant ses conditions ne serait plus à terme le prolétariat.

Critique du travail et alternative doivent se livrer à de remarquables contorsions et prendre de sérieuses libertés avec la simple réalité des luttes du printemps. Je ne prétends pas que la réalité parle d'elle-même et se lise à « livre ouvert », surtout dans le cas de ce mouvement qui échappe à toutes les analyses et les grilles préalables et normatives, mais les acrobaties de l'herméneutique doivent rester dans les limites de la décence. Il est vrai que dans ce mouvement, « si la lutte apparaît parfois comme une lutte pour la lutte, c'est parce qu'il n'y a plus d'affirmation possible ni de la classe du travail ni du travail lui-même » (*Temps Critiques*, « Qualifier la grève

pour catalyser les luttes »), en conclure que « cette *dimension révolutionnaire par défaut* (c'est moi qui souligne) apparaît aussi dans l'incapacité du mouvement à exprimer la rupture avec toute politique de réformes... » (*ibid*) est un renversement audacieux. En substance, cela signifie que le mouvement est révolutionnaire parce qu'il est resté réformiste. Il est vrai qu'il n'est révolutionnaire que « par défaut », de même que la critique du travail qui demeura « *indirecte* » (*ibid*) permet cependant d'écrire quatre pages plus loin : « ce mouvement comporte donc une indéniable dimension de critique du travail » (*ibid*).

De telles positions, tant celles de *Dissensus* et *Traits noirs* que celles de *Temps Critiques* relèvent de l'erreur générale consistant à passer de la contradiction qu'est l'exploitation à la « critique du travail », à moins que, plus vraisemblablement cela soit l'inverse. Dans de telles positions, l'opposition au capital se veut mode de vie (alternative ou désengagement), elle devient une éthique et secrète sa justification théorique dans la « critique du travail » qui, comme « choix », trouve en tout temps et en tout lieux les conditions de son actualisation (même par défaut).

Si l'on quitte ses lunettes radicales, dans le mouvement du printemps, la volonté de ne pas se faire allonger le temps de travail (la durée de cotisations) ou réduire les droits à la retraite et le taux de remplacement, n'est pas une « critique du travail », ni « indirecte » ni « par défaut ». C'est une acceptation du travail *en ce qu'il donne des droits*. Le mouvement n'est jamais allé au-delà de la reconnaissance et de l'acceptation du travail comme d'une contrainte nécessaire, mais en tant que contrainte nécessaire il doit être la condition d'ouverture de droits sur la société : santé, revenu décent, retraite, allocations de chômage, etc. Bien sûr, tout au long de ces grèves et manifestations, ont été affirmées la volonté de ne pas se « tuer au travail », d'avoir du temps libre, mais toujours parce qu'on le mérite en raison du travail effectué. Ce n'était pas une « critique du travail », mais celle de la rupture d'un contrat.

En dehors même du fait que la « critique du travail » est une forme d'apparition idéologique de la lutte des classes, il n'y eut dans ce mouvement rien qui put justifier une telle lecture. Il n'y a pas eu de critique du travail en général, ni même des travaux particuliers. Les enseignants sont restés attachés au « service public » et les cheminots au service du public. Sauf quelques rares exceptions confinées dans la dénonciation d'illusions, même dans les tentatives de blocage du Bac, le discours dominant vis-à-vis de l'extérieur et même la langue de communication à l'intérieur du mouvement a constamment été celui ou celle du démocratisme radical.

4) De la « défense du bout de gras » au démocratisme radical.

Disons, pour faire rapide, que j'appelle ici « démocratisme radical », ce que d'autres appellent « citoyennisme ».

Le démocratisme radical se veut, dans le meilleur des cas, la critique du mode de production capitaliste pour laquelle il ne s'agit plus pour le prolétariat d'abolir ses conditions d'existence, c'est-à-dire abolir le mode de production capitaliste et lui-même, mais de maîtriser ses conditions d'existence. Pour cela ce mouvement social trouve dans

la démocratie revendiquée comme radicale la forme et le contenu le plus général de son existence et de son action (maîtrise, contrôle). Le prolétaire est remplacé par le citoyen, la révolution par l'alternative.

Sa raison d'être est actuelle, elle réside dans la restructuration présente où la reproduction de la classe ne comporte plus aucune confirmation d'une identité ouvrière opposable au capital comme base d'une réorganisation de la société (une affirmation de la classe contre le capital). Quand dans les luttes, le prolétariat pose la contradiction au niveau de la reproduction du rapport entre les classes, quand il n'est en contradiction avec le capital qu'en produisant tout son être dans le capital, il en résulte *cette chose inédite : c'est agir en tant que classe qui devient la limite de la lutte de classe du prolétariat*. C'est cette limite que le démocratisme radical formalise et promeut. Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque. Plus d'existence pour soi confirmée de la classe face au capital. Cela signifie que le prolétariat produit tout ce qu'il est, toute son existence dans les catégories du capital, c'est pour cela qu'il peut en être l'abolition ; mais c'est aussi toute la limite des luttes dans notre période : entériner l'existence de la classe dans le capital.

Dans les luttes quotidiennes, le démocratisme radical contracte en une pratique unique la lutte revendicative et la création d'une nouvelle société. Le dépassement du capital devient un mouvement progressif à partir des catégories du salariat. C'est une alternative.

* La réduction du temps de travail devra être porteur d'émancipation.

* L'allocation universelle devient passage progressif à l'activité bénéfique à l'individu et à la société, abolition de l'exploitation dans le salariat.

* La revendication salariale devient partage des richesses et la richesse accumulée objet de répartition. .

* La critique de la mondialisation devient première par rapport à ce dont elle est la mondialisation (le capital). C'est la mondialisation et le libéralisme qui font l'exploitation.

* On le voit à l'œuvre dans les luttes générales : déc 95, les sans-papiers, les chômeurs. Il y prospère et entérine les limites bien réelles de ces luttes.

* Dans des luttes plus circonscrites également : Cellatex, Lu, Marks et Spencer, Moulinex. Le PC et la CGT s'élèvent contre les entreprises non-citoyennes qui profitent des subventions de l'Etat et qui licencient, fournissant l'argumentaire spontanément repris par les grévistes.

* L'Etat est un lieu de compromis sociaux.

Toutes les conditions actuelles n'existent plus comme rapports de production et contradictions mais comme une opposition entre des volontés politiques, des choix de société. Le principe de base de ces pratiques est la proclamation (et la critique) de la soumission de la société à la logique économique. Le capital n'est plus un mode de production, mais une logique économique imposée à la société. Tout n'est qu'une question de contrôle. Vu le sujet de ce contrôle, l'individu, ce contrôle sera la démocratie.

Dans le mouvement de grèves et de manifestations du printemps 2003, le démocratisme radical a été son discours constant, sa limite permanente et intrinsèque si ce n'est son contenu même. Pourtant, ce qui paraît si massif et évident n'allait pas de soi. L'affrontement entre les classes portait sur une attaque directe de la classe capitaliste sur le salaire et sur le partage entre salaire et profit. La *Lettre de Mouvement Communiste* le résume d'une façon on ne peut plus claire : « La retraite n'est autre qu'une portion de salaire différé (je préférerais dire socialisé, il n'y a pas de transferts temporels, nda), dont le niveau correspond historiquement à la fois au développement des forces productives et à l'état des rapports de forces entre les classes. Nous considérons les cotisations patronales et salariales comme un tout qui compose une fraction du salaire, de la même manière que les entreprises les inscrivent aux coûts salariaux dans leurs bilans. Coût de production pour le capital, salaire pour l'ouvrier, voilà résumée notre conception des retraites. Toute atteinte au salaire – et celle visant à réduire la période de rémunération des prolétaires sortis définitivement de l'astreinte au travail en est une – doit être fermement combattue. ». La lutte portait donc sur le « défense du bout de gras », non sur la démocratie et un choix de société. On pourrait dire également la même chose de la décentralisation. Dans l'EN, la chose est assez simple et directe en ce qui concerne les TOS et le personnel d'encadrement. Le passage aux collectivités territoriales signifie une moins grande sécurité de l'emploi, un employeur plus présent et plus pesant que les lointaines structures de l'Etat, une définition des charges de travail moins précises, plus lourdes, plus soumises à des changements et des discontinuités. Bien que, dans le moment, moins directement visés, les enseignants ont senti dans les projets de décentralisation une attaque sur leurs conditions de travail et leur statut. Plus de pouvoirs aux collectivités territoriales et aux chefs d'établissement, cela signifie pour eux avoir un patron auquel certains textes (Conseil d'Etat) envisagent même de déléguer une partie du pouvoir de recrutement en fonction de postes à « profil », le chef d'établissement jugeant des compétences de chaque enseignant au regard de ce « profil ». Disons le simplement, actuellement l'enseignant (titulaire) n'a pas de chef et n'a de compte à rendre à personne. Cela n'a pas été proclamé sur la place publique, mais c'était bien dans la tête de chaque enseignant gréviste. Dans le collège où je travaille, à la rentrée 2003, le conseil d'administration a commencé à projeter l'installation de pointeuses, pour les TOS bien sûr...

La question qui se pose est alors la suivante : pourquoi et comment un mouvement revendicatif sur la « défense du bout de gras » ne s'est compris lui-même et ne s'est exposé que dans les termes du démocratisme radical ? C'est-à-dire en termes de choix de société : libéralisme contre solidarité, décentralisation contre égalité, Etat « indifférent » et « arrogant » contre démocratie, privatisation contre service public. On peut immédiatement avancer une réponse toute simple. Dans chacune de ces oppositions, même si c'est d'une façon totalement mystifiée, chaque second terme représente une réalité actuelle ou une revendication de ce qu'elle devrait être que l'on

suppose (souvent avec raison) plus favorable que ce que contient le premier terme. Les salariés du public décrivent et défendent un « service public à la française » totalement mythique, mais ceux d'entre eux qui ont déjà goûté de la décentralisation ou de la privatisation regrettent peut-être un mythe, mais très certainement les réalités de ce mythe. En janvier 2003, les salariés d'EDF disent « non » à la réforme de leur système de retraites préluce indispensable à la privatisation de l'entreprise, dans la foulée ils se disent attachés à l'entreprise publique et s'opposent à son démantèlement au nom de l'égalité des usagers. Ne voir là qu'un discours justificatif pour la galerie serait commettre une grande erreur. Les salariés d'EDF savent bien qu'ils ne peuvent conserver leur système de retraite que dans le cadre public de l'entreprise.

Pour cerner le lieu de la naissance du démocratisme radical à l'intérieur de la lutte revendicative, je vais revenir sur le texte signé Anne (brochure de *Traits Noirs*) à propos des grèves en Vaucluse. « Beaucoup de jeunes professeurs (et de moins jeunes) découvrent le jeu du libéralisme international et se familiarisent avec la lecture des textes de l'OMC, de l'ERT et de l'AGCS, textes qui prônent la destruction des services publics dans le monde. Ces textes décrivent avec cynisme comment les dirigeants des pays doivent s'y prendre pour détruire ces services et laisser sur le tapis une partie de la jeunesse qui n'a pas besoin de formation ni de culture approfondie. Ils se radicalisent rapidement au cours de la lutte et se rendent compte que cette lutte n'est rien d'autre qu'une lutte contre le capitalisme et contre tous les aspects de la société qui en découlent. ». En amalgamant libéralisme et capitalisme (tendance spontanée et en grande partie justifiée par la réalité immédiate du mouvement), le service public, le keynésianisme, etc., ne sont plus un moment dépassé *du capitalisme* mais deviennent quelque chose d'anti-capitaliste. Face au libéralisme qui est la réalité actuelle du capitalisme, le capitalisme passé devient un anti-capitalisme, tout en demeurant ouvertement un autre projet de société capitaliste (apaisée, négociée, sociale...). C'est la base sur laquelle vont s'élever toutes les constructions idéologiques possibles et imaginables, mais bien réelles et bien efficaces car en adéquation avec la lutte et les revendications. L'amalgame entre libéralisme et capitalisme (dans lequel Anne ne voit aucune malice, comme si les textes d'ATTAC critiquaient le capitalisme) qui est une évidence présente pour les luttes du printemps est le lieu de basculement de la lutte revendicative en démocratisme radical dans lequel elle ne disparaît pas mais se construit son auto-compréhension et la problématique de ses actions et de ses objectifs. La lutte revendicative devient indissociable du démocratisme radical en devenant un autre projet, un autre choix de société.

Je n'ai pu assister qu'à une seule dissociation entre manifestation revendicative et son discours et organisation démocrates radicales. C'était lors de la dernière manifestation à Avignon, le 19 juin. Les TOS ont massivement (relativement au nombre de manifestants qui était beaucoup plus faible que lors des manifestations précédentes) quitté le cortège officiel de la CGT, de l'UNSA, de la CFDT et de la FSU, pour manifester par un autre itinéraire, ce qui a donné lieu à des échanges verbaux assez vifs avec les porteurs de pancartes du premier rang du cortège officiel et même à une

tentative ratée de ceux-ci d'empêcher la constitution du second cortège qui fut très encadré par les flics tout au long et qui en fin de parcours, à l'Inspection Académique, s'est retrouvé face à des CRS prêts à enfiler la tenue des grands jours. Il n'était plus question dans ce cortège des TOS de leur « mission éducative », de la défense de l'« unité de dépendance statutaire des personnels intervenant sur un lieu éducatif » (ce qu'eux-mêmes avaient longuement exposé dans les AG), mais tout simplement de deux choses : leur situation allait se dégrader ; ils avaient été les dindons de la farce syndicale et du discours sur l'Education *Nationale*. Il est évident que le moment où cet événement a lieu le relativise, tout comme la présence, dans ce second cortège, de SUD que beaucoup, comme le concierge de « mon » collègue - auparavant syndiqué à l'UNSA - , trouvent « très sympathique ».

On peut critiquer les illusions et les mythes, trouver quelques rares exemples montrant le contraire, mais le démocratisme radical était chez lui dans ce mouvement de grèves et la simple dénonciation ne nous avance à rien dans la compréhension du mouvement réellement existant. A la différence de la grève de 1995, il n'y avait nul besoin de l'intervention de quelques grands intellectuels médiatiques pour formaliser les limites intrinsèques de la lutte comme étant le projet d'une impossible maîtrise collective d'une société capitaliste. Même la lutte sur les retraites, plus directement axée sur la défense du salaire que celle sur la décentralisation, était sous-tendue par des « calculs » (tout à fait exacts, mais hors de propos) et des arguments « citoyens » : l'argent existe, il faut partager les gains de productivité, taxer le capital financier. Si le démocratisme radical était chez lui, si l'amalgame que je soulignais entre libéralisme et capitalisme a pu si facilement et si *spontanément* se réaliser, c'est que l'objet même de la lutte était le salaire, non directement lié à l'exploitation, mais en tant que socialisé par l'Etat. Le mouvement s'inscrivait au niveau de la reproduction du rapport d'ensemble entre prolétariat et capital, mais dans une spécificité telle que *ce moment de la reproduction était séparé des autres moments de l'exploitation*. Si le premier moment du rapport d'exploitation, le face à face de la force de travail et du capital en soi, était en grande partie présent au travers de la précarité, des vacataires, etc., le deuxième moment, celui de la subsumption du travail sous le capital, de l'extraction de plus-value dans le procès immédiat, était le grand absent. Jamais la richesse sociale à partager, les gains de productivité, n'ont été corrélés à leur seule origine, l'exploitation du travail. Une telle corrélation était même totalement niée dans la revendication de « taxer tous les revenus », revendication qui occulte que profit, intérêt, rente ne sont que des fractions de la plus-value. Le moment de la reproduction, en tant que troisième moment, était, dans les luttes du printemps devenu une question pour elle-même, une question dont la résolution pouvait exister à ce seul niveau. Séparée de la nécessité même du mode de production capitaliste qui est l'extraction de plus-value, elle pouvait apparaître comme une question de choix. Le démocratisme radical en devenait l'expression naturelle. Ce n'est plus le producteur qui est mis en avant dans la personne du travailleur (force de travail-marchandise), mais le « citoyen ». En demeurant au

niveau du salaire socialisé et de la redistribution, le mouvement introduit la figure du citoyen, l'individu abstrait, dans la thématique du conflit

Dans les AG, la recherche des textes d'ATTAC est devenue « frénétique », sur les divers sites Internet, ceux-ci ont circulé et ont été répercutés spontanément par des grévistes qui jusque là ne connaissaient pas ce mouvement. Cela est surtout devenu patent dans la dernière semaine de mai (pour mon expérience personnelle) et s'est accentué durant le mois de juin. Il faut cependant noter qu'aucune AG à laquelle j'ai participé ne s'est fixé comme ordre du jour la discussion d'un de ces textes. En revanche, ces textes servaient, à partir du moment où les grèves ont plafonné, à ancrer le mouvement dans la durée par la rédaction de tracts assez longs où de panneaux explicatifs. Vers la fin du mouvement, la pression démocrate radicale s'est faite de plus en plus forte. Mais il ne faudrait pas déduire de sa formalisation lourde et massive dans cette fin, son absence dès les débuts du même mouvement. Simplement, les mêmes arguments, les mêmes thèmes, qui était maniés de façon plus brève et expressive dans une phase de montée et de prise du mouvement deviennent pesants et indigestes dans la fin de celui-ci. Il me semble très difficile, pour ne pas dire convenu et arbitraire, de distinguer dans ce mouvement de grèves et de manifestations, comme le fait Christian dans son compte-rendu de la réunion de la Poudrière (brochure *Traits Noirs*), un aspect « lutte de *statu quo* », « défense du bout de gras » et un aspect démocrate radical (« citoyeniste » dit Christian).

Si l'on peut cependant parler de limite à propos du démocratisme radical dans les luttes de ce printemps, c'est que dans la démocratisation radical le mouvement ne s'est pas hissé, non pas au niveau d'une hypothétique et normative radicalité, mais au simple niveau où était à ce moment là son adversaire. Les occupations de l'Inspection Académique, le blocage du Bac et la grève à la fac d'Avignon (cf. la brochure de *Traits Noirs*) avaient pour objet de « se faire entendre », même d'une manière « provocatrice » et un peu spectaculaire. Le mouvement posait ainsi pratiquement, dans ses actions, l'objet de son affrontement avec le gouvernement, qui était une *nécessité* dont, en face, la classe capitaliste était le support, comme une affaire de *choix*. La réforme des retraites et la décentralisation, dans la restructuration du mode de production capitaliste qui ne résulte du choix ou du calcul d'aucun grand stratège, fut-il l'OMC, mais de la défaite du cycle du luttes antérieurs dans les années 1960 et 1970, est une *nécessité* capitaliste et non un choix libéral. Alors que la nécessité de la réforme des retraites du secteur public et de la décentralisation avait été contestée dans les AG de grévistes, la résistance déterminée du gouvernement, manifestement soutenu par la commission européenne, a démontré sa *nécessité*, non pas sur le papier, dans l'abstraction du raisonnement économique soi disant neutre, mais concrètement, dans le mouvement même de la lutte des classes. La problématique du choix, inhérente au démocratisme radical, a « empoisonné » le mouvement de grèves et de manifestations dans quasiment toutes ses actions. Il s'agissait de se faire entendre parce que nous avons raison, ce que nous réclamions, arguments et calculs à l'appui, non seulement était possible mais en outre était l'option la plus désirable et la plus favorable pour l'ensemble de la société.

L'échec du mouvement en a été pour cela ressenti avec d'autant plus d'aigreur et de rancœur par les grévistes qu'on punissait, en outre, par des retenues de salaires sanglantes.

Le tract de la CNT-AIT intitulé « Classe contre classe » insiste bien sur cet aspect du mouvement qui ne se hisse pas au niveau de la nécessité. « Si nous luttons aujourd'hui contre lui, en rejetant absolument son projet, ce n'est pas tant que ses "choix" seraient mauvais, mais bien parce qu'ils s'appliquent à nous, travailleurs, et qu'il s'agit de dégrader encore nos conditions de vie pour la survie du système. Parce qu'encore une fois le Capital veut nous faire payer sa "modernisation", indispensable à la survie du capitalisme : en résumé, accroître les profits. (...) Il ne s'agit pas de trouver une autre solution, une réforme au capitalisme pour qu'il perdure. Il affiche aujourd'hui ses nécessités brutales : la baisse de nos revenus pour le maintien du profit. Nous ne pouvons pas faire marche arrière, tant l'enjeu est élevé. Il ne s'agit ni d'une "vision du service public", ni de l'aménagement d'un "trou dans la caisse", ni d'un "projet de société", mais encore une fois du rapport entre profit et salaire, encore plus à notre désavantage. Les besoins du Capital et de l'Etat se montrent tels qu'ils sont, radicalement opposés à nos intérêts de classe ; y céder reviendrait à accepter encore plus leur domination. Nous n'avons que faire des besoins de la classe dominante qui seront toujours de nous exploiter davantage. ». En insistant sur la différence entre choix et nécessité, l'analyse avancée par ce tract donne les concepts permettant de mettre en évidence le basculement de l'activité revendicative en démocratisme radical. Cependant, une telle distinction essentielle qui, malgré le langage simple du tract, renvoie au *concept* de capital était quasiment incompréhensible dans le cours du mouvement qui affrontait un capital historiquement déterminé comme libéral. La nécessité ne pouvait alors qu'être « leur nécessité » à laquelle nous opposions d'autres solutions « possibles ». Si ce tract ouvre une possibilité de lecture du mouvement permettant une compréhension fondamentale du démocratisme radical comme sa limite, il est, par là-même, comme tract, totalement décalé du mouvement lui-même comme en témoigne sa conclusion : « Pour rompre avec le capitalisme, abolir le salariat et vivre libres dans un monde libre, lutte de classe, grève générale et révolution sociale. ».

Contrairement aux grèves des cheminots de 1986 et à la grève de 1995, le mouvement du printemps 2003 a suscité (à ma connaissance) peu de tracts « révolutionnaires » ou « communistes ». Dans ce registre, le thème essentiel a été celui de la « critique du travail » qui se croyait en prise immédiate avec la « vraie réalité » du mouvement. La thématique « le capital ne se réforme pas, il s'abolit » se sait, quant à elle, dans une relation non immédiate avec le mouvement auquel elle s'adresse. Dans cette thématique, on se contente d'opposer à la situation présente, la seule vraie solution : la révolution. En fait, on fait non seulement l'impasse sur les médiations, mais encore sur la situation présente. Une telle démarche était possible tant que les luttes revendicatives et réformistes étaient bien ouvertement revendicatives et réformistes et que par là, paradoxalement, était entretenu un horizon révolutionnaire (quel que soit en fait son contenu). Une des grandes « originalités » du démocratisme radical c'est d'avoir

fait disparaître l'horizon révolutionnaire distinct du cours des luttes revendicatives. Par rapport au réformisme historique, le démocratisme radical ne pose pas le développement du capital comme sa médiation nécessaire ; il est lui-même la médiation, il est le but et le moyen. Sa limite, c'est la frontière mouvante entre la démocratie et la *domination* du capital à l'intérieur de la société. Le démocratisme radical est le but et le mouvement vers ce but, ainsi le démocratisme radical ne pose pas d' « après ». La négation de la perspective de rupture permet au démocratisme radical de ne pas se limiter dans le temps, de ne pas poser d'au-delà de lui-même, d'être l'avenir ici et maintenant. La démarche de l' « affirmation révolutionnaire » face au présent devient inaudible. Son point d'ancrage, la distinction entretenue par le réformisme lui-même entre présent et rupture future disparaît des mouvements revendicatifs comme celui du printemps. La démarche du tract révolutionnaire avait toujours nié la situation actuelle et les médiations vers son futur, avait toujours nié que le futur dont elle parle est produit dans le présent et n'est pas un point d'arrivée fixé et prêt à être exposé à tout moment, mais elle conservait un point d'ancrage dans la relation du présent et de l'avenir entretenu par le réformisme et le mouvement ouvrier. Avec le démocratisme radical celui-ci a disparu.

De la même façon, le mouvement du printemps 2003 n'a pas donné lieu au déluge de tracts sur l'autonomie ouvrière prélude à la révolution comme cela avait été le cas en 1995 et encore plus en 1986.

5) *Autonomie, A.G., syndicats*

La multiplication des AG dans l'EN et dans les autres secteurs qui furent momentanément en grève (des AG avaient lieu, même les jours où il n'y avait pas grève), le fait que ces AG se tenaient aussi bien au niveau le plus immédiat de l'établissement (scolaire ou autre), qu'au niveau de la ville ou du département, ont amené spontanément beaucoup de commentateurs des grèves et des manifestations du printemps à situer ce mouvement dans le cadre de la continuité et de la persistance d'un « courant autonome » de la lutte de classe.

A propos du mouvement du printemps, le texte d'*Echanges* affirme : « ... on se trouve en présence d'une grève sauvage qui cherche à trouver ses propres critères d'action et d'organisation. Il s'agit de manifestations d'un courant d'autonomie dans les luttes qui remonte dans le temps même avant 1968 (fin des grèves presse bouton). Dans la période récente, il s'est exprimé à la fin des années 1980 par la création des coordinations dont les plus importantes apparurent dans les chemins de fer (1986-87) et chez les infirmières (1988-89). Violamment combattue par les syndicats et en partie émasculée par la création de syndicats non-reconnus se voulant plus combatifs (SUD, UNSA, CNT), cette tendance réapparut dans les grèves de 1995-96 sous la forme de la démocratie directe dans les assemblées de grèves ouvertes à tous, rompant en quelque sorte avec le strict professionnalisme des coordinations. Mais là aussi, les limites de la démocratie formelle sont vite apparues dans les possibilités de manipulation des syndicats qui, s'ils reconnaissaient par force cette démocratie de base gardaient la haute main sur les pourparlers avec les pouvoirs et sur l'organisation des manifestations

centrales. Aussi bien les travailleurs concernés que les syndicats et les gouvernements tirèrent les leçons de ces tentatives avortées. Récemment, on a vu apparaître dans les luttes d'autres organisations de base regroupant à la fois des travailleurs en lutte et d'autres militants et qui, pour se différencier des formes d'organisation antérieures avortées, ont pris un autre nom "les collectifs", auxquels on peut d'ailleurs prédire les mêmes avatars que les formes antérieures devenues obsolètes. »

Admettons pour l'instant l'existence de ce « courant autonome » persistant, sous diverses formes, depuis les années 1960. Il nous faut cependant en préciser les caractéristiques actuelles dans le mouvement du printemps.

La première caractéristique de l'autonomie de ce mouvement c'est l'au-delà de son contenu revendicatif. Si dans l'EN, le mouvement a été si long et s'est auto-entretenu, c'est qu'en réalité, sous les deux grandes revendications portant sur les retraites et la décentralisation, il y avait quelque chose de non-négociable qu'aucune organisation syndicale ne pouvait prendre en charge. « Les actions partent d'un noyau dur de deux ou trois meneurs qui essaient ensuite dans les établissements » (un inspecteur d'académie d'Ile-de-France, *Le Monde* du 11 juin 2003). « Les nouveaux enseignants n'ont pas la culture du syndicalisme de type école normale, où les mobilisations étaient très encadrées, très construites. Là, on se trouve face à des enseignants qui sont antisystème » (un conseiller de Xavier Darcos, spécialiste des syndicats, *ibid*). « On est face à de jeunes enseignants qui se comportent comme des électrons libres, qui n'ont pas le sentiment d'appartenir à un système. » (Michel Payard, inspecteur d'académie adjoint de Seine-Saint-Denis, *Le Monde* du 27 juin 2003).

Ce quelque chose de non-négociable c'était la perte d'identité professionnelle des enseignants. Partout en France, il serait possible de faire coïncider une carte des établissements les plus déterminés dans la grève avec celle des zones d'éducation prioritaire (ZEP) et des zones sensibles. C'est-à-dire de faire coïncider la détermination et la durée dans la grève avec les lieux où aucun enseignant ne peut continuer à se faire des illusions sur le contenu de sa fonction. La grève était à la fois une dénégation rageuse de cette situation et la reconnaissance des illusions perdues. Six mois après, entre novembre 2003 et janvier 2004, le refus de participation à la grande « concertation nationale sur l'école » a souvent été massif dans ces établissements et ces zones, ainsi qu'un désinvestissement quasi général vis-à-vis de tout ce qui n'est pas les strictes « obligations de service ». Le conflit, exprimant une immense lassitude et un profond épuisement, n'avait pas vraiment d'objectifs négociables. Tout comme la multitude de microconflits qui parsèment la vie de l'Education Nationale (et autres lieux de travail).

Une des premières raisons de cette autonomie fut, pour employer un grand mot, la reconnaissance par les enseignants de leur « prolétarianisation ». Ce qu'aucun syndicat ne pouvait prendre en charge parce que c'est non-négociable. Cette dimension non-négociable de la grève et qui par nature échappe au syndicalisme est liée à des revendications qui sont, elles, bien précises et que les syndicats n'ont jamais voulu reconnaître car cela était la négation de leur fonction : le maintien de tous les emplois des 20 000 aides-éducateurs. Pour les syndicats, l'appartenance à la fonction publique

ne peut être obtenue que par concours, c'est le b. a. ba de la défense de leur clientèle. Cette revendication, qui a été très longue à intégrer par les enseignants titulaires, était la reconnaissance de la « prolétarianisation » de leur propre situation et du « service d'enseignement ». Dans de nombreuses villes ou régions, ce sont les collectifs précaires / emplois-jeunes qui initient le mouvement sans l'appui et même parfois face à l'hostilité syndicale (cf. le récit de la grève à Marseille par Julien, sur le site *grèves 84*). La « prolétarianisation » était une situation de fait dans la perte de contenu du travail à l'intérieur des ZEP, et elle avait un visage dans les emplois-jeunes et les vacataires assurant dans ces zones jusqu'à 40 % des heures d'enseignement. Au bout de quinze jours ou trois semaines de grève, plus grand monde ne se faisait d'illusions sur la « satisfaction des revendications », pourtant la grève dure encore presque un mois. Les AG furent des organes de luttes et de revendications, mais, pour qui les a un peu fréquentées de l'intérieur, ce furent aussi les organes d'une grande catharsis (« décharge émotionnelle libératrice, liée à l'extériorisation du souvenir d'événements traumatisants et refoulés », dit le Larousse) qui a pris son temps.

« Attaqués frontalement dans plusieurs domaines (statut, retraite, conditions de travail), les enseignants se sont retrouvés dans une logique défensive. Le mouvement actuel ne semble pas avoir exprimé dans l'ensemble de questionnement sur ce que représente le système d'éducation dans une société capitaliste. Les enseignants sont pris dans une contradiction : la misère sociale leur saute à la gueule quotidiennement mais, face à cela, beaucoup ont encore l'illusion qu'ils peuvent apporter du "savoir" aux élèves. Or, ce qu'on leur demande, c'est bien plus de jouer un rôle de "gardiennage" et de "formatage" en transmettant aux enfants un "kit de survie". En lien avec cette illusion du "savoir à transmettre" en décalage complet avec les pressions exercées par la société, la défense du service public d'éducation en tant qu'institution nationale sensée garantir une "égalité des chances" reste assez largement partagée par le milieu enseignant. » (texte diffusé par l'*Oiseau-tempête*). Je serai enclin à penser que l'« absence de questionnement sur ce que représente le système d'éducation dans une société capitaliste » ne fut pas une si mauvaise chose. Un tel « questionnement » est toujours présumé par la possible formulation d'alternative. Le meilleur des « questionnements », c'est d'agir tout bêtement en tant que salariés, c'est-à-dire celui pour qui le contenu de son travail, sa valeur d'usage particulière, n'est plus sa propriété quand elle se met en action. Si je parle de reconnaissance par les enseignants de leur « prolétarianisation », elle ne fut pas acceptée de bon cœur. Toutes les illusions que souligne le texte précédent sont autant de dénégations un peu vaines d'une réalité que presque tous connaissent. La proclamation des illusions est d'autant plus tonitruantes qu'intimement chacun est persuadé qu'elles ne sont que des illusions. Quelques mois après les grèves, le nombre d'enseignants d'un certain âge faisant valoir leur droit à la retraite avant 60 ans devient considérable et commence même à poser un réel problème de gestion du personnel.

La deuxième caractéristique de cette autonomie, qui fut la principale, a été *l'extrême localisme de l'organisation et de l'action*. Début mai, les deux premières AG de secteur à Cavaillon furent présidées par les représentants syndicaux qui très officiellement s'installaient à une table face aux grévistes. Les débats de ces deux premières AG n'avaient pour sujet que l'organisation de l'organisation : désignation de délégués pour des AG départementales ou autres. Ce qui s'accompagnait de questions aussi passionnantes que celles-ci : délégué(s) par école ou établissement ; délégués syndicaux d'office ou non, accompagnés ou non de délégués de base ; comment équilibrer la représentativité des délégués selon l'importance des établissements qu'ils représentent, etc. A la troisième AG (après 5 jours de grève), alors que les représentants syndicaux s'installaient comme d'habitude, spontanément tout le monde en a eu assez et deux institutrices ont été désignées pour mener l'AG. La représentante de la FSU (professeur au lycée de Cavaillon et qui se trouvait être la responsable départementale) est partie et nous ne la revîmes plus en AG de tout le mouvement. Dans le même élan, il fut décidé de laisser tomber les questions d'organisation de l'organisation et de se fixer des actions et une organisation de celles-ci en fonction de leur contenu et des volontaires. A partir de là, chaque fois que la question de la représentation à l'AG départementale s'est posée, chacun pensait qu'il nous fallait un ou des représentant(s), mais il ne s'est jamais trouvé personne pour se sacrifier. Je pense que le compte-rendu fait par Anne (*Un témoignage sur les grèves...*) du fonctionnement de l'AG départementale comme arène d'affrontements et de connivences entre les directions syndicales justifie le désintérêt spontané affiché vis-à-vis de cette instance : « Les syndicats (FSU, UNSA, FO, CFDT, SUD) organisent les assemblées générales de secteurs (cela n'a pas été partout le cas, nda), mais surtout les assemblées départementales. Une intersyndicale s'est tout de suite mise en place dans les différents départements, pour contrôler et freiner le mouvement. Dans les départements où une coordination s'est tout de suite mise en place, les syndicats y étaient présents au même titre que les autres participants. Dans d'autres départements comme le Vaucluse dont je vais parler, l'intersyndicale appelait à des AG hebdomadaires (entre 300 et 400 participants). Ils trônaient à la tribune devant la salle, s'attribuaient mutuellement des félicitations pour l'ampleur du mouvement puis faisaient voter une motion (en général présentée par FO) d'appel à l'extension, puis à la grève générale, motion qu'il fallait souvent rediscuter et modifier. Une heure était ainsi passée pour occuper le temps. La parole était ensuite donnée aux différents intervenants de la salle. Aucun ordre du jour, aucun président de séance. Les actions proposées par la salle ne sont pas soumises au vote de l'AG. Des protestations de plus en plus nombreuses venant des collègues les plus mobilisés contre l'inertie et le blocage des syndicats se font entendre. »

En ce qui concerne les AG de secteurs, je n'ai pas eu l'impression que cela relevait des organisations syndicales, même dans le premier temps où elles cherchent à les diriger. Je pense que dans ce premier temps, localement, les responsables syndicaux sont des personnes que l'on connaît, souvent dévouées, et qu'il apparaît naturel à presque tout le monde qu'elles assument la responsabilité des AG, avant que nous nous

apercevions que leur dévouement *ordinaire* est exactement à l'opposé de ce que nous sommes en train de faire et de vivre. Lors de la première « réunion départementale » (encore très informelle), le 6 mai, dans la salle des fêtes de la mairie d'Avignon (occupée après une brève échauffourée avec les vigiles), à la suite de la première grande manifestation, la salle avait voté à l'unanimité (moins une voix) une motion demandant l'unité syndicale à tous les niveaux et déléguant de fait la direction du mouvement à l'intersyndicale.

Le témoignage d'Anne montre que les personnes qui ont voulu changer le fonctionnement de l'AG départementale ont échoué dans leur tentative et ont constitué un « collectif » en dehors des syndicats. Cette situation semble assez générale dans le mouvement. Ce que l'on peut lire ou apprendre de collègues travaillant en Ile de France confirme cette monopolisation syndicale ou gauchiste des AG ou coordination au niveau départemental ou régional. A Marseille, il y eut même à un moment deux AG de ville selon les tendances syndicales et / ou groupusculaires (voir le texte de Julien, *op. cit.*).

Il résulte de cette deuxième caractéristique du mouvement (son localisme extrême) sous l'aspect de son autonomie, une troisième caractéristique. Il n'y a pas eu de rejet des syndicats, mais instauration d'une sorte de *division du travail*. Dans les AG d'établissements ou dans les AG de secteurs, il n'était pas question pour un syndicaliste d'intervenir en tant que tel, ou alors après de grandes précautions oratoires ou sous demande expresse des participants qui voulaient connaître les positions de « son » syndicat. Les AG se voulaient absolument maîtresses des actions, des réunions qu'elles décidaient et des tracts qu'elles rédigeaient. A Cavaillon, l'AG est allée jusqu'à organiser par deux fois une manifestation locale en centre ville. En revanche, tout au long du mouvement, avant même l'appel à la grève générale demandée aux directions syndicales nationales, l'organisation des manifestations départementales, la négociation des revendications, étaient abandonnées aux directions syndicales. Cela, même si à deux reprises, à Avignon, le trajet de la manifestation fut violemment contesté par nombre de manifestants et la manif massivement détournée de son trajet officiel. Cette division du travail était expressément formulé sous la forme : « qu'ils fassent leur boulot ! », injonction où l'on retrouve la relation entre diversités et unité décrite dans la première partie de ce texte. Toute notre action, dans une grande méfiance, consistait à faire en sorte qu'ils le fassent « bien ». Dans cette division du travail, il me paraît inexact de dire que le mouvement « échappe aux syndicats » (*Lettre de Mouvement Communiste*), il semble exact, comme le dit la lettre qu'ils ne l'initient pas (principalement là où il démarre : en Ile de France), mais s'ils le « rattrapent et l'encadrent bien », ce n'est pas en brisant son autonomie au niveau où elle existe, mais en occupant le terrain qu'en toute conscience celle-ci leur laisse. Le texte de *L'Oiseau Tempête* souligne que les syndicats « appellent aux coordinations », même s'ils n'y participent guère, ils préfèrent, en fait, doubler ces coordinations par des AG départementales tenues par des Intersyndicales. Cette division du travail est plus ou moins acceptée des deux côtés. Du

côté des AG de base, elle répond à cette mise en scène du sujet dont nous avons parlé à propos de l'indiscipline et à l'unité de la classe comme quelque chose d'objectif n'existant que dans la reproduction du capital. Cette unité se confond alors avec sa représentation. Comment pourra se construire, dans un mouvement général de lutte de classe, une « unité » qui n'en soit pas une, mais une *inter-activités* ? Je n'en sais rien, mais la lutte de classe nous a souvent prouvé son infinie inventivité (déjà, dans ce mouvement, la simultanéité des actes et des pensées a été quelque chose de très intrigant et, sans mythifier la chose, on ne peut passer sous silence la première utilisation massive et régulière de l'Internet et des téléphones portables en période de grève).

Du côté des syndicats, leur acceptation, telle que la décrit *Temps Critiques* est beaucoup plus pragmatique : « A la recherche de militants perdus, elle (la CGT) est maintenant prête à accepter et utiliser leur activisme tant que la direction de LO ne se distingue pas ouvertement de celle de la CGT sur le conflit en cours ; à accepter aussi la démocratie des AG et enfin à accepter la présence de coordinations aux côtés de l'intersyndicale comme ce fut le cas à Paris et à Marseille, du moins tant que celles-ci ne débouchent que sur un appel désespéré de la "base" en direction de la CGT, pour la grève générale. La CGT et les syndicats en général découvrent que l'"autonomie" peut avoir du bon...tant qu'elle reste formelle et se situe dans le cadre des revendications syndicales. ». Quand l'union locale CGT, poussée par les TOS du lycée, décide d'organiser une soirée grillades et bal sur la place centrale de Cavaillon, ce sont des non-syndiqués de l'AG de secteur qui assurent le feu et la sono. Mais quand la CGT n'est plus capable de faire griller des merguez, c'est l'autonomie qui a, aussi, du plomb dans l'aile.

J'en arrive par là à la quatrième caractéristique. Cette autonomie n'a défini *aucun futur*, le mouvement du printemps ne s'est jamais compris lui-même comme *rupture* d'avec la société capitaliste ou comme en relation avec une rupture possible. Par là cette quatrième caractéristique intègre les trois précédentes : la reconnaissance / dénégation de la « prolétarianisation » ; le localisme qui abandonne ou se désintéresse d'exister pour soi socialement et généralement ; la division du travail avec les syndicats qui leur laisse cette fonction de représentation et d'existence.

Dans cette quatrième caractéristique, nous retrouvons ici l'autoconstruction du mouvement comme démocratisme radical, comme ayant été sa limite inhérente. Pour décrire cette quatrième caractéristique, je ne peux que renvoyer à ce que j'ai déjà dit du démocratisme radical dans ce mouvement. Dans les grèves et leur organisation durant le printemps 2003, l'autonomie n'a jamais eu pour contenu une rupture avec l'intégration de la défense et de la reproduction de la condition prolétarienne dans le mode de production capitaliste, mais le choix d'une autre reproduction possible, d'une autre société capitaliste. Nous avons eu davantage affaire à une division du travail avec les syndicats qu'à un affrontement avec ce que le syndicalisme représente comme reproduction de la classe ouvrière en tant que fonction du capital. C'est-à-dire que *l'autonomie n'a eu aucun contenu autonome*. Il ne s'agit pas de dire que le mouvement

n'a pas été révolutionnaire, ce qui n'a aucun sens et aucun intérêt, mais cette quatrième caractéristique nous permet de dire qu'il ne fut pas *autonome*.

L'autonomie suppose que la définition de la classe ouvrière lui est inhérente. On ne peut parler d'autonomie que si la classe ouvrière est capable de se rapporter à elle-même contre le capital et de trouver dans ce rapport à soi les bases et la capacité de son affirmation comme classe dominante. Il s'agit de la *formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est*. Tout cela a disparu. Déjà en 1986, qualifier d'autonomie et d'auto-organisation les coordinations cheminotes relevaient de l'abus de langage et en 1995, l'ambiguïté était encore plus grande. Ce n'était qu'en s'opposant à tout ce qui pouvait le définir comme classe du mode de production capitaliste que le prolétariat pouvait s'affirmer comme révolutionnaire. Les coordinations ne faisaient, quant à elles qu'affirmer ce que la classe ouvrière est immédiatement dans le mode de production capitaliste. De la fin de la première guerre mondiale jusqu'au début des années 1970, l'autonomie et l'auto-organisation n'étaient pas simplement la grève sauvage et un rapport plus ou moins conflictuel avec les syndicats. L'autonomie était un processus révolutionnaire allant de l'auto-organisation à l'affirmation du prolétariat comme classe dominante de la société, au travers de l'affirmation du travail comme organisation de la société. En dégageant la « véritable situation » de la classe ouvrière de son intégration dans le mode de production capitaliste, l'autonomie était la révolution en marche, la révolution potentielle. Si cela était explicitement le propos de l'Ultra-Gauche, et parfois des trotskistes, ce n'était pas qu'une idéologie. L'auto-organisation, la puissance syndicale et le mouvement ouvrier ont appartenu au *même monde* de la révolution comme affirmation de la classe. L'affirmation de l'être véritablement révolutionnaire qui se manifestait dans l'autonomie ne pouvait avoir le moindre début de réalité s'il n'était pas le bon côté désaliéné de la même réalité qui vivait dans un puissant mouvement ouvrier « encadrant » la classe. Le mouvement ouvrier était lui aussi la garantie de l'indépendance de la classe prête à réorganiser le monde à son image, il suffisait de révéler à cette puissance sa véritable nature, en la débureaucratisant, en la désaliénant. Il n'était pas rare que les ouvriers passent de la constitution, nécessairement éphémère, d'organisations autonomes de luttes à l'univers parallèle et auto-organisé du stalinisme triomphant. Autonomie et stalinisme se nourrissaient et se confortaient mutuellement.

Dans tous les discours actuels sur l'autonomie, il est remarquable de constater que c'est la révolution qui a disparu. Ce qui avant le début des années 1970 était la raison d'être elle-même du discours sur l'autonomie, sa perspective révolutionnaire, est devenu quasiment indicible. Défendre et valoriser l'autonomie devient autosuffisant et l'on se garde bien d'y articuler une perspective révolutionnaire, les opéraïstes ayant été les derniers à le faire. Echanges reconnaît que chaque manifestation du « courant autonome » tombe dans des « avatars » constamment renouvelés, et le Mouvement Communiste, pour qui « l'autonomie ouvrière mord encore » (*La Lettre de Mouvement Communiste*, n° 12, sur les grèves dans les transports urbains en Italie, en décembre

2003) attend d'elle qu'elle se constitue en mouvement politique grâce au soutien d'une organisation politique structurée défendant...l'autonomie (cf. le texte, par ailleurs passionnant, de *Mouvement Communiste* sur l'Argentine). Pour d'autres comme *Aufheben*, en Angleterre, ou semble-t-il Dauvé et Nesic, l'autonomie ne serait qu'une forme n'ayant aucun contenu ou signification en elle-même. Une telle position de repli est en elle-même une contradiction intenable dans la mesure où sa simple énonciation entend que l'autonomie n'est pas qu'une forme mais une potentialité. Mais une « potentialité » qu'il est devenu impossible de définir. S'il y a actuellement des luttes anti-syndicales, des grèves sauvages, il n'y a plus d'autonomie. C'est la capacité même, pour le prolétariat, de trouver, dans son rapport au capital, la base pour se constituer en classe autonome *et* en grand mouvement ouvrier qui a disparu. L'autonomie et l'auto-organisation ont été un moment historique de l'histoire de la lutte de classe et non des modalités d'action formelles. L'autonomie et l'auto-organisation signifient que le prolétariat est capable de trouver en lui-même sa propre définition face au capital, que sa contradiction avec le capital n'est pas son rapport à lui mais ce qu'il est pour lui-même face au capital. En un mot qu'il est la classe du travail, de la production, à libérer de la domination et de l'exploitation capitalistes.

Dans les luttes actuelles, le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*. Ce sont les aspects dynamiques des luttes, c'est simultanément leur formalisation comme démocratisme radical. Dans ses luttes, le prolétariat se donne toutes les formes d'organisation nécessaires à son action. Mais quand le prolétariat se donne les formes d'organisation nécessaires à ses buts immédiats (la communisation sera également un but immédiat), il n'existe pas pour lui-même en tant que classe *autonome*. L'auto-organisation et l'autonomie n'étaient possibles que sur la base de la constitution d'une identité ouvrière, constitution que la restructuration a balayée. C'est pour cela que quand la CGT n'est plus capable de faire griller des merguez, c'est l'autonomie qui a du plomb dans l'aile.

L'auto-organisation ou l'autonomie fixent ce qu'est la classe ouvrière dans le mode de production capitaliste comme le contenu du communisme. Il « suffit » de libérer cet être de la domination étrangère du capital (étrangère, puisque le prolétariat est autonome). En elle-même, l'autonomie fige la révolution comme affirmation du travail et la réorganisation communiste des rapports entre les individus sur cette base et avec ce contenu. La plupart des critiques de l'auto-organisation demeurent des critiques formelles, elles se contentent de dire : l'auto-organisation n'est pas « bonne en soi » mais n'est que la forme d'organisation d'une lutte, c'est le contenu de celle-ci qui compte. Cette critique ne pose pas la question de la forme elle-même, et ne pense pas cette forme comme un contenu, et comme étant *en elle-même* significative.

La disparition de l'identité ouvrière existe *positivement* dans la vague de fond que constitue, dans chaque lutte, la création de « collectifs » qui ne sont plus auto-organisation ou autonomie. Ces organes ne sont pas comme l'autonomie une meilleure organisation-existence de la classe que ne le sont ses formes représentatives

institutionnelles, mais la création d'une distance avec ces formes (son existence objective représentée) qui a pour contenu *une distance de la classe à elle-même*. Cette distance à son existence objective n'est pas, comme dans la mythologie de l'autonomie, la révélation de son être véritable. Nous sommes là face à un réel problème de conceptualisation théorique de ces objets récurrents et massifs que sont actuellement ces « collectifs ». Nous devons admettre comme extrêmement positif que les caractéristiques du nouveau cycle de luttes nous soient données au fur et à mesure de la lutte quotidienne ordinaire.

Si l'autonomie comme perspective disparaît c'est que la révolution ne peut avoir pour contenu que la communisation de la société c'est-à-dire pour le prolétariat sa propre abolition. Avec un tel contenu, il devient impropre de parler d'autonomie et il est peu probable qu'un tel programme passe par ce que l'on entend habituellement par « organisation autonome ». Le prolétariat ne peut être révolutionnaire qu'en se reconnaissant en tant que classe, il se reconnaît ainsi dans chaque conflit et à plus forte raison dans une situation où son existence en tant que classe sera la situation qu'il aura à affronter. C'est sur le contenu de cette « reconnaissance » qu'il ne faut pas se tromper, il ne faut pas continuer à l'envisager avec les catégories de l'ancien cycle de luttes comme si celles-ci allaient de soi comme formes naturelles de la lutte de classe. Se reconnaître comme classe ne sera pas un « retour sur soi » mais une totale extraversion comme *auto-reconnaissance en tant que catégorie du mode de production capitaliste*. C'est déjà, dans les quatre caractéristiques ici décrites, la définition de ce que l'on est comme classe comme n'étant immédiatement que notre rapport au capital que l'on trouve. Cette « reconnaissance » sera en fait une connaissance pratique, dans le conflit, non de soi pour soi, mais du capital.

UNE CRITIQUE DE " LA MATÉRIELLE "

<http://lamaterielle.chez.tiscali.fr/>

Thème central de la critique

La critique de *La Matérielle* peut se résumer en une seule question.

A suivre la problématique de La Matérielle, qu'est-ce qui théoriquement autorise à encore prononcer les mots de révolution et de communisme, maintenant ?

Ces commentaires portent sur le N°1 de *la Matérielle*, la lecture des numéros suivants ne justifie aucune transformation de ce texte. Cependant, on peut remarquer une petite évolution. Dans le N° 3, il semblerait que *la Matérielle* reconnaisse ce qui est le thème central de notre critique. Mais si *la Matérielle* récusé la production d'une liaison entre la lutte des classes (ici et maintenant) et la révolution communiste, elle ne peut se passer de cette liaison qu'elle trouve chez d'autres et dont elle se veut la critique. Cette posture équivoque d'(auto)critique ne pourra faire illusion bien longtemps. *La Matérielle* veut s'en tenir à parler de la lutte des classes strictement comme *ce qu'il y a*, là et maintenant. Projet contredit aussitôt qu'énoncé de par la simple présence de concepts utilisés (classes, antagonisme, capital, etc) mais surtout par la perspective historique dans laquelle *la Matérielle* situe son propos et de par l'importance qu'elle donne aux cibles de sa critique. Parler de révolution et de communisme révélerait de la croyance ou de la démarche spéculative. Ce qui depuis toujours distingue la théorie c'est, dans la lutte des classes, de montrer la fin des classes et dans « *ce qu'il y a* », son abolition. Est-ce une croyance dialectique ? Dans la problématique de *La Matérielle*, c'est toute tentative d'articulation du présent avec la révolution qui tombe sous l'accusation de spéculation. *La Matérielle* devrait dire ouvertement qu'elle ne vise pas une théorie de la révolution mais une théorie de la lutte des classes. Mais une théorie de la lutte des classes qui n'est pas une théorie de la révolution et du communisme et qui se refuse à l'être et se construit comme ce refus ne peut plus être qu'une théorie du partage de la valeur ajoutée, de l'opposition entre pauvres et riches. En cela les notes de lecture intitulées " Les classes existent " (signées *La Matérielle* et disponibles sur le site internet " l'Angle mort ") ne sont pas innocentes, même si la réponse à un jeune de la Ligue Communiste Révolutionnaire rattrape un peu le coup. En effet, ces notes étaient, volontairement ou non, un petit coup de force théorique effectué de façon anodine : " Les Classes et leur Antagonisme " c'étaient purement et simplement les chiffres qui suivaient, le titre (gras et majuscules) avait valeur d'analyse et de concept. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre, la communisation et la lutte des classes factuelles d'en-bas telle que *La Matérielle* veut nous la raconter, c'est-à-dire la construire. Il faudrait même se demander comment *La Matérielle* peut encore parler de classes, elle qui ne peut connaître que des salariés et des propriétaires, le " jeune ligueur communiste ", dans son enthousiasme, ne s'y était pas trompé.

La Matérielle joue sur une ambiguïté qui est à limite de l'incohérence. Son vocabulaire, le cadre formel dans lequel le discours s'énonce (son environnement), le lectorat auquel elle s'adresse (et même manifestement son *intention*) situent son discours dans les problématiques de la révolution communiste, cela lui vaut *quitus*. Mais tout son discours propre, interne, consiste en une seule proposition : la lutte des classes au présent ne parle ni de la révolution, ni du communisme, toute tentative de liaison est " spéculation " et " théorie postprolétarienne ". Il ne s'agit d'une théorie de la révolution que par contagion. Elle ne peut exister que comme réflexion critique sur les théories dites " postprolétariennes " ou " spéculatives " et ne peut s'énoncer que dans des lieux où ces théories s'énoncent. C'est une réflexion qui, séparée de tout ce contexte, s'effondre : elle n'a de sens que parce qu'on la suppose (effet de contexte) théorie ayant quelque chose à dire sur la révolution, mais elle ne s'énonce elle-même que comme théorie syndicaliste du partage de la valeur ajoutée, elle ne peut le dire sans perdre alors tout intérêt et s'effondrer en tant que théorie même de la lutte des classes. *La Matérielle* cherche à donner une réponse à une question qu'elle ne peut pas poser. La Matérielle conserve un discours résiduel sur la révolution qui se limite au *clynamen*, c'est-à-dire le syndicalisme plus un miracle.

La Matérielle aime bien reprendre une citation du *Journal d'un gréviste* de Louis Martin : " il n'est pas imbécile de penser qu'un mouvement puisse dépasser ses causes initiales... ". Pour qu'un tel dépassement existe, encore faut-il qu'il y ait rapport (une relation produite) entre les deux situations, or le *clynamen* est la négation de cela et toute tentative de production de cette relation tombe immédiatement dans l'enfer de la spéculation (il faudrait se demander pourquoi *La Matérielle* ne peut comprendre le cours de l'histoire comme *production* que comme une *réalisation*). Cependant, même *La Matérielle* ne peut résister à la tentation fatale de penser la liaison entre la situation actuelle et la révolution. Il lui faut résoudre la quadrature du cercle : faire la théorie, c'est-à-dire penser maintenant, quelque chose qui n'a (pour *La Matérielle*) que la nécessité de ne pas être nécessaire (l'aléatoire n'est que l'envers de la nécessité). Au lieu de s'en remettre prudemment à la pluie des atomes et à la Providence, *La Matérielle* cherche à expliquer l'explicable par nature : leur déviation (seulement constatable ex post). S'étant coupée l'herbe sous les pieds (le communisme n'est en rien actuel - cette actualité c'est pour *La Matérielle* la caractéristique à laquelle on reconnaît la spéculation), la critique de la spéculation va accoucher d'un imparfait système spéculatif.

La révolution n'est pas l'activité d'une classe, mais " activité de la lutte elle-même ". La lutte étant une activité, la révolution est donc l'activité d'une activité. On ne peut en rester là, en fait " l'activité de la lutte " produit et reproduit sans cesse les classes dans leur particularité : " un processus infini de constitution ". On aurait ici dépassé la spéculation en ce que la lutte des classes n'est plus la médiation pour faire advenir la nature révolutionnaire d'un sujet, le prolétariat. En fait pour l'instant on n'a que la critique classique du programmatisme et de la théorie de la nature révolutionnaire du prolétariat et une affirmation un peu alambiquée de l'implication réciproque. Mais voilà

le processus est " infini " et là on assiste à un véritable tour de force : le processus infini existe comme tel " jusqu'à la fin ". Et pourquoi le processus infini parvient-il à sa fin (" fin " qui notons le bien n'est pas indéterminée mais explicitement définie comme " communisation de la société " et " abolition des classes ") ? Parce que cette fin est (que les anti-spéculatifs ferment les yeux) : " *l'ultime manifestation* (souligné par moi) de la chose ". Retour à la question de départ que *La Matérielle* s'était posée à elle-même : " dans quelles circonstances la lutte entre la classe prolétaire et la classe capitaliste, agissant chacune pour la défense de leurs conditions de reproductions respectives, peut-elle " dévier " de son sens défensif et prendre un tour révolutionnaire ? ". Nous le savons maintenant : la " déviation " et le " tour révolutionnaire " sont " l'ultime manifestation de la chose ". Hegel a enc... Epicure.

Déclinaison de la critique centrale

Toutes les autres remarques que l'on peut faire seront une mise en musique du thème central.

* L'immédiatisme dont *La Matérielle* cherche à se défendre est, pour elle, incontournable : le clymen, par définition, peut " fortuiter " n'importe quand.

* Impossibilité dans le cadre théorique qui est formalisé de passer des formes salaire / intérêt / profit / rente à la plus-value (abstraction) sans " retomber " dans tout le système des contradictions du " Capital " (le livre et le mode de production) : le capital comme contradiction en procès (la baisse tendancielle du taux de profit), etc.

* Incompréhension structurelle à la démarche de *La Matérielle* du dépassement révolutionnaire de la lutte des classes actuelles comme étant *présent* et non une relation déterministe entre deux moments d'un arc historique existant préalablement comme nécessaire.

* Une théorie qui aussitôt dite s'achève dans un « *je ne peux rien dire* ».

* Une théorie qui veut s'en tenir au " ce qui se passe ", au " il y a ", mais " il y a " présuppose un dispositif théorique qui découpe, formalise et dit ce qu' " il y a " (même en allemand ou en latin).

* Les luttes entre les classes ont pour objet le " bout de gras " (*La Matérielle*), c'est exact, mais la dispute sur ce " bout de gras " présuppose tout un mode de production et toutes ses contradictions.

* Malgré ses proclamations pragmatiques *La Matérielle* ne peut sortir du domaine de la théorie sur la théorie (la métathéorie). Le programme éditorial est une reconnaissance explicite de cet enfermement. Se voulant réflexion sur la révolution en ce qu'on ne peut pas en parler (c'est l'incohérence constitutive de *La Matérielle*), elle ne parle de la révolution que dans la mesure où d'autres en parlent. Même pour la période classique du

programmatisme *La Matérielle* ne sort pas d'une histoire des idées, le " noyau rationnel " du programmatisme n'est pas un certain rapport entre les classes et des modalités de l'exploitation, mais " la dialectique ", l'influence hégélienne.

* Faire une théorie qui aurait quelque chose à voir dans le domaine des théories de la révolution devient ne pas parler de la révolution. Une théorie de la révolution serait une théorie posant comme principe que la révolution ne peut pas être son sujet, mais alors c'est une théorie de la misère du monde. L'incohérence de *La Matérielle* est de se situer dans le discours théorique sur la révolution communiste. *Si l'on peut prononcer les mots de révolution et de communisme c'est qu'au présent il y a quelque chose qui nous le permet, mais pour La Matérielle on franchit là le pas de la spéculation.* Ou alors il faut dire clairement, comme Kant répondant à Descartes, que la possibilité d'avoir une idée de dieu ne pose pas plus dieu comme une réalité que le fait de parler des fées est une preuve de leur existence. A ce moment là il faut dire que la révolution communiste est une utopie, un rêve, un désir humain. Pourquoi pas ? mais alors il faut assumer et assurer.

* La Matérielle reconnaît que « la communisation est un acquis », il faudrait alors expliquer comment cet " acquis de la communisation " peut être conservé dans une problématique tout autre. Comment la " théorie postprolétarienne " peut avoir produit tous les fondamentaux sur lesquels fonctionne *La Matérielle* : restructuration, implication réciproque, disparition de l'identité ouvrière, affirmation de la classe, cycle de luttes ? Si la communisation est " le point ultime du paradigme ouvrier " il doit s'effondrer avec lui, ou alors il faut expliquer cette permanence historique. La raison de cette permanence est interne au discours de *La Matérielle*, elle lui est absolument nécessaire car elle-même ne peut, à partir d'elle-même, parler de révolution communiste.

* Il y a du vrai chez Althusser, mais tout y est faux. Le " matérialisme aléatoire " est le cri de détresse d'un orphelin du grand parti ouvrier stalinien (*La Matérielle* laisse de côté que pour Althusser les atomes sont crochus et qu'ils prennent selon l'image du plâtre, à ce moment là il font système). C'est justement cet aspect là que reprend *La Matérielle*, même si c'est pour ne pas regretter cette disparition. Mais il n'y a pas que l'utilisation de certaines briques théoriques althussériennes (tout à fait recyclables), *La Matérielle* reprend ces briques avec la problématique, c'est-à-dire qu'elle reprend le mur (de Berlin) : la réduction de la classe à l'organisation politique. Toujours sur Althusser, ce n'est pas la révolution qui est un procès sans sujet (comme le dit *La Matérielle*) mais le mode de production capitaliste, la révolution quant à elle a un sujet politique qui donne sens à la conjoncture.

* Une question de chronologie. Ce que *La Matérielle* appelle le courant actualiste a, comme cela est reconnu, très peu de représentants, on pourrait même dater son

apparition de la publication de *TC 2* (1979) et même de *TC 3* (1980) avec l'affirmation de la restructuration du mode de production capitaliste et d'un changement de cycle de luttes. Le dit " courant actualiste " n'est l'autre branche d'une dite " théorie postprolétarienne " que si l'on fait *disparaître les années 70*. Que le dit " courant universaliste ", apparu quant à lui dès les débuts des années 70, se poursuive (et même ait une étonnante capacité à se régénérer dans le cycle de luttes actuel) et que TC rompe des lances avec lui n'autorisent pas pour autant à construire cette dualité (actualiste / universaliste), si ce n'est pour construire cet objet repoussoir : la " théorie postprolétarienne ". Le dit " courant actualiste ", apparaissant 10 ans après le courant dit " universaliste ", est la théorie d'une nouvelle phase du mode de production capitaliste et d'un nouveau cycle de luttes. Ensuite, du début des années 80 au milieu des années 90, il y eut une bonne dizaine d' " années noires " qui virent l'extinction des quelques publications révolutionnaires existantes, le départ et le repliement de nombreux camarades. La tentative avortée de " grande revue " de 1994 arrive quand la constance nécessaire à cette " traversée du désert " commençait à s'épuiser. Une petite année après, les événements montraient qu'ils pouvaient être beaucoup plus efficaces théoriquement que les tentatives formelles pour sortir des " années noires " et nous faire poursuivre et avancer dans une compréhension théorique du dépassement du mode de production capitaliste.

* *La Matérielle* a un problème avec la définition des classes. Celles-ci ne sont " ni spéculative, ni sociologiques ". En fait le " ni / ni " renvoie à la même chose. En effet la " classe en soi ", celle qui, pour *La Matérielle*, est le point de départ de la démarche spéculative en ce que le cours de l'histoire est contenu en elle comme devenir vers la " classe pour soi ", n'est rien d'autre que la classe sociologique. Mais, vieux reste de dialectique dans *La Matérielle*, un bon dépassement est toujours celui qui dépasse une dualité. La sociologie sera donc un peu trop " terre à terre " et la spéculation un peu trop " ciel à ciel ". Les classes seront alors dites " historiques " et leur lutte définissant leur existence. C'est un peu la question de l'œuf et de la poule sous la forme du " processus infini de constitution des classes ". Pourtant, partir de " ce qu'il y a " ne serait-ce point partir du fait que la société se divise entre ceux qui vendent leur force de travail et ceux qui détiennent les moyens de production ?

La Matérielle veut éviter de dire cette chose triviale : le prolétariat c'est la classe des travailleurs productifs de plus-value. Ce n'est pourtant qu'une fois une telle chose dite que l'on définit la classe de façon historique parce qu'on a alors posé une contradiction, l'exploitation, et la polarisation de ses termes. Le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit, en activités contradictoires. La contradiction qui résulte, dans le mode de production capitaliste, du rapport entre l'extraction de plus-value et la croissance de la composition organique du capital se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes *l'ensemble de la société*. Dans cette polarisation ce sont les catégories et les

classes sociales de la société du capital qui se dissolvent comme prolétariat contre le capital et la classe capitaliste. Si nous pouvons identifier le prolétariat à la classe ouvrière c'est que, dans la situation de celle-ci, la contradiction centrale du mode de production capitaliste devient la condition de son dépassement comme activité particulière. En cela, cette identification dépasse la classe ouvrière au moment où ce sont toutes les contradictions de la société qu'elle polarise. Cette identité, pour la classe ouvrière elle-même, n'est pas un donné mais un mouvement. Les classes sont génétiquement données en même temps que leur contradiction. C'est pour cela qu'une classe, le prolétariat, peut s'abolir en tant que classe, parce qu'il ne préexiste pas à, ni ne résulte de ce mouvement, mais en est la seule réalité concrète sans laquelle la baisse du taux de profit est une abstraction et l'abolition du mode de production capitaliste un projet déterministe.

La question de la définition préalable des classes comme préalable à leur contradiction, ou de leur contradiction comme préalable et condition de leur définition, n'est même pas une question interne au programmatisme en général, mais une question spécifique du léninisme philosophique d'Athusser et Balibar. Au premier abord la définition des classes à partir de " la lutte " apparaît bien séduisante. Cela semble nous débarrasser de la sociologie et de la nature révolutionnaire comme substance du prolétariat. Mais le fameux " procès sans sujet " qui en résulte d'une part entérine la sociologie (la classe est un ensemble d'agents désignés par la structure) et, d'autre part, légitime le parti et l'intervention consciente brisant le procès sans fin de la désignation (convocation) des agents par la structure. La classe ne peut être un sujet car il est bien connu que *livrée à elle-même dans la structure* elle ne dépasse pas le " trade-unionisme ", mais la " rude école de la discipline de la fabrique " (la structure) lui permet d'obéir au parti.

Les classes ne préexistent pas à la lutte, pas plus que la lutte ne les constitue (comme finalement le reconnaît *La Matérielle* quand il est dit que le prolétariat lutte à partir de ce qu'il est - il faut donc bien qu'il soit quelque chose). Les choses sont extrêmement banales : les classes et leur lutte sont données absolument simultanément. Définir les unes c'est définir l'autre. C'est le programmatisme et plus spécifiquement le léninisme (dans sa lutte contre le spontanéisme) qui trouve là un problème (de même pour la question du sujet). *La Matérielle* développe un léninisme sans parti ni conscience apportée de l'extérieur, c'est pour cela qu'il lui faut un miracle.

Si l'on cesse d'opposer une définition sociologique du prolétariat et une définition historique c'est la question même d'une définition " spéculative " qui disparaît en même temps. Le prolétariat est la dissolution des conditions existantes (il est aisé de critiquer la formule comme dialectique et donc spéculative, c'est une autre paire de manches que de critiquer les analyses auxquelles renvoient cette formule) et cela ne s'oppose pas à une définition sociologique. Cela revient à dire que le prolétariat est la classe du travail productif de valeur et plus précisément de plus-value. En tant que dissolution de ces conditions existantes, le prolétariat est défini comme classe dans le capital et dans son rapport avec lui. Ce n'est pas d'être la dissolution de ces catégories

qui le pose comme classe (on aurait là une substance révolutionnaire), qui le constitue comme classe, mais c'est en tant que classe (la définition "sociologique", si l'on veut) qu'il est cette dissolution, c'est le contenu même de sa définition "sociologique". C'est dans sa condition de classe du mode de production capitaliste que gît sa capacité à abolir le capital, produire le communisme. Et cela se voit sans cesse dans le cours de l'accumulation du capital en tant que contradiction en procès (cf. "Les Fondements"), c'est-à-dire dans le contenu qualitatif de cette accumulation qui est loin d'être cet amoncellement quantitatif auquel on la réduit trop souvent (il ne s'agit pas ici des transformations dans les formes de l'accumulation mais de sa nature même). La périodisation de l'accumulation capitaliste, même prise unilatéralement du point de vue du pôle capital, renvoie à ce contenu qualitatif et inclut constamment qu'il n'est produit et reproduit que par une classe, qui en tant que productrice de plus-value est la dissolution des conditions existantes. La dissolution de toutes les conditions existantes c'est une classe, c'est le travail vivant face au capital. Il faut sortir de l'opposition entre définition sociologique et définition historique (et nous n'aurons pas besoin de nous poser la question d'une définition "spéculative").

* La question de la la « critique du programmatisme » : la *Matérielle* réduit la critique du programmatisme effectuée dans *Théorie Communiste* à une critique de la politique, comme si après la critique du programmatisme, la théorie était orpheline de la « constitution de la classe en parti ». Citons, en entier, le passage de *TC 14* auquel *La Matérielle* se réfère :

« Il s'ensuit que la critique du programmatisme ne peut se limiter à se comprendre elle-même comme la seule critique du lien (entre d'une part une analyse conservée telle quelle de la contradiction entre prolétariat et capital et, d'autre part un but également conservé), c'est-à-dire critique de la politique. La critique du programmatisme n'est pas une critique de la politique, cette critique (dés *T.C.2*) bouleverse tous les "fondamentaux". Nous n'avons jamais effectué cette critique comme celle de la dictature du prolétariat, de la révolution permanente, du parti, des syndicats, etc...C'est le conseillisme, lui-même programmatique, qui a fait cette critique formelle. La critique du programmatisme, ce fut la production de l'implication réciproque, de l'identité entre le développement du capital et la contradiction entre prolétariat et capital, ce fut la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat, ce fut la compréhension que le prolétariat classe révolutionnaire et classe du mode de production capitaliste sont identiques, l'impossibilité du programmatisme fut produite de façon historique et non normative.

Une telle série de propositions ne va pas sans reformuler tous les "fondamentaux" : relation entre économie et lutte de classes, baisse du taux de profit, valeur, exploitation, infrastructure et superstructure, contradiction entre forces productives et rapports de production, contradiction entre appropriation privée et socialisation de la production, rapport entre conditions objectives et prolétariat comme accoucheur de la révolution, etc. Cependant, cette critique, dans un premier temps, a

provoqué la perte de la spécificité de l'action du prolétariat, dans le flux général contradictoire de la société capitaliste, ce qu'est venu ensuite critiquer la notion de cycle de luttes et la spécification des classes dans la contradiction entre prolétariat et capital. (cf. TC8)

« La critique du programme ayant bouleversé la théorie dans son ensemble, on ne se retrouve pas avec la nécessité de combler le vide laissé par la politique, il n'y a pas de trou, on a tout foutu en l'air. C'est dans une problématique totalement renouvelée que la théorie doit restaurer sa dimension concrète, cette problématique c'est celle des cycles de luttes. Il ne s'agit pas de restaurer avec un autre contenu un lien tel que celui que la politique tissait entre la situation actuelle et la révolution. L'affirmation du communisme (non comme la promotion publicitaire du communisme) est bien ce lien, parce que la production du communisme est le mouvement de ce cycle de luttes, comme structure de la contradiction entre prolétariat et capital, comme signification historique du capital. C'est en partant du cycle de luttes que l'on part du communisme. Cela signifie que c'est l'affirmation du communisme qui devient la liaison à l'actualité de la contradiction. Cette affirmation maximale du "but", qui jusque là nous séparait du cours quotidien de la contradiction devient paradoxalement notre liaison avec lui. A la condition cependant, que l'on sache bien que cette liaison ne trouve les catégories concrètes sur lesquelles elle se fonde, ou mieux se constitue, qu'en suivant le cours du cycle de luttes. Ces catégories concrètes sont la restructuration et les éléments dynamiques de ce cycle de luttes. (...) Il ne faudrait pas que la prise en compte de ce cours de la lutte de classe ne soit qu'un retour illustratif à partir de l'idée préalablement posée et définie du communisme. D'où parlons-nous du communisme ? Sans une réponse à cette question qui se réfère explicitement à la lutte de classe historiquement déterminée, c'est-à-dire au cycle de luttes, il y a bien risque de dérive, mais pas tant utopiste que philosophique, humaniste. » (TC 14, p. 15 - 16).

Lorsque *La Matérielle* cite le texte de TC 14 d'où est extrait le passage précédent, la citation est coupée de telle sorte qu'il apparaîtrait que nous sommes dans la pure et simple disparition de tout lien avec le cours immédiat des luttes. La critique du programmatisme n'aurait été que négative, elle ne pouvait donc que rapidement s'épuiser. Réduire la théorie développée par le dit " courant actualiste " depuis la fin des années 70 (" actualisme " et " universalisme " - pour reprendre la terminologie de *La Matérielle* - ne sont pas contemporains) à la seule critique du programmatisme et dans celle-ci à la critique du lien politique est pour le moins inélégant. Depuis bientôt 25 ans cette théorie " fait ses preuves " comme théorie de la restructuration du mode de production capitaliste et du nouveau cycle de luttes.

Il est nécessaire à l'autofondation de *La Matérielle* de réduire le dit " actualisme " à la seule critique du programmatisme comme critique " négative ", ainsi la théorie antérieure s'épuisant nous serions dans l'attente de la nouveauté. La coupure historique au moment de l'effondrement de l'URSS joue le même rôle, il s'agit de renvoyer la période antérieure (les années 70 et 80) dans un autre monde, de telle sorte que la théorie de ces années là ne puisse plus prétendre à l'actualité. Il faudrait tout de

même montrer que le 25 décembre 1991 fut une coupure dans la lutte des classes plus importante que Mai 68 ou l'automne chaud italien et les années qui suivirent. Ce Noël là ne nous a pas laissé un tel souvenir. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance de l'événement dans la restructuration, mais ici la question serait d'en faire une coupure vécue dans le cours des luttes et dans les formulations théoriques, or ce n'est tout simplement pas le cas (même les PC, là où ils existaient -il semblerait d'après la thèse de *La Matérielle* qu'ils aient existé partout - étaient déjà bien malades de la transformation antérieure). L'effondrement de l'URSS est un fait massif de la restructuration commencée bien antérieurement. En outre (mais ce n'est pas le lieu de rentrer longuement dans cette analyse) *La Matérielle* considère l'Etat soviétique comme une expression directe du programmisme alors qu'il est la contre-révolution déterminée par les caractéristiques mêmes de la révolution programmatique, de l'affirmation de la classe (ce n'est pas exactement la même chose).

* La question de la " spéculation ".

Une grande partie de la problématique de *La Matérielle* se fonde sur la critique de la notion de contradiction. La notion de contradiction est en elle-même assimilée à la philosophie spéculative et serait par définition réduite à la forme canonique de *l'aufhebung*. Il ne s'agit pas dans cette brève critique de montrer que l'on là un abus de langage et un amalgame théoriquement un peu " rapide ". *Théorie Communiste* est souvent présentée comme une forme exemplaire de la contradiction spéculative, mais la critique de TC au nom de la critique de *l'aufhebung* oublie précisément que cette critique même de *l'aufhebung* est une partie essentielle de la définition de la contradiction entre le prolétariat et le capital dans TC (sur la conception de la notion de contradiction dans TC nous renvoyons au texte sur " Hegel et la dialectique " disponible sur le site " L'Angle mort "). De façon plus générale, on constate souvent que *La Matérielle* se veut un véritable dépassement du programmisme (théorie postprolétarienne), elle se situe après ou au-delà de cette théorie mais ne tient pas compte du contenu de cette critique dont elle utilise pourtant beaucoup d'éléments (la communisation par exemple). Si *La Matérielle* reconnaît à la théorie postprolétariennes d'avoir effectué " des avancées " on ne voit pas comment la théorie de *La Matérielle* peut réinvestir en elle ces avancées dans la mesure où ces " avancées ", prises une à une, sont niées par la problématique générale de *La Matérielle* (on peut reprendre ici l'exemple de la communisation : comment prononcer le mot de communisme dans cette problématique ?)

La critique de la " spéculation téciste " consiste pour *La Matérielle* à " refuser de considérer que la contradiction prolétariat / capital porte en elle son nécessaire dépassement (il m'étonnerait que TC ait jamais qualifié le dépassement de " nécessaire ", nda), et que cela même est sa " raison d'être. ". Considérer que la contradiction entre le prolétariat et le capital porte son dépassement reviendrait à une « compréhension achevée de la fin en sa nécessité se présupposant dans son origine ». Il y a une étrange obstination de la part de *La Matérielle* de faire entrer TC dans les petites boîtes convenues de la critique de l'hégélianisme.

En Effet :

" La révolution et le communisme se produisent historiquement dans le cours heurté de la lutte de classes, à travers les cycles de luttes qui le scandent. Ainsi la conception que nous avons actuellement de la révolution, dans la façon dont se présente le cycle de luttes actuel, c'est au cours du retournement dans la contre-révolution des caractéristiques de l'ancien qu'elle s'est forgée théoriquement et pratiquement (...). Ce processus peut encore nous arriver, *la révolution n'est pas quelque chose d'établi, de connu une bonne fois pour toutes et vers quoi tendrait le mouvement, mais quelque chose que celui-ci produit*. Si, par exemple, on peut dire maintenant que Mai 68 est en deçà de la critique communiste, c'est parce que c'est Mai 68 (entre autres) et le retournement des caractéristiques de l'ancien cycle dans la restructuration comme contre-révolution, qui ont produit cette critique. Il y a un monde entre les réserves que nous pouvions alors formuler (pas de formation de conseils ou pour d'autres pas de partis d'avant-garde, pas de jonction entre les occupations d'usines et la critique de la vie quotidienne...) et la théorie que le mouvement et son retournement permirent de produire : la révolution comme "autonégation du prolétariat" en tant que simplement abolition du capital et non développement d'une contradiction interne de la classe ou réalisation de l'humanité ; la défense de la condition prolétarienne comme limite des luttes quotidiennes ; l'absence de transcroissance entre luttes quotidiennes et révolution ; la théorisation et la critique du programmatisme ; la théorisation de la subsumption formelle du travail sous le capital et de la subsumption réelle ; l'identité entre le développement du capital et la contradiction entre le prolétariat et le capital ; l'exploitation comme étant cette contradiction ; l'identité entre le prolétariat comme classe du mode de production capitaliste et comme classe révolutionnaire ... La vision que l'on peut avoir maintenant de tout ce qui s'est passé au cours du cycle de luttes précédent, dans la perspective de la révolution telle qu'elle est la nôtre maintenant, ne préexiste pas à ce qui l'a produite. " (TC 16, p. 96).

« L'analyse des cycles de luttes et des phases insurrectionnelles doit partir du fait que ce sont des structurations spécifiques de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui se modifient qualitativement (et qui sont dans leur spécificité le seul moteur de leur transformation) et non d'une "nécessité de la révolution communiste" qui évolue quantitativement. » (d°, p. 97).

« Alors qu'il faut expliquer la possibilité de cette situation ultime du rapport entre prolétariat et capital qu'est le rapport de prémisses par le nouveau cycle de luttes (sa structuration comme contradiction et son contenu), il (l'auteur du texte critiqué dans TC 16) fait l'inverse, il explique le nouveau cycle de luttes par le "rapport de prémisses" : le problème est résolu d'avance. Le fait que cette révolution ne soit que "probable" ne change rien au raisonnement : la nature révolutionnaire de la classe ("classe impossible") est posée comme le préalable nécessaire à la révolution. Ce préalable est confirmé par la suite : "la crise révolutionnaire ne peut donc se manifester que sous la forme d'un blocage de l'accumulation" (p. 2). S'il y a "blocage de l'accumulation", la question du dépassement de la défense de la condition prolétarienne n'a plus à être

posée, elle est résolue. Le "blocage de l'accumulation" n'est pas un préalable à la révolution, mais l'action révolutionnaire elle-même. Avant la révolution, nous avons donc, dans ce texte, d'une part "la classe impossible", d'autre part le "blocage de l'accumulation", tout est joué d'avance. La révolution n'est pas ici activité du prolétariat, elle n'est que la résultante d'une double impossibilité préalable : celle du capital (blocage), celle du prolétariat ("classe impossible"). Si l'on veut considérer qu'il y a une liaison essentielle entre le cours quotidien du cycle de luttes et la révolution, ce n'est pas une "classe impossible" qui fait la révolution, mais qui le devient par la révolution, par les mesures qui sont prises dans le cours d'une crise qui devient crise révolutionnaire et qui en tant que telle devient le blocage de l'accumulation. C'est une classe, le prolétariat, engagé en tant que classe du capital dans sa contradiction avec le capital, qui est amené à prendre des mesures de communisation de la société dans son rapport de lutte avec le capital, et qui par là seulement devient, si l'on veut, cette "classe impossible", c'est-à-dire tout simplement se supprime en tant que classe en abolissant le capital. Sous des dehors semblant mettre au premier plan l'activité du prolétariat, c'est à un montage théorique formel de la révolution que nous avons affaire. Cela parce qu'il manque le moment essentiel, celui du cycle de luttes dans son cours quotidien, qui n'est là que pour « mettre en crise le capital » » (d°, p. 98).

« La révolution communiste, telle que nous pouvons maintenant la concevoir, telle qu'elle se présente dans ce cycle de luttes, est pour lui (critique du texte de Dauvé "Quand meurent les insurrections ") déjà là (limitée, avortée, avec des erreurs, des illusions, etc.) dans la révolution russe, la révolution allemande, la révolution espagnole. Si bien que lorsque nous disons que nous sommes d'accord avec la conception de la révolution qu'il présente à la fin de sa brochure, c'est parce qu'il ne s'aperçoit pas que cette révolution là, n'est pas, n'est plus, ce qu'était la révolution russe, etc. Elles étaient des révolutions de ce cycle de luttes qui était celui de l'affirmation du prolétariat, ce n'est plus le cas maintenant. La confusion n'est pas sans conséquence sur la théorie que l'on peut faire de la situation actuelle du rapport entre prolétariat et capital, sur la compréhension des luttes actuelles et sur la révolution comme dépassement produit de ce cycle de luttes. *C'est-à-dire sur la façon dont on aborde ces luttes comme réellement productrices de leur dépassement (pratiquement et théoriquement) et non comme à juger par rapport à ce dépassement déjà posé comme une norme. L'histoire de la lutte de classes est production et non réalisation.* » (d°, p. 115).

« La révolution est un conflit entre les classes qui met un terme au capital, elle est la détermination ultime du procès contradictoire du capital comme contradiction entre le prolétariat et le capital. C'est dans cette contradiction de classes, de par son contenu, que le mode de production capitaliste apparaît comme un mode de production historiquement déterminé, parce qu'il produit une classe révolutionnaire, c'est-à-dire portant contre lui le dépassement de ses contradictions, et le contenu de ce dépassement comme période radicalement nouvelle de l'histoire de l'humanité. La fin est produite, elle n'est pas déjà le sens caché du mouvement : irreproductibilité, socialisation du travail ou de la nature, etc. Il ne faut pas concevoir le procès des contradictions

capitalistes produisant la révolution, comme étant déjà en lui-même le procès de son achèvement comme révolution. C'est ce que j'appelle les "systèmes de la révolution". Systèmes dans lequel on ne conçoit qu'une contradiction est productive de son dépassement, que si on a fait de son dépassement ou de sa fin le principe même de son cours.

« Le capital a des contradictions qui sont amenées à produire leur dépassement ou simplement des crises. Si par exemple, la précarisation peut, par analogie, dans une vision européenne, être baptisée "tendance à l'irreproductibilité", mondialement elle est intégration dans le procès de l'exploitation de millions d'individus. A partir du moment où l'on a engrossé les contradictions du capital d'une tendance quelconque, on n'est plus à même de reconnaître ces contradictions comme la condition et le procès même de la valorisation. A ce moment là l'activité de la classe comme moment du dépassement de la contradiction, comme production réelle et non prédéterminée de ce dépassement devient superfétatoire, l'activité de la classe est cernée dans le système comme le mouvement de la fin par lequel seul le procès a existé, la fin donnée dans le procès comme activité » (TC 13, p. 24)

Le dépassement d'une contradiction n'est pas quelque chose qui vient se surajouter à la contradiction on ne peut pas définir la contradiction entre le prolétariat et le capital, dans son contenu, l'exploitation, puis se demander comment elle produit son dépassement. On ne peut comprendre une contradiction, dans sa forme la plus immédiate, que comme un procès, celui de sa propre annulation, de son dépassement. C'est ce que Marx exprime continuellement chaque fois qu'il est question soit de la contradiction entre le prolétariat et le capital, soit du développement contradictoire du mode de production capitaliste. Dans le capital, les conditions de son abolition et le procès de celle-ci ne sont rien d'autres que la lutte des classes produisant leur dépassement et non *réalisation* de celui-ci. Sans ce processus, c'est la lutte des classes elle-même qui ne pourrait exister. Le dépassement n'est pas un ajout (la cerise sur le gâteau) à ce dont il est le dépassement, mais " le mouvement qui abolit les conditions existantes ", dans les conditions existantes. Le communisme est bien en relation avec ce qui le précède, mais il n'est pas dans ce qui le précède. Parler de contradiction et de dépassement ne construit pas nécessairement une téléologie, dans la mesure où le dépassement produit par une contradiction ne lui préexiste pas. Dans " Un chapitre inédit du Capital ", Marx écrit que le capital crée " les conditions matérielles de sa dissolution, supprimant du même coup sa justification historique en tant que forme nécessaire du développement économique et de production de la richesse sociale » (p. 264). Mais ce processus, sorti de l'objectivisme programmatique, c'est le cours de la lutte des classes ; ou alors il faut jeter toute l'analyse du " Capital " et des "Fondements ", toute volonté d'analyse du mode de production capitaliste non " apologétique ".

La téléologie et l'*aufhebung* consisteraient à dire que le dépassement existe déjà comme réprimé dans le capital (ce que l'on fait chaque fois que l'on substitue le concept d'aliénation au concept d'exploitation). Qu'est-ce alors que ce dépassement

produit dans une contradiction ? Rien d'autre qu'une position toujours *actuelle* dans la lutte des classes. La fin est si peu contenue dans le début que l'on se contente d'appeler communisme le dépassement que produit la lutte des classes et que l'on n'a aucune autre idée de ce qu'est le communisme que comme ce qui advient dans la lutte des classes. Le communisme est réellement produit et non réalisé, il ne s'agit pas de travestir la contradiction entre prolétariat et capital en contradiction entre capitalisme et communisme. Le communisme est ce que cette contradiction produit et non ce qui la produit. On peut même dire que le communisme est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité, *une telle affirmation ne se réfère pas à un futur*. C'est en cela que le dilemme inéluctabilité (nécessité) / possibilité ou aléatoire est rejeté. *Le rapport entre prolétariat et capital est une contradiction parce qu'elle remet constamment en cause ce dont elle est la dynamique*, c'est pour cela que l'idée du communisme existe parce qu'il existe réellement, dans ce mouvement, ici et maintenant. Quand on parle de l'inéluctabilité ou de la possibilité du communisme sans reconnaître que la question n'est pas celle d'un aboutissement mais celle, présente, de ce qu'est la lutte de classe, on n'a pas compris qu'elle est, parce que contradiction, le mouvement de son dépassement. C'est la situation et l'activité quotidienne du prolétariat, dans son acception la plus immédiate, qui est, au présent, le cours du dépassement de la lutte des classes, son propre dépassement, *elle est sa propre condition* pour faire éclater la société capitaliste. C'est seulement en cela que l'on peut dire que le dépassement de la contradiction est sa raison d'être. La lutte de classe produit son dépassement et n'existe qu'en ce qu'elle le produit.

Il s'agit seulement de penser la *situation* dans laquelle nous nous trouvons et de reconnaître que la lutte de classe, dans laquelle nous sommes inéluctablement embarqués, c'est la caducité du mode de production capitaliste. Nous ne voyons pas plus loin que notre cycle de luttes, ce cycle porte tel contenu et telle structure de l'affrontement entre le prolétariat et le capital, et c'est la révolution communiste, parce qu'il est rigoureusement impossible d'en envisager d'autres formes et d'autres contenus. Nous ne parcourons qu'un petit bout d'histoire et n'étant pas hégélien nous nous en contentons. Nous agissons et pensons dans la situation déterminée actuelle et nous n'avons pas *choisi* d'agir. Nous relient comme développement historique la situation actuelle et la révolution et nous pensons la révolution, de façon profane, à partir de la situation actuelle. Nous disons : " voilà dans la situation actuelle ce qui nous mène à la révolution, parce que le communisme est *au présent* le contenu de la lutte de classe ". Nous ne disons pas que le communisme, dans le futur, est inéluctable ou qu'il est possible, parce qu'on s'en fout. *Nous considérons le futur et sa relation à l'actuel comme production historique présente*. Il est vrai que l'on a alors « subsumé les luttes immédiates sous l'absolu de la contradiction prolétariat / capital et de son dépassement » comme dit *La Matérielle*, mais on pourrait ajouter : " et inversement, subsumer la contradiction sous les luttes immédiates ". Cela est tout aussi vrai que l'existence du mode de production capitaliste comme rapport d'exploitation, c'est-à-dire que nous n'avons rien « subsumé » du tout. On peut dire que l'on va étudier chaque lutte pour

elle-même, comme " objet fini " et que l'on va dire " il y a cela ", on peut le dire, *mais on ne peut pas le faire* (à moins de considérer que les dépêches de l'AFP font de la théorie).

En philosophie, c'est un exercice de style facile que de critiquer le *concept* de contradiction, mais ce sont toutes les caractéristiques du rapport entre prolétariat et capital qui nous amènent à utiliser ce concept qu'il serait plus intéressant de voir critiquer par *La Matérielle*, c'est-à-dire que nous attendons de voir montrer que la définition du concept d'exploitation avec toutes ses déterminations, tel que *TC* l'a formalisé (*TC* 15, p. 105), est fausse. Si, en revanche, l'exploitation c'est bien cela, alors elle est une contradiction.

On peut refuser qu'il y ait contradiction, mais on peut aussi refuser de comprendre le mode de production capitaliste. On peut contester que le mode de production capitaliste soit une contradiction en procès et que celle-ci soit lutte des classes, mais on peut aussi contester la réalité du mode de production capitaliste, de la baisse tendancielle du taux de profit, du rapport entre surtravail et travail nécessaire etc. Le texte du *Capital* n'est pas l'exposition du fonctionnement du capital mais sa nécrologie. Une théorie de la révolution est une théorie qui parle du communisme au présent, or c'est cela même qui pour *La Matérielle* est " spéculatif ", mais c'est alors le fait même de sortir des formes de l'autoprésupposition du capital qui est " spéculatif ". En définitive, c'est de prononcer le mot de communisme qui devrait être qualifié de " spéculatif ".

Conclusion : pourquoi La Matérielle ?

La Matérielle développe un discours " révolutionnaire " post-moderne (guillemets parce que la problématique de *La Matérielle* évacue elle-même la possibilité de parler de révolution) : élimination de tous les " grands romans ", esthétique du fragment, ouverture éclectique, instabilité, hétérogénéité des citations. On ne saurait dénier toute vérité à cette critique du messianisme révolutionnaire, de la rationalité historique, du progressisme que *La Matérielle* partage avec l'idéologie post-moderniste. Mais de là à réduire l'œuvre de Marx et la théorie de la révolution communiste jusqu'à aujourd'hui à ces éléments, il y a un peu d'abus. On trouve dans *La Matérielle* quelque chose de nouveau dans le champ de la théorie de la révolution communiste : une théorie révolutionnaire serait une théorie de la lutte des classes dont le dispositif impliquerait que l'on ne puisse pas parler de la révolution et du communisme (la façon dont *La Matérielle* tente de relier sa théorie de la lutte des classes dans un sursaut spéculatif, la " forme ultime ", apparaît en fait comme surajoutée). Une théorie de la lutte des classes d'un côté, de l'autre un communisme qui, via le clynamen, n'a plus aucun rapport avec la première. La seule façon de parler de la révolution deviendrait l'impossibilité d'en parler, à condition que d'autres en parlent car si *La Matérielle* ne pouvait plus se placer dans cette posture d' " autocritique " sa théorie serait immédiatement rejetée hors du champ d'une théorie de la révolution. Dans *La Matérielle*, la critique de la transcroissance entre le cours immédiat de la lutte de classe et la révolution, la critique

de toute positivité faisant son chemin dans le cours de l'histoire (qui n'existe que pour être ce chemin), sont devenus l'objet même de la théorie. Il y a erreur sur le programmatisme dont la critique est ramenée à une critique théorique et non à l'analyse de modalités historiques de l'exploitation. Ici statur, dit *La Matérielle*, " restons en là ". C'est une expression radicale, mais unilatérale, de la situation du prolétariat face au capital dans le nouveau cycle de luttes : le prolétariat ne peut plus produire à partir de ce qu'il est immédiatement dans le mode de production capitaliste les bases de la société future. C'est là qu'en reste *La Matérielle* : nous sommes jetés dans un petit bout d'histoire qui n'a plus aucun sens. De cette position en apparence solide, *La Matérielle* peut pointer tous les risques théoriques inhérents à voir dans la situation actuelle son dépassement. Solide, car constamment la lutte du prolétariat est renvoyée aux catégories de l'autoprésupposition du capital. Mais solide seulement en apparence, car c'est à propos des catégories de l'autoprésupposition du capital et des seuls aspects de la lutte de classe pouvant être ramenés au partage de la valeur ajoutée et au syndicalisme que *La Matérielle* devrait dire " restons en là ".

Cela n'empêche que de ce poste d'observation théorique, *La Matérielle* assure une sorte de veille théorique sur tous les risques de dérapages " spéculatifs " inhérents à une théorie de la révolution dans la situation présente de disparition de toute positivité révolutionnaire et oblige à faire attention à ce que l'on écrit. *La Matérielle* est la critique interne de la théorie de la révolution dans ce cycle, critique que toute théorie de la révolution doit se faire à elle-même. Le problème réside dans le fait que, dans *La Matérielle*, cette critique interne s'est en quelque sorte " autonomisée " et se donne comme la totalité d'une théorie nouvelle. On retrouve là, dans cette " autonomisation " (guillemets car en même temps que " théorie nouvelle " *La Matérielle* se veut processus d'autocritique des théories dites " post-prolétariennes "), son incapacité essentielle à être cohérente sur sa propre légitimité à prononcer les termes de révolution et de communisme du fait que sa cohérence, en tant que théorie, est à l'extérieur d'elle-même (dans les autres théories).

Théorie Communiste

Réponse de La Matérielle

J'ai pris connaissance de la " lecture critique " du premier numéro de *la Matérielle* par *Théorie Communiste*... il est clair que nous n'avons pas la même conception de la " critique " : j'ai lu ce texte après avoir écrit et envoyé à l'Angle mort mes commentaires sur l'article consacré par *Théorie Communiste* à l'Argentine... qui lira les deux verra la différence. Je ne répondrai pas à ces critiques sur le site de l'Angle Mort que je ne considère ni comme le terrain vague de l'affirmation de mes positions ni comme un champ de " lutte de classe dans la théorie " : un aller et un retour me paraissent être suffisants. Aux visiteurs du site de juger. Ma réponse - si tant est qu'elle est utile - à la " lecture critique " de *Théorie Communiste* paraîtra dans un prochain numéro de *la Matérielle*. Je ne sais pas trop quand : pour le moment j'ai d'autres sujets plus intéressants à traiter... Mais d'ores et déjà je diffuse (sans commentaires de ma part) la " critique " de *Théorie Communiste* dans le numéro 4 de *la Matérielle*, à paraître en février 2003.

Un autre point : ma brève sur " Les classes sociales existent encore... ". Ce n'est pas moi qui ait mis " dans leur antagonisme " en lettres capitales dans le titre, mais ça on s'en fout - même si *Théorie Communiste* n'hésite pas à faire feu de tout bois (y'a pas de petit - baisse du taux de - profit) - alors que, de ce point de vue, il n'a pas besoin de ça pour liquider théoriquement *la Matérielle* ! L'auteur de cette " lecture critique " devrait relire mon addenda à cette brève. Celui-ci n'est en aucune manière destiné à me dédouaner d'une connerie ou d'une inconséquence initiale : il vise à préciser un propos par rapport à ce que l'on peut mettre dans un site tel que *l'Angle mort* (qui suppose a priori un public " initié ") par rapport à quelqu'un qui n'a pas de toute évidence notre histoire (ce " "jeune ligueur communiste", dans son enthousiasme [qui] ne s'y était pas trompé. ", comme l'écrit le porte-plume de *Théorie Communiste*, avec quelque condescendance.) Il y a dans ce court texte, sinon beaucoup plus, du moins quelques bricoles supplémentaires par rapport à ce que le " lecteur critique " du numéro 1 de *la Matérielle* y voit : la notion d'" immédiateté sociale des classes " que je reprends dans " Notre époque " et dans mes commentaires du texte de Simon sur l'Argentine, avec toute la prudence théorique que cela suppose... Mais quand on prétend livrer une lutte de classes dans la théorie, comme le dit *Théorie Communiste* dans l'un de ses éditoriaux exotériques, on est justifié effectivement à faire fi de la moindre prudence : y'a un boulot à faire... Et on le fait. C'est la " sale guerre " théorique.

UNE APPROCHE DU CONCEPT D'ANGLE MORT

Ce texte fait suite à l'article « l'Angle Mort » de TC 18 et poursuit la réflexion sur cette délicate notion.

Il serait absurde de chercher une coïncidence entre les courbes de la production, du chômage, des prix, du taux de profit et les fluctuations de l'activité de la classe ouvrière. Ce qui est déterminant, c'est le moment où un cycle de luttes se retourne, c'est-à-dire le moment où la dynamique conflictuelle de reproduction du capital doit modifier son allure, le moment où cette dynamique conflictuelle excède l'autoprésupposition du capital, le moment où, dans la continuité du dérailleur, on change de pignon (tous les cyclistes savent qu'à ce moment là, la chaîne peut sauter). C'est dans le moment de la nécessité de la transformation que la lutte de classe connaît ses plus fortes tensions. Ce moment peut tout aussi bien précéder que suivre le point le plus bas des données brutes des cycles économiques, nous sommes là dans ce qu'il faut reconnaître comme échappant à la connaissance théorique, mais on ne remplace pas une non-connaissance par une attente empirique, on la reconnaît comme telle *dans son rapport* à ce qui est connu. Cette non connaissance n'est qu'un *angle mort* défini par ce qui est connu. Chercher la coïncidence ou purement et simplement réfuter la question de la crise c'est accepter le découpage de la réalité sociale tel que l'économie politique l'effectue et le formalise.

Alors que la vision économiste de la société capitaliste et de la lutte des classes cherche à rendre compte du non-économique comme du phénomène de l'économie qui serait son essence, la dénégation de l'économisme conserve le même couple mais réclame que l'on prononce le divorce. Dans les deux cas, on a établi un rapport absurde, pour en accepter ou en réfuter l'efficacité, entre l'économie, acceptée comme l'essence de la société capitaliste, et l'existence concrète des luttes de classe. C'est-à-dire que l'on a mis en rapport ce qui est au mieux, en tant que critique de l'économie politique, une connaissance, avec des existences empiriques qui vont infirmer ou confirmer la prégnance de la première. On cherche une solution à la confrontation de l'histoire empirique concrète avec l'abstraction de l'économie et de ses lois acceptée comme abstraction d'une réalité non-critiquée. En fait, on cherche une solution à la question qui n'a pas de sens de savoir si le « concret de pensée » influence la réalité.

La solution idéologique est recherchée dans le couple nécessité / contingence. Une fois le couple posé, personne ne peut nier que le prolétariat et la classe capitaliste agissent de façon déterminée par leur situation sociale ou qu'il existe des lois dans le mode de production capitaliste. Pour la vision économiste, la nécessité, en l'occurrence l'économie, fraie sa voie au travers de la contingence et des circonstances, la nécessité c'est ce qui est connu, les circonstances ce qui ne l'est pas (on peut les décrire mais on n'en a pas le concept). Ce qui n'est pas connu (les circonstances) n'est pris en compte

que comme suite empirique d'événements. Dans le domaine de la connaissance théorique auquel appartient la nécessité, il existerait un " angle mort ", une non-connaissance, mais la nécessité n'est pas ce qui se réalise, ou se réalisera, dans la contingence présente ou à venir. Parler de la nécessité et parler de la contingence c'est parler de deux choses qui sont dans des ordres différents et que l'on ne cherche pas de toutes forces à mettre en rapport, quand on parle de l'une on ne cherche pas forcément à former un couple diabolique avec l'autre. On a donc mis en relation une connaissance (la nécessité n'est rien d'autre), avec des existences empiriques. On va se mettre ensuite à comparer cette connaissance (la nécessité économique) à l'existence empirique du cours des luttes de classes. La contingence est ramenée au phénomène comme dans le couple essence/concret.

La vision qui refuse ce cheminement de la nécessité dans les contingences tout en acceptant les termes du couple, c'est-à-dire l'existence dans le même ordre de la nécessité et des contingences confronte elle aussi ces mêmes réalités qui n'ont pas de rapports, elle accepte la nécessité comme le contraire de la contingence mais cette fois en mettant sous l'une et les autres des éléments qu'elle reconnaît bien n'avoir aucun rapport entre eux : les lois économiques et l'action révolutionnaire communiste. Toute sa subtilité est de les rapporter l'une à l'autre, de les confronter, pour conclure : la relation est nulle. L'erreur consiste dans l'acceptation des termes et de leur confrontation sous la forme de la nécessité et des contingences. L'absence de rapport n'est alors que le résultat, une forme particulière de l'acceptation de la mise en rapport. Cette vision va alors dire que les contingences nient la nécessité. Le fondement de cette vision est de concevoir l'essence comme une partie, la partie intime, de la réalité elle-même, or la distinction entre l'essence et les existences n'est pas une distinction qui sépare deux parties dans l'objet réel lui-même, c'est une distinction entre le concept de cet objet réel et cet objet réel (les rapports de production) comme objet existant. La nécessité est une détermination de l'économie comme essence et l'on ne cherche jamais à construire des passerelles à travers la frontière qui sépare le concept et les objets particuliers. Tout simplement parce qu'il n'y a pas de frontière, c'est-à-dire pas d'espace homogène commun entre le concept et le concret existant.

Réfuter la nécessité économique au nom des contingences ou seulement dire qu'elle n'explique pas tout, c'est ne pas voir que parler de la nécessité comme économie ne s'oppose pas aux contingences, à l'indéterminé ; cette nécessité n'est que la connaissance d'une activité de la classe capitaliste qui n'est pas plus la marionnette du capital que le sujet de celui-ci. Il ne s'agit pas de la distinction et de la confrontation entre une essence et des phénomènes ; en parlant de la nécessité économique, nous ne sommes pas sortis de l'activité volontaire et consciente de la classe capitaliste et du prolétariat, mais c'est seulement la production d'une connaissance qui ne règle pas le sort du cours empirique des luttes de classes mais en permet la construction théorique et l'analyse.

Ce qui est légitime, c'est de mettre en rapport une connaissance avec une autre connaissance, c'est-à-dire un concept avec un autre concept et non la nécessité avec des

existences empiriques. Je peux donc mettre en relation la nécessité économique avec le concept de cycle de luttes et c'est là où apparaît un " angle mort ", c'est-à-dire *une radicale impossibilité de connaissance*. Dans le concept de cycle de luttes, la contingence et l'existence empirique des luttes ont été supprimées. Le concept désigne l'activité du prolétariat dans le cours du capital en ce qu'il est une contradiction (lutte des classes) portant son dépassement de par cette activité. Entre ces deux concepts, il n'existe ni un rapport d'essence à phénomène ni un rapport d'englobement, ils ont en fait le même objet : le capital comme contradiction en procès. Il y a deux concepts pour un même objet parce que cet objet est double : c'est un processus économique nécessaire ; c'est une lutte de classe portant son dépassement. Jusque là on peut toujours considérer que les deux termes sont identiques et même se renforcent mutuellement, ce ne serait que deux point de vue différents : la nécessité économique donnant toute sa force à la lutte du prolétariat et cette dernière l'efficacité qu'il faut à la nécessité pour s'accomplir. Là où l'identité est problématique c'est que, simplement constatée, elle sous-entend que l'on n'a pas posé la question de la nature de l'économie et donc de sa nécessité. Si l'on pose cette question, on voit que la nécessité économique est identique à l'activité du prolétariat que pour autant que cette nécessité contredit son propre dépassement dans et par cette activité (la nécessité de l'économie ne nous mène qu'à la contre-révolution dans sa liaison essentielle avec la révolution, mais contre-révolution tout de même), nous avons là un *angle mort irréductible dans la conceptualisation du dépassement révolutionnaire du mode de production capitaliste*. La nécessité économique ne nous donnera toujours que l'économie, le cycle de luttes nous donnera son dépassement, pourtant l'un et l'autre sont légitimes dans le même objet (le même contenu de leur concept) : le capital comme contradiction en procès. C'est là que nous avons un « angle mort » irréductible qui ne tient pas au rapport de la nécessité aux contingences (rapport illégitime) mais au rapport légitime entre les deux concepts.

L'économie politique donne à voir la réalité de l'économie *comme si* celle-ci se donnait en clair. L'économie n'est qu'un moment de la lutte des classes : les conditions de la reproduction du rapport entre les classes se présentent toujours du côté du capital dans les termes de son objectivité qui sont les termes de l'économie (la production est reproduction, autoprésupposition). Ce n'est pas en ajoutant une dose d'indétermination à la " nécessité " économique que l'on retrouve la lutte de classe, mais en reconnaissant que l'économie n'est qu'une *théorie* des rapports de production. La détermination économique est donnée dans la définition de la société capitaliste comme mode de production. L'économie n'est pas la réalité cachée des rapports de production, ni même une détermination de ceux-ci à laquelle il faudrait en ajouter d'autres. On a dit ce qu'était l'économie, il est possible de préciser un peu. En tant que conditions objectives de la reproduction des rapports sociaux de production se retrouvant toujours à un pôle de la société du fait même de ces rapports, elle est la structure fixe distribuant les moyens de la production (y compris la force de travail) et les fonctions dévolues aux agents de la production. Cette structure définit l'exploitation. Mais il est vain de chercher cette structure dans une partie empiriquement visible de la société, là on ne

rencontrera que des rapports juridiques, des contrats, de la violence politique, des institutions, de l'idéologie, des frontières politiques nationales ou " ethniques ", des stratégies individuelles, des relations entre sexes ou entre tranches d'âge, des capitaux particuliers et des fractions particulières de la force de travail (tout comme au Moyen-âge on rencontrait de la religion et des rapports individuels de subordination, ou dans les sociétés primitives des relations de parenté). Tout cela ne vient pas masquer l'économie, c'est même là qu'elle se donne à voir, mais comme une abstraction à construire théoriquement et son efficacité pratique n'est autre que la lutte des classes dans les rapports de production, c'est sa forme d'existence réelle et non une apparence à dissoudre pour découvrir l'essence cachée et seule vraie.

L'économisme et sa dénégation (la recherche d'une action du prolétariat ne dépendant pas de ses conditions sociales et économiques) ont en commun soit la simple croyance en l'économie comme en une réalité se dissimulant sous toutes les formes sociales, soit (c'est la cas le plus fréquent) la croyance en l'économie comme l'essence des rapports de production et existant réellement comme telle - essence - en tant que secteur particulier de la vie sociale. En tant que « concret de la pensée », l'économie n'existe pas comme secteur particulier empirique. Pour l'économisme, il s'agit simplement de dissoudre ces formes d'apparition, toutes les déterminations des rapports de production, pour n'avoir que la réalité vraie ; pour sa dénégation il s'agit de refuser un rapport de causalité entre le noyau et les formes sociales, rapport ramené au problème de la relation entre un secteur particulier de la vie sociale et tous les autres. On se trouve alors, si on est conséquent avec ce que l'on dit, embarqué dans la joyeuse problématique de l'infrastructure et de la superstructure (même si l'on a la pudeur de ne pas prononcer les termes), des interactions dialectiques et de l'empilage d'assiettes.

Dans l'économisme et sa dénégation, d'une part, on a pris l'économie simultanément comme partie empirique de la vie sociale et noyau rationnel de celle-ci (essence) et, d'autre part, on n'a pas pris comme telles les formes d'apparition. Les formes d'apparition ne sont pas des apparences, la valeur d'échange, par exemple, est une forme d'apparition de la valeur et non une apparence de celle-ci. Ces dernières sont devenues soit des apparences (l'économisme), soit des réalités pouvant être totalement autres (sa dénégation). Dans le premier cas, on a nié la réalité des formes d'apparition, dans le second on a conféré à l'économie une réalité pour elle-même existant dans un secteur de la société en dehors de ses formes d'apparition, ces dernières, niées comme formes d'apparition, entretiennent alors avec l'économie un rapport indéfinissable relevant d'une sorte de *causalité floue et fluctuante*. Toute une série de couples comme déterminisme et liberté, classe ouvrière et prolétariat, économie et lutte révolutionnaire, lutte défensive et rupture, viennent ensuite cautionner les fluctuations de la causalité.

En définitive, dans la relation entre économie et rapports sociaux de production, c'est, dans un cas comme dans l'autre, la même erreur de méthode que l'on trouve : l'empirisme. De la combinaison des formes d'apparition, on abstrait l'économie mais au sens où on réaliserait une *extraction*. L'économie existerait comme essence réelle *dans* le réel qui la contient, la recèle et la cache. On la dégage. La réalité est alors constitué

de deux essences réelles, la pure (l'économie) et l'impure (toutes les déterminations qui constituent les rapports sociaux de production et non les " niveaux " qui renvoient à la métaphore architecturale des étages). L'économie serait donc contenue réellement dans la réalité des rapports sociaux. La méthode a simplement consisté à séparer dans l'objet deux parties existantes en lui. La différence entre l'objet réel (les rapports sociaux) et son essence (l'économie) est avouée puisque l'essence est déclarée seulement partie de l'objet réel, mais cette différence est niée à l'instant même où elle est reconnue en devenant une simple *distinction* des parties d'un seul objet, l'objet réel, les rapports sociaux de production. On a alors produit, comme partie réelle de l'objet, son essence qui n'est en fait que sa connaissance, les formes d'apparition deviennent une autre partie de ce réel. Il faudra bien sûr ensuite régler le problème de la liaison entre ces deux parties en lesquelles se décomposent le réel. C'est là que se situe le choix entre l'économisme (le déterminisme) et la causalité fluctuante (fluctuante, car on ne peut benoîtement affirmer l'absence de tout rapport). La dénégation de l'économie croit en l'économie de la même façon que l'économie politique pour laquelle elle est un secteur repérable et délimité de la réalité, même si elle n'en tire pas les mêmes conclusions.

Dire que l'économie est l'essence des rapports sociaux, ce n'est pas lui conférer un secteur de réalité dans ces rapports, c'est avoir par la connaissance prise sur cette réalité, et c'est considérer les formes d'apparition non comme des apparences à réduire (économisme) ou un autre coin de la réalité (causalité floue) mais comme la seule existence réelle de cette essence. Il n'y a pas là d'idéalisme, de processus de réalisation ou de révélation de l'essence, il y a deux objets différents, on ne confond pas une essence qui est une connaissance, un concret de pensée, avec des existences. Mais alors nous avons reconnu, comme inhérent à la théorie, un angle mort dans son appréhension des existences et c'est la théorie elle-même qui produit et délimite cet angle mort à l'intérieur d'elle-même.

L'économie dont il est ici question, en tant qu'essence des rapports sociaux de production, c'est l'économie comme *produit théorique* de la critique de l'économie politique et non l'objet de l'économie politique qui comme champ particulier existe bel et bien comme les conditions de la reproduction des rapports de production objectivées du côté du capital et possède sur cette reproduction une terrible efficacité. Mais cette existence n'est pas le donné allant de soi qu'elle prétend être (elle n'est qu'un moment de la reproduction du rapport d'exploitation en ce que ce rapport est subsumption), en cela elle n'est pas la réfutation mais la confirmation du fait qu'en tant qu'essence des rapports de production l'économie n'est pas un secteur particulier de la réalité.

Dire qu'en tant qu'essence l'économie n'est pas un secteur particulier de la réalité ne signifie pas qu'au niveau des existences empiriques il n'y ait pas un moment de la réalité de la reproduction des rapports sociaux qui soit économie (nous avons défini plus haut ce moment). Dire qu'en tant qu'essence l'économie n'est pas un secteur particulier, c'est refuser à l'économie, telle qu'elle existe dans la reproduction de tous les jours des rapports sociaux de production, toute prétention à l'autonomie, on ne peut faire la théorie de ce moment particulier sans mettre en question le découpage que ce moment

instaure dans la réalité sociale, c'est le reconnaître pour dire que ce moment, en tant que moment, n'a pas en lui-même sa raison d'être, son fondement.

C'est là qu'avoir défini l'économie comme essence (concret pensée) des rapports sociaux est prise sur la réalité immédiate de ces rapports. Si l'on se défait d'une conception empiriste ou idéaliste de l'essence, dire que l'économie est l'essence des rapports sociaux de production dépasse le dilemme du déterminisme et de l'action. Cela permet en outre (en plus de reconnaître l'économie comme moment particulier tout en lui déniait la prétention à l'autonomie et de rejeter la problématique des déterminations entre secteurs) de donner un *sens* (n'ayons pas peur des mots) au passé et au présent de la lutte des classes, d'effectuer une prévision de son avenir et, dans cette prévision, de délimiter théoriquement ce qui ne peut être connu sans définir l'inconnu (l'angle mort) comme une somme d'existences aléatoires comparées à l'essence connue. Ce sont les critères qui définissent le connu qui délimitent l'inconnu.

Le propre tant de l'économisme que de la causalité floue est de confondre l'économie comme essence et l'économie comme secteur particulier. L'économisme veut faire jouer au secteur particulier par rapport à l'ensemble de la vie sociale le rôle que l'empirisme ou l'idéalisme attribuent à l'essence (la réalité vraie sous les apparences et les dissolvant), il n'y a plus d'angle mort. La causalité floue accepte la confusion mais refuse la causalité contraignante qui résulte de sa confusion entre l'essence et le secteur particulier, l'angle mort a tout absorbé, c'est un trou noir. Comme, pour elle, le secteur particulier c'est immédiatement l'essence, elle ne peut accepter les conséquences de sa confusion, ce qui l'amène à du bricolage théorique quand elle voit la relation comme le combat entre le déterminisme et la liberté, la lutte défensive et la lutte révolutionnaire, l'appartenance du prolétariat à ce " monde " mais aussi à une autre chose pouvant relever de l'histoire ancienne, de l'anthropologie, de la société en général, ... elle est floue car ce qui lui échappe et ne peut que lui échapper c'est la nature réelle de l'économie comme secteur particulier.

Cet appel a été rédigé par le collectif des éditions Senonevero, réuni à Marseille en novembre 2003

MEETING

1. Réunis *au départ* dans le collectif d'édition « SENONEVERO » nous avons entrepris d'élaborer une revue (titre envisagé *Meeting*) que Senonevero se chargera de publier et, de façon plus large, de mettre en place un lieu de débats et de rencontres.

2. Cette revue se veut, dans un premier temps, un *reflet actif* de l'activité théorique et éditoriale consacrée à la révolution communiste, telle que cette activité existe aujourd'hui en Europe, et au-delà des mers si les vents nous sont favorables.

3. Nous constatons que d'ores et déjà un courant communiste existe au travers d'expressions théoriques diversifiées et de certaines pratiques dans les luttes actuelles.

4. Ce courant est le fait d'un certain nombre d'individus ou de groupes partageant aujourd'hui (chacun à sa façon) tant théoriquement que pratiquement:

- la critique de toute organisation de classe permanente, qu'elle soit préalable aux luttes ou persistant au-delà
- la conviction que la seule perspective révolutionnaire actuelle est celle de la destruction du capitalisme et, indissociablement, de toutes les classes
- la certitude que la lutte de classes entre le prolétariat et la classe capitaliste est partout dans le monde l'unique dynamique de cette destruction
- la critique de toute perspective révolutionnaire incluant une période de transition vers le communisme
- la conviction que la destruction du capitalisme *n'ouvre par la voie au communisme* mais ne peut qu'être *immédiatement la communisation* de tous les rapports entre les individus.

5. La communisation n'est pas un programme qu'il faudrait appliquer, ni même quelque chose que l'on pourrait d'ores et déjà décrire, mais les voies qui y conduisent sont à explorer et cette exploration se doit d'être internationale. La diversité et les oppositions internes, pour ne pas dire les conflits, au sein de ce courant communiste sont définitives de son existence et elles doivent être reconnues.

6. Nous prenons l'*initiative d'une matérialisation* de ce courant à travers des textes qui nous paraissent l'exprimer de la façon la plus explicite, *à leur manière*, dans la diversité de leurs intentions et des pratiques dont ils participent. Si cela s'avère possible nous envisageons des rencontres au-delà de la simple « fabrication » de la revue.

7. Nous n'avons pas vocation à « écrire » cette revue tous seuls. Pour cela, nous voulons faire « travailler » ces textes à leur propre dépassement, à leur approfondissement, à travers la *confrontation* et la reconnaissance mutuelle ; ainsi qu'à partir des productions théoriques nouvelles *ad hoc*, suscitées par leur rencontre dans la revue.

8. Cette revue est en cours d'élaboration. A la disposition de celles et ceux qui décident de participer à cette élaboration, un site internet est *ouvert* à l'adresse :

[http : //cf.geocities.com/microsite2003](http://cf.geocities.com/microsite2003)

ainsi qu'une BP à l'adresse :

ICN, BP 31, Marseille , 13231Cedex 20. France.

Fin février – début mars 2004, une assemblée rédactionnelle se réunira pour boucler le premier numéro et parler de la suite en fonction du matériel et des personnes réunis. Si la revue est un premier pas, elle n'épuise pas la variété des échanges possibles (nous ne chercherons à éviter que les échanges de...cups).

Le collectif *Meeting*

Novembre 2003

P.S. : la réunion s'est finalement tenue au mois de mai.

Bref compte rendu de cette réunion

Le compte rendu qui suit de la réunion a été fait à chaud, ne prétend pas à l'objectivité mais il a été fait avec le maximum d'honnêteté *possible*.

De retour de Paris, un petit résumé personnel et rapide des événements pour les absents.

Vendredi soir

Soirée de démarrage, repas et alcools divers....Discussion autour du concept de communisation, première mise sur la table de la divergence principale entre deux conceptions de la communisation (voir sur le site : <http://meeting.senonevero.net>, les textes de D et R.S.)

Samedi matin

Des camarades d'Aufheben nous rejoignent.

On démarre avec la construction du 1^o numéro de la revue et ça roule bien

On gardera les textes du CRAC (sur la grève et la présentation du groupe) pour la version numérisée.

La revue papier sera parallèle à un site Internet qui la reproduira intégralement, permettra de télécharger un fichier PDF de son contenu, compilera l'ensemble des textes non retenus immédiatement (avec possibilité de répondre aux textes de façon

"modérée"). Il y aura également une partie "intranet" qui permettra que nous débattions directement ensemble sur les modalités techniques, les contenus... tout quoi!

Samedi après midi

Le débat sur la communisation reprend sur les bases d'hier soir, autour de deux axes :

Qu'entendons nous par communisation?

Qu'entendons nous par "fronts de luttes " (luttes dans la production, luttes dans les quartiers, luttes hors du travail, etc,... pour faire court)

Toutes les discussions, que je ne détaillerai pas là vous vous en doutez bien, ont revisité et tracé bien clairement les quelques sillons qui délimitent des divergences qui apparaissent dans les textes de départ et qui ne manqueront pas d'alimenter la confrontation dont la revue s'est proposée d'être le creuset (cf l'invite).

On a bien compris qu'il existe une position qui considère que la communisation, c'est la révolution se faisant, sans période de transition et qu'il n'en existe aucune manifestation avant, même si l'analyse des luttes essaye de pointer le lien qui existe entre le rapport prolétariat/capital aujourd'hui et cette communisation à venir. Cette position considère que la communisation est une question de ce cycle de luttes.

On a également bien compris qu'une autre série de positions considère, sans entrer en divergence majeure avec la position précédente sur le cours de la révolution, qu'il a existé ou qu'il existe des moments, des luttes, des affrontements dans lesquels on peut ou on a pu voir posée a question de la communisation (avec un questionnement autour de l'idée "d'expérimenter" pratiquement des formes ou des questions liées à la communisation, au quotidien, dans les luttes voire dans les affrontements directs avec le capital)

Tout cela a permis je crois , de bien avancer dans la mise à plat de questions qui vont nourrir la revue.

J'imagine que d'autres feront leurs petits commentaires aussi.

PP (le 15/5/2004)

Meeting existe sous deux formes :

- une revue papier,
- un site internet.

Notre but est de provoquer un débat sur la communisation dont le texte *Invite* définit, pour nous, le cadre.

Le sommaire de la revue papier résulte d'un choix fait par les participants au projet parmi toutes les contributions qui sont sur le site. Ce choix s'effectue dans les discussions et l'assemblée précédant chaque numéro.

Le site est le lieu de la mise en débat de toutes les contributions proposées. Il conserve les textes non retenus dans le numéro précédent et ouvre sur le numéro suivant. Les discussions sur les textes sont la définition permanente des critères de jugement.

Chaque numéro est précédé d'une assemblée des participants au projet.

SENONEVERO

Comme nous l'avons déjà annoncé dans les numéros 17 et 18, nous participons aux éditions Senonevero dont les premières livraisons ont vu le jour en mai 2001.

Association pour la Recherche en Histoire Sociale

ICN, BP 31
Marseille,
13231 Cedex 20.
France

<http://ca.geocities.com/senonevero>
senonevero@yahoo.fr

Diffuseur :

Dif'Pop' – 21 ter, rue Voltaire – 75011 Paris – tél.01 40 24 21 31

Ligne éditoriale

Les éditions SENONEVERO s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme.

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes - le prolétariat comme la bourgeoisie - et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Ouvrages parus :

*** LE TRAVAIL ET SON DEPASSEMENT**

Bruno ASTARIAN

226 Pages - prix public : 12,95 €

* LE DEMOCRATISME RADICAL

Roland SIMON

264 pages - prix public : 12,95 €

* FONDEMENTS CRITIQUES D'UNE THEORIE DE LA REVOLUTION

Roland SIMON

720 pages - prix public : 27,45 €

* LE MOYEN ORIENT - Histoire d'une lutte de classes

1945-2002

Théo Cosme

Prix :15 euros

De la fin de l'Empire ottoman à la guerre du Golfe (1991), la "*Question d'Orient*" était celle du développement des rapports capitalistes au Moyen-Orient. L'Orient fut une "*Question*" car ce développement n'était pas endogène. La formation de bourgeoisies y fut chaotique et la production de prolétaires catastrophique. Depuis la fin de l'Empire Ottoman, la formation de rapports sociaux spécifiquement capitalistes s'est déroulée au Moyen-Orient au travers de la succession de trois fractions dominantes de la bourgeoisie : bourgeoisie foncière, administrative et commerçante ; bourgeoisie nationaliste ; bourgeoisie rentière (malgré nos critiques, nous reconnaissons notre dette aux travaux de Georges Corm). Chacune, dans sa spécificité, inclut et exprime à un moment donné les nécessités générales du développement du capital. Par là également, leur action peut parvenir à d'autres buts que ceux qu'elles s'étaient primitivement fixés. C'est dans ce cadre que nous étudions la formation de l'Etat d'Israël, la montée de l'islamisme, la révolution iranienne, la guerre du Liban, la première Intifada, l'échec du mouvement palestinien, l'invasion du Koweït et l'élimination finale de la figure autonome du rentier. Plus généralement les guerres israélo-arabes sont, pour les pays arabes, le critère et l'histoire du développement en leur sein des rapports sociaux capitalistes, l'existence d'Israël a été jusqu'à maintenant la contrainte à ce développement.

C'est la guerre du Golfe en 1991 qui a définitivement résolu le problème essentiel que dans la restructuration mondiale du mode de production capitaliste posait le Moyen-Orient : l'intégration de la rente pétrolière dans la péréquation générale du taux de profit. On peut alors cesser de considérer le Moyen-Orient comme une question particulière. La "*Question d'Orient*" est fondamentalement résolue dans la mondialisation des rapports capitalistes, ce que confirment la caducité du sionisme, l'effacement et les risques d'implosion de l'Arabie Saoudite, la seconde Intifada, l'évolution de l'islamisme et la guerre américaine en Afghanistan.

Il reste maintenant la question générale de la définition, de l'exploitation et de la reproduction d'un prolétariat massivement déraciné et paradoxalement renvoyé à des solidarités apparemment traditionnelles.

Outre son découpage et la compréhension de celui-ci, le parcours du capitalisme au Moyen-Orient pose plusieurs problèmes théoriques majeurs : le caractère non endogène du développement du capitalisme ; le rapport entre les identités intermédiaires (communautés religieuses ou ethniques) et l'Etat-nation ; le rapport de la rente pétrolière à la péréquation du taux de profit ; les formalisations religieuses et nationalistes de la lutte de classe.

Vient de paraître :

***RUPTURE DANS LA THEORIE DE LA REVOLUTION**

Textes 1965-1973

Collectif

Présentation de François Danel

La formation à partir de 1995 d'un mouvement démocratique radical se développant rapidement à l'échelle mondiale et aussi vite contesté de l'intérieur comme réformiste ou citoyeniste a prouvé que la lutte des classes n'a pas disparu avec le "vieux mouvement ouvrier" programmatique et que l'effondrement du capitalisme bureaucratique ne signifie nullement l'éternisation de l'exploitation capitaliste sous sa forme "pure", c'est-à-dire concurrentielle.

Trois grandes questions se dégagent des débats en cours. La révolution a-t-elle pour contenu la réappropriation des "richesses" ou l'abolition de la valeur ? Surgit-elle comme un dépassement immédiat de l'aliénation ou se produit-elle comme un dépassement médiatisé par la crise du rapport d'exploitation ? Est-elle le fait d'une vague "multitude" humaine posant face à elle le capital comme pure extériorité ou celui d'une classe définie dans le rapport capitaliste, le prolétariat, quand il entre en contradiction avec sa propre action en tant que classe ? Or ces trois questions font écho à celles posées dans une situation très différente par certains groupes théoriciens issus de l'ultra-gauche marxiste ou de l'anarchisme après 1968, quand le programme de gestion ouvrière du capital se décomposait sous l'effet du refus du travail.

Il ne s'agit donc pas dans cette anthologie de présenter les matériaux d'une quelconque "archéologie" de la révolution prolétarienne. Par la médiation ou le "détour" d'une reprise critique des acquis théoriques du mouvement post-soixante-huitard, c'est de nous, maintenant, qu'il s'agit. De la *communisation*, c'est-à-dire de l'abolition sans transition du capital comme dépassement produit des limites de nos luttes actuelles. De la *théorie*, comme contenu et production du processus révolutionnaire, comme autocompréhension du processus, et non plus comme sa "vérité" ou sa raison transcendante. Ce qui implique la *critique de l'idéologie de la révolte* que produit dans

son immédiatisme subversif et dans sa naïve identification du communisme à l'essence ou la nature humaine la mouvance anticitoyenniste.

Avec ce livre, les individus associés dans les éditions Senonevero veulent seulement contribuer à la clarification du débat, qui reste de toute manière ouvert, puisque le cours des luttes retravaille sans cesse questions et réponses.

DÉJÀ PARUS

Théorie Communiste n° 1 (Avril 1977) Le Prolétariat.

Théorie Communiste n° 2 (Janvier 1979) La production du Communisme.

Théorie Communiste n° 3 (Mars 1980) Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle - Les luttes de classes de 67 à 75 - Le développement économique de la crise (1967/1975).

Théorie Communiste n° 4 (Décembre 1981) Des luttes actuelles à la révolution - Notes sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 5 (Mai 1983) La production de la théorie communiste.

Théorie Communiste n° 6 (Mai 1985) Théorie Communiste : Synthèse.

Théorie Communiste n° 7 (juillet 1986) Le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 8 (Novembre 1987) La notion de cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 9 (Mai 1989) Le prolétariat et le contenu du communisme.

Théorie Communiste n° 10 (Décembre 1990) La grève des cheminots de l'hiver 86/87.

Théorie Communiste n° 11 (Juin 1993) Moyen Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.

Théorie Communiste n°12 (Février 1995) La révolution prolétarienne 1848 – 1914. Sur la restructuration

Théorie Communiste n°13 (Février 97) Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. Etat, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.

Théorie communiste N° 14 (Décembre 97) L'Ultra-Gauche. "Théorie communiste".

Théorie Communiste n°15 (Février 99) L'objectivisme- La lutte des chômeurs et précaires - "L'alternative".

Théorie Communiste N° 16 (Mai 2000) La communisation.

Théorie Communiste N° 17 (Septembre 2001) Le démocratisme radical et ses critiques.

Théorie Communiste N° 18 (février 2003) après Gênes. La seconde intifada

TC Editeur : Le journal d'un gréviste . Sur la grève de nov.déc. 95 – Avril 96